



# La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



## Causeries décembre 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre

### Politique

#### 1- Comment peut-on utiliser les "révélations" de WikiLeaks ?

Dans la communication des Etats ou d'institutions privées ou encore des partis politiques, il n'est pas toujours facile de distinguer ce qui relève de l'information ou de la propagande.

Si les documents mis en ligne par WikiLeaks ne nous apprennent pas grand chose sur les rapports entre Etats, en réalité ils ne font que confirmer nos analyses et celles produites par d'autres, en revanche, par le fait que ces rapports sont décrits directement par ceux qui dirigent le monde et non décryptés par une source extérieure ou étrangère aux événements relatés, par exemple par un journaliste ou un parti politique qui pourrait les interpréter ou les présenter dans un sens ou un autre dans un but intéressé, soupçon que le lecteur a toujours plus ou moins consciemment à l'esprit, la publication de ces 250.000 documents et les réactions de désapprobation qui ont suivie dans le monde entier au niveau des chefs d'Etat suffisent à donner aux faits qu'ils relatent le sceau de l'authenticité absolue qu'ils n'auraient pas autrement comme il vient d'être précisé, du coup ils peuvent éclairer utilement la lanterne d'une population qui se laisse habituellement manoeuvrée ou qu'il est relativement facile de manipuler, c'est sans doute cela qui inquiète au plus haut point les dirigeants du vieux monde ou tout du moins le revers de la médaille de la divulgation de ces informations classées secrètes.

Disons les choses simplement même si cela dérange, le bon peuple qui peine à croire qu'il est en permanence manipulé, bien qu'hypocritement il le sache quelque part, qui préfère se laisser vivre sans trop se poser de questions, qui profite des acquis de la lutte de classe du passé sans trop se préoccuper de les perdre les uns après les autres ou sans se soucier de son propre sort et de son avenir, ne pourra plus dire dorénavant qu'il ne savait pas au juste dans quel monde il vivait, il ne pourra plus avancer l'argument pratique qui consiste à dire qu'il ne croit plus personne parce que tout le monde lui raconterait des histoires, là en l'occurrence la vérité sort directement de la bouche de ceux qui leur pourrissent la vie au quotidien, il lui sera impossible de les traiter de menteur ou de douter de leurs réelles intentions, mieux, lorsque nous expliquons que la politique de Sarkozy et son gouvernement est uniquement dictée par les intérêts du capital, de nombreux travailleurs ou militants acquiescent mais nous prennent en réalité pour des rigolos, à côté d'un chef d'Etat ou d'un politicien ou d'un technocrate propre sur lui dans son costard qu'est-ce que nous représentons, qu'est-ce que nous sommes, quelle valeur peut avoir notre discours, après tout nous ne sommes pas aux commandes de l'Etat pour savoir ce qui s'y passe réellement, inconsciemment ils estiment Sarkozy et son gouvernement ne sont responsables de la situation économique et sociale actuelle, qu'ils font ce qu'ils peuvent, qu'ils ne sont pas forcément animés par de mauvaises intentions à l'égard des travailleurs, etc. mais là ils ont justement la preuve que tout ce que nous avançons étaient vrai, que notre analyse était correcte, à la faveur du doute ils ne pourront plus nous répondre : vous avez sans doute raison, il faut voir, peut-être que vous dites vrai, il va falloir que je réfléchisse et j'en passe, maintenant cette façon de se défilier pour ne pas assumer ses responsabilités n'est plus possible, vous avez les faits sous les yeux et les informations

que vous avez entre les mains émanent directement de ceux qui vous gouvernent, leurs intentions sont claires, leur responsabilité est établie, la politique du gouvernement a pour seul objectif de satisfaire les besoins des privilégiés du régime capitaliste et dans l'ordre de ses préoccupations ne cherchez pas les vôtres ils n'y figurent pas, à ses yeux vous n'êtes bon qu'à bosser jusqu'à la mort ou à connaître une vie misérable et mille souffrances, vous n'avez plus aucune illusion à avoir dans le président en exercice ou son parti, dans tous les partis ou les dirigeants qui ont exercé un jour le pouvoir, car ils appartiennent tous à la même racaille infâme et méprisante...

Voilà l'analyse prudente que je fais pour le moment sur cette "fuite" accidentelle ou savamment orchestrée. Son exploitation par l'impérialisme américain et les médias pourraient faire penser aussi à la guerre psychologique engagée par Washington pour contraindre les populations de ses alliées à soutenir leurs gouvernements alignés sur la politique américaine au moment où le capitalisme mondial connaît sa plus formidable crise. Resserer les liens avec la Maison Blanche, ce que s'est empressé de déclarer hier le Palais.

Si la publication de ces documents aboutissaient à de nouvelles et dangereuses tensions entre Etats à travers le monde, leur divulgation pourrait servir à préparer psychologiquement la population mondiale à la perspective de nouvelles guerres régionales ou d'une guerre à plus grande échelle, le capitalisme mondial n'ayant trouvé jusqu'à présent aucune autre issue à la crise pour détruire de gigantesques forces productives qu'une confrontation armée aux conséquences incalculables et incontrôlables, cette hypothèse n'est pas dénuée d'intérêt non plus.

Une simple guerre régionale, par exemple entre la Corée du Nord et du Sud, entraînerait des désordres mondiaux qui ne feraient pas spécialement l'affaire de l'aristocratie financière, elle ne changerait rien ou presque au rapport de forces entre Etats en admettant que ni la Chine et ni les Etats-Unis n'y participerait, les inconvénients l'emporteraient sur les avantages que les marchés pourraient en tirer, alors qu'une guerre à laquelle participerait des Etats fortement industrialisés, sur leur sol directement, permettrait à la fois de détruire des masses considérables de forces productives et de renforcer la position dominante des Etats les plus puissants, au rang desquels se trouvent en tête les Etats-Unis et la Chine sur le plan militaire. Apparemment ni les Etats-Unis et ni la Chine n'ont intérêt pour le moment à un tel scénario, officiellement, mais la donne pourrait se trouver modifiée par le fait de ces révélations. Après tout, l'appareil industriel et militaire des Etats-Unis n'a jamais été aussi puissant qu'aujourd'hui.

Pour conclure sur ce sujet, les quelques informations que j'ai relevées dans les médias.

### 1.1- OTAN en emporte le vent !

La diffusion de documents secrets et confidentiels par WikiLeaks, dont quelques milliers concernent l'Alliance atlantique, est '*illégale, irresponsable et dangereuse*', a déclaré mardi la porte-parole de l'OTAN, Oana Lungescu. (Lemonde.fr 30.11)

### 1.2- A propos de l'hystérique du Palais

Nicolas Sarkozy a fustigé ces fuites de notes diplomatiques, jugeant que cela relevait du « *dernier degré d'irresponsabilité* ». Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a quant à lui dénoncé la publication des données, estimant que « *parfois, la transparence est une forme de totalitarisme* ». (Reuters 30.11)

Sarko y apparaît comme « *brillant* », « *impatient* », « *irritable* », « *autoritaire* », « *imprévisible* » ou « *charmant* »...

Son caractère irascible est vite perçu des Américains. A lire les mémos, il faut toujours le prendre avec des pincettes, et ses conseillers sont tyrannisés. En décembre 2009, l'ambassadeur Charles Rivkin écrit ainsi à la secrétaire d'Etat Hillary Clinton : « *Des contacts à l'Elysée nous ont rapporté en long et en large qu'ils évitent de le désapprouver ou provoquer son déplaisir ("displeasure" dans le texte, ndlr) -allant jusqu'à dérouter l'avion présidentiel pour lui éviter de voir la Tour Eiffel illuminée (par la mairie de Paris, ndlr) aux couleurs de la Turquie, lors de la visite du Premier ministre Erdogan.* »

Dans le même télégramme, l'ambassadeur s'inquiète de constater qu'aucun de ses collaborateurs n'ose lui rappeler que « *l'empereur n'est pas complètement habillé* » -on appréciera l'euphémisme. Rien, « *aucun frein* », n'est en mesure de limiter ses « *ambitions mondiales* », constate-t-il. D'autant qu'il promet « *ceux qui sont prêts à suivre ses politiques* » et marginalise « *ceux qui ont des vues divergentes* ».

Selon un diplomate européen dont le nom est anonymisé, « *il suffit que Sarkozy soit dans une pièce pour que le niveau de stress de chacun augmente* ».

On découvre dans ces mémos que Nicolas Sarkozy et ses conseillers fréquentent assidument l'ambassade américaine de Paris, ainsi que les dignitaires américains de passage en France.

On apprend ainsi que Nicolas Sarkozy a annoncé sa candidature à l'ambassadeur américain, Craig Stapleton, et au

conseiller économique de Bush, Allan Hubbard, dès le 1er août 2005, soit seize mois avant qu'il ne l'annonce au peuple français. Il est vrai qu'à l'époque, c'était un secret de polichinelle. Mais le candidat va alors très loin dans son témoignage d'amitié, si l'on en croit le compte-rendu de l'ambassadeur : « *Sarkozy a exprimé son admiration pour le président Bush. Sarkozy a dit que, comme le président, lui aussi mettait un point d'honneur à tenir sa parole et à affronter honnêtement les problèmes réels de son pays.* » (Rue89 30.11)

Les diplomates américains présentent dans leurs télégrammes Nicolas Sarkozy comme le président français "*le plus pro-américain depuis la Seconde Guerre mondiale*", dont ils saluent "*le libéralisme, l'atlantisme et le communautarisme*".

Après l'élection de ce candidat "*instinctivement pro-américain et pro-israélien*" à l'Elysée, l'ambassade note que "*l'héritage juif de Sarkozy et son affinité pour Israël sont célèbres*" et ajoute qu'il vient de nommer au Quai d'Orsay Bernard Kouchner, "*le premier ministre des Affaires étrangères juif de la Ve République*".

D'autres télégrammes diplomatiques américains affirment que "*personne ne peut dire non*" au président français, d'autres évoquent son "*mauvais caractère*" et le décrivent comme "*frénétique*" ou "*impulsif*". (Reuters 30.11)

Ces contacts multiples permettent à l'ambassade américaine d'écrire, peu avant la déclaration de candidature de M. Sarkozy, un long portrait dithyrambique intitulé "*L'homme qui pourrait changer la France*". "*Il est pro-américain et acquis aux principes du libre-marché. (...) Il est associé à des mesures dures de lutte contre le crime et le terrorisme. (...) Il est vigoureux sur le besoin pour la France de dépasser ses réflexes anti-américains. (...) Sarkozy est l'homme politique français qui soutient le plus le rôle des Etats-Unis dans le monde. (...) Son sobriquet est 'Sarkozy l'Américain', et son affinité avec l'Amérique est authentique et vient du fond du cœur.*" L'ambassadeur se laisse alors emporter par son enthousiasme et imagine déjà "*un double mandat, une présidence de dix ans*".

Les Américains sont impressionnés par "*les pouvoirs sans partage*" du président français.

### 1.3- Vue par un média aux ordres, Le Point.

La diffusion, par le site internet WikiLeaks, de télégrammes diplomatiques américains suscite une polémique dans le monde entier et pose la question de l'avènement d'une nouvelle dictature. Car il y a bien quelque chose de malsain et même de totalitaire dans la publication de ces milliers de messages échangés pendant des années par les ambassades et le gouvernement américains. Cela tient à la fois au côté gigantesque de la divulgation et aussi à la violence du procédé, qui donne le sentiment qu'on abolit d'un seul coup toute forme de confidentialité dans les rapports entre les États - et peut-être, demain, entre les administrations, les banques et, pourquoi pas, les citoyens.

WikiLeaks argue de la transparence, prétend qu'il s'agit de corriger les mensonges publics des États en permettant aux citoyens d'accéder à l'envers du décor. La réalité, c'est que la diplomatie ne consiste pas toujours à dire la vérité - et c'est quand même mieux que de se faire la guerre.

En fait, il y a de l'hypocrisie dans cette démarche. La tyrannie de la transparence est une dictature comme les autres. Ce qui me choque, c'est qu'on justifie la publication des documents en disant qu'à partir du moment où WikiLeaks a choisi de les livrer, ils vont de toute façon tomber dans le domaine public. C'est du jésuitisme pur et simple. Il y a bien, sur Internet et ailleurs, des milliers d'informations que la presse ne reprend pas - souvent à juste titre.

Bien sûr, on ne peut pas s'incliner devant tous les secrets. La question est de savoir où on fixe la limite et qui la fixe. Nous avons, en France, un débat récurrent sur le périmètre du secret ; par exemple, ces derniers jours, celui du secret-défense opposable à la justice. Les pouvoirs démocratiques ont besoin de secret pour être efficaces et il n'y a que les démagogues ou les imbéciles pour penser le contraire. Donc bien sûr qu'il peut y avoir des atteintes légitimes au secret - et c'est parfois l'honneur de la presse d'en commettre. Mais le jour où on considérera que toute violation d'un secret est en soi une information, il n'y aura plus de frontière entre la sphère privée et l'espace public. Et la démocratie aura accompli le rêve de toutes les dictatures. C'est-à-dire un cauchemar ! (LePoint.fr 30.11)

Commentaires de quelques internautes.

- "Bref le fond de tout ça c'est que les pays se font la guerre. Une guerre d'argent, de terres, d'influence, et nous servent de la soupe démocratique."

- "Au lieu d'analyser les faits épars, que l'on peut extraire de ce contexte de dérives de l'exécutif, vous vous constituez en défenseurs de l'opacité ? De quelle démocratie parlez-vous ?"

- "La nouvelle dictature qu'annonce Wikileaks est l'envie de vérité de la part des peuples."

- "Moi ce qui me choque, ce sont vos propos. Je n'imaginai pas qu'un rédacteur puisse cautionner l'opacité voire la non information... ?"

- "L'information est un droit légitime, surtout quand cela concerne les citoyens et leur avenir."

- " ... et même si, j'en conviens, la vérité n'est pas toujours bonne à dire, je crois qu'il y a aussi là un signal à entendre : parce que ce principe là, louable sur le fond, ne doit pas non plus servir de prétexte au mensonge permanent, ou en tout cas à cette "vérité" partielle (partiale ?) et parfois bien complaisante qui nous est servie."

Bref, camarades, la vérité est révolutionnaire et c'est dans ce sens-là qu'il faut exploiter ces "*révélations*" comme je l'ai expliqué dans mon introduction.

2- La fratrie du régime. Tout juste bon à "**brûler**" ! (Trotsky)

Sous l'en-tête du grand maître de la Grande Loge nationale française (GLNF, 43 000 frères), la missive, datée du 19 janvier 2009 - que L'Express s'est procurée - fait part à Nicolas Sarkozy du "*soutien actif à Christian Blanc, Brice Hortefeux, Roger Karoutchi, Hubert Falco et Christine Boutin*".

La lettre, signée François Stifani, ajoute: "*Je leur apporterai toute l'aide dont ils ont besoin dans leurs projets, comme l'ensemble des maçons de mon obédience le fait avec vous. Vous êtes le premier président de la République avec lequel nous sommes totalement en accord.*"

Une telle déclaration d'amour politique est sans précédent de la part d'une obédience maçonnique.

Nicolas Sarkozy répond à François Stifani, grand maître de la GLNF: "*La confiance que vous me témoignez et le soutien résolu dont vous m'assurez me confortent dans ma ferme volonté de poursuivre le mouvement de réformes engagé.*"

"*Dès que François Stifani rencontre un conseiller de l'Elysée, il lui propose ses services*", confie Alain Bauer, ex-grand maître du Grand Orient de France (GODF) et proche de Nicolas Sarkozy.

Dans un entretien à L'Express en septembre 2010, Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée, confirmait qu'il avait rencontré plusieurs fois François Stifani, avant de révéler: "*Il a, s'agissant d'une situation sociale délicate à gérer, apporté une contribution positive.*"

Concrètement, selon nos informations, le grand maître de la GLNF a fait jouer ses réseaux maçonniques en Guadeloupe, afin d'aider le gouvernement à nouer les fils du dialogue avec le LKP d'Elie Domota, pendant la longue crise de janvier à mars 2009.

A l'hiver suivant, François Stifani, "*en tant que grand maître de l'une des principales obédiences françaises*", remet à Nicolas Sarkozy un rapport sur l'organisation des musulmans de France.

Après le tollé provoqué par cette révélation, l'intéressé minimise, en évoquant une "*réflexion à titre personnel*". Quant à l'échange de missives entre François Stifani et Nicolas Sarkozy, sa diffusion gêne le grand maître, car elle dévoile les relations tissées entre lui et certains ministres. Cette nouvelle affaire va-t-elle intensifier la crise interne qui secoue la GLNF depuis un an? (L'express.fr 30.11)

Commentaire d'un internaute : Il faut juste savoir que la GLNF est en marge de la Franc maçonnerie française. Elle ne reconnaît ni n'est reconnue officiellement par aucune autre obédience. De plus, la GLNF est très présente dans les milieux glauques de la francafrique, dont elle soutient les pires dictateurs. La GLNF est la plupart du temps qualifiée d'affairiste et proche des thèses de l'extrême droite!

On connaît déjà le coup des "bons" et des "mauvais" patrons !

3- Ca vole bas à l'UMP.

3.1- "*Tu as réussi à faire un remaniement sur six mois et à le bâcler*", lui a lancé un ancien ministre.

3.2- "*Que je garde François Fillon ou que je prenne Jean-Louis Borloo, j'avais tort dans tous les cas de figure! Mais je ne pouvais pas me permettre de choisir un Premier ministre inexpérimenté*", s'est défendu le président devant des élus. (L'express.fr 30.11)

3.3- Bernard Accoyer a recadré, ce mardi, Jean-François Copé, sur la distinction entre parti et Parlement : "*Il faut que cela se fasse dans les locaux du groupe UMP, sinon cela soulève problème, souhaite-t-il. Ici c'est la maison de la politique. Que les*

*partis politiques élisent domicile à l'intérieur de l'Assemblée nationale, je ne trouve pas que cela s'inscrive dans de bonnes pratiques de l'Assemblée.» «L'Assemblée n'est pas la succursale des partis politiques», s'irrite-t-il encore. (Libération.fr 30.11)*

4- PSte.

4.1- Quand l'esprit du FMI gouverne le PS.

*"J'ai dit que le moment venu je verrai avec Dominique quel est le meilleur 'dispositif gagnant' s'il revient", a dit Ségolène Royal. "S'il ne revient pas, il sera de toutes façons indispensables à notre équipe. Il est le meilleur chef de gouvernement que nous pourrions avoir". (Reuters 30.11)*

4.2- Lundi, Jack Lang, rompu aux arcanes de la diplomatie, estimait l'attitude de Wikileaks "irresponsable", dans une interview au Post.

*"Mais la transparence totale, c'est la fausse démocratie ! C'est celle du scoop et de la révélation unilatérale. Wikileaks est irresponsable de mettre ces données dans le domaine public !", et encore "C'est le contraire de la démocratie et ce n'est ni loyal ni honnête." (Lepost.fr 29.11)*

Social.

1-France.

1.1- Le groupe d'experts chargé chaque année de plancher sur le SMIC et sa revalorisation préconise, dans un rapport publié mardi, de limiter la hausse prévue le 1er janvier prochain "à l'application des mécanismes automatiques légaux", sans coup de pouce, pour ne pas nuire à la reprise de l'emploi "qui s'est amorcée au début de l'année".

Ils justifient donc leur préconisation par le fait, selon eux, que dans un contexte de crise, il "conviendrait de ne pas compromettre par une gestion inadaptée des politiques de salaire et de revenus, la reprise de l'emploi qui s'est amorcée au début de l'année ainsi que son développement à moyen terme".

Le SMIC avait été revalorisé de 0,5% le 1er janvier 2010, passant de 8,82 euros à 8,86 euros de l'heure actuellement, soit un gain brut de quatre centimes. Sauf surprise, cette année encore, le gouvernement devrait se cantonner à la simple revalorisation légale.

Le ministre du Travail Xavier Bertrand doit annoncer officiellement le montant de la revalorisation pour 2011 lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC, où siègent les partenaires sociaux) le 14 décembre au matin.

Selon un calcul effectué par le journal "Les Echos" le 17 novembre, l'application des mécanismes légaux conduirait à relever le SMIC le 1er janvier prochain de quelque 1,6%, passant la barre des 9 euros brut de l'heure. (AP 30.11)

Par leur simple présence au sein de la Commission nationale de la négociation collective, les syndicats légitiment par avance ses décisions. Ensuite c'est comme vouloir combattre le gouvernement et le patronat avec un boulet au pied ou un bras attaché dans le dos. Les syndicats n'ont rien à faire dans cette organisme comme dans tous les autres du même genre, retraite, santé, etc. Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite qu'ils seraient indépendants de l'Etat !

1.2- Un Malien de 38 ans est mort près de Paris après avoir reçu deux tirs de pistolet à impulsion électrique par des policiers qui tentaient de le maîtriser lors d'une interpellation.

Une autopsie a été ordonnée et une double enquête judiciaire et administrative a été confiée à l'Inspection générale des services (IGS, la "police des polices"), a annoncé mardi le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, qui a déclaré à la presse que l'agressivité de la personne interpellée avait "contraint" les policiers à utiliser leur Taser.

*"J'attends les conclusions de l'enquête pour prendre toutes les mesures qui s'imposent", a-t-il dit, expliquant toutefois que l'interdiction de cette arme n'était pas envisagée pour l'instant : "L'alternative, c'est l'arme à feu", a-t-il dit.*

Brice Hortefeux a précisé que le Taser n'avait été utilisé que 822 fois en 2009 sur plusieurs millions d'interventions et que, selon lui, son usage est strictement limité et encadré.

L'organisation parle de centaines de morts aux Etats-Unis, le chiffre de 330 morts étant avancée dans un rapport de 2008 qui demandait la suspension de l'usage de l'arme. (Reuters 30.11)

## 2- Italie.

Des milliers d'étudiants ont défilé mardi à Rome avant d'être stoppés par la police près du Parlement, où les députés ont voté une réforme de l'université qui suscite des manifestations comme l'Italie n'en voyait plus guère depuis des décennies. (Reuters 30.11)

## 3- Grande-Bretagne.

Pour la troisième fois en trois semaines, des milliers d'étudiants et de lycéens ont manifesté mardi à Londres et dans plusieurs villes de Grande-Bretagne pour dénoncer le projet gouvernemental de relèvement des frais universitaires.

«*C'est un retour en arrière, on en revient à l'époque où seuls les rejetons de la grande bourgeoisie pouvaient aller à l'université*», affirme Daisy Tolmie, 18 ans, qui a participé aux trois journées de protestation.

«*Il faut qu'ils comprennent que nous avons une conscience politique et qu'on ne va pas se laisser faire*», promet Saoirse Cox, 17 ans.

## Economie.

### 1- Zeuro !

La zone euro s'enfonçait encore davantage dans la crise mardi, les primes de risque exigées par les investisseurs pour détenir de la dette espagnole ou italienne atteignant des niveaux records depuis la création de l'euro.

Mais ce ne sont désormais plus uniquement les pays périphériques qui sont attaqués puisque les coûts d'emprunt de la Belgique et de la France ont également augmenté.

Les marchés anticipent déjà un éventuel sauvetage du Portugal et craignent une propagation de la crise par la suite à l'Espagne puis à d'autres pays de la zone euro.

Selon Willem Buiters, économiste en chef chez Citigroup, la crainte d'une insolvabilité des Etats pourrait désormais s'étendre hors de la zone euro et concerner d'autres pays, comme les Etats-Unis ou le Japon.

"*C'est très inquiétant, parce que l'Espagne est presque trop grosse pour être renflouée et l'Italie l'est certainement*", a déclaré Everett Brown, analyste des obligations européennes chez IDEAGlobal.

Le site économique et financier Eurointelligence explique de son côté que les marchés doutent désormais de plus en plus de la solvabilité des Etats périphériques, alors qu'ils étaient surtout préoccupés ces dernières semaines par leurs problèmes de liquidité à court terme.

"*Nous considérons qu'un défaut de paiement de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal est acquis*", peut-on lire sur le site. "*Reste désormais à savoir si l'Espagne va pouvoir y échapper.*" (Reuters 30.11)

Commentaire d'un internaute.

- La France a 1600 Mds de dette actuellement à laquelle s'ajoutera le déficit de 2010 : 150 Mds, 2011 150 Mds (ils ont voté "90" mais c'est une galéjade) soit 2 000 Mds de dette en 2012 cad 100 % du PIB.

- Avec cet endettement le AAA saute et nous ne pouvons plus emprunter pour payer les intérêts de la dette, c'est la "cessation de paiement" comme pour l'Argentine en 2001.

- Avec le "crédit revolving" mis en place par la Commission, sous la poussée des PIIGSF, qui est un emprunt auprès des marchés avec comme caution nous et les autres États de la zone euro, ça ira plus vite : La Grèce a déjà dit qu'elle ne pourrait pas rembourser, l'Irlande peine à économiser 15 Mds en 4 ans et pour le Portugal ce sera pareil. (lepoint.fr 30.11)

## 2- Portugal.

Pour beaucoup d'économistes, la question n'est pas de savoir si le Portugal va demander une aide mais quand.

Dans son rapport de stabilité financière, la Banque du Portugal souligne mardi que le secteur bancaire sera en péril si la consolidation des finances publiques échoue, particulièrement en cas de poursuite de la crise de la dette souveraine.

"Le risque deviendra intolérable si les mesures qui consolideront les finances publiques de façon crédible et durable ne sont pas mises en oeuvre", écrit-elle.

Le gouvernement de José Socrates s'est engagé à réduire le déficit budgétaire à 4,6% du PIB l'an prochain, contre 7,3% cette année.

La Banque du Portugal souligne en outre que les mesures d'austérité, qui incluent notamment des baisses de salaire et des hausses d'impôts, freineront l'activité économique l'année prochaine, même si leur impact pourrait être minimisé par la demande extérieure de produits portugais.

Un ralentissement de l'économie altérerait les actifs des banques et réduirait le crédit disponible pour les entreprises et les ménages, dont les revenus devraient diminuer.

"Compte tenu des perspectives pour l'économie portugaise, renforcer (...) les provisions pour pertes sur créances et, surtout, renforcer la capitalisation du système bancaire est essentiel pour assurer qu'il demeure résistant aux chocs défavorables", explique la banque centrale.

Dans son rapport, elle préconise enfin la recherche de nouvelles stratégies pour que les banques puissent utiliser les fonds de leur clientèle afin de réduire le risque d'assèchement de liquidité, les établissements portugais étant privés d'accès au marché interbancaire en raison des craintes pesant sur les économies périphériques de la zone euro et se trouvant ainsi dépendantes des financements de la Banque centrale européenne.

Banco BPI souligne dans une note que ce rapport "décrit un scénario difficile pour les banques portugaises dans les années à venir (...) nous croyons que le secteur va continuer dans la période qui vient à être pénalisé par les préoccupations souveraines".

La date d'un éventuel appel portugais à l'aide financière internationale est très difficile à prévoir parce qu'elle dépend désormais davantage d'une décision européenne et des marchés que du gouvernement, selon Filipe Garica, économiste au cabinet de consultants Informacao de Mercados Financieros.

"Le marché fait monter les taux à des niveaux qui obligent les pays à demander de l'aide. Ce n'est plus vraiment entre nos mains. Je pense que le fait que le Portugal demande un plan d'aide dépend davantage de l'Europe", a-t-il dit. (Reuters 30.11)

### 3- Etats-Unis.

La Fed est décidément très pessimiste. Une semaine, jour pour jour, après avoir nettement abaissé ses prévisions de croissance pour le pays, la Banque centrale américaine a répété ce mardi son inquiétude face à l'ampleur du chômage de longue durée aux Etats-Unis et à ses conséquences à long terme. (Lefigaro.fr 30.11)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 2 décembre

Tout est dit en une phrase : « *Le marché espère tout d'abord une poursuite des apports de liquidités à des conditions relativement exceptionnelles pour aider les établissements bancaires les plus fragiles. La BCE devrait aussi indiquer qu'elle continuera d'acheter des titres de dette des États les plus fragiles* », résume Jean-Paul Betbèze, le directeur des études du Crédit agricole.

Des crédits à gogo des taux proches de zéro pour les banquiers pour qu'ils puissent continuer à vaquer à leurs affaires et spéculer tranquillement en empochant au passage des milliards d'euros de profit, la nationalisation des actifs pourris des mêmes banquiers pour les soulager et que le système perdure, le tout étant réglé par tous les peuples de l'UE cela va s'en dire via l'Union européenne que l'intersyndicale jaune vient d'appeler à jouer un rôle social progressiste, via les différents gouvernements tous à la solde du capital.

Bien des camarades sont déboussolés après la défaite de la bataille sur les retraites, notamment, les lecteurs du site peut-être un peu moins pour y avoir été préparés politiquement, pour peu que leur lecture soit sérieuse ou attentive bien sûr. Comment ne pas voir que nos dirigeants osent à peine aborder du bout des lèvres - on ne peut pas dire poser, la question du pouvoir, c'est toujours pour eux une question accessoire, à la marge, qu'ils sont incapables de proposer un axe politique autour duquel la classe pourrait se rassembler pour combattre le régime et la préparer à l'affrontement avec lui, que c'est le seul moyen d'unifier son combat.

Cela a un lien avec ce que j'ai écrit dans le bandeau défilant en haut de l'écran de cette page :

*"Pour rappel : les révolutions de 1905 et 1917 en Russie ont commencé par une grève politique générale, en 1905 pour obtenir le droit de vote, une constitution, une République démocratique, en 1917 pour obtenir des droits politiques et chasser le despote Nicolas II au pouvoir. En 2010 en France, la grève générale politique pourrait s'appuyer sur le constat que les institutions de la Ve République sont totalement inféodés aux marchés et aux institutions internationales du capital, dans la perspective d'institutions créées et contrôlées par le peuple pour satisfaire ses besoins et aspirations légitimes. Existe-t-il une autre voie conforme aux intérêts collectifs du prolétariat et de la petite-bourgeoisie ? En avant vers le socialisme !"*

Je développerai plus tard, en attendant il faut préciser qu'en octobre 1905 s'ajoutait à cette revendication politique l'augmentation des salaires et la journée de 8h qui passèrent au second plan, parce que le prolétariat russe et ses représentants estimaient que sans la satisfaction de leurs revendications politiques, tout acquis économique ou social demeurerait fragile et pourrait être remis en cause à la première occasion, ils expliquaient que pour consolider ces acquis sociaux il fallait absolument remporter une victoire politique contre le régime en place dans la perspective de le renverser.

On constate ici que leur combat pour la satisfaction des besoins et aspirations de la classe ouvrière était subordonné à la question du pouvoir qu'ils n'hésitèrent pas à poser directement, s'inspirant largement de la politique de la social-démocratie russe de l'époque, dont sa fraction bolchevik. Cette politique était conforme au marxisme et à celui de la révolution prolétarienne.

La révolution (armée) d'octobre 1905 avança au pas de charge et sans encombre jusqu'au 12 novembre de la même années où le soviét lança le mot d'ordre de la fin de la grève, après avoir estimé qu'il était impossible d'aller plus loin compte tenu de la situation, qu'il serait trop long de décrire ici. Lorsque les ouvriers (et le soviét) qui avaient décrété la journée de 8 heures et avaient commencé à l'appliquer voulurent maintenir cette position, ils se rendirent compte que c'était impossible compte tenu que le régime autocratique et policier du tsar était toujours en place. Celui-ci indiqua une fois ralliée à lui la bourgeoisie que la journée de 8 heures était illégale et ils commencèrent à procéder à la fermeture des usines. Il s'en suivit une division de la classe qui sonna l'heure de la revanche et de la répression sanglante, entre ceux qui voulaient continuer de se battre pour faire appliquer la journée de 8 heures et ceux qui avaient déjà repris le travail en acceptant la mort dans l'âme les anciennes conditions de travail harrassantes. Entre temps, le 17 octobre le tsar avait cédé partiellement sur les revendications politiques que la bourgeoisie avait soutenues. Du coup, un brusque changement intervint dans le rapport de forces que le soviét pris en compte : *"La résolution signalait que la coalition du capital avec le gouvernement avait transformé la question des huit heures, applicable à Pétersbourg, en une question d'intérêt général pour tout le pays ; elle montrait que les ouvriers de Pétersbourg ne pouvaient par conséquent remporter cet avantage sans le concours du prolétariat de la nation entière."* (1905 - L. Trotsky)

Trotsky poursuivait au chapitre suivant par ce titre : *Les huit heures et un fusil !* : *"Le prolétariat était seul dans cette lutte. Personne ne voulait ni ne pouvait le soutenir. Cette fois, il ne s'agissait plus de la liberté de la presse, ni de combattre l'arbitraire des galonnés, ni même du suffrage universel. L'ouvrier demandait des garanties pour ses muscles, pour ses nerfs, pour son cerveau. Il avait décidé de reconquérir une partie de sa propre existence. Il ne pouvait attendre davantage et ne levouait pas."*

Et de conclure provisoirement : *"Mais les résultats politiques laissèrent une trace ineffaçable dans la conscience des masses. L'idée de la journée de huit heures fut désormais populaire même parmi les groupes ouvriers les moins engagés et elle eut plus d'influence que n'en avait obtenu une propagande pacifique menée pendant de longues années. En même temps, cette revendication était organiquement assimilée aux exigences essentielles de la démocratie politique. En se heurtant à la résistance organisée du capital derrière lequel se dressait le pouvoir de l'Etat, la masse ouvrière revint à l'idée du coup d'Etat révolutionnaire, de l'inéluctable insurrection, de l'armement indispensable."*

*Lorsqu'il défendait au soviét la motion qui devait terminer la lutte, le rapporteur du comité exécutif résumait de la manière suivante les résultats de la campagne : " Si nous n'avons pas conquis la journée de huit heures pour les masses, nous avons du moins conquis les masses à la journée de huit heures. Désormais, dans le coeur de chaque ouvrier pétersbourgeois retentit le même cri de bataille : " Les huit heures et un fusil ! "*

Un cri du coeur qui doit effrayer de nos jours plus d'un "révolutionnaire" à l'esprit petit-bourgeois dans nos rang ! Le soviét ou conseil en français, n'avait pas pour seule mission de représenter, d'organiser et d'entraîner au combat l'ensemble de la classe, mais de la préparer à l'insurrection, à la conquête du pouvoir, objectif pour lequel personne ou presque n'était préparé à combattre, même dans les rangs de la social-démocratie russe.

Finalement estimera Trotsky : *"Il ne restait au soviét qu'à reconnaître que le conflit était inévitable dans un avenir tout prochain ; et la seule tactique dont il disposât était de préparer l'insurrection. Quelle pouvait être cette préparation sinon de développer et de fortifier précisément ses propres possibilités de paralyser la vie de l'Etat, qui faisaient sa force ? Mais tout ce que le soviét entreprenait pour développer et fortifier ces possibilités précipitait naturellement le conflit."*

Plus loin : *"... dans une révolution, il est inconcevable qu'on puisse exécuter une retraite régulière. Si, au jour de l'attaque, le parti entraîne les masses derrière lui, cela ne veut pas dire qu'il puisse à volonté les arrêter et leur faire faire marche arrière, au moment de l'assaut. Ce n'est pas seulement le parti qui mène les masses, ce sont elles qui le poussent en avant. Et cela*



*se renouvellera dans toutes les révolutions, si fortement organisées qu'elles soient.*

*Dans ces conditions, reculer sans combat signifie dans certains cas, pour le parti, abandonner les masses sous le feu de l'ennemi. Sans doute, la social-démocratie, en tant que parti dirigeant, aurait pu se dispenser de relever le défi que la réaction lui jetait en décembre ; selon l'heureuse expression du même Kouropatkine, elle aurait pu " se retirer sur des positions préparées d'avance " ; c'est-à-dire disparaître dans ses retraites clandestines. Mais, en agissant ainsi, elle aurait simplement donné au gouvernement la possibilité d'écraser une à une les organisations ouvrières plus ou moins déclarées qui s'étaient constituées avec le concours immédiat du parti : il n'y aurait pas eu, en effet, de résistance commune. C'est à ce prix que la social-démocratie aurait acheté l'avantage douteux de contempler la révolution en spectatrice, de raisonner sur ses fautes, d'élaborer des plans impeccables qui n'auraient eu que le défaut d'être proposés quand on n'en avait pas besoin. Il est facile d'imaginer comment cette conduite aurait affermi les liens entre le parti et les masses!"*

*"Mais, si le parti avait éludé le conflit en octobre et en novembre, parce qu'il avait conscience de la nécessité d'une préparation en règle, cette raison perdait toute sa valeur en décembre. Non pas, bien entendu, que les préparatifs fussent achevés, mais parce que le gouvernement, qui n'avait pas non plus le choix, engagea la lutte en détruisant précisément toutes les organisations révolutionnaires qui avaient été créées en octobre et en novembre. Si, dans ces conditions, le parti avait décidé de refuser la bataille, même en obligeant les masses révolutionnaires à se retirer du champ clos, il aurait simplement mis la révolution dans une situation encore plus insoutenable : il n'y aurait plus eu ni presse ni organisation au sommet et la démoralisation générale aurait été la conséquence inévitable de cette retraite.*

*" ... Dans la révolution comme à la guerre, dit Marx dans Révolution et contre-révolution en Allemagne, il est absolument nécessaire, au moment décisif, de risquer le tout pour le tout, quelles que soient les chances de la lutte. L'histoire ne connaît pas une seule révolution suivie de succès qui ne fasse la preuve de l'exactitude de ce principe... La défaite après une lutte acharnée présente une signification révolutionnaire non moins grande que celle que peut avoir une victoire facilement arrachée... Dans tout conflit, inévitablement, celui qui relève le gant risque d'être vaincu ; mais est-ce là une raison pour qu'on se déclare vaincu dès le début et qu'on se soumette sans avoir tiré le glaive ?*

*" Quiconque, dans une révolution, commande une position de valeur décisive et la rend sans avoir obligé l'ennemi à livrer l'assaut, mérite d'être considéré comme un traître. ""*

En conclusion, pour être bref, le manque de préparation théorique et politique de l'avant-garde du prolétariat ne permettait pas à la classe ouvrière de vaincre à cette étape le despote Nicolas II et de mener sa révolution jusqu'au bout. La révolution de 1905 allait servir de répétition générale à celle de 1917 qui allait conduire le prolétariat et son parti au pouvoir.

En guise d'enseignements :

1- On n'insistera jamais assez sur la liaison entre revendications économiques et revendications politiques tout au long de ces deux révolutions et qui allait forger la conscience politique de la classe et de son avant-garde révolutionnaire : *"La grève politique générale fut l'arme principale du soviét."* (Trotsky)

2- Il faut retenir également que le soviét qui représentait au départ les intérêts collectifs de la classe ouvrière, s'était rallié très rapidement des pans entiers de la petite-bourgeoisie, des intellectuels, des étudiants et leurs associations, des paysans sous l'uniforme, l'ensemble des syndicats et unions des syndicats, le parti ouvrier social-démocrate de Russie (dont les tendances menchevik et bolchevik) et le parti socialiste-révolutionnaire, son autorité était pratiquement incontestée au sein du prolétariat face à Nicolas II et sa coterie de féodaux dégénérés.

3- Il faut aussi retenir comme enseignement, que le soviét de Petersbourg a été un exemple de démocratie inégalable sous un régime capitaliste, il s'était donné comme président un jeune avocat, Georges Nossar dit Khroustalev, qui était ni un membre des partis ouvriers ni un syndicaliste. Voici ce qu'en dira Trotsky :

*"Fertile en trouvailles pratiques, actif, président énergique et capable bien qu'orateur médiocre, nature impulsive, sans passé ni physionomie politiques, Khroustalev convenait mieux que personne au rôle qu'il joua à la fin de 1905. Les masses ouvrières, dont l'état d'esprit était révolutionnaire et dont le sentiment de classe était nettement développé, manquaient cependant, dans leur majorité, de cette détermination que donne l'adhésion à un parti. Ce que nous avons dit plus haut du soviét même peut être appliqué à Khroustalev. Tous les socialistes de carrière appartenaient à des partis ; la candidature d'un homme de parti aurait suscité des difficultés au sein même du soviét dès le moment de sa formation. D'autre part, l'indétermination politique de Khroustalev facilitait au soviét ses relations avec les groupes étrangers au prolétariat, en particulier avec les organisations intellectuelles qui lui accordèrent une aide matérielle considérable. En confiant la présidence à un sans-parti, la social-démocratie comptait exercer un contrôle politique. Elle ne se trompait pas. Trois ou quatre semaines ne s'étaient pas écoulées que l'accroissement formidable de son influence et de ses forces se traduisait en particulier par l'adhésion publique de Khroustalev à la social-démocratie (fraction des mencheviks)."*

Avant d'en arriver à la situation qui nous permet de lancer le mot d'ordre *"la retraite à 50 ans et des fusils, etc."*, il nous faut

parvenir à poser correctement la question du pouvoir de telle sorte que la majorité de la classe s'en saisisse...

Je mettrai en ligne demain quelques documents sur la révolution de 1905.

## Politique.

1- Sarkozy - Strauss-Kahn "**blanc-bonnet et bonnet-blanc**".

Contacté par Le Post, le porte-parole adjoint de l'UMP, Dominique Paillé, ne cache pas sa satisfaction après avoir pris connaissance des propos de DSK sur Nicolas Sarkozy.

*"Même s'il a été un peu plus modéré qu'il devrait l'être, Dominique Strauss-Kahn a été lucide. Nicolas Sarkozy sait parler aux classes populaires et s'occupe de leurs problèmes. Sur le fond, DSK rend un vrai hommage à Nicolas Sarkozy. Je m'en réjouis",* confie au Post Dominique Paillé.

Et aussi dans le contexte de la pré-campagne présidentielle de 2012. Une élection qui pourrait mettre aux prises le favori des sondages au PS et l'actuel chef de l'Etat. Les propos attribués à DSK pourraient bien donner des arguments à ses détracteurs, notamment à l'extrême-gauche, comme à son potentiel rival pour 2012 : Nicolas Sarkozy.

Car, le Président, qui a évoqué sa candidature à la présidentielle mardi, a une stratégie claire, rodée le 16 novembre dernier, lors de son interview télévisée : montrer qu'entre lui et Dominique Strauss-Kahn, c'était blanc-bonnet et bonnet-blanc. Manière de "*droitiser*" Strauss-Kahn et de donner du grain à moudre à la gauche du PS, qui attaque le patron du FMI depuis plusieurs semaines sur le thème : DSK n'est pas de gauche. (Lepost.fr 01.12)

2- Quand ils se rencardaient discrètement auprès des représentants de l'impérialisme américain pour obtenir leur aval ou leur soutien.

La rencontre a lieu le 16 mai 2006 à l'ambassade américaine à Paris. Candidat aux primaires du parti socialiste en vue de l'élection présidentielle de 2007, Dominique Strauss-Kahn s'entretient avec l'ambassadeur Craig Stapleton. Et se confie sur sa course à la présidentielle.

Après l'avoir rencontrée en février 2006, l'ambassadeur qualifie Ségolène Royal de «politicienne déterminée, subtile et charismatique».

En novembre 2006, la diplomatie américaine précise qu'elle se comporte «comme un socialiste de type blairiste». (Lefigaro.fr 01.12)

Dans le titre je n'ai pas cru bon d'ajouter que ces rencontres avaient pour but de rassurer Washington sur leurs intentions : l'administration américaine savait depuis longtemps à quoi s'en tenir et n'avoir rien à craindre de ces représentants du capital.

3- La chasse à l'homme internationale est lancée.

Le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, fait désormais l'objet d'un avis de recherche international ("notice rouge") diffusé mardi soir par Interpol pour viol et agression sexuelle présumés.

Julian Assange rejette ces accusations et dénonce "*un cirque judiciaire*" lié à ses activités.

Sur son site, Interpol précise que toute personne disposant d'information sur Assange devra contacter la police. Les notices rouges autorisent la transmission à l'étranger de mandats d'arrêt émis par des autorités de police nationales.

Le fondateur de WikiLeaks a indiqué ce mois-ci qu'il pourrait demander l'asile politique en Suisse. L'Equateur s'est dit prêt à l'accueillir avant de revenir sur son offre, le président Rafael Correa ayant regretté que WikiLeaks ait enfreint la loi. (Reuters 01.12)

4- Aux armes !

Chaque année, près de 8000 armes à feu sont saisies par les services de police français ou volées. Environ 10 % de ce total sont des armes de guerre. Parmi celles-ci, la kalachnikov est particulièrement à la mode chez les trafiquants de drogue, comme l'a montré le règlement de comptes du 20 novembre à Marseille (un adolescent tué, un autre blessé). Vendus de 1500 à 2000 euros l'unité en France, ces fusils d'assaut sont en général rapportés en petites quantités des Balkans, cachés parmi le fret routier. (Lexpress.fr 01.12)

## Social.

Plusieurs centaines de professeurs stagiaires ont défilé ce mercredi à Paris jusqu'au ministère de l'Education nationale pour réclamer une amélioration de leurs conditions d'exercice. Car pour la première fois cette année, réforme de la formation des enseignants oblige, les 16.000 nouveaux profs font cours à plein temps. Avec pour seules aides, un tuteur et quelques jours de formation par mois.

Une charge de travail jugée trop lourde par beaucoup, à l'instar de Marie, prof stagiaire d'histoire-géo dans un lycée de Seine-et-Marne. «*J'ai trois niveaux de classes et je m'occupe aussi de l'accompagnement personnalisé des élèves de seconde. Sans oublier mes trois journées de formation par mois. Du coup, je bosse 7 jours/7, car mes dimanches sont consacrés à la préparation des cours à la correction des copies.*»

Luc Chatel a parlé d'1% de profs stagiaires en difficulté. «*Cela dénote un profond mépris pour nous. Il faut qu'il vienne voir ce qui se passe sur le terrain*». De son côté, Marie a une autre analyse: «*Ces statistiques optimistes du ministère s'expliquent. Les profs stagiaires ne sont pas suicidaires, ils savent bien que s'ils se plaignent trop auprès des inspecteurs d'académie, ils risquent de ne pas être titularisés à la fin de l'année.*» (20minutes.fr 01.12)

## Economie.

1- Lumpenprolétariat de la bourgeoisie. Les prédateurs de la finance veulent nous renvoyer au XIXe siècle !

Au total 4.589 milliards d'euros d'aides publiques ont été mises à disposition du secteur financier européen depuis octobre 2008 et le début de la crise bancaire, selon un état des lieux publié mercredi par la Commission européenne.

Ce chiffre correspond aux aides auxquelles la Commission, gardienne de la concurrence en Europe, a donné son feu vert.

Il recouvre non seulement des injections de liquidités ou des prêts préférentiels accordés à des banques à titre individuel, mais aussi des plans nationaux d'aide mis à disposition du secteur mais pas forcément activés, une bonne part de garanties intervenant seulement en cas de défaut... Les sommes effectivement dépensées sont donc inférieures.

Bruxelles précise que les aides utilisées ont atteint 957 milliards en 2008 et 1.107 milliard en 2009, dont 76% pour des garanties. Elle ne donne pas de chiffre pour 2010.

A titre de comparaison, les aides spéciales autorisées dans le contexte de la crise à d'autres secteurs plombés par le resserrement des conditions du crédit atteignent 82,5 milliards d'euros depuis décembre 2008, et les aides publiques "traditionnelles" (pour la recherche, l'emploi, les industries vertes...) pour la seule année 2009 ont représenté 73,2 milliards d'euros.

"*La crise financière a poussé les Etats membres à octroyer des montants considérables afin de préserver la stabilité financière*", a commenté le commissaire à la Concurrence, Joaquin Almunia. (20minutes.fr 01.12)

2- France. Smicards vous êtes des "**privilégiés**"

«*Sur un plan strictement économique, je ne pense pas qu'un [coup de pouce au Smic] soit le plus efficace pour relancer l'économie*». La ministre de l'Economie Lagarde a écarté mardi en conférence de presse toute augmentation du Smic au-delà de l'inflation au 1er janvier prochain.

«*Les dispositifs de type Prime pour l'emploi (PPE) et Revenu de solidarité active (RSA) sont beaucoup plus efficaces pour aider les Français les moins privilégiés*», a estimé la ministre

Après cinq années sans coup de pouce au Smic, le discours est difficile à entendre, surtout pour les personnes rémunérées au salaire minimum. (20minutes.fr 01.12)

3- Espagne.

L'Espagne, dont les coûts d'emprunt ont flambé sur les marchés, cherche à convaincre les investisseurs qu'elle n'aura pas besoin, à terme, de recourir à une aide internationale.

L'Espagne a annoncé mercredi de nouvelles mesures visant à réduire son déficit, dont la privatisation partielle de la loterie nationale et de la société des aéroports, et l'arrêt d'une mesure spéciale d'aide aux chômeurs de longue durée.

Le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a annoncé la fin de l'indemnisation de 426 euros par mois décidée il y a un an à peine pour les chômeurs de longue durée dont les droits ont expiré - qui concernait 70.000 personnes - et des mesures en faveur des petites et moyennes entreprises.

Il a en outre expliqué que l'Etat allait céder 30% de la loterie nationale au secteur privé et autoriserait des investisseurs privés à monter jusqu'à 49% au capital des aéroports et services aéroportuaires du pays.

"*Nous saluons les nouvelles mesures concrètes annoncées par le gouvernement espagnol (...) Elles confirment la détermination à mettre en oeuvre le programme de réforme*", a réagi le porte-parole de la Commission européenne, Amadeu Altafaj. (Reuters 01.12)

4- Irlande.

Les établissements de crédit irlandais doivent revoir leur politique de rémunération et lier les bonus à une gestion raisonnable des risques, sans quoi elles s'exposent à des amendes et leurs dirigeants à des sanctions, a prévenu mercredi la banque centrale.

La culture des bonus et celle des jetons de présence dans les conseils d'administration ont participé à la création d'une bulle immobilière dont l'éclatement a mis le secteur bancaire irlandais à terre. (Reuters 01.12)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 3 décembre

J'ai rajouté une table des matières au 1905 de L. Trotsky qui vous permettra d'atteindre directement le passage qui vous intéresse en cliquant sur un lien. Bonne lecture et réflexion. Attention si vous lisez l'article de Lénine, ne perdez pas de vue qu'il n'était pas sur place et qu'il n'existait pas à cette époque les moyens de communications sophistiqués qui existent aujourd'hui. Je n'ai pas encore eu le temps de le lire pour tout vous dire.

J'ai rectifié les dates de parution des deux derniers articles mis en ligne dans la *Tribune libre*, avec mes excuses. Je n'ai plus le temps de poursuivre la causerie d'hier.

Bon week-end à tous.

J'ai reçu le courriel suivant auquel j'ai trouvé préférable de répondre immédiatement, il provient d'un militant ou cadre du POI.

Bonjour,

Je vois que vous citez la déclaration de l'intersyndicale jaune CFDT, CGT, etc.

Vous citez notamment ceci : "*l'Union européenne doit [...] donner les moyens à des services publics de qualité de jouer tout leur rôle*". Mais, si j'en crois Informations ouvrières, ces dirigeants "*unitaires*" ont écrit : « *Il faut donner les moyens à des services de qualité de jouer tout leur rôle.* »

Des « *services* » et non pas des services « *publics* » !

Vous avez été trop généreux avec ces crapules qui disent clairement qu'elles refusent de défendre les services publics sans cesse menacés et entérinent les privatisations déjà intervenues.

Salutations ouvrières.

Ma réponse.

Bonjour,

Une erreur est effectivement toujours possible, mais tel n'est pas le cas ici comme nous allons le vérifier.

J'ai simplement fait un copier/coller de l'article de l'Associated Press du 29 novembre (dans cette page). Pour en avoir le coeur net, je viens de vérifier sur le site Internet national de la CGT, je recopie ici ce communiqué dans son intégralité :

([http://www.cgt.fr/spip.php?article37928&debut\\_premier\\_article=](http://www.cgt.fr/spip.php?article37928&debut_premier_article=))

Journée européenne du 15 décembre

CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA interpellent les décideurs politiques et économiques

lundi 29 novembre 2010

A l'occasion de la réunion de l'intersyndicale du 29 novembre, les cinq organisations ont rédigé cette interpellation afin de préparer la mobilisation européenne du 15 décembre.

Dans le cadre de la journée de mobilisation de la CES "Non à l'austérité, priorité à l'emploi et à la croissance en Europe", les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA ont décidé d'interpeler le 15 décembre 2010, les décideurs politiques et économiques français, à la veille du sommet de l'Union européenne.

Les politiques d'austérité décidées en France et dans la plupart des pays européens sont inacceptables. Elles mettent à mal la cohésion sociale, frappent les plus fragiles, risquent d'entraîner une nouvelle baisse de l'activité économique, un accroissement du chômage et de rendre impossible la réduction des déficits.

Au contraire, il faut une relance économique tournée vers la satisfaction des besoins sociaux et respectant les impératifs écologiques. Cela nécessite une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, des investissements publics et privés, un renforcement des régulations de la finance et de l'économie. La nécessaire réduction des déficits doit être le fruit d'une autre politique économique et sociale. L'Union européenne doit rapidement consolider les moyens de solidarité vis-à-vis des pays de la zone Euro dont les dettes publiques font l'objet de spéculations financières.

Il faut combattre le dumping social en renforçant le socle social européen, en particulier avec la mise en place d'un salaire minimum dans chacun des Etats membres. L'Union européenne doit garantir les droits sociaux fondamentaux face aux règles du marché et de la concurrence. Il faut donner les moyens à des services publics (caractère gras du site) de qualité de jouer tout leur rôle. L'harmonisation de la fiscalité des entreprises est une nécessité urgente.

La création d'emplois de qualité, la réduction du chômage et en particulier pour les jeunes, la pérennité des systèmes de protection sociale, sont dépendants à la fois des décisions nationales et des réponses européennes.

Face à ces enjeux, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA interpellent les décideurs politiques et économiques par des initiatives unitaires sur tout le territoire le 15 décembre 2010.

Le 29 novembre 2010.

Je viens de vérifier à la page 3 du n°126, d'*Informations ouvrières* il semblerait qu'ils aient "oublié" le mot "*publics*"... en plein milieu d'une phrase !

Ce paragraphe complet (intersyndicale) comportait 70 mots et 368 caractères sans les espaces, celui d'IO 69 mots et 361 caractères, il manquait bien les 7 caractères du mot "". C'est fou ce qu'on peut faire désormais grâce au progrès !

Il manque dans IO le passage suivant signalé par des parenthèses à la suite du premier paragraphe :

*"Les politiques d'austérité décidées en France et dans la plupart des pays européens sont inacceptables. Elles mettent à mal la cohésion sociale, frappent les plus fragiles, risquent d'entraîner une nouvelle baisse de l'activité économique, un accroissement du chômage et de rendre impossible la réduction des déficits."*

A la suite de ce paragraphe et au début du suivant il manque "*Au contraire,*".

Dans le dernier paragraphe, IO a remplacé la coordination "*et*" par une virgule entre Solidaires et UNSA. Fin de lecture.

Ne soyons pas médisant, surtout que le POI vient de vanter la liberté de la presse en Algérie (IO n°126 page 9).

Après m'être penché sur la question sur Internet, c'est pas triste effectivement, je vais encore les allumer, c'est de leur faute, on n'écrit pas impunément : "*La presse algérienne a largement rendu compte de la VIIIe Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation (CMO). Preuve d'une liberté d'expression et d'un pluralisme à l'exact opposé de nos « médias » nationaux*", et pour cause elle n'avait rien à craindre de rendre compte de cette conférence, puisque le régime avait estimé avant les médias que

la tenue de cette conférence sur le sol algérien ne posait pas de problèmes, en quelque sorte les médias avaient reçu l'autorisation de Bouteflika pour couvrir cet évènement d'une portée sans doute considérable...

Excusez-moi, mais les dirigeants du POI (CCI) prennent vraiment les militants pour des cons et de plus en plus ouvertement, c'est grave, ça doit être dans l'air du temps ! J'en suis profondément et sincèrement désolé évidemment. Si maintenant il faut lire Informations ouvrières en se demandant si on n'est pas manipulé à chaque numéro et s'il faut vérifier l'authenticité de chaque citation ou communiqué, où l'on va !

Pour ceux qui ne le sauraient pas le POI combat pour le socialisme, la République et la démocratie, mais apparemment il n'accorde pas vraiment la même importance à ces mots, par curiosité je l'ai vérifié, une fois ouvert *Informations ouvrière* (n°126) avec Adobe Acrobat (version 8 professionnelle), j'ai tapé le mot "*socialisme*" pour voir combien de fois ils l'avaient employé, résultat : 1 fois à page 12, n'en jetez plus la cour est pleine ! Toujours par souci d'impartialité, j'ai tapé le mot "*socialiste*", résultat : pas une seule fois ! Le mot "*République*" y figure 1 fois et le mot "*démocratie*" 9 fois, dans ce comptage pour être tout à fait objectif, j'ai exclu les citations et nom de partis. Et le mot "*révolution*" ? En dehors de la Révolution française, ce mot demeure toujours tabou ! Heureusement qu'il y a Cantona, Besancenot pour nous rappeler qu'il existe : un cauchemar !

Fraternellement.

Tardieu J-C

PS : pendant qu'on y est, un bref aperçu de la "*liberté d'expression*" en Algérie :

1- "*En Algérie, le directeur de publication du quotidien El Watan, Omar Belhouchet, a reçu, à lui seul cette année 15 convocations devant les juges*», peut-on lire dans le communiqué de RSF" (son rapport annuel 2009).(<http://ffs1963.unblog.fr/2010/01/02/liberte-de-la-presse-lalgerie-a-la-141eme-place/>)

2- "*L'Algérie a gagné huit places (en 2010) car, indique RSF, « le nombre de procès contre les journalistes a sensiblement diminué. La multiplication des procès entre 2008 et 2009 avait fait perdre 20 places à l'Algérie ».*" Et ce journaliste de préciser : "*Il (le rapport de RSF) traduit assez correctement l'autoritarisme « mou » qui règne au Maghreb, où la multiplication de titres n'est pas un signe que le pluralisme est devenu la norme.*" (Le Quotidien d'Oran - 20 Octobre 2010) (<http://mail.e-joussour.net/webmail>) Vous aurez noté que cet article contredit l'affirmation du POI.

3- "*Selon le CPJ (Comité pour la protection des journalistes), la fréquence des violations a commencé à s'accroître en février 2006, après que le gouvernement de Bouteflika eut émis un décret draconien qui restreint la libre expression et impose des limites très étroites à la discussion sur la guerre civile des années 1990 en Algérie. Sont interdites par exemple les enquêtes sur le meurtre de dizaines de journalistes et la disparition d'au moins deux autres.*

*Ce décret pousse à davantage d'autocensure dans les médias algériens; il sert de nouvelle prescription de harcèlement et d'incarcération des journalistes critiques, et il élargit le fossé entre les politiques algériennes et les normes internationales en matière de libre expression », dit CPJ.*" (<http://info.ifex.org>) L'Échange international de la liberté d'expression (IFEX) est un réseau mondial de 88 organisations qui oeuvrent à défendre et à promouvoir le droit à la libre expression.

Je pense que cela suffira pour nos lecteurs.

● Pour télécharger ce courriel et ma réponse au format pdf. (03.12)

Un autre sujet de causerie ce matin (pour ne pas faire de jaloux !).

Besancenot dans une interview à *Libération* à propos de l'appel de Cantona à vider les banques le 7 décembre :

*"L'idée de s'attaquer tous ensemble aux marchés financiers est évidemment quelque chose de séduisant. Ce désir de révolution me plaît. Les banques sont les grandes gagnantes de la crise systémique qu'elles ont provoquée : elles sont renflouées sur le dos des budgets publics, donc des contribuables. Le ver reste dans le fruit : les banques restent truffées de créances douteuses. Mais la réalité, c'est que beaucoup de ceux qui rêveraient de le faire n'ont plus forcément de l'argent sur leur compte en banque. Et puis, les capitalistes ont déjà anticipé le truc puisqu'ils font crédit à tour de bras avec de l'argent qu'ils n'ont pas : on l'a bien vu avec la bulle des subprimes."* (Libération.fr 01.12)

Il dit que "*les banques sont les grandes gagnantes de la crise systémique qu'elles ont provoquée*", alors qu'en réalité les banques n'ont fait que tenter de repousser dans le temps l'explosion du système économiques qui repose sur des contradictions insoutenables à terme. Le recours du capitalisme au crédit dans des quantités gigantesques a permis d'accélérer son développement, pour être plus précis on devrait peut-être dire réaliser son développement à marche forcée en avançant à

l'aveuglette, jusqu'au moment où les forces qu'il a contribué à créer entre violemment en contradiction avec ses fondements, jusqu'à le mettre en péril et poser la question de sa disparition.

Les banques ne sont qu'un maillon du système économique capitaliste toujours tributaire des rapports de production, la propriété privée des moyens de production qui permettent de dégager la plus-value qu'empêche le capitaliste. A ce jour, depuis que le capitalisme existe, il n'est apparu dans le monde aucune autre source de profit pour les capitalistes, que l'extraction ou le vol de la plus-value produite par la force de travail des ouvriers.

Les lignes de crédit accordées aux banques par l'Etat via la banque centrale par le biais de la planche à billet à défaut de réserves suffisantes et d'emprunts auprès des marchés, correspondent à quelque chose de palpable et de bien matériel, elles devront toujours un jour ou l'autre (à terme) correspondre à de la plus-value issue du procès de production dont une part revient aux producteurs qui sont les clients des banques.

Ces sommes colossales mises à la disposition des banques par l'Etat ou avec son accord n'apparaissent nulle part dans la comptabilité des Etats et des banques contrairement aux entreprises industrielles par exemple qui déclarent leurs dettes, ou alors elles sont évoquées à la marge comme un phénomène normal, légal, légitime, pour ainsi dire naturel et qui ne prête pas à discussion, encore moins à remise en cause.

Une banque qui dispose de 10 milliard d'euros d'actifs (de biens matériels ou fonds propres) va pouvoir prêter au total 100 milliards d'euros à ses clients par exemple, sans que les 90 milliards dont elle ne dispose pas apparaissent à son bilan comme une dette qu'elle aurait à rembourser à la banque centrale, puisque en principe cet argent ne lui est pas destiné, il est destiné à ses clients, elle va prêter de l'argent qui correspond à une valeur qui ne se réalisera que dans le temps, à condition que les clients auxquels elle a prêté de l'argent soient en mesure de rembourser les prêts qu'elle leur a accordés. Ces 90 milliards n'appartiennent ni à la banque ni à la banque centrale, ils sont une hypothèque sur la plus-value à venir produite par les travailleurs uniquement, si on cherchait d'où sort cet argent, on en trouverait trace nulle part, c'est une pure création monétaire, qui au moment où elle voit le jour ne correspond à rien.

La banque vous prête 200.000 euros sur sa ligne de crédit pour acheter une maison, cet argent va dans la poche du promoteur qui a construit cette maison. En échange, vous vous êtes engagés à rembourser ce prêt avec intérêts à votre banque sur 20 ans. Si à un moment donné vous ne pouvez plus rembourser votre crédit, la banque peut saisir votre maison et la mettre en vente pour se payer, mais si maintenant des centaines ou des millions de personnes se retrouvent dans votre cas, le prix des maisons va s'effondrer sur le marché et la banque ne pourra pas recouvrer la totalité de la somme qu'elle vous a prêtée, elle va se retrouver elle-même en difficulté face à ses créanciers, qui affolés, vont tous se présenter au guichet pour réclamer à leur tour leur argent...

Quand on dit que les banques se sont endettées de manière colossale, ce n'est pas exact, c'est en réalité le système capitaliste qui est endetté pour permettre aux capitalistes les plus développés d'accroître encore leur puissance ou de conserver leur position dominante dans le monde, les banques centrales des Etats ne jouant qu'un vulgaire rôle d'intermédiaires au service des banquiers.

Le banquier qui vous a prêté 200.000 euros pour acquérir une maison, en versant cette somme au promoteur, votre banquier n'a fait que permettre à un capitaliste de réaliser sa plus-value sur les ouvriers qui ont construit votre maison, qui ont extrait les matières premières entrant dans la composition des matériaux qui ont été nécessaires à sa construction, etc. le cycle de la production et de la reproduction du capital ne s'achevant qu'une fois que le capitaliste à retrouver son capital de départ plus le profit qu'il a soutiré aux travailleurs qu'ils exploitent. Si le banquier ne vous prête pas cet argent, le promoteur restera avec sa maison sur les bras, il ne pourra pas réaliser sa plus-value, il cessera de construire des maisons et fera faillite, et comme lui-même avait contracté un crédit auprès de sa banque pour construire cette maison et qu'il n'est pas en mesure de le rembourser, sa faillite va se reporter sur sa banque et ainsi de suite, on comprend facilement que le développement du crédit et la solvabilité de ceux qui les contractent sont fondamentaux pour le fonctionnement (l'équilibre précaire) de l'ensemble du système capitaliste.

La crise actuelle s'articule autour de trois axes principalement :

- 1- La spéculation sur les marchés internationaux qui engloutissent la plus-value produite et à venir, y compris la part réservée aux clients des banques lorsque des dizaines de millions de travailleurs sont voués au chômage,
- 2- L'insolvabilité des clients des banques qui ne peuvent plus rembourser leurs crédits,
- 3- L'impossibilité des banques de rendre à terme l'argent qu'elles ont empruntés à des créanciers sur les marchés ou à leur régler à terme les intérêts qu'elles doivent leur verser, argent que ne couvrent pas leurs actifs puisque ses fonds propres représentent moins de 10% de l'argent qu'elles ont emprunté, d'où le recours à l'Etat pour boucher ce trou abyssal et empêcher sa mise en faillite qui se reporte sur l'Etat qui se retrouve de ce fait en situation de banqueroute.

Le tout sur fond de surproduction ou surcapacité de l'appareil de production à l'échelle mondiale, de guerre économique et

de concurrence acharnées entre capitalistes, de recherche de placements toujours plus lucratifs pour les centaines de milliards qu'ils ont accumulés, de détournement de sommes colossales (destruction massive de forces productives) au profit du complexe militaro-industriel...

A entendre Besancenot, on pourrait croire que lorsque les capitalistes "*font crédit à tour de bras avec de l'argent qu'ils n'ont pas*" avant de faire référence à la crise des subprimes aux Etats-Unis, on serait face à un phénomène récent, alors qu'en réalité il existe depuis le début du capitalisme, rappelons que la première ou l'une des premières crises eut lieu en Grande-Bretagne dans le premier quart du XVIIIe siècle, si je ne me trompe pas. (A suivre)

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Ils le lâchent.

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy tombe à 24% de bonnes opinions en décembre selon un sondage TNS-Sofres pour le Figaro-magazine, son score le plus bas dans ce baromètre depuis son élection en 2007.

Son Premier ministre François Fillon, reconduit le mois dernier, perd aussi trois points à 35% de bonnes opinions.

Trois semaines après le remaniement du gouvernement, le chef de l'Etat est très fortement impopulaire dans toutes les catégories, même dans celles qui sont plus proches de la droite, comme les classes sociales aisées (66% de mauvaises opinions) ou les plus de 65 ans (57% de mauvaises opinions). (Reuters 02.12)

#### 1.2- En famille, suite.

Laurent Wauquiez, nouveau ministre des Affaires européennes, est tombé sous le charme de Daniel Cohn-Bendit lors de son premier séjour au Parlement européen. "*Plus sage qu'il en a l'air, un trublion qui a pris de la hauteur de vue, avec de vraies convictions européennes*" (Lexpress.fr 02.12)

#### 1.3- Calomniateur et menteur. Le capitalisme est aux abois !

*«C'est un très bel avant-centre. Il n'a pas fait la Coupe du monde (1998), il n'a pas été sélectionné par Aimé Jacquet. Il y a sûrement des raisons à cela.»* La pique vient de François Baroin, le ministre du budget et s'adresse à l'ancien footballeur Eric Cantona. (20minutes.fr 02.12)

Baudouin Prot, le directeur général de BNP Paribas, a souligné jeudi que les 400.000 salariés du secteur en France *«méritent davantage de reconnaissance que cet appel»*, rappelant que *«les banques françaises sont au service de toutes les clientèles»*.

En outre, a-t-il dit, *«les banques françaises n'ont aucunement contribué aux origines de la crise»* et les aides de l'Etat de l'époque n'ont rien *«côuté aux contribuables»*. (Libération.fr 02.12)

#### 1.4- Gesticulation.

La Commission européenne a proposé le 12 mai dernier de contrôler a priori les budgets nationaux des 27 pays de l'Union européenne pour renforcer la coordination économique.

Cette procédure consiste pour le Conseil européen à donner un avis sur les grandes lignes des orientations budgétaires de chaque pays avant les discussions parlementaires nationales.

Seuls les "*euroseptiques*" du groupe de la gauche démocrate et républicaine (GDR), communistes et apparentés et membres du Parti de gauche, ont cosigné une proposition de loi dénonçant ce qu'ils considèrent comme une atteinte à la souveraineté.

Le texte dans son article unique dispose "*qu'en matière budgétaire cependant, le Parlement reste souverain. Les institutions européennes ne pourront se prononcer qu'après la délibération des assemblées parlementaires*".

*"En prenant prétexte de la crise économique et financière, la modification à l'oeuvre vise clairement à une mise sous tutelle budgétaire des Etats membres puisqu'il s'agit de passer d'orientations générales pour l'ensemble des pays de l'Union à un contrôle pays par pays"*, a affirmé Martine Billard (PdG).



Cette dernière a accusé le gouvernement et sa majorité "de faire aujourd'hui des parlements nationaux des chambres d'enregistrement budgétaire des choix européens guidés par l'omniprésence des politiques libérales".

Pour le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique Georges Tron, la procédure européenne "ne change en rien le fait que le parlement reste souverain pour le vote des textes financiers, projet de loi de finances et projet de loi de financement de la Sécurité sociale".

"La coordination des politiques économiques dans l'UE et la discipline budgétaire sont aujourd'hui indispensables dans une union monétaire", a-t-il dit en demandant le rejet du texte. (Reuters 02.12)

Au passage, le PCF et le PG par leur présence au sein de cette assemblée à la botte du capital, de l'UE et du gouvernement, légitiment les institutions de la Ve République au lieu de les combattre dans la perspective de les renverser. Parole, parole, parole...

1.5- Après la droite et la gauche qui penche du même côté, le courant de "**gauche**" du PS, les gaullistes de "**gauche**", les radicaux de "**gauche**", voici venu le temps des socialistes de "**droite**" !

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé ce jeudi la "*dérive autoritaire*" du directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn après sa proposition d'une "*autorité budgétaire indépendante*" au niveau européen qui, selon l'eurodéputé, servirait à "*établir les budgets des Etats nations*".

"Après avoir fait d'émouvantes déclarations sur son appartenance à la gauche sur France Inter et même quasiment expliqué que le FMI était membre de l'Internationale socialiste", Dominique Strauss-Kahn "qui serre le kiki à toute l'Europe", a proposé mi-novembre à Francfort que soit constituée une "*autorité budgétaire indépendante*", a fait valoir le président du Parti de gauche. <

Mais "de quel droit un comité théodule se chargerait de dire aux Français ce qu'ils doivent faire", a demandé l'eurodéputé lors d'une conférence de presse.

Pour Jean-Luc Mélenchon qui y voit une "*dérive autoritaire*", cela voudrait dire qu'il n'y a "plus de parlement, plus de gouvernement, tout ça ne sert plus à rien, il n'y a plus que les technocrates du FMI".

De plus, "ils comptent modifier le Traité de Lisbonne en cachette" pour ce faire, a ajouté l'ex-sénateur PS qui s'est également prononcé pour une dévaluation de l'euro.

Par ailleurs interrogé sur les primaires du PS pour 2012, Jean-Luc Mélenchon a déclaré: "tous les vaincus de cette élection qui seraient un peu à gauche ont une candidature naturelle à l'élection présidentielle, celle du Front de gauche, puisque de toute façon c'est un socialiste de droite qui va gagner cette primaire" quel qu'il soit.

A l'émission *Le Fou du roi* sur France Inter, Mélenchon avait à nouveau attaqué DSK sur les retraites: "Comment ça se fait qu'on est assez stupide pour dire qu'en augmentant le nombre d'années où il faut rester au travail, on va vivre jusqu'à 100 ans comme l'a dit cet imbécile de Dominique Strauss-Kahn?" (Lexpress.fr 02.12)

Mélenchon, très attaqué notamment par les médias et le PS, nous est sympathique pour sa violente diatribe contre le capitalisme et ses représentants, sur ce plan il a notre soutien, il nous l'est moins par la politique de collaboration de classes qu'il préconise et que nous combattons.

2- Suède. Justice d'exception... pour la bonne cause !

Julian Assange n'a pas été autorisé par la justice suédoise à faire appel du mandat d'arrêt lancé contre lui et relayé par un avis de recherche international d'Interpol.

«La Cour suprême n'a pas délivré d'autorisation de faire appel. Par conséquent, le jugement de la cour d'appel reste valable», a indiqué ce jeudi Kerstin Norman, de la Cour suprême suédoise. (20minutes.fr 02.12)

Economie.

Un tour de passe-passe de l'Union européenne

Les agences de notation seront supervisées plus étroitement à l'avenir dans l'Union européenne et pourront être condamnées à de lourdes amendes, selon un accord trouvé mercredi soir entre eurodéputés, Commission européenne et Etats membres.

Si elle ne sera pas en mesure d'infirmier une note accordée par une agence, l'Esma pourra également remettre en cause la méthode utilisée par les analystes.

Mais, mais, mais...

A la demande des Vingt-Sept, la Commission et le Parlement européen ont en revanche accepté de renoncer à un article sur l'échange d'informations détenues par les agences, suite notamment à la décision américaine de remettre à plus tard une mesure similaire.

Joint par Reuters, le rapporteur du texte, l'eurodéputé français Jean-Paul Gauzès, s'est félicité du compromis trouvé.

"Le texte est clair sur l'aspect européen de la supervision et il confère à l'Esma un caractère opérationnel", a-t-il dit. (Reuters 02.12)

Vous avez bien lu, il est dit "l'Esma pourra également remettre en cause la méthode utilisée par les analystes", mais comme les agences de notation pourront refuser de transmettre les informations en leur possession qui leur auront permis de procéder à leurs analyses, l'Esma ne pourra contester rien du tout en réalité ! Pas très subtile, mais il fallait y penser.

Social.

Espagne.

Le nombre de chômeurs a augmenté pour le quatrième mois consécutif en novembre en Espagne pour atteindre 4,1 millions.

Le taux de chômage en Espagne demeure le plus élevé de l'Union européenne. Il était de 19,8% au troisième trimestre selon l'institut national des statistiques. (Reuters 02.12)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 4 décembre

On ne prend même plus le temps de se détendre un peu depuis quelque temps, on se défonce au boulot 7j/7 pour avancer, mais comme c'est dur, pas de bosser mais d'aller de l'avant, je parle du mouvement ouvrier.

Si vous avez lu dans le petit article de Lénine sur le soviét de Pétersbourg en 1905 la note sur le parti socialiste-révolutionnaire, vous aurez retenu qu'en plus des mencheviks et des bolcheviks et d'autres partis non cités ici, il devait bien exister une dizaine de partis ouvriers ou paysans en 1917 à la veille de la révolution, ce qui n'a pas empêché la classe ouvrière de se reconnaître massivement, majoritairement dans le parti bolchevik (au sein des soviets et comme parti) et de vaincre, donc on ne peut pas considérer l'existence de plusieurs partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme comme un obstacle insurmontable à la révolution prolétarienne, c'est un mauvais prétexte.

En 1905 et 1917 la guerre était propice à la révolution, en 2010 c'est la gigantesque et profonde crise du capitalisme mondial dominé par l'industrie financière qui est le maillon faible de notre ennemi et qui devrait nous permettre de l'abattre pour peu qu'on s'inspire des enseignements des révolutions russes, au lieu de s'en écarter pour se lancer dans un aventurisme qui ne mènera qu'à une impasse et de nouvelles et dramatiques défaites.

J'ai extrait quatre passages intéressants de l'article de Lénine que j'ai lu hier soir.

1- "*Quels buts poursuivait la grève ? Economiques et politiques, tout ensemble. Les buts économiques concernaient tout le prolétariat, tous les ouvriers et en partie même tous les travailleurs, et pas seulement les ouvriers salariés. Les buts politiques concernaient tout le peuple, plutôt tous les peuples de la Russie. Les buts politiques consistaient à libérer tous les peuples de Russie du joug de l'autocratie, du servage, de l'arbitraire et des abus de la police.*"

Ceux qui veulent à tout prix séparer lutte économique et politique feraient bien de revoir leur copie, à moins qu'ils ne soient niléïnistes ni trotskistes d'ailleurs, car on a là les prémices de l'application de la théorie de la révolution permanente.

2- "*Je me trompe peut-être, mais (sur la foi de renseignements incomplets dont je dispose, renseignements « par écrit » seulement) il me semble que sous le rapport politique le Soviet des députés ouvriers doit être envisagé comme un embryon du*

*gouvernement révolutionnaire provisoire. Je pense que le Soviet doit se proclamer au plus tôt gouvernement révolutionnaire provisoire de l'ensemble de la Russie ou bien (ce qui revient au même, mais sous une forme différente), il doit créer un gouvernement révolutionnaire provisoire."*

Dans 1905 de Trotsky, on pouvait lire que le soviet (conseil) de Pétersbourg (alors la capitale de la Russie) s'était constitué à l'initiative d'ouvriers entrés en lutte dans une trentaine ou une quarantaine d'entreprises, qu'ensuite il a attiré à lui des délégués d'autres entreprises, etc. jusqu'à devenir l'embryon d'un gouvernement prolétarien comme ils l'appelaient eux-mêmes. Rien d'extraordinaire là-dedans, aucun mystère non plus, alors pourquoi continuer de se répandre en interrogations sur la voie à suivre ou la forme de gouvernement que les travailleurs devront se donner pour vaincre le capital, on ne comprend pas ceux qui tiennent aujourd'hui ce langage.

En réalité le problème est ailleurs. En 1905 en Russie, les syndicats ne devaient pas être aussi pourris par le réformisme qu'ils le sont de nos jours en France (et partout ailleurs), on pourrait ajouter que la classe ouvrière russe était moins subordonnée au capitalisme que les masses en France en 2010. On en arrive toujours à la même question que personne ne veut aborder sérieusement.

On veut faire du syndicalisme de classe sans renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat avant que le syndicalisme n'abandonne le combat pour l'émancipation du capital ou ne s'oriente dans cette direction, que je situerais volontiers, paradoxalement et en apparence seulement en 1906. En Russie en 1905, cela ne posait aucun problème aux syndicats de lutter au côté des partis ouvriers sur des revendications politiques tels que le combat pour une Constitution ou pour une République démocratique, position inimaginable en 2010 en France... au nom de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis : un syndicat ne doit pas s'occuper de politique ont décrété les dirigeants pourris des syndicats et ceux qui les soutiennent tout en prétendant les combattre.

A partir du moment où une revendication économique ou sociale est vécue comme une question de vie ou de mort par l'ensemble de la classe ouvrière ou qu'elle en fait une priorité absolue, et que la nature du pouvoir en place s'oppose à sa satisfaction, la question de le renverser se trouve poser, ainsi que celle des institutions politiques qu'il faudrait mettre en place pour pouvoir satisfaire cette revendication. De nos jours et depuis belle lurette, ce n'est pas ce genre de revendications qui manquent, chômage, précarité, pauvreté, notamment.

Cette question se pose et sera appréciée par les travailleurs avec plus ou moins d'acuité, selon que l'on se situe dans une période de flux ou de reflux de la lutte des classes, dans une période qui précède une crise, pendant ou après la sortie d'une crise (ou une guerre), le développement de la situation dans un sens ou un autre dépendra en grande partie du degré de préparation de la classe sur le plan organisationnel et politique pour affronter le régime et avancer vers le socialisme. Il faut se souvenir que Lénine expliquait qu'il n'existait pas de circonstances particulières pour poser la question de l'Etat ou du pouvoir, qu'elle devait toujours figurer dans l'agitation et la propagande du parti en adaptant bien sûr les mots d'ordre à chaque situation... Cela participe à l'éducation politique des masses, à leur préparation théorique au combat politique, à leur mise en condition indispensable pour rompre et affronter l'ordre établi dans les meilleures conditions possibles le moment venu, martelait-il contre ceux (les démocrates révolutionnaires qu'il distinguait des véritables révolutionnaires marchant sur la voie conduisant au socialisme) qui expliquaient qu'on aurait bien le temps d'y venir un jour, autrement dit jamais ou quand il serait trop tard...

S'il se trouve maintenant que les travailleurs n'ont pas été préparés à situer leur combat sur le terrain politique, qu'on les a enfermés constamment dans le carcan du régime avec des mots d'ordre démocratiques ou légalistes qui inspirent le respect au petit-bourgeois, il ne faut pas s'étonner ensuite que le jour où l'heure du combat politique a sonné contre le gouvernement et les institutions, la classe soit incapable de se situer et de s'organiser sur un plan politique ou qu'elle soit incapable de se saisir des mots d'ordre politiques révolutionnaires que l'avant-garde lui propose, c'est ce qui est ressorti nettement de la bataille sur les retraites où les masses n'ont pas été en mesure de trouver la voie de leur propre organisation, ni la classe ouvrière à la pointe de ce combat, qui par conséquence et pour cette raison n'a pas été capable d'entraîner les masses dans ce combat.

C'est cette culture de classe, ces enseignements de la lutte des classes du passé que n'ont pas acquis malheureusement les militants syndicalistes et/ou politiques, ce qui explique qu'il ne leur reste plus qu'à se tourner vers les appareils en guise de salut ou à se comporter en gauchistes, on connaît la suite. Maintenant on peut continuer de se détourner de ces enseignements ou les nier, d'agir en fait comme si on pouvait se passer de théorie pour mener notre combat, dans ce cas-là il ne faut pas s'étonner d'aboutir toujours au même résultat et de ne jamais avancer d'un millimètre.

L'air de rien, on vient de décrire ce qui est à l'origine de l'impuissance du combat contre les appareils en refusant au syndicalisme de s'approprier des mots d'ordre politiques.

Le soviet de Pétersbourg en 1905 avait réussi à rassembler une grande partie de la classe ouvrière, des étudiants et des intellectuels, des paysans et des soldats, des pans entiers de la petite-bourgeoisie, les syndicats et les partis ouvriers, non pas sur des revendications économiques qui ne concernaient pas l'ensemble des classes ou des couches qui viennent d'être citées, mais sur des revendications politiques qui les unissaient contre le régime despotique du tsar dit des Cent Noirs.

Voilà qui devrait alimenter la discussion et la réflexion de chaque militant, cadre ou dirigeant du mouvement ouvrier.

3- *"Or le gouvernement projeté ne sera pas autre chose que l'organe de cette insurrection qui grandit et mûrit déjà. Il était impossible de procéder pratiquement à la formation du gouvernement révolutionnaire tant que l'insurrection n'avait pas pris une ampleur évidente pour tout le monde, perceptible pour ainsi dire par tous. Et maintenant justement il est nécessaire de souder politiquement cette insurrection, de l'organiser, de le doter d'un programme clair, de faire en sorte que les détachements déjà nombreux et sans cesse croissants de l'armée révolutionnaire deviennent l'appui et l'instrument de ce gouvernement nouveau, réellement libre et réellement populaire. La lutte est inéluctable, l'insurrection est certaine, la bataille décisive est imminente. L'heure est venue de lancer un défi direct, d'opposer au tsarisme pourrissant le pouvoir organisé du prolétariat, d'adresser à l'ensemble du peuple un manifeste au nom du gouvernement révolutionnaire provisoire institué par les ouvriers d'avant-garde."*

En dehors des Cent Noirs, de la noblesse et ses valets au sens propre et figuré, toute la population se dressait contre Nicolas II, y compris la bourgeoisie que méprisait le tsar, cependant celle-ci n'avait pas sa place au sein des soviets contrairement à ce qui se passe dans le cas d'une Assemblée constituante qui est une institution conçue sur le modèle d'un parlement bourgeois, où toutes les classes ont le droit d'être représentés et de s'exprimer, à l'opposé, le soviet était le parlement de la classe ouvrière et de tous ceux qui assimilaient leur combat à celui du prolétariat ou acceptaient de marcher sous sa direction.

Le succès, le développement foudroyant et la puissance du soviet de Pétersbourg s'explique par le fait qu'il s'est constitué au départ sur une base économique et réduite, pour se situer très rapidement sur un plan plus général et politique, ce qui permis d'en élargir rapidement la base pour gagner l'ensemble des opposants au tsar.

A nous de voir quels mots d'ordre politique pourraient synthétiser ou exprimer à la fois le rejet du gouvernement Sarkozy-Fillon et les institutions de la Ve République, le combat pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire, comment on pourrait l'exprimer avec des mots simples, afin que les travailleurs puissent s'en saisir et les reprennent au cours de leur mobilisation. 4- *"C'est ainsi que se présente à mes yeux la transformation du Soviet des députés ouvriers en gouvernement révolutionnaire provisoire. Telles sont les tâches que je poserais en premier lieu à toutes les organisations de notre Parti, à tous les ouvriers conscients, au Soviet lui-même et au congrès ouvrier qui tiendra ses assises à Moscou, ainsi qu'au congrès de l'Union paysanne."*

Le combat se poursuit au sein du soviet, et au fur et à mesure du développement de la révolution se pose la question aussi bien de son orientation politique que des tâches qu'il doit définir pour aller de l'avant, question qui pose directement le rôle irremplaçable du parti qui exprime consciemment le développement et l'objectif de la révolution, le combat pour conquérir la majorité du soviet...

Au début de son article Lénine écrivait : *"Il me semble que le camarade Radine a tort quand il pose dans le n°5 de la Novaïa Jizn (je n'ai vu que cinq numéros de notre Organe central de fait du P.O.S.D.R.) cette question : le Soviet des députés ouvriers ou le Parti ? Je pense qu'on ne saurait poser ainsi la question ; qu'il faut aboutir absolument à cette solution : et le Soviet des députés ouvriers et le Parti. La question - très importante - est seulement de savoir comment partager et comment coordonner les tâches du Soviet et celles du Parti ouvrier social-démocrate de Russie."* Car le soviet sans le parti, c'est la classe sans son avant-garde consciente pour la guider vers son objectif, donc elle ne pourra jamais l'atteindre, et le parti sans le soviet, c'est comme vouloir faire une révolution sans les masses ! Les deux sont donc indispensables pour vaincre, ce qu'a démontré la révolution de 1917.

Pour compléter cette causerie, un mot sur le IO n°126.

Page 4 : *"— J.-P., syndicaliste cheminot : A mon avis, la position de Chérèque empêchait toute unité sur les revendications. Sans l'unité, on ne peut pas gagner."*

En réalité Chevènement a fait l'unité avec Sarkozy, sur le plan politique évidemment, ce que personne ne relèvera. Pourquoi selon vous ? Etait-ce volontaire ? Il y a tout lieu de le penser puisqu'aucun parti n'a avancé de mots d'ordre politique, rendez-vous compte cela aurait été un élément de division supplémentaire, c'était une réflexion d'appareil en fait, car c'était l'inverse qui était exact : seul un mot d'ordre politique tourné contre le régime pouvait unifier la classe et les masses comprenant la petite-bourgeoisie...

L'unité sur quoi, sur quelle base, avec qui, dans quelle perspective politique ? En 1905 (mais aussi en 1917), le prolétariat russe avec ses syndicats et ses partis politiques ont fait l'unité non pas sur la journée des 8 heures, mais sur des mots d'ordre politiques, il faut dire que, contrairement à nos braves syndicalismes et dirigeants des partis ouvriers, qu'ils n'envisageaient pas de vivre un jour de plus sous un régime policier, ceci explique peut-être cela, encourageons Sarkozy a durcir encore sa politique réactionnaire, peut-être qu'ils y viendront, qui sait ?

Et sur quoi reposait la position de Chérèque sur le plan *"bassement"* matérialiste sur lequel je me situe : sur la participation des syndicats à cette mascarade de dialogue social ou de négociations avec le gouvernement et le patronat. Les révolutions de février 1905 et 1917 ont commencées par des grèves politiques dans lesquels le prolétariat posait directement la question du pouvoir, condition pour que soient pérennisés ses acquis et satisfaits ses besoins et respectés ses droits. La grève générale doit

être orientée vers la lutte pour le pouvoir, donc contre les institutions dont il est facile aujourd'hui de contester la légitimité et d'avancer notre proposition alternative au capitalisme et à la Ve République : le socialisme.

Page 5 : "*Il nous faut de nouvelles perspectives politiques pour aboutir dans nos revendications*", très juste, une suffira pour orienter le mouvement dans la bonne direction et vaincre.

Page 13 : "*La crise qui ravage le sommet de l'Etat n'a d'autre origine que la combativité jamais démentie, récemment renforcée, de la classe ouvrière française, qui a été à deux doigts de faire sauter le verrou Thibault-Chérèque, condition pour balayer la contre-réforme des retraites...*"

Faire "*sauter le verrou Thibault-Chérèque*", quelle illusion sans que la classe s'organise (sur le plan politique) indépendamment des organisations et des parties dits ouvriers (PS et ses satellites) qui reprendront le contrôle de son mouvement à la première occasion pour le mener dans une impasse ? Qu'il nous soit permis d'en douter fortement ! Pour notre part, nous préférons nous inspirer de la révolution de 1905 et 1917 en Russie.

C'est terrible cette foutue manie de refuser de s'inspirer de ce qui marche et choisir systématiquement, délibérément ce qui ne marche pas, attention, à force cela devient franchement pathologique, le seul remède : le marxisme et le léninisme !

Page13 toujours, Marc Gauquelin en remet une couche, quel gouvernement expropriera les banquiers, réponse : "*...un gouvernement porté au pouvoir par un mouvement de la classe ouvrière rassemblée autour de ses organisations de classe, dans le prolongement du mouvement esquissé en septembre-octobre, avant d'être contré par Thibault-Chérèque ?*".

On peut attendre encore longtemps sur cette ligne-là camarades, car en accordant un rôle prépondérant aux syndicats entièrement subordonnés au capitalisme et aux institutions, qui ne regroupent qu'une infime partie de la classe ouvrière, dont ses couches privilégiées, on ne voit pas très bien comment la classe ouvrière pourrait atteindre ni même se donner des objectifs politiques, parmi lesquels devraient figurer en tête la liquidation des institutions de la Ve République pour mener jusqu'au bout sa révolution, mot qu'il n'emploiera pas une seule fois dans son article où il prétendait poser la question du pouvoir, mot devenu tabou dans la bouche de ce "*trotskyte*".

Et puis cela ne veut rien dire "*un gouvernement porté au pouvoir par un mouvement de la classe ouvrière*", un mouvement inorganisé, pas puissamment structuré sur des objectifs politiques, un programme révolutionnaire et socialiste. Remettons les choses à leur place : 1- un mouvement ou une mobilisation de la classe, 2- qui débouche sur un organisme politique indépendant, 3- qui constitue son gouvernement prolétarien, 4- qui engage la lutte pour la conquête du pouvoir. Pas besoin de posséder un Capes (diplôme pour être prof de collège) pour y arriver, la preuve.

Si la social-démocratie et les syndicats russes s'étaient appuyés en 1905 sur le constat simple qu'ils n'organisaient qu'une fraction limitée de la classe ouvrière, et que dans ces conditions il fallait fournir un cadre plus large ou plus souple à la classe pour qu'elle se regroupe sur des revendications politiques, et que cet organisme (le soviét) soit reconnu par toutes les couches du prolétariat et au-delà la petite-bourgeoisie, les intellectuels et les étudiants, ce n'est manifestement pas le cas du CCI-POI toujours à la remorque des appareils, à croire qu'ils n'ont finalement pas retenu grand chose des deux révolutions russes.

Et quel serait les objectifs politiques de ce gouvernement, aucun : "*dresser une véritable plate-forme de défense des intérêts fondamentaux des travailleurs, au premier rang de laquelle l'exigence de l'abrogation de la loi sur les retraites*". C'est marrant comment il prétend "*saisir le premier maillon de la chaîne pour ouvrir une telle issue politique*" en faisant exactement le contraire, en mettant la charrue avant les boeufs, car il ne nous dit pas un mot sur le sort qui serait réservé aux institutions de la Ve République, il passe allègrement du coq à l'âne, de la situation actuelle à un gouvernement qu'il est incapable de caractériser, il faut le préciser au passage.

On parle souvent d'issue politique à tort et à travers, je me mets dans le lot, mais qu'est-ce que cela peut signifier au juste sans moyens pour atteindre le moindre objectif politique, sans que la classe soit puissamment organisée, sans son parti ? Rien, du vent ! Les appareils s'en chargeront sans doute, on peut leur faire confiance, à moins que la spontanéité des masses fasse aussi des miracles, qui sait ?

Et qu'est-ce qui pourrait ressortir de la Conférence du 11 décembre sur le plan organisationnel, on n'en saura rien, le POI n'en a pas à nous proposer : "*les formes les plus adaptées de l'organisation politique indispensable à la poursuite et à l'élargissement du combat contre le « consensus » prôné par François Fillon à l'adresse des dirigeants ouvriers*", normal quand la politique du POI se limite à cet objectif, s'adresser aux appareils, on croit rêver, c'est plutôt un cauchemar, c'est encore une fois éviter de poser la question du pouvoir, à croire qu'on a à faire à des aventuriers ou des gens incapables de tirer le moindre enseignement d'un combat qui a duré plusieurs mois et qui vient tout juste de se terminer, c'est navrant.

Politique.

## 1- Hors sujet.

«*Je ne sais pas si on gagnerait quelque chose à une faillite générale et instantanée du système. Je me représente la chose autrement, avec des élections, avec des programmes*», a déclaré M. Mélenchon sur France Info. Selon lui, ce n'est pas «*la bonne stratégie*».

«*En même temps, je ne perds pas de vue que Cantona se moque de tout le monde, et il a bien raison*», a toutefois ajouté le leader du Parti de gauche. «*Il montre que ce système est un tigre de papier*» qui «*ne marche que par la peur que nous avons de lui et la soumission des gouvernements aux banquiers*». (Libération.fr 03.12)

Tout dépendrait si la classe ouvrière serait ou non en ordre de bataille pour se lancer à l'assaut du pouvoir dans une telle circonstance, sachant que par la voie des urnes elle ne parviendra jamais au pouvoir, Mélenchon le sait mais il fait comme s'il l'ignorait.

Non, la question n'est pas de savoir si les travailleurs ont peur du régime, encore moins "*la soumission des gouvernements aux banquiers*" qui pourrait laisser entendre qu'ils pourraient faire autrement ou qu'ils n'en seraient pas les complices, après tout il se pourrait qu'eux aussi soient pris dans un "*piège*", ce qui n'est évidemment pas le cas, nous ne sommes pas en présence de gouvernements qui feraient face à des banquiers ou les affronteraient, mais à des gouvernements des banques, il faut appeler les choses par leurs noms, le problème, c'est avant tout l'ignorance des masses et la complicité des partis comme le PG qui sont subordonnés au capitalisme et à ses institutions politiques tout en prétendant parler au nom des travailleurs ou représenter leurs intérêts, c'est la collusion ou le consensus entre ces partis et le parti de l'ordre qui est un véritable problème, cela Mélenchon ne peut évidemment ni l'admettre ni le dire.

## 2- Presse aux ordres financés par l'Etat.

L'aide à la presse, c'est plusieurs dizaines de millions d'euros par an, dont 20 millions sont destinés à la presse en ligne.

Le Sénat vient de voter ces subventions. Reste à savoir quelle somme va à qui.

Les pure players, qui sont uniquement sur Internet (Rue89, Mediapart, etc), bénéficient de cette aide, comme les sites des quotidiens et magazines papiers. (Publiquesénat.fr 03.12)

## 3- Un point sur l'affaire Wikileaks.

Face aux attaques dont est victime le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, nous le soutenons, comme nous soutenons Mélenchon ou Cantona dans d'autres registres.

Parmi les médias, plusieurs réactions : il y a ceux qui hurlent avec les loups, les médias habituellement aux ordres du régime, ceux comme Le Monde qui en font leur choux gras et qui s'en accommodent, et enfin il y a les réseaux de journalistes indépendants comme par exemple le Réseau Voltaire, qui dénigrent Wikileaks parce qu'il leur fait de la concurrence.

Par prudence, jusqu'à hier soir, je me demandais encore si on était face à une manipulation orchestrée par Washington ou plutôt en présence d'une énorme fuite mettant en cause l'ensemble des dirigeants du vieux monde présentés tour à tour comme des gens infréquentables, ridiculisés et ramenés à ce qu'ils sont vraiment, minables ou insignifiants, la palme revenant à l'impérialisme américain lui-même, dans la mesure où il apparaît clairement qu'il se pose en maître du monde voulant le rester par tous les moyens.

Après la violente réaction d'indignation de la part de tous les gouvernements impliqués dans les mémorandums qui ont été mis en ligne par Wikileaks, le doute n'est plus permis quant à la nature de cette affaire, elle est le produit de la décomposition de l'impérialisme américain incapable d'assurer la discipline dans les rangs de son armée, un nouveau chapitre qui s'inscrit à la suite des révélations sur les traitements infâmes imposés aux prisonniers de Guantanamo, aux critiques formulées par des militaires de haut rang sur la stratégie américaine en Afghanistan ou encore les révélations sur l'existence de prisons secrètes en Europe et ailleurs. Julian Assange, s'il est toujours libre ou en vie, devrait mettre en ligne en janvier des documents sur les banques américaines, dont la Bank of América. On les attend avec impatience. A bas le secret commerce ! A bas la diplomatie secrète des gouvernements contre les peuples !

3.1- Le site est disponible aux adresses suivantes : Wikileaks.ch (Suisse), wikileaks.de (Allemagne), wikileaks.nl (Pays-Bas) et wikileaks.fi (Finlande).

3.2- Julian Assange, ennemi public numéro 1 aux yeux de nombreux gouvernements. Pour l'heure, la chasse à l'homme continue. (Lexpress.fr 03.12)

3.3- Le ministre français chargé de l'Economie numérique, Eric Besson, a demandé vendredi au Conseil général de l'Industrie, de l'Energie et des Technologies (CGIET) de mettre fin à l'hébergement du site WikiLeaks en France au motif qu'il violait le secret diplomatique. (Libération.fr 03.12)

3.4- Quand Interpol a émis un mandat d'arrêt contre le fondateur de Wikileaks Julian Assange, l'agence de police internationale l'accusait de «*crimes sexuels*» sans plus de précisions, déclenchant une vague de rumeurs selon lesquelles Assange serait accusé de viol. C'est faux. Le Washington's Blog écrit:

*«Il se trouve que c'était pour violation d'une obscure loi suédoise sur le sexe sans préservatif.»*

Lors d'un voyage d'affaires à Stockholm en août dernier, Assange a eu des relations sexuelles non protégées (en fait, Assange a utilisé un préservatif avec l'une d'entre elles, mais il s'est déchiré) avec deux femmes qui, après s'être rendu compte qu'elles venaient de faire l'amour avec «le» Assange de Wikileaks, ont contacté la police ensemble pour se plaindre de son refus de faire un test de dépistage de maladies sexuellement transmissibles.

Il s'agit apparemment d'une zone d'ombre dans la loi suédoise. Si «*le consentement des deux femmes a été confirmé par le procureur*», comme l'écrit un ancien avocat du fondateur de Wikileaks dans une tribune passionnée, Assange est poursuivi pour un délit appelé «*sexe par surprise*», qui serait passible d'une amende de 715 dollars (536 euros) selon lui. (Slate.fr 03.12)

3.5- Les Etats-Unis, qui ont qualifié d'"*anarchiste*" le fondateur de WikiLeaks, mettent tout en oeuvre pour l'arrêter, après la publication de notes diplomatiques américaines embarrassantes. Le ministre américain de la Justice, Eric Holder, donne le ton: "*S'il y a des lacunes dans le droit américain*", qui lui permettrait de passer entre les mailles du filet juridique, "*nous ferons en sorte de les combler*".

Appel entendu par les sénateurs américains: une proposition de loi a été déposée par les républicains et les indépendants pour rendre "*illégale la publication des noms d'informateurs des services de renseignement américains*". Plus qu'une allusion à Assange et son site, vivement critiqués pour avoir dévoilé le nom d'informateurs afghans lors de la première vague de révélation, concernant la guerre en Afghanistan. (Libération.fr 03.12)

3.6- «*Sa facture payée par carte bleue s'élève à moins de 150 euros*», a précisé le directeur général et fondateur d'OVH. «*OVH n'est ni pour ni contre ce site. La question est hors sujet pour nous. OVH est une entreprise qui fournit les infrastructures (...) et notre rôle est d'assurer cette prestation technique. C'est tout*», a-t-il argué.

OVH, l'hébergeur français de WikiLeaks, a annoncé vendredi qu'il avait saisi la justice sur la «*légalité ou pas*» du site controversé «*sur le territoire français*», en réaction à la demande du gouvernement de mettre fin à cet hébergement. (Libération.fr 03.12)

Il se trouve que c'est cette société qui héberge le site La voix de l'opposition de gauche depuis le début 2010.

3.7- Commentaires d'internautes.

- Assange fait ce que tout journaliste devrait faire : donner à la population mondiale des informations sur ce qui se passe réellement en ce bas monde, sur ce que font réellement les puissants qui parlent et agissent en notre nom à tous. Je suis écœuré de la réaction négative de la plupart des médias. Ce site doit être défendu par tous les moyens possibles. Notez qu'il y a peu on nous disait qu'il n'y avait rien de bien neuf dans tout cela : un rien qui provoque des réactions substantielles ! (Lemonde.fr 03.12)

- On peut approuver, totalement, un peu ou pas du tout ce que fait Wikileaks, mais ce qui est certain, c'est qu'il ne fait qu'exercer un droit à l'information, base d'un système démocratique que pratiquent théoriquement les USA, la Suède et la France. Alors, si cette affaire dérange -ou plus- les USA, qu'ils s'activent à améliorer leurs procédures de sécurité informatiques et de gérer les conséquences de leur incompétence au lieu de s'attaquer à la source d'information comme on peut le voir, relayés par les démocrates suédois et autres Eric Besson notamment... Cette attitude est identique de ce que font les dictatures ou semi-dictatures actuelles Chine, Iran, Russie, Syrie, etc.) dès que paraît une information qui dérange le régime : on interdit la source, on emprisonne les journalistes, on bloque l'accès à l'information etc. Car personne ne me fera croire que les poursuites suédoises, la perte du nom de domaine, de leur hébergement etc ; ne sont pas organisés par les USA. Désormais, je n'achèterais plus rien via Amazon... (Lexpress.fr 03.12)

Social.

Espagne.

L'espace aérien a été fermé vendredi 3 décembre au soir dans toute l'Espagne, sauf l'Andalousie, dans le sud du pays, en raison d'un mouvement social surprise des contrôleurs aériens.

'90 % des contrôleurs aériens ont abandonné leurs postes de travail', a indiqué la compagnie nationale Iberia dans un communiqué. Trois contrôleurs sont toutefois restés à leur poste afin de superviser l'atterrissage d'appareils en cas d'urgence.

Les raisons exactes de ce mouvement soudain ne sont pas connues, mais celui-ci se produit quelques heures après l'approbation en conseil des ministres d'une privatisation partielle, jusqu'à 49 %, d'Aena. Selon les médias espagnols, cette privatisation augmente le temps travaillé pour les contrôleurs. (Lemonde.fr 03.12)

On a compris que spontanément les contrôleurs aériens ont débrayé juste après l'annonce de la privatisation des principaux aéroports espagnols pour défendre leur statut, rien de surprenant donc, sauf pour Le Monde, normal quoi ! Sur ce, le ministre des transports espagnol, José Blanco, a osé brandir la menace de recourir à l'armée pour assurer la continuité du trafic aérien, briser cette grève, encore un nostalgique du franquisme !

## Economie.

### 1- Etats-Unis.

Le taux de chômage a progressé à 9,8%. (Reuters 03.12)

### 2- Inde. Le pays de la camelote.

Tata n'a vendu que 509 Nano en novembre, une chute de 85 % sur un an.

Le groupe n'a pas pu tenir sa promesse. Lancée à moins de 2 100 euros, la Nano a vu son prix augmenter deux fois dernièrement, en juillet et en octobre. À New Delhi, elle se vend actuellement dans une fourchette estimée entre 2 300 et 3 200 euros.

Une demi-douzaine de Nano ont pris feu spontanément ces derniers mois. Le groupe explique que ces incendies ont été provoqués par des causes externes à la voiture, comme l'installation d'équipements audio trop puissants ou un chargement excessif. Il propose de poser gratuitement des protections autour du pot d'échappement et des fusibles dans le système électrique. (Lefigaro.fr 03.12)

C'est tout l'Inde ! Un pays sous la coupe d'une ploutocratie immonde depuis l'indépendance en 1947.

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 5 décembre

La page d'accueil du site est plus volumineuse et peut-être plus longue à ouvrir qu'auparavant, mais camarades, c'est la situation qui est riche et lourde de menace, pour les capitalistes bien sûr !

## Politique.

### 1- Tout est bon à prendre. Haro sur les banquiers, à bas le capitalisme !

Ce qui n'était au départ qu'une provocation d'Eric Cantona, au plus fort des manifestations contre la réforme des retraites, est en train d'enfler sur le Net comme dans les conversations en ville. Pas une personne en France qui n'ait entendu parler de cette idée de «Canto» : pousser les gens à retirer leur argent de la banque afin de provoquer l'effondrement du système.

A ce stade, on aurait tort de se préoccuper uniquement de la faisabilité du projet. L'important est davantage l'intérêt qu'il suscite. Preuve que la colère manifestée dans la rue pendant de longues semaines est loin d'être retombée. Colère contre la réforme du système des retraites mais, au-delà, contre tous les leviers politiques et économiques du pouvoir.

Un sondage publié vendredi par Liaisons Sociales Magazine l'atteste : plus d'un Français sur deux (53%) se dit encore «en colère» à l'égard de la réforme des retraites. (Libération.fr 04.12)

Tout est bon à prendre, mais attention, à condition de ne pas colporter soi-même des illusions, il faut préciser.

Le niveau de compréhension du fonctionnement de la société des masses est en train de progresser indiscutablement,



elles s'interrogent sur le pouvoir des banquiers et prennent conscience qu'ils sont les véritables commanditaires des gouvernements en place, les seuls bénéficiaires de leur politique antisociale, elles résistent ou passent à l'offensive sans orientation précise, car elles ne sont pas encore parvenues au niveau de conscience qui leur permettrait de comprendre que ce sont les fondements du système économique qui conduisent infailliblement à une gigantesque crise aux conséquences insupportables, et que ce sont ces fondements du capitalisme qu'il faut justement balayer de la surface de la terre, les rapports de production basés sur la propriété privée des moyens de production, la propriété privée des moyens de production à laquelle il faut mettre un terme pour qu'ils deviennent le bien commun de l'ensemble des producteurs, l'immense masse de la population que constituent les travailleurs manuels et intellectuels dans chaque pays et au niveau mondial.

Ce qui est difficile à admettre, encore plus à comprendre.

Le capitalisme repose sur le vol de notre force de travail, ce vol a été déclaré légal une fois pour toute par les différentes institutions politiques qui se sont succédées depuis que ce système économique a vu le jour jusqu'à nos jours. Il a ainsi été décrété pour l'éternité et sanctifié par l'ensemble des religions, qu'il était normal qu'un système économique basé comme ceux (esclavage, servage) qui l'ont précédé sur l'exploitation de l'homme par l'homme secrète des pauvres en grande quantité et des riches en infime quantité, qu'une majorité de la population ne possède rien d'autre que sa force de travail pour survivre, et encore, à condition de ne pas être au chômage et de pouvoir la vendre, et qu'une poignée de brigands possède toute les richesses, autrement dit les moyens de les produire, que cette majorité de la population qui produit les richesses devait se soumettre au pouvoir politique ou à la dictature qu'exerce sur elle cette infime minorité de parasites exploiters, en résumé, ce qui est à l'origine de toutes les inégalités sociales depuis la nuit des temps a été décrété légal, normal, la loi que chacun doit respecter.

C'est cette loi, cette légalité qu'il faut renverser, abolir, comme on voudra.

Les rapports de production que nous venons d'évoquer et la loi qui les consacre en faveur des possédants, des privilégiés, constituent la source de toutes les violences, ils constituent une violation du droit de chacun à posséder ou à jouir librement du produit de son travail, ils constituent une violation de la propriété collective de la terre qui n'appartient en réalité à personne, sinon à l'ensemble de la population.

Pour mettre fin à cette violence organisée par l'Etat et son appareil administratif, policier et judiciaire contre le peuple travailleur, seul un acte violent peut y mettre fin puisque la preuve est faite depuis longtemps qu'on ne peut pas y parvenir par un autre moyen, notamment par le biais du parlementarisme, et cet acte violent qui provoque, affronte et finit par briser la légalité sur laquelle repose le capitalisme, ne peut être accompli que par l'ensemble des exploités, cela s'appelle faire une révolution, à l'instar de la classe des capitalistes qui pour abolir les privilèges de la noblesse et de l'église et accéder au pouvoir due recourir à une révolution.

La classe des capitalistes, qui pour chasser du pouvoir la monarchie et les féodaux avait décrété au XVIIIe siècle que la révolution était un droit, voudrait nous refuser ce droit légitime, alors qu'elle passa outre les recommandations et les menaces des représentants de l'Ancien régime. Ce droit à la révolution a un fondement historique, de ce fait personne ne pourra l'ôter à la classe ouvrière, ni par l'intimidation ni par la force.

Les appels à respecter la légalité, les institutions et la Constitution, à ne pas enfreindre la propriété privée des moyens de production, sont autant d'appels à perpétuer ou préserver l'ordre établi qu'il s'agit justement de renverser.

Les derniers soubresauts de la crise du capitalisme participent à la maturation de la conscience politique des masses et annoncent les prochains développements de la lutte des classes qui prendront forcément la forme d'affrontements directs et violents entre les classes et se cristalliseront autour d'une seule et même question : la lutte pour le pouvoir, mettant à l'ordre du jour la révolution prolétarienne et socialiste. Voilà dans quelle perspective politique il faut se disposer.

2- WikiLeaks, suite.

Le service de paiement en ligne PayPal a clos le compte qu'utilisait WikiLeaks pour recevoir des dons.

Dans un communiqué publié vendredi sur internet, PayPal explique que sa décision a été motivée par une violation de sa politique. "**Notre service de paiement ne peut être utilisé pour des activités qui encouragent, promeuvent, facilitent ou incitent à des activités illégales**", peut-on lire. (AP 04.012)

Commentaire d'un internaute.

La mondialisation est en train de s'ériger en Système et c'est regrettable, car à moins de nous démontrer que c'est la marche vers la paix, un monde meilleur, nous assistons à la dictature du capitalisme, avec son fondement financier. Et la démocratie alors? Ce n'est donc qu'un prete nom et un leurre. Pour le citoyen à qui on demande de payer et supporter le système à bout de bras,

c'est insupportable. Wikileaks n'est qu'une manière de manifester son refus d'adhérer à un tel système. Julien Assange est un Robin des Bois, car que gagne-t-il ? pas des millions comme ceux qui sont financiers alors que les populations souffrent de la mondialisation. Il y a donc le système et ceux qui sont de son côté, et qui en profitent (une minorité) et le reste du monde, le peuple, populace, masse, qui doit payer les pots cassés du système.

Le mécontentement gronde sourdement dans le coeur des gens. Julian Assange c'est la preuve des failles du système. Heureusement car bientôt c'est les tanks et l'armée contre les populations, quand viendra le temps des débordements. On a mis à la poubelle le bon vieil humanisme pour le remplacer par la machine. Mais le système ne veut pas payer en mettant en place d'autres systèmes pour supporter Le Système. C'est le début de la décadence. (Slate.fr 04.12)

Passons sur le fait que "**le bon vieil humanisme**", à ne pas confondre avec une conscience de classe développée, n'a pas pu éviter que se produisent les deux boucheries mondiales au XXe siècle, lorsqu'il ne les a pas provoquées lui-même avant de s'en faire le complice, etc...

Ce qui est intéressant ici, c'est de constater que la conscience politique des masses progresse, chacun à son rythme, cela nécessite le respect de notre part évidemment, ce qui n'interdit pas la critique ou la polémique.

## Social.

1- France. Encore une manifestation inorganisée.

Plusieurs centaines de chômeurs ont manifesté samedi après-midi à Paris, pour la huitième année consécutive, contre le chômage et la précarité, à l'appel de l'ensemble des organisations de chômeurs (AC!, Apeis, MNCP, CGT Chômeurs), a constaté une journaliste de l'AFP.

Partis de la place Stalingrad sous la neige aux alentours de 14h30 en direction de la place de Clichy, les manifestants ont suivi une banderole de tête proclamant "**Contre le chômage et les précarités, pour la justice sociale**".

"**Chômage, précarité, ça ne peut plus durer**" ou "**Public, privé, tous unis contre la précarité**", scandaient des manifestants dans le cortège, où étaient aussi représentés la Coordination des intermittents et précaires, la CNT, Solidaires, Attac et le NPA. (20minutes.fr 04.12)

Toute manifestation non organisée ne regroupant qu'une poignée de participants est démoralisatrice. C'est sans doute le but recherché par ses organisateurs.

Après tout, pour les appareils et leurs appendices, ne faut-il pas interdire au prolétariat de se regrouper et de combattre sur le plan politique autour de l'axe constitué par le chômage, la précarité et la pauvreté qu'engendre le régime et qui pourrait rassembler l'ensemble de la classe et bien au-delà contre Sarkozy et les institutions ? Cette démonstration d'impuissance, l'air de rien, constitue un soutien et un encouragement à Sarkozy à poursuivre sa politique antisociale.

J'avais appelé à participer aux manifestations en générale à plusieurs reprises dans le site, ne rentrons ici dans le détail, mais à condition toutefois de ne pas y participer pour faire de la figuration, il n'y a donc pas de contradictions dans ma position quand je fustige les organisateurs de cette manifestation. 5, 6, 7 millions de chômeurs et faire une manifestation contre le chômage qui ne rassemble en fait qu'une poignée de militants, allez, ne mâchons pas les mots : c'est contre-révolutionnaire !

2- Espagne. "**Battre la droite**"... pour mettre un briseur de grève au pouvoir.

En décrétant l'"**état d'alerte**", Madrid a contraint les aiguilleurs du ciel à mettre fin samedi à leur grève surprise qui avait bloqué de nombreux voyageurs dans les aéroports du pays: l'espace aérien espagnol a rouvert et des avions ont pu décoller de la capitale, de Bilbao et des Canaries. (AP 04.12)

Pas besoin d'appeler à voter au second tour de la présidentielle pour le candidat dit de gauche pour "**battre la droite**", elle est déjà au pouvoir (en Espagne) !

L'argument selon lequel il faudrait favoriser l'élection d'un candidat dit de gauche et une majorité

de députés dits également de gauche pour que les travailleurs perdent leurs illusions dans ces partis ne tient pas une seconde, par expérience ou en observant simplement ce que font des partis similaires ou appartenant à l'Internationale socialiste dans les pays voisins, les travailleurs savent parfaitement qu'ils n'ont rien à attendre de bon de ces partis pourris inféodés au capital. On a plutôt l'impression que ce sont ceux, qui à partir d'arguments frauduleux appellent à "**battre la droite**", conservent des illusions dans ces partis, en réalité leurs illusions ne font qu'exprimer leur lien avec le capitalisme ou leur incapacité de rompre avec le capitalisme.

La fable. On fait élire un candidat du PS et une fois au pouvoir il fait une politique favorable au capital, du coup les travailleurs se détournent de ce parti et rejoignent le parti révolutionnaire, c'est une mauvaise blague évidemment usée jusqu'à la corde, ces auteurs nient en réalité la capacité des travailleurs à comprendre la politique mise en oeuvre par un parti qu'il soit au pouvoir ou non et d'en tirer les conclusions appropriées, pas étonnant ensuite qu'ils soient totalement incapables de s'adresser aux travailleurs et d'obtenir leur adhésion ou de construire un parti vraiment ouvrier composé notamment d'ouvriers.

Les appels à "**battre la droite**", les adresses en direction du PS, les appels au front unique avec ce parti sortent du même tonneau nauséabond de la collaboration de classes avec un parti qui a largement démontré qu'il représentait et défendait les intérêts du capitalisme.

En dehors de porter au pouvoir ou de faciliter l'accès au pouvoir d'Hitler, Franco ou Pinochet, pour se limiter à ces trois exemples connus de tous, à quoi a abouti la politique des partis de l'Internationale socialiste lorsqu'ils étaient au pouvoir ? Quand on s'aperçoit, après plus 70 ans, qu'il est apparemment toujours aussi difficile pour des dirigeants qui parlent au nom des travailleurs de l'admettre, on est porté à penser qu'ils sont complètement sclérosés et qu'ils ne peuvent servir notre cause, leur légitimité repose sur le même critère qui permet à des partis comme l'UMP ou le PS d'accéder au pouvoir ou au capitalisme d'assurer sa survie : l'ignorance des travailleurs et des militants.

---

Le 7 décembre

Dans le bandeau défilant en haut de l'écran : Le problème que les travailleurs ont à résoudre ne réside pas dans le pouvoir des banques, mais dans le pouvoir qui est donné aux banques d'agir comme bon leur semble, et qui détient ce pouvoir : l'Etat ! C'est seulement en renversant l'Etat qu'on pourra se donner les moyens de s'attaquer aux banques. Dès lors notre combat (politique) devrait se concentrer contre l'Etat, donc les institutions et le gouvernement...

C'est simple à comprendre, non ? Du coup on comprend immédiatement le rôle de l'Etat au service d'une classe sociale déterminée, celle des capitalistes. L'Etat n'est pas au-dessus des classes mais bien au service de la classe dominante, du coup, l'argument ou plutôt l'illusion selon laquelle l'Etat, les institutions ou le gouvernement serait le représentant de l'intérêt général s'écroule, il s'agit en réalité d'une formidable mystification à destination des travailleurs pour obtenir leur soutien et rien de plus.

Tous ceux (altermondialistes, Attac, NPA, LO, les anarchistes et les gauchistes de tous poils, syndicalistes) qui prônent un meilleur partage des richesses en refusant obstinément d'orienter leur combat contre l'Etat, n'ont en réalité rien compris au rôle de l'Etat, on pourrait dire sans exagération qu'ils n'ont rien compris du tout à la société divisée en classes et à l'Etat, car si le pouvoir des capitalistes provient des institutions qui le légitiment, cette légitimité repose sur un seul facteur : l'ignorance de la classe ouvrière et des masses du fonctionnement des rapports de production. En refusant de s'attaquer à l'Etat, cela concerne l'ensemble des partis ouvriers sans exception, ils refusent de combattre l'ignorance du prolétariat, ce qui explique que son niveau de conscience politique ne peut pas progresser ou qu'il soit incapable de tirer les enseignements de ses combats.

Peut-on obtenir l'interdiction des licenciements ou la retraite à 50 ou 55 ans par exemple en conservant les institutions de la Ve République au service des capitalistes et sans remettre en cause les fondements du régime capitaliste ? La réponse est catégoriquement non. Les travailleurs sont évidemment pour l'interdiction des licenciements, comme ils sont pour partir à la retraite le plus tôt possible, par contre ils n'ont pas fait le lien entre la politique du gouvernement relayée par les institutions pour permettre aux capitalistes de les jeter à la rue pour engreger demain davantage de profits, ce qui est normal puisqu'en guise de combat et de perspective politique on s'est borné à leur dire qu'ils devaient s'adresser au PS et ses satellites, autrement dit dans un mur, ce qui évidemment avait de quoi les laisser perplexes !

Nous devons impérativement combiner et subordonner le combat pour défendre ou obtenir des droits sociaux au combat sur des revendications politiques pour réaliser l'unité de la classe ouvrière et des masses et ainsi briser l'obstacle des appareils, au lieu de s'en tenir à des mots d'ordre à caractère trade-unionistes conformes à ce que pourrait supporter le régime ou dans le cadre du régime, tout du moins c'est ce que leurs auteurs laissent croire aux travailleurs.

Vous pouvez prendre n'importe quelle revendication économique ou sociale, vous n'en trouverez pas une qui correspond aux intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et des masses tellement elles sont hétérogènes et loin d'être logées à la même enseigne (salaires, régimes de retraite, conventions collectives, statuts, conditions de travail, etc.), par contre, si vous avancez une revendication portant sur des droits politiques nouveaux, par exemple la possibilité de contrôler le mandat des élus et de les destituer au cas où ils ne le respecteraient pas, vous êtes sûrs de toucher et de mobiliser la totalité des masses exploitées.

Nicolas II ne s'y était pas trompé lorsqu'il édicta son Manifeste le 17 octobre 1905 pour répondre aux revendications politiques avancées par les soviets, à peine 4 jours après le début de la grève politique générale, il avait bien compris qu'il ne pouvait pas lutter de front à la fois contre le prolétariat et la bourgeoisie qui avait adhéré à cette revendication, qu'il lui fallait les diviser et obtenir le soutien de la bourgeoisie pour ensuite continuer le combat et écraser la révolution. La révolution continuait sur le plan politique puisque le soviets de Pétersbourg avait rejeté les pseudo avancées politiques consenties par le tsar. Entre temps les ouvriers avaient décrété que la journée de 8 heures devait entrer en vigueur immédiatement. Certains parmi eux pensèrent qu'ils avaient remporté une victoire sur le régime le 17 octobre, alors qu'en réalité sur le plan politique absolument rien n'avait changé, Nicolas II était toujours en place tout comme son formidable appareil policier qui n'attendait qu'un ordre du souverain pour réprimer dans le sang la révolution.

Une fois satisfaites partiellement les revendications politiques (une seule en fait !) de la classe ouvrière et que soutenait la bourgeoisie, le rapport de force s'étant inversé en faveur du tsar, il prépara alors son offensive contre la révolution avec le soutien des capitalistes et ensemble ils menacèrent d'envoyer au chômage tous les ouvriers qui refuseraient de reprendre le travail dans les conditions qui prévalaient avant le début de la révolution, ce qui contribua à diviser les rangs de la classe ouvrière et à affaiblir la révolution, une partie des ouvriers reprirent le travail avant même que le soviets ne déclare la fin de la grève politique générale. Ainsi s'acheva la première partie de la révolution de 1905, la confusion régnant dans les rangs ouvriers, l'armée et les Cent Noirs chargèrent sabre au clair pour disperser les manifestations et les meetings politiques en laissant des milliers de cadavres sur le pavé et l'ordre régna à nouveau sur Pétersbourg. Arrêtons-nous là.

Qu'est-ce qui mobilisa le prolétariat russe au début de la révolution de 1905 ? Le rejet de l'absolutisme, la haine du régime policier de Nicolas II, un régime d'oppression féroce qui se caractérisait par l'absence de tout droit politique pour la classe ouvrière (et la bourgeoisie) pour le combattre, et non la journée de 8 heures. Et qu'est-ce qui empêcha la révolution d'aller à son terme ? Le manque de préparation ou de maturation politique de la classe ouvrière.

Ainsi en 1905, elle ne pouvait gagner ni sur les 8 heures ni sur l'essentiel de ses revendications politiques, il lui faudra encore attendre 12 longues années pour déboulonner Nicolas II et prendre le pouvoir, années pendant lesquelles les bolcheviks s'emploieront méthodiquement et patiemment à saper systématiquement les bases politiques du régime, à armer politiquement ou à gagner les masses au socialisme et à l'idée que seule une révolution en viendrait à bout. Voilà une méthode qui a fait ses preuves une fois les faiblesses et les erreurs de 1905 corrigées.

Si maintenant parmi nous il y en a qui estiment que ce travail serait inutile ou qu'il sera toujours temps de s'y mettre quand l'heure des combats décisifs aura sonné, autrement dit que les masses pourraient se lancer dans une grève générale tête baissée et pourquoi pas passer à l'assaut de l'Etat sans préparation et sans avoir la moindre idée du type d'organisation qu'elles devront créer, sans avoir la moindre idée des questions politiques qu'elles auront à régler et des objectifs qu'elles devront se fixer, ceux-là sont de dangereux aventuriers ou alors ils ne croient pas un instant en la révolution, le plus vraisemblable étant sans doute qu'ils sont des aventuriers qui ne croient pas en la révolution, ce qui expliquerait qu'ils puissent brader aussi facilement les principes du léninisme.

Pour conclure cette causerie qui sans doute ne vous questionnera pas davantage que les précédentes, j'ai pensé qu'une courte citation de Lénine rattraperait le coup et vous donnerait l'impression de ne pas avoir perdu totalement votre temps. Vous voyez, je ne me prends pas pour ce que je ne suis pas (ou trop au sérieux) et je ne me fais guère d'illusions, par contre, et cela va faire hurler les ignorants, j'ai la foi en notre victoire !

Un extrait de *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* de Lénine, 1920.

*"La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX<sup>e</sup> siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher.*

*Cette vérité s'exprime autrement en ces termes: la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploités). Ainsi donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut : premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires (l'indice de toute révolution véritable est une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des hommes aptes à la lutte politique, parmi la masse laborieuse et opprimée, jusque-là apathique),*

*qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement."*

Question aux gauchistes, anarchistes et autres ultra gauchistes : la crise a-t-elle *"entraîné dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires"* ? Manifestement non, pas encore ou pas dans une proportion permettant même à une grève générale de s'imposer aux appareils, donc un peu de patience ! Et à ceux qui passent leur temps à préparer la grève générale, qu'ils n'oublient pas d'y préparer les masses sur le plan politique, sinon, ce sera comme s'ils avaient passé leur temps à brasser du vent !

Dans les jours qui viennent on reviendra sur les questions abordées dans cette ouvrage de Lénine. Il y est notamment question du parti et de la tactique, de l'attitude à avoir face aux autres partis, aux différentes couches et classes de la société. Maintenant il faut aborder ces différentes questions en tenant compte du contexte dans lequel elles ont été traitées, sinon on comprend tout de travers.

Cela demande de lire attentivement, de s'arrêter pour réfléchir, je ne dirais pas à chaque paragraphe mais presque, de faire des aller et retour incessants entre deux époques distantes de près d'un siècle, c'est un excellent exercice pour les militants qui veulent progresser et ne pas finir sclérosés ou combattre le dogmatisme. C'est passionnant en fait et c'est utile pour corriger ses erreurs aussi. J'arrête là, je vais faire un brin de lecture...

## Politique.

1- France. Seule la droite peut gagner en 2012... et le pire c'est que c'est vrai !

Le leader écologiste Daniel Cohn-Bendit a déclaré dimanche sur I-Télé/Le Monde/France Inter que *"le débat le plus intéressant serait Dominique Strauss-Kahn contre Nicolas Sarkozy"* pour la présidentielle de 2012.

*"Je crois que Dominique Strauss-Kahn est intellectuellement aujourd'hui le plus apte à trouver des compromis dans la gauche et avec les possibles partenaires de la gauche pour nous faire avancer. Il a une position très claire sur l'Europe et sur la mondialisation qu'il faut réguler"*, a jugé le responsable écologiste, le qualifiant de *"social-démocrate réformiste"*.

Interrogé sur les critiques qui jugent DSK *"trop à droite"*, il a répondu : *"Je crois qu'il faut faire attention, DSK occupe une position centrale avec ce qu'il défend en France. Il faut savoir ce qu'on veut, est-ce qu'on veut être de gauche et perdre ou est-ce qu'on veut battre Nicolas Sarkozy ?"*. (Libération.fr 06.12)

Après tout, ils peuvent décider de choisir Strauss-Kahn pour continuer le sale boulot entrepris par Sarkozy, regardez en Allemagne, qu'a fait Schroder ? Gageons que ceux qui ont appelé à voter SPD quand Schroder était chancelier appelleront à voter PS si Strauss-Kahn se présentait. Ils n'oseront pas !

2- Egypte. L'opposition au PND d'Hosni Moubarak représente 1% : l'Egypte est une démocratie !

Le Parti national démocrate (PND) du président Hosni Moubarak a triomphé en Egypte aux élections législatives de dimanche

Selon des résultats cités lundi par les médias égyptiens, le PND devrait contrôler 80% environ des 518 sièges du futur parlement, contre 70% dans l'assemblée sortante. Le quotidien public Al Akhbar annonce 418 sièges au total pour le PND; un site internet public avance lui un total de 423 élus.

Le parti Tagammu, formation classée à gauche qui a fait élire cinq de ses candidats - un au premier tour le 28 novembre, quatre au second tour, dimanche -, devient le premier parti d'opposition au parlement.

Les Frères musulmans, qui représentaient un cinquième des sièges dans le parlement sortant, ont décidé de se retirer de la course entre les deux tours. Le parti libéral Wafd, deuxième formation de l'opposition dans la précédente législature, a également jeté le gant.

L'opposition égyptienne et des observateurs indépendants ont dénoncé pratiques de bourrage des urnes, intimidation des électeurs et autres manoeuvres faussant le scrutin, au premier tour comme au second.

Dans certaines circonscriptions, les candidats encore en lice dimanche appartenaient tous au parti au pouvoir.

*"Les législatives 2010 sont certainement les élections les plus illégitimes de l'histoire récente de l'Egypte et nul ne peut les prendre au sérieux"*, affirme Shadi Hamid, analyste au Brookings Doha Centre. La plupart des élus sans l'étiquette du PND, dit-il, sont liés au pouvoir et les véritables députés d'opposition ne devraient représenter que 1% de la future assemblée. (Lexpress.fr 06.12)

3- WikiLeaks, suite. Un complot mondial contre la vérité.

Postfinance, filiale bancaire de La Poste suisse, a annoncé lundi avoir fermé le compte du fondateur du site WikiLeaks, Julian Assange, en raison de "fausses indications sur son lieu de domicile".

L'établissement bancaire a décidé de "*mettre un terme à ses relations d'affaires*" avec M. Assange, estimant qu'il "avait donné de fausses indications sur son lieu de domicile lors de l'ouverture de son compte", selon un communiqué. Le fondateur du site WikiLeaks avait indiqué être "*domicilié à Genève, ce qui s'est révélé être faux lors de l'examen des données*", a souligné Postfinance.

Ce compte est destiné aux "*dons directs au fonds de défense de Julian Assange et d'autres membres de l'équipe WikiLeaks*", selon le site.

L'établissement avait déjà annoncé dimanche qu'il vérifiait l'adresse en Suisse donnée par le fondateur de WikiLeaks, au sujet de laquelle des doutes sont apparus. (Lepoint.fr 06.12)

Commentaire d'un internaute : "*Il a dit la vérité, il sera assassiné !*" Rien de neuf depuis cette chanson de Guy Béart ! Les Grands ne lui pardonneront jamais d'avoir dévoilé leurs secrets d'alcôve. Pourtant aucun scoop jusqu'à maintenant : chacun avait assez d'informations pour tirer les mêmes conclusions : mais quoi, les voilà démythifiées et c'est un crime !

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- «**Entrave à l'activité syndicale**»... chez le personnel de la CGT !

Le syndicat des personnels de la CGT a sollicité d'«*urgence*» une rencontre avec Bernard Thibault et la direction de la confédération, afin de "*trouver des solutions au mal-être et à la souffrance au travail*", dans un texte publié lundi par le quotidien Le Monde.

«*Depuis maintenant trop longtemps, le personnel de la Confédération est confronté à une situation de plus en plus insupportable qui porte préjudice de façon majeure au niveau et à la qualité du travail qui lui incombe*», écrit le syndicat CGT des personnels de la confédération et des organismes associés, en préambule d'une «*adresse à la direction confédérale*» adoptée lors d'une assemblée générale en date du 16 novembre.

La lettre soutient qu'«*un climat de défiance s'est installé*» et que les élus du personnel sont confrontés à «*une administration (de la CGT, ndr) de plus en plus agressive*». «*Il y a maintenant urgence (...) Nous sommes à bout de patience*», ajoute-t-elle, parlant de «*déni de reconnaissance*» et d'«*entrave à l'activité syndicale*». (Libération.fr 06.12)

#### 1.2- Suppression de 575 emplois chez Sanofi-Aventis.

Sanofi-Aventis a présenté lundi en comité d'entreprise un projet de réorganisation de sa filiale commerciale française qui aboutira à la suppression de 575 postes sur un total de 2.800.

Ces suppressions se feront par le biais de mesures d'âge et de reconversion professionnelle de sorte qu'elles ne donneront lieu à aucun licenciement, a précisé un porte-parole du groupe pharmaceutique. (Reuters 06.12)

#### 1.3- Y a le feu chez les pompiers !

L'union syndicale des pompiers professionnels du Rhône a lancé lundi 6 décembre un mouvement de grève illimitée pour protester contre la baisse des effectifs et l'augmentation du délai de départ en intervention, ont indiqué les syndicats du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

La CGT, SUD, le SNPP-CFTC et l'UNSA dénoncent notamment "*le non-remplacement des départs à la retraite et la baisse dramatique des effectifs*". (Lemonde.fr 06.12)

### 2- Espagne. A bas l'Etat policier !

Malgré un retour à la normale après un week-end de chaos dans les aéroports espagnols, José Luis Rodriguez Zapatero a déclaré lundi qu'il pourrait prolonger l'«*état d'urgence*» que son gouvernement a décrété pour mettre fin à une grève des aiguilleurs du ciel. (AP 06.12)

### 3- Grèce.

Des jeunes gens ont affronté lundi la police anti-émeute et lancé des pierres contre des bâtiments ministériels dans le centre d'Athènes, alors que les étudiants marquaient le deuxième anniversaire du décès d'un adolescent tué par des tirs de la police.

Les violences de lundi se sont produites dans plusieurs quartiers de la capitale grecque, pendant qu'environ 2.000 personnes marchaient en direction du parlement pour marquer l'anniversaire de la mort d'Alexandros Grigoropoulos, 15 ans. Pendant plus de six heures, des jeunes s'en sont pris aux forces de l'ordre, jetant sur des policiers et sur le ministère des Finances des pierres et des oranges notamment.

Dans la deuxième ville du pays, Thessalonique, environ 2.000 personnes ont également manifesté dans les rues. (AP 06.12)

### Economie.

#### 1- France. Tout pour le capital, le cadeau serait plus gros que prévu.

Le rapporteur de la commission des Finances de l'Assemblée, l'UMP Gilles Carrez, chiffre à 8,9 milliards d'euros pour 2010 le coût de la réforme de la taxe professionnelle (TP) contre 3,9 milliards initialement prévu.

*"Au total, le coût de la réforme pourrait être compris entre 7 milliards d'euros - évaluation découlant des éléments transmis par le gouvernement - et 8 milliards d'euros, soit près de deux fois le coût de 3,9 milliards d'euros initialement prévu", précise-il.*

Gilles Carrez ajoute même que, compte tenu des difficultés à mesurer avec précision le coût de la réforme, ses propres calculs *"conduisent à évaluer le coût de la réforme à 8,9 milliards d'euros en 2010 et à 7,5 milliards d'euros en 2011"*.

Pour le rapporteur de la commission des Finances de l'Assemblée, la réforme de la TP *"apparaît donc comme un allègement historique de la pression fiscale pesant sur les entreprises comparable à celui des baisses cumulées d'impôt sur les sociétés (IS) adoptées entre 2000 et 2009"*. (Reuters 06.12)

#### 2- Zone euro en crise, suite.

Les ministres des Finances de la zone euro ont décidé de ne pas augmenter la dotation du Fonds de stabilité, comme le souhaitait l'Allemagne et contre l'avis du FMI et de la BCE.

Ce sera finalement non ! L'Allemagne, dont les rendements obligataires sont les plus faibles d'Europe (2,40%), n'a pas envie de payer pour les autres pays plus fragiles. Alors que Jean-Claude Juncker et le ministre des Finances, Giulio Tremonti, avaient plaidé lundi dans le Financial Times en faveur de la création d'*«euro bonds»*, afin de signaler clairement aux marchés financiers l'*«irréversibilité de l'euro»*. Preuve que les désaccords entre pays de la zone euro sont encore bien profonds. (Lefigaro. fr 06.12)

#### 3-Hongrie.

L'agence Moody's a annoncé lundi avoir abaissé de deux crans la note souveraine de la Hongrie, à Baa3 contre Baa1, en raison d'*"inquiétudes croissantes"* sur la situation budgétaire à moyen et long terme qui pourraient conduire à une nouvelle dégradation. Moody's pourrait de nouveau abaisser cette note *"si le gouvernement ne parvient pas à stabiliser sa situation financière"*, selon un communiqué de l'agence de notation.

De son côté, le ministre de l'Économie György Matolcsy a regretté la décision. *"L'agence de notation a oublié de prendre en compte le fait que la Hongrie est un des pays où le déficit public est l'un des plus bas de l'UE (3,8 % du PIB visés en 2010) et qu'avec la Suède, il est le seul pays où la dette est à la baisse"*, a-t-il indiqué à l'agence MTI.

Le taux des emprunts d'État hongrois sur dix ans s'élevait à 8,35 % lundi en milieu d'après-midi, contre 8,19 % pour l'Irlande ou encore 5,95 % pour le Portugal, deux pays considérés comme parmi les plus fragiles de la zone euro. (Lepoint.fr 06.12)

En comparaison, le taux des emprunts d'État allemands sur dix ans tourne autour de 3%. L'Etat allemand peut émettre des obligations qu'il rétribuera à 3%, et avec cette somme il peut acheter des obligations d'Etat émis par la Hongrie, l'Irlande, le Portugal ou l'Espagne à un taux entre 5 et 10%, donc empocher la différence entre les deux. Vous empruntez une somme à 5% et vous la prêtez à 10%, ensuite vous encaissez la différence, en dormant, ce n'est pas plus compliqué que cela. On se demande pendant combien de temps encore les différends Etats vont ainsi continuer de se laisser plumer. Réponse, aussi longtemps que les travailleurs de ces pays n'auront pas trouvé la bonne méthode pour les renverser.

4-Tous responsables et coupables, Etats, gouvernements et banquiers.

Réaction d'internautes à un article paru dans Slate.fr, dont le titre était *En défense des banques*, et signé Diogène.

«Diogène» (un regard sans tabou), est un petit groupe d'économistes et d'acteurs de la finance composé, entre autres, de Patrick Artus, Philippe Bajou, Patricia Barbizet, Jean Pascal Beaufret, Michel Castel, Sylvain de Forges, Jean Louis Fort, Bertrand Jacquillat, Christian Merle et Olivier Pastré.

4.1 - Le but du groupe diogène est "*d'en finir avec l'hypocrisie qui règne depuis le début de la crise et la dénonciation de boucs émissaires (banques, agences de notation...)*".

D'emblée, les auteurs posent leur point de vue "*c'est pas la faute aux banques et on va vous expliquer pourquoi, bande de néophytes*".

L'article présent pose les bases d'une critique des états et de la déréglementation qui a permis l'éclosion de la crise financière et économique actuelle, en remontant aux origines des années 80.

A propos de cet article, Si l'objectif de Diogène est d'élargir le débat en le sortant du cadre franco français, pour le replacer dans le contexte européen, on peut déjà se poser la question de la pertinence du cadre de l'élargissement. La crise financière actuelle a une origine très clairement américaine (fin de du Glass-Steagall Act, généralisation des subprimes, non-réglementation des marchés de dérivés etc), alors pourquoi se focaliser uniquement sur la politique européenne dans ce domaine, qui dans bien des cas n'a fait que suivre l'américaine ?

Concernant le but de Diogène "*en finir avec l'hypocrisie qui règne depuis le début de la crise et la dénonciation de boucs émissaires (banques, agences de notation...)*".

Si dès le début Diogène prend la défense des banques, on peut douter de l'objectivité du discours. Nier d'emblée une quelconque implication des institutions financières dans la crise actuelle, est un parti pris pour le moins... audacieux (on pourra se référer à des documentaires comme cleveland contre Wall Street, inside job, ou tout simplement aux activités de Goldman Sachs avec son ABACUS pour exemple... ou tout simplement la faillite de l'islande et de l'irlande après que ces états aient eu la mauvaise idée de garantir les dettes de leurs banques nationales, ou encore les milliers de milliards de dollars injectés par le gouvernement américain dans AIG, freddy mac et fanny mae).

Le discours qui sous tend leur acte de foi est de dire, que la crise financière n'est pas du à la cupidité des méchantes banques, ou des entourloupes des agences de notations (capables de noter AAA lehman brothers deux jours avant sa faillite) , mais que c'est la faute des états qui ont dérégulé à tout va sans réfléchir.

On apprécie le double salto idéologique. Pendant des années, au nom de la sainte concurrence (Milton Friedman et les Chicago boys au pouvoir), il fallait déréguler à tout va dans tous les secteurs pour le bien du marché et des consommateurs, et maintenant nos Diogènes nous expliquent que trop de dérégulation et c'est la crise.

Que faut-il en déduire ? que la réglementation des activités financières est un frein nécessaire à la courte vue des banques et leur incapacité à prévenir la survenance d'une crise ?

Est-ce à dire que le marché ne s'auto-régule donc pas de lui même ?

Il y a quelques années, dire de telles choses dans le monde financier vous aurait fait passer pour un vilain gauchiste, ou pour le moins , un rabat-joie.

Si on suit diogène, pour sauver les banques de la crise financière, il faut plus de réglementation pour les empêcher de faire n'importe quoi, tout en assumant que les banques ne sont pas responsables de la crise , et n'ont pas fait n'importe quoi...

Après tout, si les raisons sont différentes, je les rejoins sur ce principe, une bonne réglementation éviterait que les mêmes causes produisent les mêmes conséquences. ( rétablissement de la séparation entre banque de dépôt et banque d'investissement, monopoles des sociétés de bourse pour la transparence, interdiction des ventes à découvert, réglementation des dérivés, chambre de compensation pour les CDS et la titrisation en général ,fin de la comptabilité marked to market, il ya de quoi faire)

Par contre, quand Diogène tente de dire dans son article , précédé de sa profession de foi "*nous éclairer dans ce que vous découvrirez dans deux ou trois mois*", que les états sont responsables, par la dérégulation de la crise , alors là, c'est au mieux de la bêtise de premier communiant au pire de la fumisterie de la part d'économistes qui ne sont tout de même des étudiants de première année.



Qui a inspiré les lois de dérégulation ? les institutions financières.

Qui les a écrites ? les institutions financières.

Qui a noyauté les organismes de contrôle ? les institutions financières.

J'exagère ?

Allez dernier exemple en date, Stephen Green , PDG de HSBC , quitte ses fonctions fin 2010 pour devenir ministre du commerce UK. Qui aura à ce titre, un rôle important à jouer dans la définitions des nouvelles normes bâle III. Normes qui sont définies en Suisse , pays bien connu pour sa réglementation tatillonne envers les banques. L'EFB ( European Finance Federation) est le lobby des banques européennes, il a pignon sur rue (et sur le web) et à son siège à bruxelles. Il est régulièrement contacté par la commission européenne pour définir les futures directives bancaires. Celles que justement fustigent nos amis Diogène.

Le pendant international IIF (Institute for International Finance) a lui aussi clairement pour but de faire du lobbying au niveau international (FMI, OMC etc)

Aux USA, la plupart des secrétaires du trésor, et directeurs de la FED sont issus des grandes banques d'affaires (goldman sachs étant une grande pourvoyeuse pour le gouvernement américain)

En France, on pourra noter les relations "spéciales" du monde politique et de la finance avec un seul exemple, quand M. Péro! est devenu président du groupe BPCE par la seule nomination du Président de la république.

M. Péro! était avant un des conseillers spéciaux de Nicolas Sarkozy.

Donc, étant donné la porosité entre monde politique et financier, quand ce n'est pas carrément la symbiose comme aux USA, accuser les états de faire de la dérégulation , source de crise financières, prétendant ainsi exonérer les institutions financières de leurs responsabilités, c'est de l'aveuglement, surtout de la part d'économistes qui ne sont quand même pas si éloignés des réalités politiques.

Combien de crises financières, combien de scandales de conflits d'intérêts, combien de faillites d'états vous faudra-t-il pour admettre que les banques, les agences de notations, les lobbys bancaires, ont une énorme part de responsabilité ?

4.2- *"Qui a inspiré les lois de dérégulation ? les institutions financières.*

*Qui les a écrites ? les institutions financières.*

*Qui a noyauté les organismes de contrôle ? les institutions financières."*

Mais qui a accepté de se laisser inspirer, d'écrire sous la dictée et de mettre en place des organismes de contrôle noyautés par ceux qu'ils étaient supposés contrôlés : les Etats.

La banque, c'est comme les restaurateurs qui viennent d'obtenir la baisse de la TVA, un lobby. Les lobbys font leur job de lobby. Nos dirigeants sont supposés être capable de faire la part de l'intérêt général et des intérêts particuliers.

Le problème, c'est quand l'idéologie tient lieu de réflexion économique. Il suffit d'utiliser des mots magiques tels que concurrence, innovation, dérégulation, déréglementation, compétition pour arriver à vendre à une bonne partie de la classe politique européenne n'importe quel intérêt particulier. C'est marche avec la banque, mais aussi l'énergie et la plupart des services publics.

4.3- Bien sûr que les banques ne sont pour rien dans la crise !

- ce ne sont sûrement pas des banques qui ont fait des prêts immobiliers massifs à des candidats insolubles!

- ce ne sont toujours pas des banques qui ont transformé ces prêts en instruments financiers toxiques , qu'elles ont refilé à leurs petits copains et concurrents!

- ce ne sont pas des banques qui financent des fonds d'investissements acharnés à dégager le maximum de plus-values le plus vite possible, quitte à virer les dirigeants récalcitrants (voir Accor ou Carrefour avec Colony!)

- ce n'est bien sûr pas une banque qui a aidé la Grèce à masquer ses déficits pour ensuite l'attaquer sur les marchés financiers!

- et bien sûr, les banques se sont remises immédiatement à leur fonction première qu'elles n'ont jamais abandonné: financer l'économie!

Ah, j'oubliais, c'est bien vous qui avez dit qu'il n'y avait pas eu de crise financière? Merci de nous rassurer!

4.4- le sauvetage des banques par l'état : oui. Mais il faut savoir de quelle banque on parle. doit-on sauver les banques d'épargnants, de M. et Mme Michu avec leur carte bleue, la banque de l'entrepreneur, ou doit-on sauver les banques d'investissements qui ont fait joujou sur les marchés et ont perdu leur culottes (et celles de leurs clients au passage) ?

Si l'état doit sauver quelque chose ce sont les déposants, les épargnants et les entrepreneurs pas les banques d'investissement.

L'inconvénient, c'est qu'avec la dérégulation voulue par les banques via leur lobbys (au passage, oui les politiques sont responsables de s'être laissé faire, mais je doute qu'ils soient à l'initiative de cette dérégulation, sauf peut être Alain Madelin), il n'y a plus de séparation entre les banques de dépôts / retail et les banques d'investissement.

Et c'est bien là tout le problème. Car si on prend les banques irlandaises, elles ont prêté plus qu'elles n'avaient dans les poches, largement plus, elles se sont lancées dans des opérations très risquées en bourse et que quand la crise est venue, elle se retrouvent toute nues. et là, pour le coup, c'est entièrement de leur responsabilité.

Elles jouent de cette confusion entre banque de dépôt et banque d'investissement pour faire du chantage à l'état sur le mode : si je coule, j'emporte avec moi X millions de comptes clients". Vous pensez bien qu'un état peut difficilement se permettre de dire à ses citoyens "vot' banque a coulé, zavez plus d'économies, plus de comptes courants, tant pis pour vous". ( voir l'exemple northern rock ou RBS au UK par exemple)

Donc, oui je suis pour une re-régulation, mais en n'exonérant pas pour autant les banques de leurs responsabilités. Les états ne devraient garantir que la partie banque de dépôt. Après les banques d'investissements, si elles se sont plantées dans leurs investissements, au nom de quoi les gentils contribuables devraient éponger leurs erreurs ?

Par ailleurs, je ne vois pas comment l'Etat pourrait être garant de tout, pour reprendre l'exemple de l'Irlande, les dettes de banques irlandaises représente 5 fois le PIB du pays. Même avec des intérêts bas, je ne vois pas comment l'état irlandais pourrait rembourser de telles sommes, sauf à vendre le pays ? en faisant travailler ses citoyens gratuitement ?, il faudra bien un jour songer à mettre en place un mécanisme de faillite pour les banques dites "too big too fail".

4.5- Je reconnais avec vous que dans de nombreux pays, la responsabilité des politiques est au moins aussi grande que celle des banques d'investissement, mais l'attitude de Goldman Sachs en Grèce est assez consternante, même si tout est légal !

Et il faut quand même reconnaître que tout a démarré avec la crainte de la défaillance de Freddie Mac et Fanny Mae, fournisseurs de crédits hypothécaires (subprimes), crédits qui, titrisés et manipulés par les établissements financiers, ont conduit à la crise actuelle!

On ne peut pas dire que les acteurs du monde financier n'y sont pour rien !

Commentaire.

La collusion entre les Etats et l'aristocratie financière qui pille les peuples est manifeste et établie.

Quand on observe les réactions des partis institutionnels, des syndicats et des différentes institutions financières et autres, on s'aperçoit que tous tiennent à épargner les Etats et à détourner l'attention de la population vers les banquiers ou l'UE et le FMI. Pour eux l'essentiel, c'est que le pouvoir politique en place soit épargné, car il faut éviter à tout prix que les travailleurs situent leur combat contre l'Etat qui est l'agent et le protecteur du capital.

Le problème que les travailleurs ont à résoudre ne réside pas dans le pouvoir des banques, mais dans le pouvoir qui est donné aux banques d'agir comme bon leur semble, et qui détient ce pouvoir : l'Etat ! C'est seulement en renversant l'Etat qu'on peut se donner les moyens de s'attaquer aux banques, c'est simple à comprendre, non ? Dès lors notre combat (politique) devrait se concentrer contre l'Etat, le gouvernement, etc.

Le 8 décembre

Comprendre le fonctionnement de l'économie capitaliste, son volet financier. Allez, on se lance !

Les banques accordent des prêts à hauteur de centaines de milliards d'euros à des entreprises ou des particuliers, sommes colossales dont elles ne disposent pas et qui sont en moyenne 8 à 10 fois supérieures à leurs actifs (gonfler artificiellement leurs actifs [pourris], leur permet d'obtenir une autorisation de prêts de plusieurs centaines de milliards d'euros supplémentaires, ces sommes correspondent aux lignes de crédit que leur accordent la banque centrale (la Banque de France ou la BCE) et l'Etat ou avec sa bénédiction, et lorsque ses clients ne peuvent plus rembourser leurs crédits, c'est l'Etat ou la BCE qui vole à leur secours pour éviter qu'elles tombent en faillite et que le système tout entier s'écroule.

Et où l'Etat et/ou la BCE trouvent-ils cet argent ? Dans la poche des contribuables, donc les travailleurs, via les impôts directs et indirects que nous payons.

Nous avons déjà vu que la BCE ou les banques centrales prêtaient de l'argent aux banquiers à des taux proches de zéro, et qu'ensuite les banquiers prêtaient cet argent à des taux supérieurs, empochant la différence au passage... en dormant.

Autre cas de figure. Pour que la BCE ou une banque centrale prête l'argent qu'elle n'a pas en caisse, elle doit commencer par recourir à la planche à billets, mais comme elle n'a pas le droit de prêter de l'argent dont elle ne serait pas détentrice, il lui faut commencer par le distribuer sous forme de prêts à des taux très avantageux à des banques ou des institutions financières qui ensuite prêtent le même argent à un taux plus élevé à la banque centrale, et c'est seulement à cette étape qu'elle peut prêter cet argent à une banque ou un Etat ou aux mêmes institutions financières ! On verra plus loin qu'une différence d'1% peut représenter des profits immenses.

Autre cas de figure qui aboutit au même résultat. Les banques centrales empruntent sur les marchés financiers à des taux élevés l'argent qu'elles vont ensuite leur prêter à des taux inférieurs, l'opération permettant aux opérateurs du marché de réaliser une importante plus-value au passage.

Dans le cas des obligations d'Etat cela fonctionne de la même manière : l'Etat emprunte sur les marchés à des taux d'intérêt importants (entre 3 et 10% sur 10 ans selon les pays, 3% dans le cas de l'Allemagne, 10% dans le cas de la Grèce par exemple) l'argent qu'il va ensuite distribuer aux banques ou aux capitalistes à des taux inférieurs, c'est le contribuable qui paiera la différence, un cadeau aux capitalistes.

Quand l'Etat prête 6 milliards d'euros à Renault par exemple, il ne fait pas cadeau de 6 milliards à Renault comme on a pu le lire ici ou là, c'est la différence entre le taux d'intérêt du marché et celui que lui accorde le gouvernement que Renault empoche discrètement. Dans l'exemple que nous venons de voir cela ne représente qu'un gain de quelques dizaines de millions d'euros, dans le cas des banques, disons un prêt de 400 milliards d'euros, il faut rajouter deux zéros derrière au bas mot, le chiffre se monte en milliards d'euros de cadeaux aux banquiers. Là encore le gouvernement n'a pas donné 400 milliards aux banquiers, il leur a fait cadeaux de quelques dizaines de milliards d'euros.

Il faut ajouter à cela que pour financer son déficit auprès des marchés auprès desquels il a emprunté de l'argent, l'Etat va verser près de 50 milliards d'euros d'intérêts par an, une rente pour les banquiers. La dette est le produit de la différence entre les recettes et les dépenses des comptes de l'Etat, dépenses dans lesquelles est incluse la rente versée aux marchés. La dette s'explique à la fois par la baisse de la taxation des bénéfices réalisés par les entreprises, les multiples cadeaux consentis aux capitalistes, la baisse de la part du travail dans le PIB.

J'ai lu que les banques irlandaises avaient emprunté sur les marchés jusqu'à 5 fois le PIB du pays, cette information est à prendre au conditionnel, quoi qu'il en soit, il semblerait qu'elles seront dans l'incapacité de rembourser cet argent à ses créanciers (ceux qui lui ont prêté de l'argent), dès lors la panique s'empare de ses créanciers, à moins qu'ils ne se servent de la situation comme prétexte pour leur demander de rembourser leurs crédits, or elles n'en n'ont pas les moyens, du coup elles demandent à l'Etat de les renflouer, via l'UE et le FMI qui va demander toujours aux mêmes de payer la note : les travailleurs à travers un plan d'austérité.

Le fonctionnement de ce système est facile à comprendre : les banques empruntent de l'argent sur les marchés et remboursent ses emprunts précédents avec les nouveaux, mais dès que le robinet du crédit se ferme, elles ne peuvent plus honorer leurs créances et c'est la banqueroute. C'est l'affaire Madoff à la puissance mille à l'échelle mondiale puisque toutes les économies fonctionnent sur le même modèle.

Voilà comment fonctionne le système capitaliste sans entrer dans les détails. On complètera ce tableau à l'occasion.

Question : cette démonstration réalisée avec des mots simples, n'est-elle pas à la portée de chaque travailleur ou jeune ? Au lieu de cavalier dans tous les sens, la lutte, la lutte, la lutte, ou de sortir des tracts que personne ne lira finalement parce que trop théoriques, ne vaudrait-il pas mieux expliquer en ses termes accessibles à tous comment fonctionne le capitalisme pour élever

le niveau de conscience des masses ? Les partis et les formations politiques en générale s'imaginent que les travailleurs s'entendent avec leur terminologie politique ou leurs démonstrations que seuls une élite ou des intellectuels peuvent comprendre, c'est une grave erreur. Même la plupart des intellectuels qui ne sont pas versés en économie ne comprennent rien au fonctionnement du capitalisme, c'est un constat que l'on peut dresser quotidiennement.

Autre chose sur le même sujet.

J'ai écrit il y a quelques jours que l'appel de Cantona à vider les banques était utopique même si l'intention était généreuse.

Bien sûr que cet appel ne se situait pas sur le terrain de classe du prolétariat et qu'il était maladroit, quoique cela se discute, est-ce pour autant une raison pour le dénigrer comme le font certains militants qui suivent aveuglément leurs dirigeants à l'incurie politique légendaire ? Sur quelle planète vivent-ils ces militants ou ces dirigeants ? Dans quel milieu vivent-ils ? Certainement pas dans le milieu ouvrier, car l'idée de Cantona a dû alimenter les discussions dans tous les bistrot où les travailleurs prennent le café le matin avant d'aller trimer ou alors je n'y ai jamais foutu les pieds ! Ah voilà que vous faites dans le café du commerce, diront nos détracteurs ! Et si c'est ainsi que des dizaines de millions de travailleurs abordent la situation, vous faites quoi ?

C'est terrible ces militants et ces dirigeants, pour qui se prennent-ils ?

Ce sont les mêmes qui d'un geste méprisant balaient du bras cette idée, alors qu'elle pouvait servir de base à une discussion politique, qui gardent un silence assourdissant sur WikiLeaks et le sort que réserve l'impérialisme à Julian Assange ou encore sur les magouilles du Conseil constitutionnel qui a validé en 1995 les comptes de campagne de Balladur et Chirac, alors que le candidat Schivardi s'est vu rembarrer pour une poignée d'euros, notez bien que dans le premier cas, ce sont les banques qui sont en cause, dans le second le capitalisme mondial et sa diplomatie secrète, dans le troisième l'Etat français et le parti de l'ordre : pas touche disent-ils tous en coeur !

Ils peuvent hurler à la calomnie, c'est malheureusement l'exact et triste constat et vérité. Comme il est loin le temps où ils clamaient que la vérité était révolutionnaire !

Cantona a le malheur pour lui de ne pas être un militant ouvrier mais d'être simplement une figure populaire, c'est un crime camarades ! Il a eu la maladresse de dénoncer selon lui des manifestations qui ne menaient à rien, il n'a pas eu totalement tort entre nous, non, ce que ses détracteurs, pardon, ses procureurs lui reprochent sûrement. Il y en a qui vont déformer mon propos et en déduire que je serais contre les manifestations, parce qu'ils n'ont aucun argument valable à nous opposer, laissons-les penser ce qu'ils veulent.

Et puis, assez d'hypocrisie, personne n'a réellement pris au sérieux cet appel à vider les banques, par contre on peut parier qu'il restera dans la tête des travailleurs la vague idée (encore) qu'une révolution sera nécessaire pour en finir avec les banquiers qui s'empiffrent pendant que le gouvernement taille à la hache dans tous nos droits. Associer révolution et banque dans un même appel n'était pas une mauvaise idée, c'était le moyen pour en finir avec la dictature de l'aristocratie financière qui n'était pas correct, nous nous employons ici à rectifier le tir, ce que tout militant pouvait faire facilement, mais apparemment cela posait un problème à certains, parler des banques d'accord, évoquer la révolution, ah cela non !

Tous ce qui ne se situe pas exclusivement sur le terrain de la lutte des classes devrait être banni des discussions, selon certains militants, cadres ou dirigeants. Bien. Mais dites-leur, les dizaines de millions de travailleurs qui ne se sont pas mobilisés sur les retraites tout en rejetant le projet du gouvernement, étaient-ils sur le terrain de leur classe, manifestement pas. Faut-il leur tourner le dos pour autant ? Tous des beaufs, des veaux, l'arrière-garde arriérée et indécorable du prolétariat, pas même foutus de se syndiquer ou d'adhérer à un de ces glorieux partis ouvriers, tout juste bons à remplir les tribunes d'un terrain de foot !

Qui se situent sur le terrain de la lutte des classes dans ce pays ? Les militants des syndicats et des partis uniquement, et encore, c'est leur faire trop d'honneur pour certains d'entre eux ! Une infime minorité de travailleurs qui revendiquent dans leurs entreprises ou administrations et encore inconsciemment. (A suivre)

Pour répondre à un camarade, cela ne m'a pas choqué que l'intersyndicale appelle à deux manifestations un samedi, cela aurait pu être un dimanche que je n'en aurais pas été davantage choqué, après tout il s'agissait de voir ce que les masses avaient dans le ventre et on l'a vu. Je comprends cette réaction d'un syndicaliste de base qui associe systématiquement grève et manifestation, par contre venant de dirigeants de partis ouvriers elle était inacceptable, elle servait à couvrir leur refus d'y appeler en tant que parti, alors que pour affronter Sarkozy les syndicats et les partis auraient dû marcher ensemble sur des mots d'ordre politiques, ce qui est totalement inconcevable de nos jours.

## Politique.

1- UMP, FN : même combat !

"C'est le FN qui est venu chasser sur nos terres, et non pas l'inverse. Nous sommes simplement des pasteurs qui voulons réunir nos brebis galeuses." a dit Lionnel Luca, cofondateur de Droite populaire (UMP). (Lepoint.fr 07.12)

Cette précision est intéressante car elle remet les choses à leurs places : il y a certes des nuances d'appréciation au sein du parti de l'ordre sur la manière d'affronter la situation et le prolétariat, mais lorsqu'il s'agit d'employer les grands moyens pour réprimer le mouvement ouvrier et le prolétariat, ils se valent tous, aucune illusion n'est permise à ce sujet.

2- Strauss-Kahn en rajoute une louche !

Au sujet de la Grèce, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn s'est déclaré confiant pour un retour à la croissance en 2010. Il a invité le gouvernement grec à lutter contre l'évasion fiscale et à réformer le marché du travail. (Reuters 07.12)

## Social.

1- Le droit à l'instruction pour tous bafoué.

La France obtient une note moyenne dans l'étude Pisa 2009 sur les systèmes éducatifs internationaux. Menée tous les trois ans depuis 2000, ce classement de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), mesure les acquis vers la fin de la scolarité obligatoire, à 15 ans.

Les inégalités scolaires se sont accrues en France depuis l'an 2000, avec notamment davantage d'élèves faibles, révèle l'étude, selon l'AFP. "Il y a de plus en plus d'élèves en échec scolaire, les inégalités se sont creusées." (20minutes.fr 07.12)

2- UE. Toujours plus social !

Les ministres européens des affaires sociales et de l'emploi, réunis à Bruxelles, ont catégoriquement rejeté lundi 6 décembre la proposition du Parlement européen visant à allonger la durée minimale du congé de maternité à 20 semaines et à instaurer le principe d'un congé de paternité rémunéré. "La très, très grande majorité des Etats membres considère que le Parlement est allé trop loin en proposant l'allongement du congé de maternité à 20 semaines, avec une rémunération à 100 % du salaire, ce n'est pas une base de négociation", a estimé la ministre belge de l'emploi, Joëlle Milquet, dont le pays assure actuellement la présidence de l'Union européenne.

Mme Milquet a indiqué en revanche que les gouvernements européens étaient ouverts à l'idée d'instaurer un congé de maternité minimal de 18 semaines, comme proposé à l'origine par la Commission européenne, ce qui correspond aux recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT). Toutefois, ils refusent l'idée d'une indemnisation à 100 % du salaire.

Les pays opposés à un allongement à 20 semaines, au premier rang desquels la Grande-Bretagne et la France, font valoir que cela induirait des coûts supplémentaires importants, en pleine période de disette budgétaire en Europe.

Roselyne Bachelot a dénoncé lundi à Bruxelles le "coût considérable" d'un passage à vingt semaines, évalué à 1,3 milliard d'euros pour la Sécurité sociale française. "Vu la situation économique et les exigences du pacte de stabilité, l'Allemagne ne peut se permettre cet allongement", a averti la ministre allemande de l'emploi, Kristina Schröder. (Lemonde.fr 07.12)

Alors qui décide quoi : le Parlement européen, la Commission européenne, autrement dit l'Union européenne ou "les gouvernements européens", les "Etats membres" de l'UE ? Vous avez la réponse ci-dessus. Cette mise au point s'adresse à ceux qui hurlent : à bas l'UE, à bas le FMI mais qui "oublent" systématiquement d'ajouter : à bas le gouvernement et les institutions de la Ve République. Assez de manipulations !

3- Grande-Bretagne. La classe dominante raciste : qui l'aurait cru ?

Un seul élève de la catégorie «noir caribéen» a été admis à Oxford l'année dernière, une tendance que partagent les deux meilleures universités britanniques. Vingt des «collèges» (l'équivalent de départements) qui composent les universités de Cambridge et d'Oxford n'ont offert aucune place à des candidats noirs en premier cycle (l'équivalent de la licence) l'année dernière.

Le pittoresque Merton College, qui occupe systématiquement les premières places aux classements académiques des premiers cycles d'Oxford, n'a pas accueilli un seul étudiant noir depuis cinq ans. Les statistiques, qui ont été publiées à la suite d'une demande du député du Parti travailliste David Lammy en vertu de la loi sur la liberté d'information, montrent que 89% des étudiants de premier cycle d'Oxford viennent de la haute société ou des classes moyennes.

Les données britanniques montrent aussi qu'il n'y a aucun noir parmi les 1.500 universitaires et employés de laboratoire de Cambridge. (Slate.fr 07.12)

#### 4- Haïti. Dehors les troupes d'occupation qui sèment la désolation !

La rumeur disait donc vrai. Le foyer infectieux de l'épidémie de choléra en Haïti est parti du camp des Casques bleus népalais de la Mission de l'ONU dans le centre du pays, selon le rapport du Pr Piarroux, qui s'est rendu dès le début de l'épidémie en Haïti, à la demande du ministère de la Santé haïtien. «*Ce rapport, qui est de la responsabilité personnelle du Pr Piarroux, a été transmis aux Nations unies, qui ont ouvert une enquête. Il appartient également aux autorités haïtiennes de déclencher une enquête, si elles l'estiment nécessaire*», a fait savoir le Quai d'Orsay ce mardi.

«*Le foyer infectieux est parti du camp des Népalais*» situé à Mirebalais près du fleuve Artibonite. «*Le point de départ est localisé très précisément*», a dit cette source en se basant sur les conclusions du rapport du professeur français Renaud Piarroux, épidémiologiste envoyé en mission en Haïti par la France à la demande du ministère haïtien de la Santé.

«*Il n'y pas d'autre explication possible que ça sur le développement de l'épidémie dans un contexte où il n'y avait pas de choléra dans le pays, et compte tenu de l'intensité, de la vitesse de propagation et de la concentration de vibrion (bacille, NDLR) dans le delta de l'Artibonite*», a-t-elle ajouté.

«*L'explication la plus logique, c'est l'introduction massive de matière fécale dans le fleuve de l'Artibonite en une seule fois*», a poursuivi cette source. «*Le seul élément manquant c'est l'établissement formel à partir d'analyses et de prélèvements de la présence du vibrion chez les Népalais*», a-t-elle poursuivi.

L'épidémie de choléra a fait plus de 2.000 morts en Haïti depuis son apparition et plus de 90.000 cas ont été enregistrés, selon un nouveau bilan communiqué lundi par le ministère haïtien de la Santé. (20minutes.fr 07.12)

## Economie.

### 1- Irlande.

Le gouvernement irlandais a détaillé mardi un budget d'austérité sans précédent, censé dégager six milliards d'euros d'économies par le biais d'une réduction des dépenses et d'une hausse des impôts.

Le budget de 2011 est le plus serré d'un programme d'austérité quadriennal dont l'objectif est de réaliser 15 milliards d'euros d'économies budgétaires, soit près de 10% du produit économique annuel, et de ramener le déficit budgétaire aux normes de la zone euro en 2014.

Pour 2011, les réductions des dépenses, qui toucheront les retraites dans la fonction publique, les prestations sociales ou encore les projets d'investissement, représenteront quatre milliards d'euros.

A cela s'ajouteront deux milliards d'euros de hausse des impôts, essentiellement en abaissant le plancher d'imposition et en modifiant les crédits d'impôt. (Reuters 07.12)

### 2- Le paradis terrestre existe, ainsi soit-il !

Selon un rapport publié mardi par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), les 50 premières entreprises européennes ont toutes une partie de leurs filiales implantées dans des paradis fiscaux. Le constat est sans appel : chacune d'entre elle détient en moyenne 20 filiales aux Pays-Bas et 8 filiales au Luxembourg.

Les sociétés hexagonales n'échappent pas à la règle. Plus de 20% des filiales d'Axa à l'étranger se trouvent ainsi dans des paradis fiscaux selon le rapport. Ce chiffre descend à quasiment 17% pour GDF Suez, 17,5% pour EDF, 16% pour Carrefour et France Telecom, 13,6% pour Saint Gobain et un peu moins de 10% pour Peugeot.

Les banques françaises sont particulièrement bien représentées. Sur ses 1.417 filiales hors des frontières, BNP Paribas en possède 347 (24,4%) dans des paradis fiscaux. Cette part atteint 17,9% pour Crédit agricole et 15,4% pour la Société Générale.

Les banques s'étaient pourtant engagées à fermer leurs succursales dans ces territoires, en raison de la loi de juin 2009 qui les oblige à publier leurs implantations dans les paradis fiscaux. Mais la liste retenue par le gouvernement «ne comprend en 2010 que 18 territoires représentant à peine 0,2 % de la finance offshore mondiale», critique le rapport.

Une évasion fiscale qui prive les Etats d'une manne financière non négligeable et brouille l'économie mondiale.

Le poids statistiques des paradis fiscaux est ainsi déconnecté de leur influence économique réelle. Les îles Vierges britanniques, «*les Iles Caïmans, le Luxembourg, l'île Maurice et les Pays-Bas ne représentent que 1 % du PIB mondial et 0,27 % de la population de la planète (...) Pourtant, ces cinq pays cumulés pèsent 1,7 fois plus que les États-Unis et trois fois plus que le Japon, l'Allemagne et la France réunis en matière d'investissement direct à l'étranger*», explique le rapport.

Des chiffres qui s'expliquent par l'attractivité fiscale de ces territoires. Les multinationales, notamment du secteur bancaire, s'y réfugient pour échapper au fisc. Et elles n'hésitent pas à mettre au point toute sorte de mécanismes pour alléger leur facture.

Le rapport prend notamment l'exemple de Google. Le géant de l'Internet a basé son siège européen en Irlande, connu pour avoir l'un des taux d'imposition sur les sociétés les plus faibles d'Europe. Google Irlande est de l'autre côté détenue par une société dans les Bermudes où les bénéfices ne sont pas taxés. (20minutes.fr 07.12)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 9 décembre

La société OVH a reçu et encaissé mon chèque de 26 euros correspondant à l'hébergement du site pour l'année 2011. Alors on continue !

Un message reçu des camarades des groupes CCI-T et Révoltes.

Le CCI (T) et le groupe Révoltes vous invitent à une réunion publique le 16 Décembre à Lyon.

-Un mouvement venu des profondeurs de la classe ouvrière, d'une grande ampleur, mais qui n'a pas fait céder le pouvoir en place : pourquoi ?

-Comment la collaboration des directions syndicales a rendu possible la réforme

-Comment se sont disposées les directions des syndicats contre la centralisation du combat et contre la grève générale

-Comment ce puissant mouvement a finalement été cadenassé par les appareils

-Comment les grèves reconductibles ont été opposées à l'appel clair à la grève générale

-Qu'est-ce qui était nécessaire dans ce mouvement ?

-Qu'est-ce qui est nécessaire aujourd'hui ?

-Comment poser aujourd'hui la question du gouvernement ?

-Quel gouvernement pourrait satisfaire nos revendications ?

-Comment résoudre la question du parti révolutionnaire qui fait défaut ?

Le CCI(T) et le groupe Révoltes vous proposent de débattre de ces questions lors d'une réunion publique à Lyon Maison des passages - 44, rue Saint Georges - Metro Saint Jean - Jeudi 16 Décembre à 20h

Ce serait intéressant que ces camarades rédigent un compte rendu exhaustif de cette réunion, pas pour leur tirer dessus ensuite, mais pour discuter loyalement et fraternellement des points de vue avancés par les différents intervenants, à la limite on s'en fout de savoir qui ils sont et s'ils ont adhéré à un parti ou un syndicat.

Si je peux me permettre de leur soumettre une question supplémentaire : doit-on oui ou non avancer des mots d'ordre politique en direction de la classe et des masses, doit-on fixer aux travailleurs des objectifs politiques à leur combat ou au contraire doit-on se limiter à des objectifs économiques comme le font tous les partis ouvriers ?

Comparez les objectifs du mouvement ouvrier de 1936, 47 ou 68 en France, avec les objectifs du prolétariat russe de 1905 et 1917, et les résultats auxquels ils sont parvenus, est-ce possible ou est-ce tabou, quels enseignements en tirer pour notre combat aujourd'hui ? Ces questions s'adressent en réalité à la totalité des militants ouvriers qui veulent en finir par tous les moyens, y compris par une révolution, avec le régime capitaliste et les institutions de la Ve République.

Autre chose.

Au camarade qui m'a adressé un article de *L'Humanité* du 7 décembre *Les banques, le dribble d'Eric Cantona et la tête du client*, dans lequel il est écrit que "*les aides de l'Etat aux banques durant la crise (...) nous ont rien coûté, sauf la crise la plus forte depuis celle des années trente, rien que cela!*".

Camarade, ce ne sont pas les aides de l'Etat aux banques qui sont responsables de la crise actuelle, mais l'anarchie qui règne au

sein du capitalisme mondial et la concurrence acharnée que se livrent les capitalistes entre eux pour conserver ou accroître leur part de marché ou encore pour accumuler toujours plus de profits afin de conserver leur position dominante sur le marché mondial.

Pour *L'Humanité*, il s'agit de préserver le système capitaliste, c'est le fin mot de tous les opportunistes, capitulards ou réactionnaires. Ils ne peuvent expliquer que ce sont les fondements du capitalisme et ses lois de fonctionnement internes qui en découlent qui sont responsables de la crise, vaut mieux dévier l'attention des militants vers une autre cible, les aides de l'Etat aux banques en l'occurrence, autrement dit, le gouvernement Sarkozy-Fillon a accordé des aides aux banques, il suffirait de revenir sur ces aides pour que tout rentre dans l'ordre... ou de changer de gouvernement en 2012 avec pourquoi pas des ministres du PCF, ils ne l'ont pas dit mais c'est explicite.

Cet article se terminait ainsi : "*La monnaie, le crédit, bien utilisés, c'est le nerf, sinon de la guerre, du moins de la croissance et l'emploi*", en régime capitaliste, le seul terrain sur lequel *L'Humanité* est capable de se situer, précisons que la croissance est impossible sans perpétuer l'exploitation capitaliste, qu'elle en est synonyme, ce que revendique naturellement *L'Humanité*, ajoutons que le crédit est avant tout le meilleur moyen qu'ont trouvé les capitalistes pour assurer le développement et la survie de leur système économique basé sur l'exploitation de la force de travail.

Le PCF combat pour assurer la survie du régime capitaliste, donc pour un bon usage de la monnaie, du crédit, etc., c'est cohérent, pour notre part nous combattons pour abattre ce régime et à terme se passer de la monnaie, du crédit, bref, pour une société débarrassée des classes et de l'Etat, n'est pas communiste qui veut, je ne dis pas cela pour ce camarade évidemment, mais pour le PCF qui n'a rien à voir avec le communisme de près comme de loin.

Un dernier sujet de discussion.

Dans la page 3 du n°127 d'*Informations ouvrières*.

L'Etat, donc les institutions de la Ve République et le gouvernement sont responsables de la situation sociale, sauf pour le POI.

François de Closets dans *Le Monde* du 2 décembre : "*C'est la loi de Wall Street qui s'est imposée à Obama comme au reste du monde. Elle constitue aujourd'hui la plus grave menace contre des Etats qui perdent toute légitimité quand ils imposent un ordre unanimement reconnu comme injuste.*"

D. Gluckstein dans son éditorial : "*La classe ouvrière a montré ses immenses capacités de combat, de résistance et de volonté d'unité dans la mobilisation contre la réforme des retraites. Elle est disponible pour bloquer le plan destructeur qui vient. Pour cela, elle a besoin de pouvoir disposer de ses organisations en toute indépendance. L'ordre du jour appelle la rupture de tout lien avec les diktats de l'Union européenne, du FMI et leur « nécessaire réduction des dépenses publiques ». Il appelle l'unité contre les plans de rigueur et les contre-réformes, et la défense de chacune des revendications ouvrières.*"

François de Closets a raison l'Etat, donc les institutions de la Ve République n'ont plus aucune légitimité, ce qui a de quoi l'effrayer, du coup on s'attendrait à partir de ce constat que le POI axe son combat contre l'Etat et qu'il appelle la classe ouvrière à en tirer la conclusion qu'il lui faut définir les contours de son propre Etat, condition politique indispensable pour qu'elle puisse entrevoir la satisfaction de ses revendications économiques et sociales, pas du tout, la classe ouvrière est appelée à "*disposer de ses organisations en toute indépendance*", alors qu'elles sont entièrement contrôlées par des lieutenants du capital comme leurs derniers congrès et le déroulement de la mobilisation sur les retraites l'ont amplement démontré, pire encore, une nouvelle fois il appelle à rompre "*tout lien avec les diktats de l'Union européenne, du FMI*" mais curieusement pas avec le gouvernement et l'Etat qu'il épargne au passage.

L'objectif qu'il fixe au combat de la classe ouvrière et aux militants de son parti se situe exclusivement sur le terrain économique et il est incapable de leur proposer le moindre objectif politique. Comment caractériser cette orientation politique ?

Le POI refuse d'engager le combat sur le terrain politique dans la perspective d'un Etat ouvrier ou social, ce qui revient à faire croire aux travailleurs que leurs revendications sociales seraient compatibles avec l'Etat actuel et le maintien en place du régime capitaliste pour peu qu'on leur fasse violence ou leur impose notre volonté, pure illusion, ce qui revient à laisser les mains libres aux appareils que le POI prétend combattre par ailleurs. L'illégitimité de l'Etat des capitalistes pose directement la question : quel Etat doit construire la classe ouvrière pour satisfaire ses besoins et ses aspirations, question dont le POI ne veut pas entendre parler car il est lui-même lié organiquement aux appareils pourris des syndicats, notamment ceux de FO, de la CGT et de la FSU.

Le POI est prisonnier de ses contradictions au point de vouloir faire jouer un rôle révolutionnaire aux syndicats, après avoir dû abandonner (à vérifier) la mort dans l'âme le front unique en direction du PS et ses satellites qui ont indiqué clairement qu'ils se situaient au côté du parti de l'ordre pour permettre au gouvernement de mener à bien les contre-réformes annoncées.

Le POI ne peut pas constituer le parti ouvrier révolutionnaire dont le prolétariat aura besoin pour vaincre, dans la mesure où il



ne combat pas pour élever la conscience de la classe ouvrière au niveau du programme du socialisme.

Page 4, Interview de Patrick, syndicaliste de la métallurgie :

"*En face, le gouvernement est uni contre nous ; il faut donc l'unité contre lui*". Que dit cet ouvrier, que signifie "*le gouvernement uni*", sinon qu'il mène un combat politique contre la classe ouvrière, il faut donc l'affronter sur le même plan pour le vaincre, "*il faut donc l'unité contre lui*" sur le plan politique, car d'une part c'est uniquement sur ce plan-là que nous le vaincrons, d'autre part parce que l'objectif de notre combat n'est pas la survie du régime mais sa mort. Souvenons-nous, c'est tout frais, Fillon a martelé qu'il avait formé un gouvernement de combat pour mener la guerre à la classe ouvrière, pour la soumettre au talon de fer du capital dans son développement le plus impitoyable et féroce, et on lui répond qu'on va se battre pour l'unité sur des revendications économiques ou sociales comme seul objectif en s'en remettant aux syndicats, sans avancer la moindre revendication politique.

L'unité ne peut se réaliser sur le plan politique qu'entre des partis révolutionnaires démocratiques (de type menchevik ou socialiste-révolutionnaire) et le ou les partis construits sur la base du marxisme-léninisme (parti bolchevik), elle ne peut pas se réaliser avec des partis totalement inféodés au capitalisme, à la Ve République et à l'Union européenne, qui combattent aux côtés du parti de l'ordre, l'UMP. On ne combat pas pour réaliser l'unité avec des partis fantômes, le front unique n'est pas une stratégie mais une tactique, on combat sur des objectifs politiques sur lesquels l'unité peut se réaliser (ou non) à un moment donné.

En Grèce et en Irlande notamment, les masses ont manifesté qu'elles n'avaient pas vraiment d'illusions dans les institutions internationales du capital, l'UE et le FMI, cela ne signifie pas qu'elles n'en ont pas dans le capitalisme et les institutions nationales, il leur reste donc une question politique à poser et à résoudre, celle de l'alternative au capitalisme et aux institutions en place, le socialisme en ce qui nous concerne (conseils ouvriers et socialisation des moyens de production), celui de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Ils ont aussi des questions sociales à résoudre, les deux doivent être liées, et le combat doit se mener de front en associant syndicats et partis, travailleurs et jeunes inorganisés, tout ce que compte le peuple de révolutionnaires qui ne sont pas forcément tous des marxistes ou des socialistes.

Notre but est de soulever le peuple dans un élan révolutionnaire irrésistible sur des objectifs politiques qui le mettent sur la voie de son émancipation, de la liberté. Comment pourrait-il s'élever à la hauteur des tâches politiques qu'il a à accomplir ou s'en saisir, si on ne lui indique pas clairement la voie à suivre ? C'est le devoir de tout parti qui prétend combattre pour la révolution prolétarienne et le socialisme. (A suivre)

## Politique.

France.

1- Détention préventive d'un opposant au régime, en Chine, en Tunisie ? Non en France !

Le 25 novembre, Nicolas Sarkozy était dans l'Allier en visite dans une commune de moins de 2 000 habitants, Mayet-de-Montagne, 300 à 400 représentants de la force publique sont mobilisés. Face à eux, un petit groupe d'une quinzaine de personnes a prévu de manifester son hostilité au chef de l'Etat et à la réforme des retraites. L'un d'eux n'en aura pas l'occasion : Frédéric Le Marrec, un militant du syndicat SUD de 42 ans, passera les cinq heures de la visite de Nicolas Sarkozy dans les locaux de la gendarmerie.

Son récit au Monde.fr est confirmé par des sources proches de la gendarmerie, qui ont souhaité rester anonymes mais entendent dénoncer "des méthodes d'un autre âge". Frédéric Le Marrec a par ailleurs porté plainte contre X... pour "arrestation arbitraire", le 6 décembre, auprès du commissariat de Vichy, qui dément avoir enregistré une telle plainte.

Educateur spécialisé dans un foyer pour adolescents du Mayet-de-Montagne, Frédéric Le Marrec prend son poste à 6 h 30, ce 25 novembre. A 9 h 30, il quitte le foyer en compagnie d'un autre militant pour rejoindre ses amis manifestants. Devant son lieu de travail, deux gendarmes l'attendent, qui le prient de les accompagner à la gendarmerie. Là, il est interrogé par deux fonctionnaires venus de Moulins au sujet d'un collage d'affiches en faveur du Nouveau Parti anticapitaliste, la nuit précédente. D'ordinaire, explique un policier consulté à ce sujet, "*ce genre de dossiers, qui débouche au pire sur une contravention, est traité en moins d'une demi-heure*".

Très vite, une fois réglée cette affaire de collage, "*les gendarmes n'avaient plus grand-chose à me dire*", raconte Frédéric Le Marrec. *Et comme je n'étais pas officiellement en garde à vue, j'ai voulu m'en aller. Lorsque j'ai commencé à rassembler mes affaires, ils m'ont dit : 'On vous déconseille de partir'*". Voulant "*éviter tout incident*", le militant prend son mal en patience. Au bout d'un moment, il reçoit cette mystérieuse confidence : "*Le préfet vous en veut*". Peu après 14 heures, Frédéric Le Marrec quitte la gendarmerie. L'hélicoptère de Nicolas Sarkozy a décollé quelques minutes auparavant.

D'après les témoignages des sources proches de la gendarmerie obtenues par Le Monde.fr, il semble bien que le préfet de

l'Allier, Pierre Monzani, ait joué un rôle dans ce dossier. Le 24 novembre, lors de la réunion organisée avec les responsables de la sécurité pour préparer la venue du chef de l'Etat, le préfet cite nommément Frédéric Le Marrec : "*Si à 9 h 30 il va pisser, il faut que je le sache*", lance ce proche de Brice Hortefeux. Une consigne apparemment prise très au sérieux par les gendarmes.

Selon ces sources, le militant est connu localement : "*Il est grand, il porte toujours un bonnet, c'est une figure du Mayet-de-Montagne. Il a activement participé au conflit sur les retraites, prenant part à des blocages et des tentatives de blocage de dépôts d'essence et à un tractage sur des rails.*" Rien qui justifie ces longues heures d'une rétention "*extrêmement limitée au niveau de la légalité : Le Marrec n'est pas connu comme quelqu'un de violent, ses actions ont toujours été mesurées sur Le Mayet-de-Montagne. Apparemment, on a juste désigné cet homme comme un fauteur de troubles potentiel et on s'est occupé de lui de façon préventive*".

Le préfet dément avoir évoqué le cas de Frédéric Le Marrec lors de cette réunion préparatoire : "*Je ne connais pas ce monsieur. De façon générale, ce serait contre-productif de désigner une cible particulière à mes troupes, puisque celles-ci doivent se concentrer sur tous les dangers potentiels.*" Selon lui, le militant "*veut se faire de la publicité dans le milieu syndicaliste*" et a été particulièrement bien traité pendant sa rétention à la gendarmerie : "*Le café que lui ont servi les gendarmes devait être bon pour qu'il s'attarde autant à la gendarmerie.*" La plainte a été transmise au procureur de la République. (Lemonde.fr 08.12)

## 2- Crise et décomposition des partis face à la crise.

Dans une lettre adressée aux membres du bureau exécutif et que Le Point.fr s'est procurée, il explique avec force les raisons de sa démission. La principale, "*une situation de conflit interne (...) broyeuse d'énergie et d'espérance*". Celui qui avait un rôle de conciliateur entre des Verts toujours tentés de verrouiller leur parti et des sympathisants écolos désorganisés avoue son "*échec*". L'ex-plume de Hulot va jusqu'à décrire un "*climat délétère de guerre froide et de paix armée*", où règnent "*règlements de comptes, délices du déchirement, obsessions purificatrices et procès en sorcellerie*". "*L'air interne*" y est "*irrespirable*", selon ses mots, et "*le travail politique secondaire*".

"*Le vrai problème de Jean-Paul, c'est qu'il voulait faire une politique qui n'existe pas ! juge un Vert. C'est un mec très attachant, mais il a une mentalité de boy scout.*" "*Il a craqué ! Entre Dany qui monte sa coopérative et les Verts qui reprennent leurs petites habitudes...*", explique un proche de Cohn-Bendit. La secrétaire nationale Cécile Duflot, avec qui Besset s'entendait bien, est, elle, déçue. "*Jean-Paul espérait qu'après Lyon (où Europe Écologie et les Verts se sont réunis pour fusionner, nldr), il y aurait des femmes et des hommes nouveaux, qui seraient totalement différents...*", a-t-elle commenté sur BFM-TV mardi matin.

Jean-Paul Besset "*a raison de nous alerter sur les jalousies et les affrontements excessifs pour prendre le pouvoir au sein de l'organisation*", a déclaré de son côté Yves Cochet (ex-Verts) à L'Express.fr.

Son départ, à quelques jours du conseil fédéral, est un coup dur pour les Verts, qui tentent de dédramatiser. Besset incarnait l'ouverture, avec sa démission, précédée quinze jours plus tôt de celle de son ami Pascal Durand - autre proche de Hulot -, les accusations de repli risquent d'aller bon train.

Question de Lepost.fr à Jean-Vincent Placé : Que pensez-vous de la volonté de Cohn-Bendit d'ouvrir les portes du mouvement à des gens venant de gauche comme de droite, tant qu'ils adhèrent au projet écolo ?

Réponse : "*Mais c'est n'importe quoi ! Je n'en veux pas des gens de droite !*" et de préciser plus loin "*Nous sommes ouverts à tous les gens de gauche. Dans le nouveau mouvement, il y a des socialistes, des communistes, des radicaux de gauche, des chevronnés... et des Verts.*" (Lepoint.fr 07.12 et Lepost.fr 08.12)

Le très réactionnaire et européiste Cohn-Bendit n'est pas de droite ! C'est bien connu que le MRC de Chevènement et le Parti radical de gauche sont de gauche ! Lisez l'info en bref suivante qui en fournit une preuve incontestable.

## 3- Quand ils font ripaille en famille.

Le président du Parti radical, J-L Borloo, sera jeudi soir, à l'occasion du 105e anniversaire de la loi sur la laïcité, le héros d'un grand dîner républicain aux Salons de l'Aveyron à Paris.

Beaucoup de politiques, à commencer par ses collègues remerciés du gouvernement Fillon, Bernard Kouchner, Rama Yade, Fadela Amara, Valérie Létard, Marc-Philippe Daubresse et Jean-Marie Bockel. L'ancien ministre socialiste Jean-Pierre Chevènement devrait côtoyer le conseiller de l'Élysée Henri Guaino, Arnaud Montebourg et Bernard Tapie dîner en compagnie de Gérard Larcher. (Lefigaro.fr 08.12)

On aurait bien voulu avoir la liste complète des invités conviés à cette petite sauterie... en famille.

Au passage, lu dans un article du "*site citoyen*" Agoravox : "*La question se pose de savoir si le Parti radical est encore vraiment*

*un parti de gauche sur cette période*", en 1946, le plus vieux parti du capital, des maîtres des Forges, qui envoyait l'armée contre les grévistes à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, qui était l'allié de la SFIO et du PC dans le front populaire en 36, le parti de Borloo, aurait été un jour un parti de gauche : des ignares ! Attention à tous ces sites Internet qui se veulent de gauche et qui en réalité soutiennent le régime en place qui les subventionne, cela vaut aussi pour *Le Grand Soir* par exemple qui fait aussi de la pub pour le Conseil National de la Résistance.

La fédération nationale de la Libre Pensée, une annexe du POI, a mis une pétition en ligne sur son site Internet, dans laquelle elle dénonce de la part de la société Presstalis (ex-NMPP) "*le nouveau mode de fonctionnement (qui) conduit immédiatement à ce que les revues d'opinions, comme la Raison, n'aient plus les moyens financiers d'être présents dans les kiosques*", ce qui pourrait nous inciter à la signer, mais plus loin il est précisé que "*c'est toute l'œuvre du Conseil National de la Résistance et des ordonnances de 1945 sur la défense d'une presse libre, pluraliste et indépendante qui est remise en cause*", placé sous l'égide du général de Gaulle, autrement dit, il n'est pas possible de défendre la liberté de la presse dans ce pays en 2010 sans en appeler aux gaullistes !

On se souvient que dans une interview lors de la campagne présidentielle, D. Gluckstein n'avait pas trouvé d'autres arguments pour défendre les nationalisations réalisées après-guerre que d'en appeler aussi... au général de Gaulle.

Défendre la liberté de la presse et la possibilité pour tout parti ou organisation de diffuser leurs publications en kiosques sans discrimination, dont celles de la fédération de la Libre Pensée, d'accord, associer la défense de la liberté de la presse au Conseil National de la Résistance qui a procédé à la liquidation et au désarmement du mouvement révolutionnaire d'après-guerre, c'est non ! Il n'est pas inutile de préciser que cette pétition n'a recueilli que 755 signatures à ce jour, à croire qu'elle n'a pas fait l'unanimité parmi les propres adhérents de la Libre Pensée ou les militants du POI qui sont plus de 7.300.

On n'a pas à brader nos principes pour défendre la laïcité ou une quelconque liberté politique en recourant à l'union nationale avec les ennemis de la classe ouvrière. Que des compromis soient possibles avec certains courants de la bourgeoisie, on l'admet dans des circonstances précises, mais à condition qu'ils n'aient pas pour contrepartie la capitulation du mouvement ouvrier devant le capital, ce qui fut malheureusement le cas du Conseil National de la Résistance en 1945.

Ne voir que les acquis sociaux obtenus ou concédés au cours de cette période et faire l'impasse sur le reste qu'il vaut mieux cacher aux militants, c'est regarder l'histoire de la lutte des classes par le petit bout de la lorgnette pour leur donner une interprétation qui ne correspond pas à la réalité des faits. Nous ne pouvons pas adhérer à un tel procédé, désolé, malgré toute la sympathie que nous avons pour la fédération nationale de la Libre Pensée.

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- France Télécom : l'employeur multirécidiviste qui tue légalement, suite.

Dimanche, un employé de France Télécom, âgé d'une cinquantaine d'années, s'est pendu dans son jardin à Nîmes, dans le Gard.

Ce cadre technique, père de famille, marié et père d'une fille de 13 ans, avait été muté, d'Alès à Nîmes, contre sa volonté et était contraint d'exercer un métier qui n'était pas le sien dans une agence commerciale.

Depuis sa mutation, le quinquagénaire était dépressif.

Selon sa demande, il avait été mis en disponibilité pour deux ans avant de réintégrer, en août dernier, France Télécom.

Ce mercredi, une soixantaine d'agents de France Télécom, se sont recueillis à Nîmes, pour exprimer leur tristesse et manifester leur solidarité envers le disparu et sa famille, précise Midi Libre. (Lepost.fr 08.12)

#### 1.2- Comme il fait bon vivre dans leur société.

Le nombre de néonaticides les infanticides survenant le jour de la naissance 'est très largement sous-estimé' dans les statistiques officielles, selon des chercheurs de l'Inserm.

Les chercheurs Anne Tursz et Jon Cook ont recueilli dans vingt-six tribunaux de trois régions françaises (Bretagne, Ile-de-France, Nord - Pas-de-Calais) les données judiciaires correspondant aux décès de nouveau-nés survenus sur une période de cinq ans (1996-2000). Ils ont rapporté 2,1 néonaticides sur 100 000 naissances, soit 5,4 fois plus que dans les statistiques officielles de mortalité (0,39 pour 100 000 naissances). Le résultat de leur étude est publié dans l'édition 'Fetal and Neonatal' de la revue spécialisée Archives of Disease in Childhood.

Selon Anne Tursz, les données judiciaires, déjà plus de cinq fois supérieures aux statistiques officielles, *'ne recouvrent pas la réalité complète du problème'*. *'Ce doit être de l'ordre d'une centaine par an. Ce qui est considérable'*, estime-t-elle, des corps n'étant en effet jamais retrouvés.

Les chercheurs sont également parvenus à dresser un profil social et psychologique des mères auteures de néonaticides. Un petit nombre de femmes, reconnaît le docteur Tursz, mais qui fait apparaître *'un profil homogène'*, tant ces femmes *'se ressemblent'*. *'Ce sont des carencées affectives, des femmes d'une solitude morale effroyable, mais pas des malades mentales, décrit la pédiatre. Ce sont des femmes qui sont plutôt dans une situation d'échec, de ratage, très dépendantes.'* (Lemonde.fr 08.312)

### 1.3- Quel avenir ? La précarité en guise d'emploi.

L'emploi intérimaire en France a poursuivi sa progression sur un rythme soutenu en octobre mais reste encore loin de son niveau d'avant la crise, montrent les statistiques publiées mercredi par Pôle Emploi.

Fin octobre, 656.100 personnes étaient employées en intérim, soit une hausse de 3,1% sur un mois et de 23,8% sur un an.

L'industrie regroupait à elle seule 45,3% des intérimaires fin octobre, un poids prépondérant qui s'est accru en octobre, puisque le secteur affiche la plus forte progression (+5,8%).

L'emploi intérimaire a augmenté de 3,6% sur un mois dans le tertiaire, alors qu'il a reculé de 0,3% dans la construction.

Les postes d'ouvriers représentent près de 80% de l'ensemble des postes en intérim. C'est cette catégorie qui enregistre la plus forte progression sur un an (+26,4%).

Sans surprise, les intérimaires constituent une population toujours jeune, puisque près de la moitié d'entre eux ont moins de 30 ans. (Reuters 08.12)

## 2- Grande-Bretagne.

Plusieurs milliers d'étudiants ont une nouvelle fois manifesté mercredi 8 décembre dans plusieurs villes du Royaume-Uni, à la veille de la présentation au Parlement d'un projet gouvernemental visant à quasiment tripler les droits universitaires. Des étudiants ont organisé de fausses classes devant des universités et des stations de métro de Londres, tandis qu'en Ecosse, plusieurs milliers d'entre eux ont bravé un froid piquant, pour défiler à Edimbourg et Glasgow notamment.

Ces nouvelles manifestations les quatrièmes en un peu plus d'un mois interviennent peu après des débats houleux à la Chambre des communes, où sera présenté le projet jeudi. Une manifestation est annoncée par les syndicats étudiants ce même jour, tandis que la police met en garde contre la répétition de violences survenues en novembre. (Lemonde.fr 08.12)

## 3- Chili.

Un incendie mercredi dans une prison de Santiago, la capitale du Chili, a tué au moins 83 détenus, et des dizaines de prisonniers sont dans un état grave.

Le ministre de la Justice, Felipe Bulnes, a précisé que la prison abritait 1.960 détenus pour une capacité de 1.100 personnes. Selon la station de radio Bio Bio, près de 200 détenus ont dû être évacués dans la cour de la prison.

Des familles ont jeté des pierres et des bouteilles et en sont venues aux mains avec des policiers.

Le président Sebastian Pinera a confirmé que le bilan avait été porté à 83 morts, ajoutant qu'il risquait de s'alourdir.

*"Nous ne pouvons continuer d'avoir un système pénitentiaire qui est totalement inhumain"*, a-t-il dit en évoquant la surpopulation chronique des prisons chiliennes.

*"Nous allons accélérer le processus pour faire en sorte que notre pays ait un système pénitentiaire humain et digne, comme il sied à un pays civilisé"*, a-t-il ajouté. (Reuters 08.12)

Qu'a donc fait l'ex-présidente social-libérale du Chili Michelle Bachelet pendant son mandat pour améliorer les conditions de détentions dans les prisons chiliennes ? Réponse : manifestement rien !

## Economie.

1- Le FMI ou la sale patte de l'impérialisme américain.

"*La situation en Europe reste difficile et l'avenir plus incertain que jamais*", a déclaré le directeur général du FMI lors d'un discours prononcé dans le cadre des Rendez-vous mondiaux de Genève.

Selon lui, les crises grecque et irlandaise soulignent la nécessité de mesures plus efficaces pour régler les crises économiques et financières.

"*Le retard dans le renforcement de la supervision et dans la création de mécanismes efficaces de résolution des crises pourrait bien conduire à la prochaine crise*", a-t-il déclaré.

"*Il y a une forte croissance au Brésil, mais aussi au Chili, au Pérou et en Colombie. Les pays asiatiques sont sortis de la crise en moins d'une année*", a-t-il dit.

"*Aux États-Unis la situation est plus incertaine*," a-t-il continué. "*Nous ne sommes pas encore sortis de la crise mais il ne faut pas avoir une vue trop européenne*." (Reuters 08.12)

Etrangement, le FMI mène la guerre contre les déficits des Etats de l'UE, mais pas contre celui des Etats-Unis qui est abyssal, cherchez l'erreur ou pour qui roule Strauss-Kahn !

2-Les prédateurs en action.

Une tonne de cuivre s'échange aujourd'hui à plus de 9.000 dollars la tonne sur le London Metal Exchange (LME). Depuis le début de l'année, la hausse s'élève à 20% pour ce métal très employé dans l'électronique et la construction. En cause, la forte croissance de ces deux industries, qui devrait mener la consommation de cuivre à dépasser de 400.000 tonnes la production en 2011. Les prix à la consommation devraient donc augmenter dans ces domaines l'année prochaine.

La spéculation n'est pas étrangère à cette hausse. Le Daily Telegraph a révélé dimanche que la banque JPMorgan a acheté plus de la moitié des 350.000 tonnes de réserves de cuivre du London Metal Exchange. Plusieurs autres métaux suivent cette nette hausse, notamment les valeurs minières. L'argent a enfin touché un plus haut de 30 ans, sous l'effet de la demande en hausse de l'Inde, premier importateur mondial de ce métal. (20minutes.fr 08.12)

Il en va de même pour la plupart des matières premières, du blé jusqu'à l'or en passant par le pétrole remonté à 90 dollars le baril.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 10 décembre

Je n'ai pas le temps de poursuivre les causeries des derniers jours, car j'ai des affaires personnelles à régler en urgence :

- mon permis de conduire est arrivé à échéance, ici il faut le renouveler tous les 10 ans, des tracasseries administratives en perspective ;

- j'ai un dossier à remettre au trésor public ;

- le consulat de France a rejeté la demande de visa d'un de mes beaux-frères, je suis allé au consulat avant-hier et je dois rédiger une requête au consul, ce n'est pas gagné ;

- je prépare mon déménagement qui devrait intervenir au cours du week-end en 15, en principe ;

- et pour finir, il s'est remis à pleuvoir après une journée d'accalmie, cela fait plus de deux semaines qu'il pleut pratiquement jours et nuits, des quartiers entiers sont inondés à Chennai, la capitale du Tamil Nadu, ex- Madras (6 millions d'habitants), toute la crasse de ce pays particulièrement dégoulinante ressort, des routes ont été emportées par les eaux et ce qu'il en reste sont défoncées par endroit, la conduite la nuit est rendue impossible, les rivières débordent et des centaines de milliers d'hectares de rizières et de cultures ont été détruites ainsi que de nombreuses habitations, vous, vous avez la neige, nous, nous avons une mousson particulièrement violente cette année, et comme il a plu environ tous les deux jours pendant les trois mois qui ont précédé

la mousson, un phénomène jamais observé en 20 ans, l'eau ne s'infiltré plus dans le sol...

Je ne suis pas intervenu sur plusieurs sujets d'actualité car le moment n'était pas propice ou manque de temps.

- Côte d'Ivoire, deux présidents dont aucun ne peut être celui des travailleurs ivoiriens, la lèpre ou le choléra, quoi. Ouattara et Gbagbo vont réussir à dresser une partie de la population l'une contre l'autre dans un nouveau bain de sang, c'est tout ce que les Ivoiriens pouvaient attendre de ces deux pantins de l'impérialisme et des multinationales qui continuent tranquillement de piller les richesses du pays, ils profitent déjà de la situation pour faire flamber le prix du cacao sur les marchés ;

- On a appris que le gouvernement iranien s'apprêterait à libérer Sakineh Mohammadi Ashtiani, cette femme qui a commandité le meurtre de son époux et de sa maîtresse, un fait établi s'appuyant sur des preuves, après une campagne orchestrée par l'impérialisme français notamment et ses valets associatifs dits humanistes emmenés par le très réactionnaire Bernard-Henri Lévy qui prétendaient qu'elle risquait la lapidation, ce qu'a toujours réfuter les autorités iraniennes, bref, ces relais de l'impérialisme américain vont réussir à faire libérer une criminelle, que ne ferait-il pas pour mettre la main sur le pétrole iranien, une guerre comme en Irak ou en Afghanistan pour piller leurs richesses...

- le sommet de Cancun sur le climat va connaître le même sort que celui de Copenhague, c'était prévisible, on en parlera peut-être demain quand il sera terminé ;

- Sur la remise du prix Nobel de la paix, lire dans le site l'article du Réseau Voltaire sur la personnalité de Liu Xiaobo, un agent de l'impérialisme américain.

- il neige en décembre sur toute la France ce qui provoque des difficultés pour se déplacer, en voilà un scoop ! On vit dans un monde de dingues où il faudrait prévoir à l'avance en centimètres l'épaisseur de la couche de neige qui va tomber, et s'il vous plaît, à quelle heure précise, mieux de quelle heure à quelle heure !

On ne supporte plus le moindre contre-temps, le moindre évènement imprévu, le moindre contrariété, le moindre petit bobo, le moindre mot peut donner lieu à un procès en diffamation ou l'excommunication pour blasphème, la fatwa des soutanes, on est susceptible jusqu'au bout des ongles, bref, la société, le monde, la nature, devraient se conformer à nos moindres désirs ou obéir à notre volonté, l'homme érigé en dictateur de l'univers et incapable de prendre son destin en main est à le produit de la décomposition de la civilisation humaine, le capital dans son effondrement l'a rendu ainsi sans qu'il en ait conscience ou si peu.

Il se reproduit comme un lapin et exploite sans fin de manière anarchique les ressources de notre planète, et ensuite il en subit les conséquences qu'il ne supporte plus, s'il continue dans cette voie, sa condition va devenir de plus en plus infernale, il court assurément à sa perte, après cela l'abolition du capitalisme ne serait pas une nécessité absolue à court terme.

Hortefeux et Fillon expliquent qu'on ne peut pas tout prévoir, ils n'ont pas tort, les syndicats répliquent que le bordel sur les routes est dû au manque de moyens et d'effectifs, à la désorganisation des services de l'Etat (DDE), ils n'ont pas tort non plus, mais leurs arguments sont hors sujet une fois de plus, encore un mauvais coup pour le syndicalisme au passage, ni les uns ni les autres ne sont crédibles, ce qui ne fait que renforcer le sentiment d'impuissance d'une population déjà excédée et au bord de l'explosion...

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Dîner en famille, la table était bien garnie.

A l'occasion du 105e anniversaire de la loi de séparation de l'église et de l'Etat, Jean-Louis Borloo s'est livré jeudi soir à une démonstration d'influence en réunissant plusieurs centaines de personnes, issues du monde politique comme de la société civile, autour du thème des valeurs républicaines.

Etaient présents notamment, deux ministres, Xavier Bertrand et Patrick Ollier, le président du Sénat Gérard Larcher, Rama Yade, Fadela Amara, Jean-Marie Bockel ou encore Valérie Létard. Henri Guaino, conseiller de Nicolas Sarkozy, était également présent. Le Nouveau Centre (NC) était représenté par son numéro deux, le député de Seine Saint-Denis Jean-Christophe Lagarde.

A gauche, Jean-Pierre Chevènement, Malek Boutih et l'ex-ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner avaient accepté l'invitation. Le président du Parti radical de gauche, Jean-Michel Baylet étaient également de la fête, de même que la présidente du Medef Laurence Parisot. Des dirigeants syndicaux (CGT et la CFDT) s'étaient fait représenter. (Reuters 09.12)

Et voilà comment les braves dirigeants syndicaux tombent dans un "piège" !

## 1.1- Quand le PS fait l'apologie du Parti radical.

Malek Boutih (PS) dans une interview à Publicsénat.fr : *"J'ai une confiance en Jean-Louis Borloo. (...) Et puis je l'ai connu lorsque j'étais président de SOS Racisme et qu'il était ministre de la Ville. Je ne suis pas un de ses intimes mais il a été de loin le meilleur ministre de la Ville qu'on ait eu..."*

Question : Seriez-vous tenté de vous rapprocher de Jean-Louis Borloo ?

Réponse : Non. Je ne suis pas une abeille qui butine dans le champ politique. Cependant, je ne suis pas non plus sectaire. J'ai toujours pensé que les socialistes ne devaient pas se fermer au centre. Abandonner les centristes au camp de la droite comme le fait Martine Aubry, poser comme un dogme l'exclusion de tout dialogue avec eux et les considérer comme des adversaires, c'est une faute politique. (...) Il faut avoir une ouverture d'esprit pour les attirer dans une autre forme de majorité d'autant plus que la crise économique profonde, la guerre des monnaies, tous ces éléments vont radicaliser la droite. (Publicsénat.fr 09.12)

Comme quoi le PS se situe bien dans le camp de nos "adversaires", merci de cette précision monsieur Malek Boutih.

Arnaud Montebourg a dit avoir décliné l'invitation. Il reste toutefois "prêt à discuter avec Jean Louis Borloo, et d'autres, de son projet de refondation de la République". (Reuters 09.12)

Comme quoi ils partagent bien les mêmes préoccupations.

## 2- Etat sioniste = Etat terroriste, assassin !

Selon une vidéo filmée par B'Tselem, mouvement de défense des droits, le 12 novembre et que Reuters a pu obtenir, les militaires ont tiré sur des manifestants des grenades frappées des mots "longue portée" en hébreu.

Ces projectiles plus lourds que les grenades lacrymogènes ordinaires sont propulsés à une telle vitesse qu'ils sont pratiquement indétectables en vol, "ce qui les rend extrêmement dangereux", a déclaré Sarit Michaeli, porte-parole de B'Tselem.

Ce qui les rend encore plus dangereux, a-t-elle précisé, c'est "la pratique de l'armée de les tirer directement sur les manifestants au lieu de les lancer au-dessus de la foule".

Une enquête a été ouverte en juillet par la justice militaire israélienne sur les circonstances du décès d'un Palestinien, Bassem Abou Rahmeh, atteint mortellement à la poitrine par un tel projectile à longue portée durant une manifestation en avril 2009 dans le village de Biline.

De son côté, l'armée israélienne a reconnu jeudi avoir utilisé contre des manifestants des grenades lacrymogènes potentiellement mortifères et interdites par ses propres règles de maintien de l'ordre. (Reuters 09.12)

## Social.

### 1- France. Haro sur les fonctionnaires, suite.

Les agents de la fonction publique vont perdre «plusieurs millions de jours de RTT». C'est ce qu'indique le journal Les Echos, qui révèle que les sénateurs ont adopté un amendement à la loi de Budget 2011. Ce texte précise que « la période pendant laquelle le fonctionnaire [...] bénéficie d'un congé pour raison de santé ne peut générer de temps de repos ».

En clair, un fonctionnaire cessera d'accumuler des RTT lorsqu'il est malade. «S'il est malade 10 % des jours dans l'année, et qu'il a normalement 10 jours de RTT par an, il en perdra un», calcule Les Echos. (20minutes.fr 09.12)

### 2- Grande-Bretagne.

2.1- Le groupe britannique de défense BAE Systems a annoncé jeudi prévoir de supprimer 1.300 emplois au Royaume-Uni, en raison des coupes apportées par le gouvernement au budget de la défense.

Le syndicat Unite a qualifié la décision de BAE Systems de "tragédie pour les employés et pour le Royaume-Uni".

"Le pays qui a créé le révolutionnaire Harrier va perdre le savoir-faire pour construire un tel appareil. La coalition (gouvernementale entre conservateurs et libéraux-démocrates) prive les forces armées du Royaume-Uni d'un outil nécessaire à

sa défense, alors que des familles dans le pays entier craignent pour leur avenir", a déploré Bernie Hamilton, l'un des dirigeants d'Unite. (Reuters 09.12)

Impayable ces dirigeants syndicaux, : plus royalistes que la reine !

Extrait de *La maladie infantile du communisme* (le gauchisme) -V. Lénine :

*"Les chefs de cette aristocratie ouvrière passaient continuellement aux côtés de la bourgeoisie qui les entretenait, directement ou indirectement. Marx s'attira la haine flatteuse de cette racaille pour les avoir ouvertement taxés de trahison. L'impérialisme moderne (du XX<sup>e</sup> siècle) a créé à quelques pays avancés une situation exceptionnellement privilégiée, et c'est sur ce terrain qu'on a vu partout dans la II<sup>e</sup> Internationale se dessiner le type des chefs traîtres, opportunistes, social-chauvins, défendant les intérêts de leur corporation, de leur mince couche sociale: l'aristocratie ouvrière. Les partis opportunistes se sont détachés des "masses", c'est-à-dire des plus larges couches de travailleurs, de leur majorité, des ouvriers les plus mal payés. La victoire du prolétariat révolutionnaire est impossible si on ne lutte pas contre ce mal, si on ne dénonce pas, si on ne flétrit pas, si on ne chasse pas les chefs opportunistes social-traîtres."*

2.2- L'adoption par le Parlement britannique de la réforme augmentant les frais universitaires a renforcé la colère des manifestants jeudi dans les rues de Londres, où plusieurs bâtiments officiels ont été attaqués.

Des opposants à la réforme ont réussi à pénétrer brièvement dans l'enceinte du ministère des Finances où ils se sont battus avec la police. D'autres s'en sont pris à la voiture transportant le prince Charles et son épouse Camilla Parker-Bowles.

La situation dans le centre de Londres n'était toujours pas sous contrôle en début de soirée. Les manifestants ont allumé des feux en divers endroits, selon des images de télévision.

Le gouvernement a passé sans surprise ce premier test de sa cohésion mais les analystes estiment que les violentes manifestations témoignent de la difficulté qu'aura le gouvernement à faire passer ses mesures d'austérité.

La réforme prévoit que les universités puissent imposer des frais de 9.000 livres par an (10.730 euros environ) pour compenser le désengagement progressif de l'Etat dans l'enseignement supérieur.

La possibilité de tripler les frais d'inscription empêchera les plus démunis de poursuivre des études supérieures, affirment les opposants au projet.

Des dizaines de milliers de personnes ont participé aux manifestations de jeudi, selon la police britannique. (Reuters 09.12)

## Economie.

### 1- France.

Les prix des logements anciens à Paris auront augmenté d'environ 20% en 2010, selon les notaires, qui expliquent cette explosion notamment par l'attrait de la capitale auprès des étrangers, le retour sur le marché des «seconds-accédants» et des taux d'intérêt peu élevés.

Avec un nouveau record historique d'environ 7.500 euros/m<sup>2</sup> en moyenne en fin d'année, les prix de vente des logements anciens à Paris auront augmenté d'environ 20% en 2010, par rapport à 2009, selon les notaires d'IDF.

Selon une étude de la Chambre des notaires de Paris et de l'Ile-de-France publiée jeudi, les grandes métropoles régionales ont elles aussi connu en 2010 un rythme de hausse important, compris entre 10% et 15%, à Rennes (2.250 euros/m<sup>2</sup>), Nantes (2.450), Bordeaux (2.700), Lyon (3.000) et Marseille (2.500). L'augmentation est plus faible à Toulouse (2.350) et Brest (1.450). (Libération.fr 09.12)

### 2- Du côté des banksters. Tous des Madoff !

Depuis un an, le liquidateur américain, Irving Picard, traque tous les bénéficiaires supposés de l'arnaque montée par Bernard Madoff. Plusieurs grandes banques sont dans l'oeil du cyclone. Les dernières en date : Natixis, Fortis, Citigroup ou encore Merrill Lynch.

Neuf milliards de dollars. C'est le plus gros montant réclamé par Irving Picard à une société dans l'affaire Madoff. Et cette entreprise, c'est HSBC qui, selon le liquidateur, a «créé, fait la promotion et soutenu un réseau international d'une douzaine de fonds nourriciers domiciliés en Europe, aux Caraïbes et en Amérique centrale».



Principale banque du fonds de Bernard Madoff, Bernard L. Madoff Investment Securities, JP Morgan est également accusée de complicité par le liquidateur. Le liquidateur réclame 6,4 milliards de dollars. Selon lui, l'établissement financier américain aurait encouragé et aidé la fraude mise en place par Madoff. «*JP Morgan a volontairement fermé les yeux devant cette fraude, même après avoir été au courant des nombreux avertissements à l'encontre de Madoff*», écrit l'un des conseils d'Irving Picard dans un communiqué.

Irving Picard réclame 555 millions de dollars supplémentaires à la banque suisse. Ce qui porte le montant total demandé à 2,5 milliards de dollars. UBS est accusée de complicité dans l'escroquerie. Concrètement, il reproche à UBS d'avoir récupéré les sommes volées par Madoff aux investisseurs dans ses deux fonds, Luxalpha SICAV et Groupement Financier Limited.

L'administrateur chargé de la liquidation de la société du financier américain Bernard Madoff a déposé un nouveau recours contre sept banques, dont Natixis et Citigroup à qui Irving Picard réclame respectivement 400 millions de dollars et 425 millions. Les cinq autres sont la Belge Fortis (groupe BNP Paribas), la Néerlandaise ABN Amro, l'Espagnole Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, la Japonaise Nomura et l'Américaine Merrill Lynch, détenue par Bank of America.

Le liquidateur a également porté plainte contre BNP Paribas et Legacy Capital qu'il accuse d'avoir profité de l'escroquerie. D'après Irving Picard, Legacy Capital a reçu au moins 255,8 millions de dollars (191,3 millions d'euros) de Bernard L. Madoff Investment Securities (BLMIS) entre 2000 et le 11 décembre 2008, date à laquelle la fraude a été révélée. Sur ce total, quelque 89,3 millions représentaient des paiements frauduleux. Or, toujours selon l'administrateur judiciaire, BNP Paribas a repris le contrôle des comptes de Legacy Capital en 2004 tout en étant au courant des soupçons de fraude pesant déjà à l'époque sur Bernard Madoff.

*"Les plaintes disent que les banques ont rendu possible le schéma de Ponzi de Madoff en ouvrant un robinet d'argent frais dans le réseau de fonds de Madoff, en créant et proposant des produits d'investissement dérivés liés aux divers fonds de Madoff",* a expliqué le liquidateur. (JDF 09.12)

### 3- Irlande. Acharnement.

L'agence de notation américaine Fitch a dégradé de trois crans son appréciation de la dette souveraine de l'Irlande jeudi, jugeant que le plan de sauvetage international mis en place pour ce pays témoignait de la gravité de sa situation financière. La note est passée de A+ à BBB+.

L'abaissement de la note a pour conséquence une augmentation des intérêts lorsque l'Etat emprunte sur les marchés financiers, qui se protègent ainsi contre le risque d'insolvabilité. Le coût du crédit et donc la dette s'alourdissent d'autant pour le pays concerné. (AP 09.12)

---

## Le 11 décembre

J'ai mis en ligne dans la rubrique *Documents* le bulletin émis le mardi 7 décembre à 16h03 par le Centre de prévision de Météo France, qui prouve que les services de l'Etat étaient parfaitement au courant des chutes de neige importantes qui allaient se produire 24h plus tard, et qui permettait de prendre toutes les mesures appropriées pour éviter la "*pagaille*" qui a eu lieu.

Encore une gamelle pour le gouvernement, merci la neige, je vous rassure je n'écris pas ces lignes de Neuilly-sur-Seine !

Low Orbit Ion Cannon, c'est le nom du logiciel qui permet de saturer les serveurs abritant des sites Internet, il a été téléchargé 40.000 fois ces derniers jours. Si vous le téléchargez et que vous voulez l'utiliser, de préférence copiez-le d'abord sur un CD ROM et rendez-vous dans un point Internet, ne l'utilisez pas à partir de votre ordinateur, vous pourriez être repéré et votre disque dur infecté.

Personnellement j'ai mieux à faire, c'était juste pour info, chez nous on ne connaît pas la censure.

Bon week-end à tous et bonne conférence ouvrière (à l'initiative du POI) à tous ceux qui y participent.

## Politique.

### 1- France.

1.1- Karachigate. L'étoupe se resserre sur Sarkozy.

Le contrôleur général des armées, Jean-Louis Porchier, a confirmé devant une mission d'information parlementaire sur l'attentat de Karachi avoir appris l'existence de "*rétrocommissions*" dans un contrat d'armement avec le Pakistan, écrit vendredi Le Monde et Médiapart.

Lors de son audition à l'Assemblée, Jean-Louis Porchier, qui a lui-même enquêté sur le contrat Agosta de 1994, a mentionné ses contacts avec Michel Ferrier, ancien membre du Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), selon le quotidien.

"*M. Ferrier m'a dit: 'ce contrat ne sert à rien. Ce contrat permet le recyclage d'argent pas très net du côté du Pakistan et du côté français, il permet de verser des rétrocommissions'*", a expliqué Jean-Louis Porchier à la mission parlementaire.

"*Sur ces 10%, il y en avait une partie pour la campagne électorale de M. Balladur et une autre pour M. Léotard*", lui aurait confié Michel Ferrier, qui s'occupait des transferts sensibles au SGDN.

A l'époque, Edouard Balladur était Premier ministre, Michel Léotard ministre de la Défense et Nicolas Sarkozy ministre du Budget.

Entendu à son tour par les députés, Michel Ferrier a précisé que Jean-Louis Porchier avait "*mis à l'indicatif des propos sans doute tenus au conditionnel*", écrit Le Monde. "*L'absence de certitude ne signifie pas que la corruption était absente du contrat*", a-t-il cependant ajouté devant la mission parlementaire. (Reuters 10.12)

1.2- Il entre au gouvernement UMP-Nouveau Centre mais "***il reste communiste*** !

Le secrétaire général du groupe GDR (PCF, Verts, Parti de gauche) à l'Assemblée nationale, Dominique Touraine, membre du PCF, va rejoindre le cabinet du nouveau ministre de la Ville, Maurice Leroy, lui-même ancien communiste, a-t-on appris ce vendredi de sources concordantes. Dominique Touraine, encarté au Parti communiste français et élu municipal de Montlouis-sur-Loire, en Indre-et-Loire, va rejoindre le cabinet de Maurice Leroy à compter du 20 décembre, selon ces sources.

Le ministre de la Ville a confirmé à l'AFP cette prochaine arrivée au sein de son cabinet. "*Il sera mon conseiller et va travailler à mes côtés sur une mission sur la politique de la ville dans les quartiers sensibles, notamment sur le suivi de l'Acisé*", l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, a déclaré Maurice Leroy.

Actuellement membre du Nouveau Centre, Maurice Leroy a lui-même été secrétaire général du groupe PCF au Sénat entre 1984 et 1990, où il travaillait déjà avec M. Touraine, qui était alors collaborateur du groupe chargé des affaires sociales. "*Dominique Touraine a un vrai savoir faire. C'est un homme de terrain et je veux être entouré d'hommes de terrain. Bien sûr, il reste communiste*", a ajouté Maurice Leroy. (20minutes.fr 10.12)

On n'osait pas l'espérer avant longtemps, maintenant on va pouvoir se déclarer ouvertement communistes, puisque ceux qui prétendaient l'être ne l'étaient pas, c'est que le communisme existe et qu'il est autre chose que le PCF et tous ceux qui gravitent autour, que d'autres le représentent.

1.3- Etat policier. La violence de l'Etat légitimée par ceux qui détiennent le pouvoir politique.

1.3.1- La dictature du mépris et des «***minables***».

Frédéric Le Marrec, qui a été retenu cinq heures à la gendarmerie le 25 novembre sous prétexte qu'il avait collé illégalement des affiches du NPA la nuit précédente, a porté plainte pour «*arrestation abusive*». Mais le préfet de l'Allier, Pierre Monzani, dément avoir spécifiquement visé le syndicaliste, qu'il ne connaîtrait pas. En revanche, il a dit sur France Info bien être au courant des «*manipulations gauchistes*», et pour lui, ceux-ci sont des «*minables*».

«*C'est des propos qu'on a du mal à imaginer dans la bouche d'un préfet. Visiblement, c'est la nouvelle mode. C'est le prix à payer pour être en odeur de sainteté vis-à-vis de l'Elysée et ne pas subir de mutation*», a réagi Olivier Besancenot, le leader du NPA, sur la même radio. (20minutes.fr 10.12)

Braves gens sachez-le, désormais lorsque le monarque aux petits pieds bien aimé de son peuple se déplace dans un village, l'état d'urgence est instauré, la liberté d'expression est baillonnée, suspendue, la dictature est instaurée, les opposants au régime arrêtés...

Non, ces propos sont tout ce qu'il y a de plus normal dans la bouche d'un préfet, sauf à leur prêter des (bonnes) intentions qui ne sont pas les leurs ou se tromper sur la nature du régime en place. Sous de Gaulle, certains préfets avaient brillé par leur collaboration au régime de Vichy, dans les années 60 le préfet de la Seine Maurice Papon par exemple, ils devaient être aussi pourris que les préfets en fonction aujourd'hui, un simple rappel à Besancenot.

### 1.3.2- Au pays du flic-président, flics, préfets et ministres contestent les décisions de justice.

Sept policiers jugés à Bobigny pour avoir menti et accusé à tort un homme, ont été condamnés vendredi à des peines de six mois à un an de prison ferme, jugement qui a suscité la fureur de leurs collègues.

Le parquet a dit son intention d'interjeter appel. Mais si ces condamnations étaient confirmées, elles marqueraient une fin de carrière pour cinq d'entre eux pour qui le tribunal a prononcé une inscription de la peine au casier judiciaire.

Le jugement a laissé «*très étonné*» le préfet de Seine-Saint-Denis, Christian Lambert qui a demandé aux policiers de cesser leur manifestation. Il «*peut légitimement apparaître, aux yeux des forces de sécurité, comme disproportionné*», a renchéri le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux.

Les syndicats policiers ont eux violemment mis en cause les magistrats de Bobigny qu'ils accusent régulièrement de laxisme.

«*Ce tribunal est connu pour receler les pires idéologues de la culture de l'excuse quand il s'agit de remettre dehors à tour de bras les trafiquants de stupéfiants, braqueurs, auteurs de tentatives d'homicide, etc.*», a déclaré Synergie-Officiers. Son secrétaire général Patrice Ribeiro a condamné «*un acte politique et syndical*», allusion au Syndicat de la magistrature (SM, gauche) bien implanté dans ce tribunal.

Le 9 septembre à Aulnay-sous-Bois, un policier est blessé, percuté par une voiture après une course-poursuite. Lui et ses collègues décident de mentir et accusent sur procès-verbal le conducteur de la voiture qu'ils poursuivaient.

Ce dernier est placé en garde à vue pour tentative d'homicide sur fonctionnaire de police, passible de la perpétuité. Au fil des heures, les témoignages des policiers s'effondrent: c'était des collègues d'une deuxième voiture qui étaient à l'origine de l'accident.

Ils ont été jugés le 4 novembre pour «*dénonciation calomnieuse*» et «*faux en écriture*». Trois étaient également jugés pour «*violence aggravée*»: la victime avait reçu des coups après son interpellation.

Trois prévenus ont été condamnés à 12 mois de prison, un à 9 mois, un autre à 7 mois et deux à 6 mois. Des peines bien au-delà des réquisitions du parquet qui avait demandé du sursis.

Le tribunal a mis en avant «*la gravité des faits*» et a expliqué avoir tenu compte de l'attitude des prévenus «*devant l'IGS (Inspection générale des services, police des polices) et devant le tribunal*».

«*Les raisons politiques l'emportent, (...) il faut nourrir la vindicte des cités*», a réagi l'avocat d'un des policiers, Me Stéphane Amrane, selon lequel «*d'un côté, on libère des gens qui trafiquent de la cocaïne et de l'autre, on met en prison des policiers innocents*».

A la barre, trois policiers avaient reconnu avoir menti. Les autres avaient nié. (Libération.fr 10.12)

Les policiers ont reconnu avoir fait un faux témoignage et s'être comportés comme de vulgaires voyous, peu importe le préfet et le ministre de l'Intérieur les soutiennent, après il est normal que la police se croit tout permis et estime pouvoir agir en toute impunité en recourant à la violence quand bon lui semble, y compris ou surtout lors de manifestations.

Combien d'autres cas similaires à celui-ci dans tout le pays ?

### 1.4- En famille, au diable le "**prisme droite-gauche**", dixit Aubry.

D'ordinaire, Bernadette Chirac s'affiche plutôt avec François Hollande en Corrèze. ce jeudi, c'était avec Martine Aubry à Lille. L'épouse de l'ancien président de la République venait participer au lancement d'un guide «*de l'aide à la personne malade et à son entourage*». Une opération bâtie dans le cadre du programme «*Lille, ville de la solidarité*» et soutenue par la Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France, que préside Bernadette Chirac.

Pour l'occasion, Martine Aubry avait fait dérouler le tapis rouge dans le hall de la mairie. Et s'employait à cantonner la portée de la rencontre au seul sujet du «guide». «*Bernadette Chirac vient souvent à Lille*», assure la maire de la ville avant d'accueillir l'ex-première dame.

«*Jacques Chirac est quelqu'un de bien. C'est un gaulliste, il a un côté radical-socialiste*», assure Martine Aubry. Une façon pour elle de s'adresser à l'électorat des gaullistes sociaux? «*Il faut arrêter de regarder la vie au travers du prisme droite-gauche*», s'agace-t-elle. (Lefigaro.fr 10.12)

Arrêtez, les travailleurs vont finir par croire, mieux par comprendre que la droite et la gauche c'est la même chose ! Avec la crise qui fragilisent jusqu'aux fondements du capitalisme, les partis officiels des capitalistes et leurs supplétifs penchent de plus en plus à droite, le PS ne fait pas exception à cette règle, tandis que des membres du PCF rejoignent le gouvernement. Pas étonnant qu'avant-hier Malek Boutih faisait l'apologie du Parti radical.

Bon, alors camarades, on la fait cette unité avec le PS et ses satellites ? Je plaisante bien sûr !

2- Russie. L'Etat mafieux par lui-même.

Le pays a laissé de côté le "*processus démocratique*", s'est trouvé gagné par une "*corruption qui s'étend à tous les niveaux de la fonction publique et délite la société*", écrit M. Gorbatchev. "*La suppression de l'élection des gouverneurs de régions, le passage au scrutin exclusivement par listes, sans participation minimale, le relèvement du seuil d'entrée au Parlement, tout cela dans des conditions de manipulation des élections à travers les médias*", énumère-t-il notamment.

"*Si on ne surmonte pas les tendances antidémocratiques, toutes les conquêtes des années passées seront menacées. Pas seulement le processus démocratique, mais aussi la fameuse stabilité*" acquise depuis 2000, ajoute-t-il. "*Le président doit donner au pays un nouvel ordre du jour, conclut M. Gorbatchev, il faut une concurrence démocratique, une société civile active, un contrôle réel de la société [sur les affaires de l'Etat].*"

Dans un article publié vendredi par le journal officiel Rossiiskaïa Gazeta, le président de la Cour constitutionnelle russe, Valéri Zorkine, dénonce quant à lui "*une criminalisation croissante de la société russe*" qui s'étend aux instances du pouvoir. "*La criminalité sape les bases de notre système juridique fragile, de notre vie sociale, politique et économique*", estime-t-il.

M. Zorkine considère que "*l'alliance du pouvoir et de la criminalité*", illustrée par les événements récents de Kouchtchevskaïa, dans le sud de la Russie, est "*loin d'être unique*". Le massacre en novembre de douze personnes à Kouchtchevskaïa a révélé que cette petite ville avait été terrorisée pendant des années par une bande criminelle couverte par les autorités et les forces de l'ordre.

"*Nous n'avons pas le droit de laisser notre Etat se criminaliser. Dans ce cas, nos rêves d'une société démocratique et d'un Etat de droit seront enterrés*", clame-t-il. Dans une telle société, "*il y aura des fauves, maîtres de la jungle criminelle et des 'sous-hommes' conscients qu'ils sont simplement à la merci des fauves*", ajoute-t-il. "*On aura d'un côté l'agression et le mépris à l'égard des 'loosers' [...] de l'autre l'horreur et la colère des misérables qui, désespérés, vont rêver d'une dictature et pas du tout de démocratie*", conclut-il. (Lemonde.fr 1012)

## Social.

Une enquête presque banale menée dans une pharmacie de Remoulins (Gard), ouverte en 2008 pour "*faux, usage de faux, escroquerie et exercice illégal de la pharmacie*", vient de déboucher sur la mise au jour d'une vaste fraude fiscale par dissimulation de recettes, a-t-on appris vendredi auprès du procureur de la République de Nîmes (Gard), Robert Gelli.

Une société implantée à Niort (Deux-Sèvres) avait mis au point un logiciel informatique permettant de minorer le chiffre d'affaires des officines en trichant sur les recettes de parapharmacie. Un code d'accès était délivré, qui permettait ainsi d'occulter certaines ventes. Au total, "*près de 4.000 pharmacies en France ont été destinataires du code, mais on ignore pour l'instant combien ont fraudé réellement*", a précisé le procureur de Nîmes.

Deux sociétés se partagent à elles seules 90% du marché des logiciels de comptabilité destinés aux pharmacies. La société en question en aurait même fait "*un argument commercial*", insistait-on de source proche de l'enquête. Les investigations ont été confiées à la section de recherches de la gendarmerie de Nîmes, à la brigade de contrôle des impôts du Gard et à la Direction générale des finances publiques (DGFiP). Le montant du préjudice fiscal reste à établir. (AP 10.12)

---

Le 12 décembre

Complément.

Ma nouvelle adresse à partir du 20 décembre : Tardieu Jean-Claude, Appavou Illam, Periar Nagar, 2nd street, Manaveli, Ariankuppam, Pondichéry 605007, Inde.

Appavou est le nom du propriétaire de la maison que j'ai louée, il vit en France, c'est le cousin d'un de mes ex-étudiants (Augustin) de l'Alliance française ; Illam signifie maison en tamoul ; Periar Nagar, Nagar signifie quartier, Periar est le nom du quartier, 2nd street la rue où se situe la maison, Manaveli est le nom du district ou village, Ariankuppam est l'arrondissement ou la commune

à laquelle se rattache ce district, Pondichéry, non pas l'Etat mais le territoire où se trouve cette commune.

Cette maison est beaucoup trop grande, mais je n'ai pas eu vraiment trop le choix, et au moins je n'aurai pas de problèmes avec son propriétaire. Elle est située à plus de 10 kilomètres de Pondichéry dans un petit village apparemment calme, ma belle-mère va habiter avec moi, Augustin et mes beaux-frères ont de la famille et plein de copains dans le coin, donc le problème sécurité est résolu. J'aurais pu habiter dans une maison plus petite et située plus près de Pondichéry, il aurait manqué le coin jardin pour le chien et j'aurais payé le même loyer (80 euros environ), ce qui m'ennuie un peu c'est qu'elle fait résidence de riches. Cependant, au premier coup d'oeil le voisinage se rendra compte que je n'appartiens pas au milieu des nantis, j'ai oublié de vous dire que je ne fréquente plus le coiffeur depuis plus de 10 mois et qu'il m'arrive de ne pas me raser pendant des mois, donc la photo qui figure dans le site ne correspond plus vraiment à votre serviteur qui ressemble davantage au personnage situé en haut de l'écran à gauche, avec quelques kilos en moins et la barbe moins fournie tout de même !

C'est vrai qu'à rester au bureau toute la journée on a tendance à prendre du poids, et puis il y a l'âge et la cigarette qui n'arrange rien. Mon déménagement arrive au bon moment, les fêtes de fin d'année, car le site ne sera pas actualisé pendant un jour ou deux le temps de mettre de l'ordre dans mes affaires et de récupérer la connection téléphonique.

Bon dimanche à tous.

La causerie du matin.

Un militant m'a adressé une interview de G.Schivardi au magazine *Le tigre* du 24 novembre en précisant "*Tu pourrais sans doute faire commentaires utiles déchiffrant les propos*". Je crains de le décevoir, car en dehors du fait que Schivardi proclame qu'il est le seul à l'origine de sa candidature en 2007 et de son parcours politique depuis 2002, ce qui est pour le moins surprenant car contredit par le PT et le POI, pour le reste rien de neuf, je vous renvoie aux articles qui figurent déjà dans le site. Juste un mot pour contenter ce camarade.

Il répète une énième fois qu'il est favorable à la "*propriété privée*", alors qu'il figure parmi l'un des dirigeants du POI et que ce parti a inscrit dans son programme la nécessité de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production, il n'est pas le seul dans ce cas au POI. Dans une interview à France Soir le 24 avril 2008, il avait dit : "*Comme le général de Gaulle, je suis pour une vraie Europe des nations. (...) revenir à une Europe des peuples, au franc, renationaliser le système bancaire, comme de Gaulle l'a fait en 1946, (...) ils (au PT) sont hostiles au droit de propriété. Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant, dont le congrès fondateur se tiendra les 14 et 15 juin à Paris.*", ainsi au POI ils sont pour "*renationaliser*" certains secteurs de l'économie mais sans toucher aux fondements du capitalisme, défendre la propriété privée cela signifie pour Schivardi renationaliser en indemnisant les capitalistes et l'ensemble des actionnaires, cela n'a rien à voir avec le socialisme qui passe à la trappe, mais comment faire autrement pour attirer ces gens-là dans le POI, Lambert et Gluckstein ont accepté ce compromis pourri pour occuper l'espace laissé vacant par le PS et assurer la survie de leur appareil, au diable les principes !

Il dit aussi qu'il "*commence à peine à savoir qui était Trotsky*", un intérêt plutôt tardif pour quelqu'un qui a adhéré à un parti dirigé par des dirigeants qui se réclament du trotskisme, un secret de polichinelle.

Il estime que le POI est "*Un vrai parti républicain, qui n'est pas du tout le Parti des travailleurs*", si vous avez comparé le contenu des programmes des deux partis, vous aurez constaté que la partie consacrée à la remise en cause de la Ve République a fondu au soleil dans celui du POI, passant d'une page ou un peu plus à un entrefilet de quelques lignes à peine perdues dans la masse, ceci doit peut-être avoir un rapport avec cela, à moins que ce soit le recentrage du POI sur la défense de la République et les élus qui l'a décidé à rejoindre le POI, une République (bourgeoise) basée sur la propriété privée cela inspire la sympathie et le respect des républicains de "*tous bords*", alors qu'un véritable parti ouvrier (révolutionnaire) devrait mettre à l'ordre du jour le combat pour une République sociale ou socialiste, mais là ce n'est pas le même programme, c'est celui de la révolution socialiste mondiale auquel Schivardi n'adhère justement pas, comme d'autres dirigeants du POI, Jeanneney par exemple qui déclarait dans une interview du 4 avril 2007 "*Je ne suis pas pour le Grand soir*", pour faire une révolution, et comme sans révolution il ne sera jamais possible de remettre en cause l'ordre établi...

Mais bon, entre nous, pas de quoi fouetter un chat ! J'ai mis cette interview en ligne, à vous de juger comme ils disent.

## Politique.

### 1- France.

1.1- L'axe de campagne de l'UMP pour 2012 : "**à fond**" à droite, xénophobie et racisme au programme.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé, a estimé samedi que le débat sur l'identité nationale, abandonné au

printemps dernier à la suite de nombreuses polémiques, devrait être rouvert lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012.

"Je pense que c'est un grand débat, un débat nécessaire qu'il nous faudra immanquablement reprendre, c'est essentiel. Je pense que c'est un thème qu'il faudra reprendre pendant la campagne" présidentielle, a-t-il dit à des journalistes en marge d'un conseil national de l'UMP.

Il avait auparavant prôné pour le parti présidentiel un "retour à fond" aux fondamentaux de la droite pour faire échec à la remontée du Front national dans les derniers scrutins et sondages.

"A nous d'être très offensif, à l'image de ce que fait (le ministre de l'Intérieur) Brice Hortefeux dans le domaine de la sécurité et de la lutte contre l'immigration clandestine", a-t-il indiqué.

Animateur de la Droite sociale, qui réunit une soixantaine de parlementaires, le ministre délégué aux Affaires européennes Laurent Wauquiez s'est félicité de la dynamique que met en place le secrétaire général de l'UMP.

Mais il a ajouté aussitôt que l'UMP ne pouvait pas "restreindre son champ de propositions au CAC 40 et à la sécurité" et devait exister sur le terrain social et civique.

"Mon obsession est de faire que l'UMP, dans son programme, s'affirme comme le parti des classes moyennes", a-t-il dit à des journalistes. (Reuters 11.12)

## 1.2- Le parti de l'ordre et des flics pourris.

Le président de l'Union syndicale des magistrats (USM) et sa consœur du Syndicat de la magistrature (SM) se sont dits samedi «consternés» et «désolés», au lendemain d'une manifestation et de réactions de soutien à sept policiers condamnés à la prison ferme par le tribunal de Bobigny.

Par ailleurs, les cinq parlementaires UMP de Seine-Saint-denis ont exprimé samedi leur solidarité aux sept policiers. Les députés Éric Raoult, Patrice Calmécance et Gérard Gaudron, et les sénateurs Philippe Dallier et Christian Demuynck «apportent tout leur soutien et leur solidarité aux policiers, au préfet (de Seine-Saint-Denis, Christian) Lambert, ainsi qu'au ministre de l'Intérieur, qui face à une délinquance de plus en plus violente, effectuent un travail efficace contre les délinquants et les trafiquants de drogue». Ils expriment également «leur étonnement vis-à-vis d'un jugement disproportionné».

«Que le ministre de l'Intérieur soutienne des policiers condamnés pour des faits particulièrement graves, c'est ahurissant. Qu'un syndicat de police dise qu'on porte atteinte au métier de policier, c'est consternant», a déclaré Christophe Régnard (USM, majoritaire) à l'AFP.

«Un homme aurait pu rester en détention toute sa vie» à cause de ces fausses déclarations, souligne M. Régnard. (Libération.fr 11.12)

## 1.3- Pots-de-vin : appelons cela "**autrement**" pour les rendre légaux !

Le député UMP Olivier Dassault, fils du président de Dassault Aviation Serge Dassault, se déclare favorable au paiement de commissions dans les contrats d'armement, pourtant interdites par l'OCDE. Dassault cherche depuis des années à placer son avion de combat Rafale à l'international, en vain pour l'instant. Sans ces commissions, "ce sera difficile", fait valoir au micro d'Europe 1 le député, qui n'a aucun pouvoir dans Dassault Aviation. Leur interdiction "est un boulet pour les TGV, les centrales, les sous-marins", ajoute le député, dont les propos ont été recueillis à l'Assemblée nationale.

À la question : "Faut-il rétablir les commissions ?", Olivier Dassault répond : "Oui, mais il faut appeler ça autrement." "Ce sont des frais commerciaux, des commissions qui sont données dans le cadre de l'obtention d'un marché. C'est l'intérêt national de la France qui est en jeu", insiste-t-il. "Personne n'ose le dire. À un moment donné, il faut oser dire les choses", ajoute le fils de Serge Dassault. (Lepoint.fr 11.12)

Parce que l'OCDE aurait interdit le paiement de commissions dans les contrats d'armement, cette pratique n'existerait plus, ben voyons !

## 1.4- Quand "**Monsieur Fédérateur**" obtient 119 voix sur 240.

Les écologistes ont tenu samedi 11 décembre à afficher à nouveau leur unité après l'élection à la quasi-unanimité de l'élu rhône-alpin Philippe Meirieu à la tête du parlement d'Europe Ecologie-Les Verts, quelques jours après le refus fracassant de Jean-Paul Besset d'occuper ce poste.

Seul candidat, le pédagogue Philippe Meirieu a été élu par le vote favorable des 123 délégués présents (sur 240), 1 contre et 3 abstentions, lors du Conseil fédéral du rassemblement qui se réunissait pour la première fois depuis la fondation du parti à Lyon il y a tout juste un mois.

Philippe Meirieu, qui a obtenu le meilleur score EELV aux régionales de mars (18 %), c'est "*Monsieur Fédérateur!*", il "*fait le lien entre anciens et nouveaux*", s'est réjoui Jean-Louis Roumégas, du bureau exécutif.

Pour son discours d'investiture, M. Meirieu a jugé les "*soubresauts qui ont eu lieu inévitables*" car "*la clarté et la vérité sont notre ligne de conduite*". (Lemonde.fr 11.12)

## 2- Italie.

Des dizaines de milliers d'Italiens opposés à Silvio Berlusconi ont défilé samedi dans les rues de Rome pour réclamer le départ du président du Conseil italien, à l'approche du cible d'une motion de censure qui doit être soumise mardi aux députés.

Si la motion de censure déposée par l'opposition à la Chambre des députés passe ou si le gouvernement perd le vote de confiance organisé par ses partisans au Sénat, le magnat des médias devra démissionner.

La manifestation de samedi était organisée à l'appel du parti démocrate italien, principale formation de l'opposition. Son chef Pier Luigi Bersani a pris la tête d'un cortège de 100.000 personnes, qui se sont rassemblées place Saint-Jean de Latran après avoir bruyamment arpenté les rues de la capitale.

Beaucoup de jeunes étaient présents au sein de la manifestation, les étudiants étant mobilisés depuis plusieurs semaines contre une réforme des universités et des coupes budgétaires décidées par le gouvernement.

Une section du cortège était entièrement consacrée au monde de la culture, sous la banderole "*Pain et culture*", pour protester contre les coupes budgétaires touchant durement ce secteur qui emploie 550 000 personnes en Italie. Les retraités étaient également venus en nombre. "*Le gouvernement a tout détruit, notamment la santé et les retraites*", a déploré Silvio Andagalli, un habitant de 76 ans de Frosinone, près de Rome. (AP et Lemonde.fr 11.12)

## 3- Cancun. Consensus entre les altermondialistes et les représentants du capitalisme mondial.

La conférence des Nations unies sur le climat, qui réunit depuis le 29 novembre 193 pays à Cancun (Mexique), s'est conclue samedi par un accord limité sur une série de mécanismes pour lutter contre le réchauffement climatique, dont un Fonds vert destiné à aider les pays en développement.

Les pays les plus riches ont promis 100 milliards de dollars (75 milliards d'euros) par an d'ici 2020, mais le texte adopté à Cancun ne précise pas comment le Fonds sera financé. Cela fera l'objet de discussions ultérieures, tout comme le dossier d'un système de compensations pour lutter contre la déforestation.

Pour la ministre française de l'Ecologie et du Développement durable, Nathalie Kosciusko-Morizet, l'accord trouvé lors de la 16e conférence sur le climat représente une "avancée très importante" et sauve "de l'enlisement et de la faillite" le dialogue multilatéral.

Cancun, a de son côté estimé Greenpeace, est un "grand bond pour le multilatéralisme" et un "petit pas pour le climat".

Mais sur la "*question clef des financements*", il "*manque encore le mécanisme à même de fournir*" l'argent pour alimenter le Fonds vert. "*Pour l'heure, c'est une coquille vide*", déplore Greenpeace. (AP 11.12)

L'essentiel, c'est que les altermondialistes et les maîtres du monde soient satisfaits de ce "*grand bond*" en avant, les ravages causés à notre planète par la survie du capitalisme vont pouvoir continuer...

## 4- Iran. Les ONG roulent pour l'impérialisme.

C'est la quatrième fois que Sakineh Mohammadi Ashtiani passe à la télévision pour une confession. Son avocat et son fils ont toujours répété par le passé que les aveux étaient extorqués via la torture et la coercition.

Dans une émission diffusée vendredi soir sur la télévision d'Etat et filmée à son domicile, elle a décrit comment elle avait drogué son mari pour le rendre inconscient avant que son amant ne l'électrocute. Elle a montré 'sur un acteur jouant son mari' comment son amant avait placé un câble autour de sa cheville et de sa taille. «*Au bout du 7e essai, mon mari ne bougeait plus. Il était mort*», a-t-elle dit.

«Une telle reconstitution est un acte de théâtre mélodramatique pour tenter de convaincre la communauté internationale qu'elle est coupable», a dénoncé le directeur de l'ONG International Campaign for Human Rights. (20minutes.fr 11.12)

Quelles pourritures ces ONG ! Aux infos de TV5Monde Asie hier soir, la journaliste a encore présenté Sakineh Mohammadi Ashtiani comme une "victime", à vomir.

## Economie.

### 1- Espagne.

L'Espagne a donné vendredi le coup d'envoi d'un plan de 83 milliards d'euros sur cinq ans visant à rendre son industrie plus compétitive et à redynamiser une activité économique qui stagne.

Les nouvelles mesures prévoient des investissements dans les infrastructures, des programmes de recherche et développement, un soutien aux PME et une libéralisation du marché de l'énergie. (Reuters 11.12)

### 2- Chine.

L'inflation chinoise, qui progresse plus vite que prévu, a atteint en novembre 5,1% en glissement annuel, un niveau sans précédent depuis 28 mois, annonce samedi le Bureau national des statistiques.

La veille, la Banque populaire de Chine avait relevé d'un demi-point le coefficient des réserves obligatoires pour éponger les excédents de liquidités et freiner la hausse des prix. Il s'agissait de la troisième hausse en un mois. L'inflation avait atteint 4,4% en octobre.

La production industrielle, elle aussi supérieure aux attentes, a ainsi progressé de 13,3% en glissement annuel, le mois dernier, après une légère baisse en octobre.

Les investissements ont par ailleurs augmenté de 24,9% depuis le début de l'année, par rapport à 2009, et les ventes de détails ont progressé de 18,7%. (Reuters 11.12)

## Société.

Désormais, cadres et adolescents passent plus de temps devant Internet (17 heures par semaine pour les cadres) que devant la télé (11 heures), selon l'étude sur la diffusion des technologies de l'information et de la communication du Crédoc, remis vendredi au ministre chargé de l'Industrie, de l'Énergie et de l'Économie numérique, Éric Besson.

La proportion de personnes utilisant leur mobile pour accéder à Internet a doublé en deux ans, pour atteindre 7 millions.

64 % de la population dispose de trois modes d'accès ou plus à la télé (poste de télévision, ordinateur, décodeur...). En juin 2010, 15 % de la population (8 millions de personnes), soit un triplement en trois ans, déclare regarder la télévision ainsi. (Lefigaro.fr 11.12)

---

## Le 13 décembre

Décryptage du réformisme et de sa terminologie. Extrait de l'éditorial de J-C Mailly (FO) du 8 décembre, sur Internet.

1-L'intervention des gouvernements de l'Union européenne et du FMI pour venir en aide à l'Irlande n'a apparemment pas calmé les marchés financiers qui continuent à spéculer, non seulement sur l'Irlande et la Grèce, mais aussi sur d'autres pays, comme le Portugal ou l'Espagne. Spéculer, cela signifie qu'ils espèrent profiter de la situation dans ces pays en exigeant des taux d'intérêt plus élevés, c'est-à-dire s'assurer une meilleure rente.

Ces événements montrent en premier lieu que les gouvernements ne sont pas en situation de s'imposer aux intervenants sur les marchés financiers ou, autrement dit, que la finance prend le pas sur la démocratie, l'économie et le social.

## Commentaire.



Ils ne sont pas venus "*en aide à l'Irlande*", ils sont venus en aide aux banquiers et aux capitalistes, dire l'Irlande signifierait que cette "*aide*" profitera à l'ensemble de la population, ce qui n'est pas du tout le cas, puisqu'en échange le gouvernement a décidé de s'attaquer à tous les droits sociaux des travailleurs, ce que sait parfaitement Mailly puisqu'il y fait référence plus loin, à ceci près qu'il explique que c'est seulement l'UE et le FMI qui imposent cette politique d'austérité à la classe ouvrière, sans citer le gouvernement, qui lui le malheureux serait sans doute pris dans un "*piège*", ainsi les travailleurs peuvent s'en prendre à l'UE et au FMI, cela ne mange pas de pain, et soutenir ou afficher leur neutralité face au gouvernement, il faut bien l'épargner pour que le régime tienne le coup et l'ordre (capitaliste règne).

Faux, les gouvernements sont "*en situation de s'imposer aux intervenants sur les marchés financiers*", mais ne le veulent pas parce qu'ils sont tous les représentants du capitalisme dominé par les marchés financiers. Mailly laisse entendre que les gouvernements pourraient s'y prendre autrement, or c'est impossible, sauf à adhérer au socialisme ! Il témoigne ici qu'il ne comprend rien à l'évolution du capitalisme mondial ou feint de ne pas le comprendre, parce qu'il ne peut pas adhérer lui-même au socialisme et reconnaître qu'il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme. C'est cette impossibilité des dirigeants syndicaux de se situer sur le terrain du socialisme qui fait d'eux des lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs du mouvement ouvrier.

2- Comme nous l'expliquons depuis plusieurs mois, la crise n'est pas terminée, tout simplement parce que les raisons de la crise ne sont pas éradiquées. Il s'agit principalement de la répartition de plus en plus inégalitaire des richesses produites, des modalités de la construction européenne et de l'absence de réglementation au niveau international.

Commentaire.

Les raisons de la crise, de toutes les crises, ne seraient-elles pas plutôt la propriété privée des moyens de production ? Vaut mieux se pencher sur les conséquences que de s'attaquer à la racine du mal, quand on ne peut pas remettre en cause les fondements du capitalisme.

3- De ce point de vue, Angela Merkel n'a pas tort quand elle considère que les banques, dont l'activité a favorisé la crise, doivent contribuer financièrement aux tentatives de sortie de crise. C'est du bon sens qui a d'ailleurs inquiété les marchés qui ont, du coup, accru la spéculation.

Commentaire.

Ah ben alors si "*Angela Merkel n'a pas tort*"... que demande le peuple allemand ! Lire l'article du Réseau Voltaire sur les liens entre Angela Merkel et les néo conservateurs américains, Wall Street, quoi. Parce que l'Allemagne ne profiterait pas de la situation en Grèce, en Irlande, au Portugal ou en Espagne, ben voyons ! Le "*bon sens*" de Merkel se résume ainsi : chacun pour soi et que le meilleur gagne, autrement dit l'Allemagne, le capitalisme le plus puissant en Europe.

4- Dans ce contexte, il serait plus qu'urgent que sur le plan européen une dynamique de croissance, d'emploi et de droit social devienne prioritaire. Ce qui nécessite un rééquilibrage des priorités de la construction européenne et qu'on remette l'économique et le budgétaire au rang d'outils des objectifs de progrès social et démocratique.

Commentaire.

Il compte sur l'Union européenne pour promouvoir le "*progrès social et démocratique*" ! Et compte bien mettre la main à la pâte en disant "*on*", logique puisque les syndicats sont impliqués jusqu'à l'os au côté du gouvernement, des capitalistes, de l'UE à travers notamment la CES...

5- Ce sont bien les pays à logique anglo-saxonne qui ont aujourd'hui le plus de difficultés et c'est la logique anglo-saxonne du capitalisme qui est à l'origine de la crise actuelle du système capitaliste.

L'Europe des marchés, c'est celle du laisser-faire et de la non-Europe. Et l'Histoire montre que capitalisme et démocratie ne sont pas obligatoirement liés. Le capitalisme est un système qui peut s'accommoder du régime démocratique, sans que cela soit pour autant une obligation. En témoigne l'existence du capitalisme d'État.

Commentaire.

Quelle confusion ! ce ne sont pas les "*pays à logique anglo-saxonne*" qui sont à l'origine de "*la crise actuelle du système capitaliste*", mais les rapports de production sur lesquels repose le capitalisme. La Grande-Bretagne et les États-Unis ont en commun la Fed (eh oui !), et en tant que pointe avancée du capitalisme mondial, ils favorisent le capitalisme financier pour conserver leur place sur le marché mondial, capitalisme financier qui détient réellement le pouvoir.

Pour lui, à l'entendre il y aurait un bon et un mauvais capitalisme, il suffirait donc de remplacer le mauvais par le bon pour que tout rentre dans l'ordre... dans le meilleur des mondes que Mailly soutient, CQFD.

On se demande ce que vient faire ici le capitalisme d'Etat, voulait-il parler d'un régime où les capitalistes ont été expropriés ? Il voulait peut-être dire que lorsque des pans entiers de l'industrie ou des services sont gérés par un Etat capitaliste, tout va bien car ces régimes sont des démocraties, alors que lorsqu'ils sont gérés par un Etat ouvrier (dégénéré ou non, il n'a pas précisé), c'est l'horreur parce que ces régimes sont forcément antidémocratiques, ce ne serait pas son anticommunisme primaire qui ressortirait par hasard ?

6- Cette crise est profonde. Elle constitue cette période de déséquilibre entre un vieux modèle qui est à bout de souffle et un nouveau modèle à définir.

Commentaire.

Du coup, il n'est pas étonnant que Mailly soit incapable à la fois de s'affranchir du "*vieux modèle qui est à bout de souffle*" et de "*définir*" un "*nouveau modèle*" de société qui existe déjà, le socialisme, puisqu'il y est farouchement opposé.

On est lundi, on commence très fort la semaine, alors détendons-nous un instant camarades, on en a bien besoin !

Bon, passons au vote : qui vote pour le contenu de l'éditorial de Mailly, qui vote contre, qui s'abstient, qui refuse de voter ?

Bordel, j'allais oublier le dernier paragraphe qui témoigne de l'impuissance de Mailly dans un dernier sursaut misérabiliste qui pue la manipulation :

7- Dans ce cadre, il est essentiel que le syndicalisme montre ses exigences avec détermination, ne serait-ce que parce que les travailleurs forment la plus grande partie de la population.

Donc vous votez en ayant à l'esprit que le syndicaliste Mailly défend les intérêts des "*travailleurs (qui) forment la plus grande partie de la population*", cela en impose n'est-ce pas, mais ne vous laissez pas impressionner camarades, sa légitimité repose uniquement sur l'ignorance des travailleurs.

Ne me demandez pas ce que je vais voter : c'est top secret !

Si au moins le site ne permet pas de déboucher sur grand chose, il devrait au moins aider les jeunes militants, sinon à défendre leurs position, à s'armer d'une méthode d'analyse pour contrer les arguments des opportunistes et des valets du capital qui parlent au nom des travailleurs. J'essaie de me convaincre que je ne perds pas tout à fait mon temps, et le vôtre surtout.

On fera un point sur la situation en France, en Europe et dans le monde dans les jours qui viennent.

Tenez une grosse connerie que j'ai écrite un jour et que je n'ai pas encore rectifiée : je prétendais qu'il ne fallait pas s'affoler de la montée de l'extrême droite en France notamment, parce que le FN ne comptait que 7.000 militants environ, c'était faire abstraction que le plus important ce sont les couches que peut entraîner l'extrême droite dans certaines circonstances et que leurs forces peuvent se chiffrer en millions de nervis.

Pour le comprendre, si l'on veut le même phénomène se produit à l'envers lors d'une révolution en direction des partis révolutionnaires, dont les effectifs sont multipliés par deux ou par trois, par exemple, en avril 1917 le parti bolchevik comptait 80.000 militants, 140.000 en juillet-août 1917, 270 000 en mars 1918 et 313 766 en mars de l'année suivante. (source : *La maladie infantine du communisme (le gauchisme)* - V. Lénine)

On n'aura donc pas besoin d'un parti comptant des centaines de milliers de militants à l'aube de la révolution, quelques dizaines de milliers feraient parfaitement l'affaire pour un petit pays comme la France, il ne faut donc pas désespérer camarades.

L'optimisme révolutionnaire repose sur le réalisme et non sur une analyse surfaite ou tronquée de la situation pour se faire plaisir ou maintenir (artificiellement) le moral des troupes qui conduit un jour à baisser les bras. C'est notamment pour cette raison que nous disons que la vérité est révolutionnaire. Bon, le cours de léninisme est terminé pour aujourd'hui, je le précise pour le camarade qui m'a demandé l'autre jour d'où je sortais tout cela, j'avais été surpris par sa question et je n'avais pas pu lui répondre (au téléphone) sur le champ.

Bonne semaine et bon courage à tous, gardez le moral, ne cédez rien sur les principes, le futur nous appartient, ils sont foutus, nous vaincrons, en avant vers le socialisme !

Politique.

## 1- France.

### 1.1- L'abstention remporte la mairie de Corbeil Essonnes.

La liste UMP de Jean-Pierre Bechter, bras droit de Serge Dassault, a remporté dimanche au second tour la municipale de Corbeil Essonnes (Essonne) avec 53,71% des suffrages, face à celle de la gauche unie conduite par Bruno Piriou (PCF) qui a obtenu 46,29% des voix, a annoncé la mairie.

Le taux d'abstention s'est établi à 53,13% (46,87% de participation). (20minutes.fr 12.12)

Le maire de Corbeil Essonne a donc été élu par 24,90% des électeurs. Une grande victoire pour l'UMP !

### 1.2- Bayrou un leader "**incontesté**" réélu président du MoDem avec 19,97% des voix des militants de son parti !

François Bayrou a été réélu à la présidence du Mouvement démocrate (MoDem) a annoncé dimanche à Paris un cadre du parti, François-Xavier de Peretti, à l'ouverture du troisième congrès du parti centriste.

M. Bayrou, seul candidat en lice, a été élu avec 94,69% des voix lors d'un vote effectué par internet entre le 3 et le 8 décembre. Sur les 18.965 militants du MoDem inscrits et à jour de cotisation, 26,40% ont participé au vote et 5,31% ont voté blanc, a-t-il précisé.

«*Les gens ont pensé qu'il était mieux de montrer l'unité que la division*» a dit M. Bayrou. Pour le secrétaire général du MoDem, Marc Fesneau, le parti dispose d'une situation favorable : "*Le MoDem, lui, a un leader incontesté*". (Libération.fr 12.12)

Donc Bayrou a été élu président du Modem avec 19,97% des voix, soit par 3.787 adhérents sur 18.965. Il fait encore plus fort que le nouveau maire de Corbeil ! A qui le tour ? Sarkonapoléon à Sedan en 2012 ?

### 1.3- Joute entre le ministre de la Justice et celui de l'Intérieur.

Le ministre de la Justice, Michel Mercier, a finalement pris la défense des magistrats, accusés de faire preuve de laxisme vis-à-vis des délinquants par des syndicats de policiers, dans un entretien publié ce dimanche par Le Parisien.

S'agissant de la compréhension manifestée par le ministre de l'Intérieur à l'égard des protestations policières consécutives au jugement de Bobigny, Michel Mercier souligne par ailleurs que Brice Hortefeux «*n'est pas ministre de la Justice*». «*Je ne laisserai jamais dire que les magistrats sont laxistes. C'est totalement faux*», dit le ministre, selon lequel «*ils effectuent leur travail avec sérieux et responsabilité*». «*Je serai toujours là pour défendre les magistrats qui ont toute ma considération*» ajoute, Michel Mercier qui les recevra «*dans les prochains jours*». (20minutes.fr 12.12)

## 2- Argentine. La xénophobie, un exutoire à la misère que l'Etat exploite.

Après cinq jours d'émeutes particulièrement violentes, la police argentine est finalement intervenue, samedi 11 décembre, pour mettre un terme aux affrontements autour d'un parc de Villa Soldati, quartier pauvre du sud de Buenos Aires, où près d'un millier de sans-abri étrangers étaient attaqués par la population locale. Au moins trois hommes, tous des immigrés, ont été tués et de nombreux autres blessés.

Les incidents ont éclaté mardi après l'occupation du parc par des sans-abri, souvent originaires de Bolivie, du Paraguay et du Pérou, qui réclamaient "*des logements dignes*". Quatre soirées de suite, ces personnes livrées à elles-mêmes avaient été attaquées par des groupes armés des quartiers environnants, qui refusent la présence des sans-abri. "*Ils nous ont crié : dehors les Boliviens ! Retournez dans votre pays ! Ils ont tué mon mari comme un chien*", a raconté en pleurs la veuve de Juan Quispe, un Bolivien froidement abattu par balle jeudi. Les deux autres victimes sont un Paraguayen et un autre Bolivien.

La violence était telle que même les ambulances ne pouvaient pas approcher du parc pour retirer les personnes blessées. Dès leur arrivée, les médecins étaient pris pour cible par la population, parfois avec des armes.

Dans un premier temps, le gouvernement argentin avait refusé de dépêcher la police sur place, estimant que c'était la responsabilité du maire de Buenos Aires, Mauricio Macri.

M. Macri a accusé le gouvernement de jouer le pourrissement. Mais le maire de la capitale argentine ne s'est pas privé de jeter de l'huile sur le feu, dénonçant "*une immigration laxiste qui mêle des honnêtes gens à des organisations mafieuses et des narcotrafiquants*". Des organisations de défense des immigrés ont porté plainte contre lui pour "*incitation à la haine*".

*raciale*". L'Organisation internationale pour les migrations a déploré "*des expressions xénophobes*".

Reste que ces scènes de violences, de panique et de chasse à l'homme, diffusées en boucle par les télévisions argentines, ont choqué un pays dont la Constitution s'adresse à "*tous les citoyens du monde qui souhaitent habiter le sol argentin*". (Lemond.fr 12.12)

Commentaire d'un internaute apparemment argentin (j'ai corrigé quelques fautes de français ou d'orthographe).

L'information est inexacte, un peu mieux que d'habitude mais inexacte. La ville de Bs AS a sa police et ces gens n'avaient pas commis un délit passible de l'utilisation de la police fédérale, sinon juste une infraction. Le territoire avait été délogé mardi et laissé sous la garde de la police de la ville. Bien sur comme en France et en Europe il y a toujours des gens de droite qui profitent pour faire confronter les pauvres contre les plus pauvres, à l'occurrence les étrangers. Lamentable.

## Social.

1- France. On t'arrête, tu résistes, on te tue, normal dira demain le ministre de l'Intérieur.

Un homme est dans un état critique après avoir reçu un tir de Flash-Ball d'un policier qui intervenait pour mettre fin à une rixe dans un foyer de travailleurs, dimanche 12 décembre à Marseille. L'homme âgé d'une quarantaine d'années a été victime d'un arrêt cardiaque. Il résidait dans un foyer situé dans le nord de la ville (15<sup>e</sup> arrondissement) ; il avait précédemment blessé à l'arme blanche un autre locataire des lieux, qui a pu prévenir la police.

Une patrouille de trois policiers est intervenue. A leur arrivée dans la chambre, l'homme a eu 'une attitude extrêmement violente à leur égard, jusqu'à en blesser un' en jetant une tasse en verre sur son crâne, a précisé sur place le directeur départemental de la sécurité publique, Pascal Lalle.

Le policier a alors riposté par un tir de Flash-Ball qui a atteint l'homme au thorax. Maîtrisé par un second policier, l'homme a alors été victime d'un arrêt cardio-ventilatoire, mais a pu être ranimé par les marins-pompiers de la ville. Il a cependant été transporté dans un hôpital voisin '*dans un état critique*', selon le parquet. (Lemond.fr 12.12)

2- Bangladesh. A bas l'esclavage, à bas la répression !

Des affrontements entre la police et des ouvriers de l'industrie textile ont fait au moins un mort et une centaine de blessés à Chittagong dans le sud-est du Bangladesh, a-t-on appris dimanche auprès de la police et des médias.

Selon un responsable de la police, Reza Al Hasan, les forces de l'ordre ont ouvert le feu et fait usage de gaz lacrymogènes après que des milliers de protestataires ont attaqué des usines et détruit des véhicules dans la zone industrielle de Chittagong, à 215km au sud-est de la capitale Dacca.

Selon Reza Al Hasan, un ouvrier est décédé, mais il n'a pas donné de précisions sur les circonstances de sa mort. L'agence de presse bangladaise UNB faisait état de son côté de trois personnes mortellement blessées par balles, mais la police n'a pas confirmé ce bilan.

D'après les autorités, les affrontements de dimanche ont concerné une compagnie sud-coréenne, YoungOne, qui a dû suspendre l'activité dans ses 13 usines textiles samedi soir, après l'attaque des sites par des ouvriers demandant l'application d'un nouveau salaire minimum annoncé par le gouvernement en juillet.

Le gouvernement a promis récemment de relever le salaire minimum pour les ouvriers du textile mais la mesure n'a toujours pas été appliquée.

Le Bangladesh compte quelque 4.500 entreprises textiles employant quelque trois millions d'ouvriers. (AP et Reuters 12.12)

---

Le 15 décembre

Complément.

Confirmation, les infos en bref seront actualisées demain matin, on vient juste de changer le modem en panne.

Vous trouverez en ligne le compte-rendu de la Conférence nationale pour l'unité ouvrière qui s'est tenue le 11 décembre à Paris, tout sauf politique, il fallait s'y attendre, on a envie de dire : aucun intérêt !

Dans une chronique, Gluckstein se paie Mélenchon qui en appelle à la BCE, tandis que le POI s'en tient à la dénonciation stérile des méfaits de la BCE ou de l'UE et du FMI au lieu de commencer par remettre en cause l'Etat ou les institutions par lesquels passent l'application de la politique réactionnaire de ces institutions internationales du capital en France, chut il ne faut pas le dire ! Il faut faire croire aux militants et aux travailleurs que c'est la main de l'UE ou du FMI qui les frappent et non celle meurtrière de la Ve République illégitime, contre laquelle il faudrait justement les organiser dans la perspective de la renverser.

Y a-t-il un rapport de cause à effet avec le fait que le POI prépare activement les élections cantonales, qui n'en doutons pas serviront une fois de plus à légitimer les institutions de la Ve République et rien d'autres ?

Est-ce également un hasard si *Informations ouvrières* relate l'intervention d'un délégué qui a pris la parole lors de cette conférence pour expliquer que les salariés de son entreprise avait envoyé "*une lettre au président de la République*, ce qui permet de situer le niveau politique de cette conférence. Question : avait-elle pour objectif de remettre en cause Sarkozy et son gouvernement ou de le légitimer ? C'est une question qu'on est en droit de se poser.

Pour finir, cette conférence s'est dotée d'un "*Comité de liaison*" constitué uniquement de "*syndicalistes*", histoire de bien faire comprendre aux militants qui n'aurait rien compris à l'orientation opportuniste du POI, que l'heure n'était pas au combat politique contre le régime, que la classe ouvrière devait exclure tout objectif politique de son combat, ce que les représentants du régime apprécieront sans doute, ils peuvent dormir tranquille.

L'intervention d'un militant du PCF résume à elle seule cette conférence "*Les dirigeants politiques et syndicaux français n'ont pas été à la hauteur*", alors faisons en sorte qu'ils le soient la prochaine fois ! On ne peut colporter pire illusion. Au lieu d'ouvrir une perspective politique aux masses, le POI s'emploie à cadénasser le mouvement ouvrier, en réalité, il termine le sale boulot des appareils au service du capital.

Apparemment aucune intervention ne s'est située sur le terrain politique au cours de cette conférence, il faut donc en conclure que le POI a employé des méthodes qui ont fait leur preuve pour en arriver là, les délégués présents à cette conférence qui se voulaient un exemple de démocratie ont été triés sur le volet, il faut ajouter que les militants du POI (du CCI) qui se prendraient encore pour des trotskistes ont été inexistantes au cours de cette conférence, ils ont dû être priés de la fermer ou de s'aligner sur leur direction droitnière, ils auront beaucoup de mal ensuite à prétendre qu'ils assurent encore la continuité du marxisme-révolutionnaire.

Pour conclure, cette conférence laisse les mains libres aux auteurs du consensus que le POI et ses participants dénoncent en l'absence d'objectifs politiques. Nous avons soutenu cette conférence en estimant qu'elle pouvait être le lieu privilégié où le combat pour le socialisme pourrait être remis au centre de la discussion du mouvement ouvrier, tel n'a pas été le cas. Nous y reviendrons plus tard.

Cette analyse a été réalisée à chaud dans de mauvaises conditions, car je croule une fois de plus sous des emmerdements à n'en plus finir.

Le matin.

Suite à un problème de modem, le site ne sera pas actualisé avant demain soir, en principe !

---

Le 16 décembre

Je n'arrivais pas à dormir la nuit dernière, du coup je me suis mis au boulot à 3 heures du matin. Je suis sur les nerfs car la vente de ma maison est reportée de semaine en semaine et risque de capoter à tout moment si je pète les plombs, je suis tombé sur un Indien riche qui se croit seul au monde et qui ne veut pas sortir son fric, il a eu deux mois pour demander un prêt à sa banque et il s'y est pris la semaine dernière, bref, je suis son obligé et je dois subir ses caprices. Bien entendu il n'a pas de parole, aucune dignité, un sale type quoi, ici c'est la norme. Et il espérait qu'on reste en bons termes pour que je lui donne des cours de français, car il ne doute de rien en plus. Je le rencontre pratiquement tous les jours depuis 10 jours, et chaque fois il me promet qu'il va me donner la date de la vente le lendemain, c'est à devenir dingue. Nous de notre côté nous sommes prêts à déménager, j'ai même signé un contrat de location.

Je suis encore allé trois fois chez le fournisseur de gaz, chaque fois on m'a promis la livraison à une date, puis plus rien, là aussi je suis allé gueuler, au bout de 20 jours d'attente. Ce matin, peut-être...

L'histoire du modem est plus cocasse encore, si je peux dire. J'emporte le téléphone comprenant le modem chez Tata. Un

technicien me dit l'avoir testé et diagnostiqué un problème avec le câble USB. Je repars avec mon téléphone sous le bras et un câble neuf, arrivé à la maison, même problème, j'enrage ! J'appelle le bricoleur en question et je lui demande s'il ne se fout pas de moi. J'y retourne, 10 kilomètres aller retour en moto, il teste devant moi le modem qui fonctionne. Je retente un essai chez moi, cela ne fonctionne toujours pas, je me dis : reste calme ! Je rappelle le bricoleur en lui demandant avec quel type de câble il avait testé le modem, il me répond avec un câble série, alors que j'utilise un câble USB, je lui dis que le modem pouvait très bien fonctionner avec un câble série mais pas avec un câble USB, il me répond : impossible, calmement je lui explique qu'il n'est pas dans le modem pour savoir si la partie du circuit électronique réservée au signal du câble USB fonctionne normalement, il insiste, là je menace de porter plainte si le technicien qui doit venir chez moi n'apporte pas un nouveau modem. Le lendemain après-midi, entre temps j'ai rappelé trois fois car il devait passer le matin, le technicien connecte le nouveau modem et cela fonctionne, on lui a donné le thé et 100 roupies, un jeune sympathique qui pense tout le bien du monde de Tata !

Ajoutons à cela la pluie pour cause de mousson, mon chien qui n'est pas bien, Magueswary qui fait la gueule, j'ai toujours cette affreuse douleur dans le bras et l'épaule gauche et la coupe est pleine ! Avec cela, allez vous concentrer sur la situation politique, difficile.

Le parlement grec vote l'austérité, le parlement irlandais vote l'austérité, le parlement britannique vote l'austérité, le parlement portugais vote l'austérité, le parlement espagnol vote l'austérité, le parlement italien vote l'austérité, le parlement français vote l'austérité, etc., et le POI nous dit : mais non, mais non, c'est l'UE, c'est la BCE, c'est le FMI qui décide d'étrangler les peuples, ne vous trompez pas d'objectif...

Si l'on voulait renverser l'UE ou le FMI on aurait un petit problème logistique, par contre renverser le gouvernement et les institutions dans chaque pays c'est à notre portée, il est donc urgent ne pas engager le combat dans cette direction-là estime le POI.

Quelle légitimité ont ces gouvernements et ces parlements pour saigner le prolétariat ? Aucune. Qu'est-ce qui leur permet de tenir ? Le consensus entre tous les partis institutionnels et l'Etat paraît-il. Il faut donc combattre tous ces partis et l'Etat, vous faites fausse route, vous avez perdu la tête !

En réalité la classe ouvrière et les masses n'ont aucune confiance dans ces partis et l'Etat, mais elles n'ont pas un niveau de conscience suffisamment développé pour les affronter sur le terrain politique, d'autre part elles ne sont pas suffisamment organisées, du coup leur mobilisation se déroule sans orientation politique précise et elles sont incapables de s'unir pour affronter gouvernement et institutions.

Les agences de presse donnent un aperçu médiocre des manifestations qui se déroulent en ce moment en Europe, quand elles ne les zappent pas, par exemple les manifestations de policiers et de pompiers hier en République tchèque.

Pour rajouter un mot à propos de l'Appel de la conférence du 11 décembre.

Elle se donne comme objectif "*d'organiser la liaison politique permanente entre militants de toutes affiliations syndicales et politiques pour faire triompher l'unité*", on pourrait croire si des militants politiques sont associés à ce combat qu'ils vont combattre également sur des objectifs politiques, point du tout, vous les chercherez en vain, il s'agit là d'un effet d'annonce que trahit la composition des délégués qui ont participé à cette conférence "*nous, travailleurs, militants et responsables syndicaux et jeunes*", point de militants politiques ou si, mais ils interviennent que sur le terrain syndical, pas sur le terrain politique, c'est au dernier paragraphe qu'on apprend que "*cette conférence à l'initiative du Parti ouvrier indépendant a rassemblé des militants ouvriers de toutes tendances politiques*", c'était difficile de faire passer le POI à la trappe, ce qui nous fait une belle jambe puisque pas un n'est intervenu sur le terrain politique, tout du moins c'est ce qui ressort du compte-rendu qu'en donne le POI dans *Informations ouvrières*.

## Politique.

1- France.

Karachigate, suite, non, bis !

Après la vente de sous-marins au Pakistan en 1994, la justice se penche sur un autre contrat d'armement en marge de l'enquête sur l'attentat de Karachi en 2002. Le parquet de Paris a ainsi ouvert mardi une nouvelle information judiciaire dans le volet financier de l'affaire.

Le parquet de Paris a annoncé dans un communiqué avoir requis mardi l'ouverture d'une information judiciaire pour "*abus de bien sociaux, recel et complicité de recel*". Elle fait suite "*à des faits allégués de versements de commissions dans un contrat distinct de celui objet des investigations menées autour de la vente de sous-marins au Pakistan en 1994*", précise seulement le parquet. (AP 15.12)

## 2- Kosovo.

Des membres de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), le mouvement indépendantiste kosovar albanais à la fin des années 90, se sont livrés à un trafic d'organes prélevés sur des prisonniers serbes en 1999 et 2000, affirme le Conseil de l'Europe dans un rapport rendu public hier à Strasbourg

Selon ce document, le trafic était contrôlé spécialement par un groupe de responsables de l'UCK, le «Groupe de Drenica», dont le chef était l'actuel Premier ministre kosovar Hashim Thaçi.

Selon l'auteur de ce rapport demandé par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), le Suisse Dick Marty, «De nombreux indices semblent confirmer que (...) des organes auraient été prélevés sur des prisonniers dans une clinique en territoire albanais, près de Fushë-Krujë (20 km au nord de Tirana), pour les transporter ensuite à l'étranger à des fins de transplantation».

Selon M. Marty, «cette activité criminelle, qui s'est développée en profitant du chaos régnant dans la région et grâce à l'initiative de certains chefs des milices de l'UCK liés au crime organisé, s'est poursuivie, bien que sous d'autres formes, jusqu'à nos jours».

Dans son rapport de 27 pages, Dick Marty évoque notamment «un centre de réception dernier cri pour le crime organisé du trafic d'organes» près de Fushë-Krujë.

Selon les témoignages recueillis par la mission Marty, les prisonniers étaient tués d'une balle dans la tête avant d'être «opérés pour qu'un ou plusieurs organes leur soient prélevés». Il s'agissait principalement d'un prélèvement posthume des reins qui étaient vendus à des cliniques privées étrangères.

Parmi les membres de ce réseau criminel, le rapport identifie une figure historique de l'UCK, Shaip Muja. Ce chirurgien de formation est actuellement conseiller politique principal auprès du cabinet du Premier ministre du Kosovo, notamment chargé de la Santé.

«Nous avons découvert de nombreux indices convergents du rôle capital joué pendant plus de 10 ans par (Shaip) Muja dans des réseaux internationaux (...) comme ceux des trafiquants d'êtres humains, des courtiers d'actes chirurgicaux illicites et d'autres acteurs de la criminalité organisée», affirme M. Marty.

Dans une déclaration, le gouvernement kosovar a estimé que le rapport se fondait sur «des faits sans fondement, inventés avec pour objectif de nuire à l'image du Kosovo». (Libération.fr 15.12)

Commentaire d'un internaute : Kouchner, alors envoyé spécial de l'ONU et administrateur au Kosovo. N'a rien vu, rien entendu. Un peu comme pendant l'arche de Zoé quoi. c'est incroyable comme ce type se trouve toujours en lisières des traffics d'humains, d'organe, d'armes.

Commentaire : ce qui est le plus étonnant, c'est que cette affaire ressorte le lendemain d'élections qui ont vu la victoire du parti de l'actuel Premier ministre kosovar Hashim Thaçi, un mafieux. A suivre.

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- La pauvreté progresse, la preuve.

Chose demandée, chose faite : à partir du 1er décembre, l'indemnité de Jean-Pierre Jouyet au titre de président de l'AMF (fixée par décret) sera ramenée de 231 708 euros à 150 000 euros. Il y a tout juste deux ans, son salaire avait fait polémique.

A l'époque, pour aligner le total de ses émoluments sur ceux de son prédécesseur, Michel Prada, le montant annuel brut de l'indemnité de président de l'AMF avait été relevé de 149 000 euros à 220 000 euros. Vingt-quatre mois plus tard, rétro-pédalage donc : l'indemnité revient à son niveau initial. Au final, en y ajoutant son traitement de fonctionnaire, Jean-Pierre Jouyet gagnera 235 903 euros brut par an. Ce sera toujours plus que les présidents de la Haute autorité de santé (206 137 euros brut annuels) et de la Commission de régulation de l'énergie (192 213 euros brut annuels). (Lexpress.fr 15.12)

Combien sont rémunérés les parasites syndicaux qui participent à ces organismes de collaboration de classes ?

#### 1.2- Record battu, Carlos Ghosn a perçu 9,2 millions d'euros en 2009.

En 2009, les patrons exécutifs du CAC 40 ont perçu un total moyen de 3,1 millions d'euros.

Les patrons du CAC subissent donc une nouvelle perte de revenus. Ils touchaient 4,7 millions d'euros en moyenne en 2007, et avaient déjà dû se contenter de 3,6 millions d'euros en 2008. Proxinvest se réjouit toutefois de noter que ce montant «n'excède plus le plafond du socialement acceptable», que la société estime à 240 fois le Smic (4,3 millions d'euros). Selon le calcul de l'AFP, ce montant représente 190 Smic. Seuls sept patrons du CAC 40 - contre 21 l'année précédente - ont dépassé le seuil des 240 Smic annuels.

Carlos Ghosn n'a perçu que 1,2 million d'euros au titre de sa rémunération fixe. Aidée par l'État, la firme au losange ne pouvait lui verser ni bonus ni stock-option ou action gratuite. Mais il a touché en plus huit millions d'euros au titre de ses fonctions chez Nissan, "*une somme totalement cachée aux actionnaires de Renault*" et qui "*n'apparaît jamais dans le document de référence*" de la société, dicit Proxinvest. Sa rémunération annexe catapulte pourtant Carlos Ghosn en tête des présidents exécutifs les mieux payés du CAC 40... Viennent ensuite Christopher Viehbacher (Sanofi-Aventis), Bernard Arnault, Franck Riboud (Danone) et Henri de Castries (Axa) avec plus de 5 millions d'euros.

Mais c'est la rémunération des présidents non exécutifs, les "*chairmen*", qui est la plus contestée, car elle est jugée "opaque" par la société de conseil aux actionnaires. En 2009, c'est Jean-François Dehecq, chez Sanofi-Aventis, qui décroche la palme du président du conseil d'administration français le mieux rémunéré, avec 2,3 millions d'euros. (Lepoint.fr et 20minutes.fr 15.12)

1.3- Mais c'est "bien sûr" !

La prochaine revalorisation du Smic sera limitée aux mécanismes prévus par le code du travail sans "coup de pouce", a annoncé mardi Xavier Bertrand.

"*Les déterminants du Smic restent bien sûr inchangés*", a déclaré le ministre du Travail à l'occasion de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC), chargée de décider de la revalorisation du salaire minimum.

"*Nous devons faire en sorte que la hausse du Smic corresponde à l'évolution réelle de l'économie*", a dit Xavier Bertrand. "*La politique récurrente des "coups de pouce" peut avoir pour effet d'évincer de l'emploi les travailleurs les plus fragiles.*"

Environ 2,3 millions de salariés étaient rémunérés au Smic au début de cette année, soit 10% de l'ensemble des salariés en France, selon une étude de la Dares, la direction de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail. (Reuters 15.12)

Pendant ce temps-là Carlos Ghosn a reçu une rémunération équivalente à 572 fois le Smic, espérons seulement qu'elle "*correspond à l'évolution réelle de l'économie*" !

1.4- Racket des assureurs.

Après le gaz et l'immobilier, c'est un autre poste de dépense qui risque de plomber le portefeuille des Français en 2011. Les tarifs de leurs assurances habitation et automobile vont, en effet, connaître une nouvelle hausse sensible, selon Les Échos - de 3,5 % à 8 % pour les premières, et de 2,5 % à 4,5 % pour les secondes.

Une chose est sûre, les prix des assurances grimpent, et ce n'est pas fini. "*Si nous connaissons en 2011 une troisième mauvaise année de suite, ces hausses ne seront pas suffisantes pour que le marché revienne à l'équilibre technique*", a lui-même prévenu Jacques de Peretti, directeur général délégué d'Axa France, cité par Les Échos. Pour Stanislas Di Vittorio, il ne fait aucun doute que la hausse des prix se poursuivra en 2012. (Lepoint.fr 15.12)

Gageons que la rémunération d'Henri de Castries suivra la haute des prix !

1.5- Privatisation de la santé, suite. Le droit à la santé bafoué.

Comme les assurances habitation ou automobile, les cotisations des mutuelles vont augmenter l'année prochaine. Le directeur général de la Mutualité française, Jean-Martin Cohen Solal, explique à 20minutes.fr les raisons de la hausse pour les ménages.

Les cotisations vont augmenter car les charges qui pèsent sur les mutuelles sont à la hausse. Le gouvernement a tout d'abord fait voter une taxe de 3,5% sur les contrats "*solidaires et responsables*", détenus par 95% des Français.

Pour combler le déficit, le budget de la Sécu prévoit en outre une nouvelle baisse des remboursements. Nous sommes enfin dans une hausse tendancielle des dépenses de santé de 3% par an.



Les mutuelles voient donc leurs charges s'accroître de 7 à 8%. Selon leur situation financière, elles vont augmenter leurs prix de 5 à 10% l'année prochaine.

En terme relatif, la part assurée par chaque acteur n'a pas beaucoup bougé: 75% des dépenses sont prises en charge par la Sécu, 14% par les mutuelles et 11% par les assurés. A l'intérieur de ces catégories, les choses ont cependant évolué. La sécurité sociale prend très bien en charge les maladies longues et les soins à l'hôpital. Pour la médecine quotidienne de ville, en revanche, elle ne rembourse plus qu'à hauteur de 55%. Cela pèse sur le budget des Français. (20minutes.fr 15.12)

J'ai regardé hier soir un numéro de Complément d'enquête diffusé en différé par TV5Monde Asie consacré aux personnes ne pouvant plus se soigner parce que trop pauvres et parce que les soins médicaux ne sont pas pris en charge par la Sécurité sociale.

Cela m'a permis de mieux cerner une couche de travailleurs en grande difficulté qui pourtant n'appartiennent pas aux couches les plus pauvres, pas assez pauvres pour bénéficier de la CMU et pas assez riches pour se faire soigner quand ils en ont besoin. Il faut les rajouter à la population pauvre estimée entre 8 et 10 millions de travailleurs avec leurs familles.

## 1.6- Guadeloupe.

Le LKP, qui avait appelé à un mouvement de grève générale illimitée à compter de mardi 14 décembre, a décidé mardi soir de reconduire pour mercredi son mot d'ordre de grève, même si elle semble avoir été particulièrement peu suivie durant sa première journée.

"*Nous appelons les travailleurs à se mobiliser et nous manifesterons devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre jusqu'à ce qu'on [...] réponde positivement*" à la demande d'audience formulée au cours de la manifestation de mardi, a indiqué mardi soir le porte-parole du LKP, Elie Domota. A la question de savoir s'il s'agissait également d'un appel à la poursuite de la grève générale, il a répondu : "*Pour que les travailleurs quittent leurs entreprises, il faut un motif : la grève est reconduite.*"

Mardi, au premier jour de la grève générale, entre 4 300 personnes selon la préfecture et "*plus de 20 000*" selon M. Domota ont défilé sans incident à Pointe-à-Pitre. Les manifestants sont restés massés durant tout l'après-midi de mardi devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre, où ils souhaitaient être reçus. La plupart des manifestants se sont progressivement dispersés en ne laissant sur place que les principaux dirigeants syndicaux et leaders du LKP, qui ont ensuite quitté les lieux.

Le mouvement de grève a connu un taux de participation relatif dans la fonction publique (30 % au Pôle emploi, 14 % à La Poste, 11 % dans l'éducation nationale) et marginal dans le secteur privé, la plupart des entreprises étant ouvertes et ayant fonctionné normalement. "*La journée est totalement normale*" a fait savoir le Medef-Guadeloupe, principale organisation patronale insulaire, selon laquelle de nombreux salariés s'étaient placés en RTT pour l'occasion.

L'unité du collectif, qui regroupait entre autres l'ensemble des centrales syndicales représentées en Guadeloupe et qui avait initié une grève générale de quarante-quatre jours début 2009, semble s'être lézardée ces derniers mois. La CFDT s'était dissociée de l'appel à la grève générale illimitée de mardi et la CFE-CGC a fait savoir mardi soir qu'elle se prononçait contre la poursuite du mouvement. (Lemonde.fr 15.12)

## 2- Italie.

Des dizaines de milliers de jeunes - 100.000 selon les organisateurs - ont défilé mardi matin dans le calme contre la politique gouvernementale en matière d'éducation, scandant "*non à la confiance*".

Le Via del Corso, principale avenue du centre historique, a été transformée en champ de bataille avec fumée, gaz lacrymogènes et visages ensanglantés. De la fumée s'élevait de la colline du Pincio, au-dessus des escaliers de la Trinité des Monts, où des manifestants ont incendié des voitures, renversé des poubelles et empêché les pompiers d'intervenir. Des devantures de banque ont été attaquées et des distributeurs de billets détruits.

Des badauds qui ne prenaient pourtant pas part à la manifestation ont également été frappés par les forces de l'ordre. On dénombre plusieurs blessés dans les deux camps, selon le Guardian.

Des rassemblements ont également eu lieu à Milan, où des manifestants sont entrés dans le bâtiment de la Bourse aux cris de "*profiteurs !*", à Palerme, où des étudiants ont occupé le tarmac de l'aéroport, à Catane, où 3.000 ont défilé dans le centre, mais aussi à Bari, Cagliari, Gênes, Naples et Turin. (Lepoint.fr 15.12)

## 3- Suède. La charrette.

Le numéro deux mondial de l'électroménager (51.000 employés), le suédois Electrolux, a annoncé mercredi qu'il allait supprimer 800 emplois supplémentaires en Europe d'ici 2012, au lendemain de l'annonce de la fermeture d'une usine employant 1.300 personnes au Canada pour «demeurer concurrentiel». (Libération.fr 15.12)

## Economie.

### 1- Espagne.

L'agence de notation Moody's a placé mercredi la note souveraine Aa1 de l'Espagne sous surveillance en vue d'un possible abaissement, invoquant des besoins élevés de financement, des doutes sur le secteur bancaire et des inquiétudes sur les finances publiques régionales.

Le rendement de la dette obligataire espagnole à dix ans a augmenté de dix points de base à 5,652% dans la matinée et l'écart avec le Bund allemand de référence a pris sept points de base à 260 pbb.

"(Moody's) a les mêmes doutes que les marchés sur la dette souveraine, c'est pourquoi les écarts se creusent avec les Bunds allemands", a estimé José Carlos Diez, analyste chez InterMoney. La ministre de l'Economie Elena Salgado a jugé mercredi que la notation de l'Espagne témoignait de sa solvabilité.

"Je m'attends à ce que nous soyons capables dans les trois mois d'apporter des arguments suffisants pour ramener cette perspective de négative à positive", a-t-elle dit à la radio publique à propos des commentaires de Moody's. (Reuters 15.12)

### 2- Belgique.

Mardi, l'agence Standard & Poor's a mis en garde contre un possible abaissement dans les six mois de la note souveraine de la Belgique si l'impasse politique persistait et si l'état de la dette n'était pas amélioré. (Reuters 15.12)

### 3- Pakistan. Que les pauvres paient !

En 2010-2011, la dette de l'État atteindra 76,5 milliards d'euros, soit environ 60 % du produit intérieur brut. Seule l'assistance financière de la communauté internationale sauve cette puissance nucléaire de la banqueroute. Les États-Unis versent 1,5 milliard de dollars d'aide civile par an au titre de la loi Kerry-Lugar. L'Union européenne accordera 225 millions d'euros entre 2011 et 2013.

Une situation qui agace les chancelleries alors que la pression fiscale, 9 % du PIB, est une des plus faibles au monde. D'où l'exigence du FMI de conditionner de nouveaux prêts à une hausse des impôts. Pour y parvenir, l'État veut étendre la TVA à tous les produits et à tous les services à un taux de 15 %. Le fisc table sur 180 millions d'euros de recettes dans les 6 premiers mois. Refus des commerçants et des petits chefs d'entreprise qui manifestent contre ce projet depuis l'été.

La mesure risque de creuser les inégalités et de déstabiliser le pays, déjà en proie à une insurrection talibane dans le nord-ouest. La TVA rendra la vie plus chère pour les pauvres et les classes moyennes alors que l'inflation atteint déjà 13,5 % cette année. Le salaire médian continue de plafonner entre 8.000 et 12.000 roupies par mois (70 à 110 euros). (Lepoint.fr 15.12)

---

## Le 17 décembre

Comment comprendre, connaissez-vous cette formule ? A quoi sert-elle, que recouvre-t-elle en vérité, vous êtes-vous un jour posé cette question ? Prenons un exemple que l'on pourrait mettre à l'épreuve dans une classe de CE1.

Après avoir aidé à regret la Grèce, l'Irlande ou encore le Portugal, la Banque centrale européenne présente la facture à ses actionnaires, les gouvernements européens. La BCE pourrait demander lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement ce jeudi une augmentation de capital pour compenser le rachat de dette d'États en difficulté, selon des sources proches de l'institution citées par les agences de presse. (Journal des Finances 16.12)

Selon les souverainistes, les nationalistes, les social-patriotes et le POI, toutes nos misères grandes et petites viendraient de la BCE, de l'UE et accessoirement du FMI, ces institutions seraient aux postes de commande, il n'existerait aucun pouvoir au-dessus d'elles, pour ainsi dire elles dirigeraient les économies de chaque pays de l'UE et donneraient des ordres à exécuter aux chefs d'État, qui les appliqueraient ensuite à la lettre contre leur population.

Mais voilà, en réalité c'est exactement l'inverse qui se passe.

La BCE, c'est quoi, comment cela fonctionne : une assemblée d'actionnaires composée des gouvernements européens, des chefs d'Etat comme il est dit plus haut. Donc si les gouvernements européens et les chefs d'Etat se retiraient de la BCE, elle n'existerait plus. Vous avez tout compris.

La BCE n'existe que par la volonté des chefs d'Etat qui servent avant tout les intérêts du capitalisme, dont prioritairement sa branche financière qui le domine, via Wall Street, la Fed et la City. Les chefs d'Etat délèguent leur pouvoir ou cautionnent les décisions prises par la BCE avec leur accord. On peut donc affirmer pour ceux qui sont un peu long à la détente, que les décisions prises par la BCE le sont en réalité par les chefs d'Etat, de la même manière que pour les directives de l'UE. La BCE n'a que le pouvoir que les chefs d'Etat veulent bien lui accorder, capito ou il faut en remettre une couche ?

La BCE fonctionne comme une entreprise capitaliste.

Vous combattez pour l'expropriation des capitalistes, capitalistes composés d'actionnaires qui se réunissent en conseil d'administration et votent la politique de l'entreprise, aussi bien les plans de licenciements que les dividendes qu'ils vont se mettre dans la poche. Donc si vous voulez exproprier les capitalistes, vous devez exproprier les actionnaires.

Appliqué à la BCE, cela donne : vous voulez liquider la BCE, vous devez liquider ses actionnaires, donc les chefs d'Etat.

Mais alors ce n'est pas la BCE qu'il faut combattre, mais les chefs d'Etat ? Bravo, on avance !

Et dans tout cela, quel est le rôle de la BCE ? Excellente question qui appelle une réponse simple : celui de vulgaire grouillot au service d'un donneur d'ordres : l'industrie financière.

Vous pouvez appliquer exactement le même raisonnement à l'UE.

Mais alors, pourquoi le POI tient-il absolument à détourner l'attention des travailleurs et des militants vers la BCE, le FMI, etc. au détriment de l'Etat et du gouvernement ? Posez donc la question à leurs militants ou dirigeants et faites-nous parvenir leurs réponses, nous les publierons.

De mon côté j'ai bien une petite idée, cependant je me demande si l'endroit est bien choisi pour vous l'exposer, je crains qu'en étant en désaccord avec mon analyse et mes arguments, les militants en oublient ou remettent en cause ce qu'ils viennent de lire sur la BCE, bien que finalement personne ne peut nier les relations ainsi établies entre marchés financiers, BCE et chefs d'Etat.

Contrairement à autrefois, il n'existe à l'heure actuelle aucun parti ouvrier ou assimilé en mesure d'entraîner la classe ouvrière et les masses dans un combat politique contre les institutions ou plus exactement, plus aucun parti dit ouvrier (à tort ou raison) n'a la volonté d'engager le combat sur le plan politique contre l'Etat et son gouvernement. Par contre, il est ou il serait possible que des partis dit ouvriers acceptent une sorte de front unique sur d'autres objectifs, la BCE ou d'autres institutions internationales du capital par exemple.

Il ne serait plus possible de combattre sur des objectifs politiques proprement dits, voilà ce qu'on veut nous faire avaler à tout prix, parce que voyez-vous les conditions objectives ne seraient pas réunies pour livrer un tel combat. On aura compris que ce qui fait défaut, c'est le parti pour impulser ce combat.

Un faut prétexte.

Mais l'absence de ce parti interdirait-il désormais de combattre sur le plan politique ? Autre question : mais l'ensemble de la situation ne pose-t-elle pas clairement que la solution à la crise est d'ordre politique ? Là nous touchons au coeur de la contradiction dans laquelle le POI se débat.

Pour la camoufler il doit recourir à des arguments fallacieux ou des manoeuvres grossières ou la reporter sur d'autres. Par exemple quand il explique que les dirigeants syndicaux en proie à d'horribles contradictions sont victimes des "pièges" que leur tend le gouvernement, alors qu'en réalité ils sont les seuls responsables de ces contradictions et ils acceptent de bon coeur de tomber dans ces "pièges" qui n'existeraient pas sinon, et pourquoi ne peuvent-ils pas faire autrement, tout bonnement parce que d'un côté ils sont totalement inféodés au capital, de l'autre les travailleurs entendent toujours faire valoir leurs droits, ou quand il prétend qu'il faut s'en remettre aux PS et ses satellites par le biais du front unique, comprenez, parce que les travailleurs seraient encore en droit d'en attendre quelque chose, illusion qu'il prête aux travailleurs, alors qu'en fait elle n'appartient qu'à ceux qui recourent à cet argument, aux petits-bourgeois, à l'aristocratie ouvrière ou aux masses arriérées, on se demandera au passage pourquoi le POI reprend à son compte ces illusions, pourquoi il s'adresse à cette classe et à ces couches, et pourquoi il délaisse ou ne s'adresse pas à l'avant-garde de la classe ouvrière qui manifeste ouvertement qu'elle n'a plus aucune illusion dans ces partis et les institutions ou encore dans le capitalisme. Ce parti vous répondra sans doute qu'il n'a pas vocation à s'adresser à une ou des couches particulières qui plus est minoritaires, il n'en pense pas un mot en réalité puisqu'il prouve quotidiennement le

contraire, mais qu'il s'adresse à l'ensemble de la classe ouvrière. Il faut donc en conclure que fixer des objectifs politiques au combat du prolétariat n'est pas à l'ordre du jour, parce que l'ensemble de la classe ne pourrait pas s'en saisir.

Argument frauduleux s'il en faut, car s'il fallait attendre que ces conditions existent pour fixer des objectifs politiques à la classe et aux masses, le jour où ces conditions seraient enfin réunies, il serait alors trop tard pour que les masses s'en emparent, car d'une part ces conditions ne durent pas éternellement, d'autre part pour qu'elles s'en saisissent faut-il encore qu'elles y aient été préparées de longue date, il ne suffit pas du jour au lendemain de fixer des objectifs politiques au prolétariat pour qu'il y adhère automatiquement, c'est une vue mécanique qui ne prend pas en compte la psychologie des masses et ne correspond pas au lent et long travail de réflexion ou de maturation politique nécessaire pour qu'elles parviennent au niveau de conscience politique permettant justement de se saisir de ces objectifs politiques le moment venu.

Si maintenant vous insistez en demandant : mais pourquoi le POI s'accroche-t-il désespérément à cette stratégie (ce sont eux qui de tactique l'ont transformée en stratégie), je n'ai qu'une seule réponse à vous proposer : parce qu'en dehors du front unique, ses dirigeants sont totalement incapables de définir une autre stratégie, par incurie politique. Et quel objectif a permis d'atteindre cette stratégie au cours des trois dernières décennies ? Aucun, puisque nous perdons tous nos droits les uns après les autres. Le seul résultat à mettre à son actif, c'est d'avoir conservé ces droits le plus longtemps possibles, parce que pour eux c'était une fin en soi, ce dont l'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie peuvent leur être gré, mais certainement pas les générations passées et actuelles de millions de travailleurs pauvres et leurs familles qui sont étrangers aux milieux de ces dirigeants.

On peut affirmer que ce qui se passe aujourd'hui quand la classe ouvrière et les masses sont incapables de situer leur combat sur le terrain politique, est la vérification pratique de l'argumentation que j'ai développée plus haut, une condamnation sans appel de la politique opportuniste menée par le PT, puis le POI, pour ne pas remonter plus loin. Le refus de lier des objectifs politiques à des revendications économiques ou sociales a abouti à cet constat, à faire en sorte que les masses ne soient pas préparées politiquement à affronter l'Etat au moment où la plus formidable crise frappe le capitalisme, consciemment ces dirigeants ont fait en sorte que les masses se retrouvent politiquement désarmées face au gouvernement, au PS et ses satellites et aux appareils des syndicats.

Le seul intérêt du front unique sur le plan politique concerne l'appareil du POI exclusivement.

Elle permet au POI de recruter des travailleurs syndiqués ou non qui sont gangrenés par le réformisme bourgeois et qui n'ont pas du tout l'intention de combattre le gouvernement et l'Etat sur le terrain politique. C'est toujours plus facile de recruter des militants sur cette ligne que sur le programme de la révolution socialiste, CQFC.

C'est cette même politique qui a permis aux mêmes dirigeants de se maintenir au sein de l'appareil de l'OCI, du PCI, du MPPT, du PT puis du POI depuis les années 60, 70 et suivantes. Avant le début des années 80, on combattait les institutions de la Ve République, nous ignorions seulement que c'était pour le compte de l'appareil du PS. La preuve : une fois le PS parvenu au pouvoir, ces dirigeants se sont empressés d'abandonner ce combat, dont la défense de la démocratie, de la République était l'antithèse. Nous avons été les jambes qui ont servi à faire la courte échelle au PS, pour y avoir usé les miennes, vous comprenez peut-être mon amertume qui n'a rien à voir avec une vengeance gratuite ou infantile.

Comment les militants marxistes-révolutionnaires doivent-ils intervenir dans la lutte des classes ?

Tous nos droits (travail, santé, études, logements, retraite, etc.) sont systématiquement piétinés par les institutions de la Ve République pour satisfaire les besoins des banquiers et des capitalistes et éponger leurs dettes, ces institutions et les partis qui y participent nous interdisent de remettre en cause cette politique réactionnaire consistant à satisfaire les besoins des privilégiés au détriment du peuple travailleur en proie à des situations de plus en plus dramatiques, dès lors de deux choses l'une, soit l'on plie sous le joug de l'exploitation et de l'oppression en acceptant de vivre toujours de plus en plus mal, soit on s'organise pour créer les conditions qui permettront aux exploités de se soulever pour renverser le pouvoir politique en place et d'abolir ces institutions antidémocratiques et bonapartistes qui conduisent au chaos et perpétuent la barbarie en l'étendant à l'humanité entière.

On ne peut pas et on ne doit pas combattre pour la satisfaction d'une revendication en passant sous silence la question du pouvoir politique, ce serait s'adapter au régime ou colporter des illusions... dans le régime.

Je suis actuellement très perturbé par la vente de ma maison qui a pris hélas une sale tournure hier, pour réfléchir à fond à la question de objectifs politiques et des mots d'ordre à formuler en direction de la classe.

Ils doivent correspondre au constat que nous ne disposons d'aucun moyen politique pour faire valoir nos droits, que la classe ouvrière n'a aucun pouvoir politique contrairement à celle des capitalistes qui peut compter sur le gouvernement et les institutions pour défendre leurs besoins. On n'est pas seulement réduit à l'état d'esclave sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique.

On doit pouvoir parvenir à matérialiser cette absence de pouvoir politique à travers des formules simples à saisir par les travailleurs et les jeunes. Ensuite, on doit définir comment pourrait se matérialiser le pouvoir politique du prolétariat et des masses. Ensuite seulement on peut avancer la nécessité de renverser l'ordre établi, une fois qu'on a commencé à poser la question par quoi

le remplacer, par qui remplacer la classe dominante au pouvoir. Cela forme un tout, c'est nécessaire pour être cohérent aux yeux des travailleurs, mais il faut impérativement procéder par ordre, être discipliné jusque dans nos démonstrations ou argumentations, si c'est au cours d'un processus dialectique qu'ils poseront la question du pouvoir, il nous faut comprendre et respecter comment ce processus opère, c'est là que le marxisme peut nous aider, pour ne pas dire que sans le marxisme on ne peut pas s'en sortir.

Si de mon côté je continue de l'étudier, ce n'est pas pour me donner un genre, mais par nécessité, pour progresser, je n'appartiens pas à ces gens qui ont réponse à tout ou à ces fétichistes qui sont les premiers à renier les enseignements de nos maîtres.

Un dernier mot. Une précision.

J'avais appelé à soutenir la conférence du 11 décembre initiée par le POI, parce que notamment figurait dans son appel du 4 octobre des objectifs politiques, parmi lesquels la nécessité d'en finir avec la Ve République. J'avais expliqué aux camarades qu'ils pouvaient s'associer à cette initiative à condition de mettre en avant cet objectif politique, je précisais que je soupçonnais le POI de l'avoir fait figurer dans un document pour immédiatement après le ranger au fond d'un tiroir. L'appel adopté lors de la conférence du 11 décembre et le compte-rendu fort succinct qui a été donné de cette conférence dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (IO), prouvent que je ne m'étais pas trompé sur leurs réelles intentions, car en réalité aucune discussion sur ces objectifs politiques n'a eu lieu lors de cette conférence.

Leurs réelles intentions transpirent également dans plusieurs articles du IO n°128, elles sentent franchement mauvais.

Page 13, dans l'article intitulé "*L'esprit de responsabilité*" et signé Jean Cambredaze, on peut lire : "*Pourtant, en 1968, le PCF ne parvint pas à empêcher le déferlement de la grève générale et sa sanction : la chute de De Gaulle, en 1969 ! L'aventure bonapartiste avait échoué..*". Tu parles, le bonaparte De Gaulle a été remplacé par le bonaparte Georges Pompidou, et en prime on a eu le droit à une Assemblée nationale "*bleu horizon*" aux trois quarts composée de députés du parti gaulliste, l'UDR ancêtre de l'UMP, une grande victoire politique !

Les syndicats n'ont pas été intégrés au Sénat, ils sont intégrés (avec les partis) au Conseil économique et social et dans une multitude d'organismes aux côtés du patronat et du gouvernement, tout y passe, santé, logement, travail, énergie, etc. Chut, c'est justement ce qu'il fallait passer sous silence !

C'est étrange cette sale manie de faire abstraction de ce qui les dérange et comment ils s'emploient à manipuler l'histoire et leurs lecteurs, pour finalement nous faire croire que la prochaine fois les appareils seront "*débordés*", il écrit "*Ce n'est que partie remise....*", ce dont on se fout totalement si entre temps le niveau de conscience politique de la classe et des masses, ainsi que leur degré d'organisation n'ont pas franchi une étape décisive. C'est très mal barré !

Dans un autre article situé dans la même page *Présidentielle 2012. Le moderne PS retourne à l'ère primaire*, signé Fabrice Toscan, c'est pire encore, son auteur s'emploie à réhabiliter le PS :

"*En avril 1979, Michel Rocard était le grand favori des sondages. Il a été battu au Congrès de Metz du Parti socialiste, qui a choisi François Mitterrand comme candidat. Ce parti avait une autre perspective que la glaciation primaire. Seuls ses militants et adhérents pouvaient décider, ce qui a donné le mot d'ordre de « Rupture avec le capitalisme ». Ce qui en est advenu est une autre histoire, mais, au moins, à l'époque, rien n'était joué à l'avance.*".

La légèreté avec laquelle ce philistin se moque de ce qui "*est advenu*" de ce mot d'ordre, donnera une idée un peu plus précise aux militants sur la valeur de l'engagement politique de ces dirigeants, mais là n'est pas l'essentiel. L'objectif de Mitterrand et de la majorité du PS était de trouver le moyen de briser le PCF, de casser son influence dans la classe ouvrière. Le meilleur moyen était de reprendre un mot d'ordre qu'il ne pourrait pas désavouer, pour une fois attelé au Programme commun de gouvernement, puis au gouvernement en 81, prouver aux yeux des travailleurs et de ses militants que le PCF n'était pas plus communiste que De Gaulle était socialiste, ce qui entraînerait une hémorragie dans ses rangs et ceux de la CGT. Le tout pour le compte du régime capitaliste que le PS a toujours soutenu.

Si Mitterrand, le grand bourgeois, n'a évidemment jamais eu la moindre intention de rompre avec le capitalisme, ce que passe sous silence l'auteur de cet article, et vous allez tout de suite comprendre pourquoi, en revanche, il tente de nous faire croire que l'adoption de ce mot d'ordre aurait été le produit d'une discussion démocratique au sein du PS, autrement dit que ce parti était un véritable parti ouvrier, or déjà à cette époque il était tout sauf un parti ouvrier. Je me souviens encore qu'habitant à l'époque à Clichy-sur-Seine (92) et militant à l'OCI, Clichy était une ville ouvrière, la dernière adhérente ouvrière du PS avait quitté ce parti pour se rapprocher de nous sans nous rejoindre finalement. Si l'on comprend bien, en 1979, le PS était pour ainsi dire un parti révolutionnaire prônant la rupture avec le capitalisme, pour en arriver là, pour que ce mot d'ordre soit adopté, il devait être forcément composé de véritables combattants révolutionnaires... Vous avez suivi ? Qui peut croire une telle fable ? C'est fort malhonnête ? Vous avez le droit de le penser, et en employant de tels procédés, il contribue à donner une image épouvantable pas seulement de leur parti, mais du parti en générale.

Alors pourquoi fabriquer de tels arguments bidons ? Mais camarades, parce que ces gens-là ont toujours raison, ils incarnent la vérité révélée, ils sont d'ailleurs les seuls à avoir raison, vous, moi, nous sommes des abrutis qui ne comprenons rien à rien. Ils ont besoin sans cesse de réhabiliter le PS et le PCF pour justifier leur politique de front unique en direction de ces partis, il n'existe pas d'autres explications valables, c'est ainsi, il faudra vous y faire si vous militez au POI.

Comparez maintenant ce que vous venez de lire dans le paragraphe précédent avec la démonstration figurant plus haut sur l'absence d'objectifs politiques, vous verrez que tout correspond parfaitement. Entre nous, je ne suis pas un intellectuel et je crois que je suis encore trop con pour arriver à concevoir et fabriquer de toutes pièces des arguments qui s'emboîtent aussi bien les uns dans les autres.

Ils sont nuls en psychologie, c'est un des aspects de la vie des travailleurs et des militants qu'ils ont toujours négligé, parce que finalement ne comptent à leurs yeux que leurs propres discours et certitudes, ils se foutent éperdument du reste, les camarades qui ont milité à l'OCI ou au PT peuvent en témoigner amplement, et puis, à quoi bon faire preuve de psychologie quand on se livre à des manoeuvres en coulisse avec les appareils dans le dos des militants, c'est inutile, mais leur comportement permet de comprendre pas mal de choses à leur sujet et sur leur politique.

Bref, on ne tient surtout pas à leur ressembler ! Quant à la question de savoir lequel des deux partis entre le POI et le PS est retourné "à l'ère primaire", nous répondrons sans hésitation : les deux, avec en prime que le POI le revendique en ayant adopté comme modèle la SFIO, de son côté le PS est resté fidèle à lui-même.

## Social.

Ils se comportent comme les banques.

Depuis 2007, le nombre de réclamations sur les factures de gaz ou d'électricité a été multiplié par dix, elles ont atteint le nombre de 350.000. En cause: des estimations de prix souvent trop élevées par rapport à la consommation réelle.

Les fournisseurs ont par ailleurs tendance à faire traîner les plaintes en longueur, dénonce le médiateur. Elles «ne sont pas toujours traitées de façon satisfaisante (...) notamment en termes de délais de réponse», écrit le médiateur de l'énergie dans son rapport.

Il s'est penché sur le sujet après une polémique lancée par Le Parisien-Aujourd'hui en France durant l'été. GDF Suez surfacturait ses clients et ne leur rembourse le trop perçu qu'en fin d'année, afin de bénéficier d'un coussin de trésorerie supplémentaire.

Le médiateur demande toutefois aux fournisseurs «plus de transparence» et «une facturation plus juste». Comment ? En utilisant par exemple l'auto-relevé réalisé par le consommateur plutôt que les estimations. (Lefigaro.fr et 20minutes.fr 16.12)

## Economie.

1- La faillite s'emballe.

À quelques heures de l'ouverture du sommet européen qui planchera sur la crise de l'euro, il a publié à midi ses propositions de réglementations concernant à la fois les fonds propres des établissements financiers et les exigences de liquidités qui leurs seront appliquées. Si le paquet de règles «Bâle 3» avait été en vigueur à fin 2009, le système bancaire aurait manqué la cible de fonds propres de quelque 602 milliards d'euros. Les 94 plus grands établissements auraient eu besoin de 577 milliards d'euros de capitaux supplémentaires, soit, relève un analyste, l'équivalent de deux années et demi de bénéfices cumulés de ce même échantillon.

Bien sûr, comme le souligne le comité de Bâle, il ne s'agit que d'économie-fiction. En réalité, les nouvelles règles qui sont soumises à consultation pour une approbation définitive en 2011, ne s'appliqueront pleinement qu'en 2019. À cette date, les banques devront justifier d'un ratio de fonds propres «durs de 7% de leurs engagements, quatre à cinq fois supérieur à ce qu'il est aujourd'hui, argumente en général la profession.

Outre les besoins de fonds propres qui pourront désormais être calculés avec plus de précision, c'est du côté des nouvelles règles de liquidités que les investisseurs risquent de se donner des sueurs froides. Les banques vont en effet devoir considérablement stabiliser leurs ressources. Ce qui suppose qu'elles empruntent davantage à long terme: une gageure, en particulier pour les établissements européens. Les établissements des pays périphériques de la zone euro n'ont déjà presque plus, voire pas du tout, accès au marché des refinancements à court terme! Et l'appétit des investisseurs pour les émissions de dettes des groupes les plus solides risque d'être douché par l'anxiété régnant sur la dette souveraine, sur la possibilité de restructurations des obligations d'Etat et sur l'implication des créanciers souhaitée en cas de défaillance d'un établissement financier. (JDF 16.12)

## 2- Grèce.

Moody's Investors Service a annoncé jeudi avoir placé la note souveraine de la Grèce sous surveillance avec implication négative, évoquant les incertitudes entourant la capacité du pays à réduire son endettement à des niveaux supportables.

Moody's pourrait abaisser sa note de plusieurs crans si elle parvenait à la conclusion qu'il y avait des chances pour que le ratio endettement/produit intérieur brut (PIB) ne se stabilise pas d'ici trois à cinq ans ou si le soutien de l'Union européenne se révélait moins fort que prévu. (Reuters 16.12)

---

Le 18 décembre

Un mot personnel pour commencer, pas vraiment pour se détendre.

Vous allez peut-être vous marrez, moi un peu moins, l'Indien riche qui devait m'acheter ma maison, sa banque lui a fermé le robinet parce qu'il est endetté jusqu'au cou et qu'il a apparemment du mal à honorer ses engagements, de son côté il a prêté de grosses sommes d'argent à des gens qui sont dans l'incapacité de le rembourser, du coup il m'a proposé de me payer en plusieurs fois sans que je sache quand il m'aura versé la totalité de la somme, courant janvier en principe. En attendant, je ne lui rendrai pas ses arrhes et au cas où il annulerait la vente, je les conserverais définitivement, ce qui ne ferait pas franchement mon affaire, puisque mon seul objectif était de quitter ce village pourri et de financer ma retraite. Jusqu'où va se nicher la crise du capitalisme décidément ?

J'avais senti qu'il y avait quelque chose de pourri dans ce mec-là, j'attendais d'en savoir plus pour me faire une idée exacte sur son compte, je suis servi ! En fait, il imite les banquiers et rien de plus. Ne tenez pas compte de ma nouvelle adresse qui figure dans cette page d'accueil puisque je ne déménage plus, c'est cela l'Inde ! Magueswary, mon épouse, est folle de rage !

Bon, on avait commencé l'année en fanfare avec le piratage du site et la destruction du disque dur, on la termine sur cette histoire lamentable, fallait-il s'attendre à mieux, je n'en sais rien, personnellement cela fait un bail que je n'attends plus rien. Je vais vous avouer un truc, je comptais secrètement sur le développement de la lutte des classes en France pour rentrer à la maison, mais comme de ce côté-là aussi c'est très mal barré, je vais continuer à vivre sous les tropiques en attendant des jours meilleurs, je ne suis pas encore suicidaire. Passons aux choses sérieuses.

A propos de la situation en Côte-d'Ivoire.

Au fait, étrange, on n'entend plus parler de la fraude massive qui aurait eu lieu dans le nord de la Côte-d'Ivoire, fief d'Ouattara, l'argument avancé par Gbagbo pour contester l'élection d'Ouattara. Il y a également quelque chose d'étrange dans le soutien unanime des chefs d'Etat, de l'ONU, de l'UE et du FMI à Ouattara. Les deux protagonistes sont pourris assurément, mais cela ne doit pas nous interdire d'essayer de comprendre pourquoi ils soutiennent tous Ouattara.

Gbagbo s'est maintenu au pouvoir 5 ans au-delà de son mandat avec le soutien de l'ONU et des chefs d'Etat qui soutiennent aujourd'hui son adversaire, en prétextant que les conditions n'étaient pas remplies pour que des élections se déroulent normalement et en évoquant le retour de la guerre civile si elles avaient lieu. De son côté le chef de guerre et ex-Fmiste Ouattara avait déclenché la lutte armée contre le régime de Gbagbo sur fond de guerre ethnique, qui a abouti à couper littéralement le pays en deux.

Ouattara ne serait-il pas plus conciliant que Gbagbo face aux prétentions affichées par les impérialistes français et américain pour le compte de leurs multinationales ? C'est sans doute l'explication la plus probable. A suivre.

Un charmant courriel reçu ce matin.

J'ai reçu un courriel d'un sympathisant ou adhérent du POI fort agréable et dénué de tout fondement politique ou théorique, analyse ou argument, comme d'habitude : "*Toujours cette incompréhension crasse de ce qu'est une politique de Front unique, confondue avec une supplique aux appareils alors que les appareils sont les pires ennemis du Front unique!!*". Voilà pour le débat d'idées, de grands démocrates ces gens-là ! Il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Ce qui est navrant, c'est de refuser de constater que c'est justement cette politique criminelle qui a conduit à la situation dramatique que nous connaissons aujourd'hui, et le pire est encore à venir en continuant dans cette voie-là.

Il est navrant de refuser de constater que les rapports entre la classe ouvrière et les partis qui l'organisaient autrefois à des degrés divers ont radicalement changé en 30 ans (ou plus), que le PS et le PCF ne sont plus que des coquilles vides d'élus

dans lesquelles les travailleurs ne se reconnaissent pas et ne s'organisent pas en dehors d'une poignée d'égarés.

Il est également navrant de constater qu'il y en a encore, et ils sont nombreux, qui continuent de dénier au prolétariat la capacité de comprendre que ces partis qui ont été au pouvoir pendant de longues années sont en réalité inféodés au régime et qu'il n'en a rien à en attendre. Les travailleurs sont décidément trop cons pour le comprendre, ils seraient incapables de tirer la moindre leçon d'expériences qui ont duré de longues années, si tel était vraiment le cas, il faut aller plus loin et affirmer qu'il en sera toujours ainsi et que dans ce cas-là le socialisme n'était qu'elle belle utopie. Comme l'expliquait Lénine, l'unité à tout prix sert à camoufler sa propre capitulation devant le régime ou l'incurie politique légendaire des dirigeants qui la prônent.

Au contraire, nous estimons que les travailleurs ont tiré deux leçons essentielles de l'expérience du PS et ses satellites au pouvoir : la première, qu'ils n'ont rien à attendre de ces partis qui finalement n'ont résolu aucun des problèmes auxquels ils étaient confrontés, la seconde, puisque lorsqu'ils étaient au pouvoir ils ont mené une politique semblable à celle du parti de l'ordre, cela signifiait qu'il fallait faire avec le capitalisme en dehors de tout autre alternative, ainsi ils se sont employés à enchaîner plus sûrement que jamais la classe ouvrière au capitalisme et à légitimer les institutions.

Il faudrait donc en déduire que notre combat politique contre ces partis doit continuer, d'autre part que notre politique doit être résolument axée contre le capitalisme et les institutions si nous voulons proposer des objectifs politiques et une issue politique à la classe ouvrière et aux masses.

Les fétichistes du front unique ne veulent pas comprendre que ce n'est ni le combat en direction de ces partis ni le combat contre ces partis qui peuvent constituer une issue politique ou favoriser l'élévation du niveau de conscience politique, mais que c'est bien le combat acharné contre le capitalisme et les institutions qui peut aider le prolétariat à se détacher puis à rompre avec le capitalisme et les institutions et à poser la question du pouvoir.

Les travailleurs sont pragmatiques avant tout. L'expérience leur a démontré qu'ils n'avaient rien à attendre de ces partis sans forcément savoir pourquoi ils continuaient de se réclamer du socialisme, ils ne pourront le comprendre qu'à travers le combat contre le capitalisme et les institutions qui leur révélera la véritable nature de ces partis puisqu'ils se dresseront systématiquement sur leur chemin pour leur barrer la route et leur interdire de les remettre en cause.

Ces partis se positionnent ouvertement au côté du parti de l'ordre, ils ont ainsi choisi leur camp, il faut donc les combattre au même titre que l'UMP. Au lieu de cela, avec le front unique on voudrait faire croire aux travailleurs que leur perception de ces partis est fautive, qu'ils ne sont pas vraiment ce qu'ils pensent, des partis aussi pourris que l'UMP, pire qu'ils pourraient servir leurs intérêts, alors qu'ils pensent exactement le contraire, autrement dit le front unique s'emploie à nier les leçons qu'ils ont tiré de l'expérience de ces partis au pouvoir, il tire le prolétariat en arrière au lieu de l'aider à aller de l'avant.

On peut ajouter qu'on ne comprend rien à cette polémique sur le front unique, si on n'a pas à l'esprit qu'il ne s'adresse pas à la classe ouvrière ou aux masses, mais seulement aux militants de ces partis composés de petits bourgeois (et de grands-bourgeois) au niveau politique proche de zéro pour ce qui concerne le PS ou des restes du cadavre puant du stalinisme ou de couches de l'aristocratie ouvrière pour ce qui est du PCF, militants qui sont eux-mêmes inféodés au capitalisme et aux institutions, et qui pour cette raison n'ont aucune envie de quitter leurs partis, d'où l'échec de cette stratégie qui devait à l'origine permettre de contruire le PT puis le POI, on sait ce qu'il en est trois ans après sa fondation, ses effectifs sont passés de 10 070 à 7 300.

Pourquoi ces partis sont-ils opposés au front unique ? On vient de répondre à cette question : parce qu'il pourrait remettre en cause l'ordre établi dont leurs militants espèrent encore des miracles, ils en ont les moyens, pour eux seulement, car leur conscience de classe ne va pas plus loin.

Dans le cas de ces partis, leurs appareils et leurs militants ne font qu'un, prétendre le contraire est frauduleux, on comprend parfaitement pourquoi on voudrait nous faire croire le contraire, pour uniquement justifier cette stratégie foireuse qui ne mène qu'à une impasse politique, cela fait un demi-siècle qu'on nous la sert, donc on a eu largement le temps d'observer et d'analyser à quels résultats elle avait abouti.

On nous dira encore qu'elle peut servir à entraîner les masses au combat. Tu parles, les masses ont interprété les appels à manifester de ces partis sur les retraites comme des soutiens aux manifestations appelées par l'intersyndicale, au-delà du double langage des uns et des autres il faut préciser, les chantres de l'unité peuvent être satisfaits leur vœux s'est réalisé, et quelle a été la réaction des travailleurs, ce sont-ils rués dans la rue par millions et millions, point du tout, pour parodier le POI, ils sont restés "*perplexes*" et se sont contentés d'un soutien passif au mouvement engagé, alors qu'ils ont eu l'occasion de manifester deux samedis de suite.

Ils voudraient que les travailleurs qui n'ont aucune confiance dans ces partis suivent aveuglément leurs consignes ou appels, on a vu ce que cela avait donné. Même si les travailleurs avaient eu l'intention de les suivre, ils savaient pertinemment, par expérience là encore, que ces partis ne s'attaqueront jamais à la racine du problème des retraites, augmenter les salaires, s'attaquer au chômage et faire payer les capitalistes, inimaginable, vous ne trouverez pas un travailleur assez crétin pour le croire un instant dans ce pays. C'est la preuve qu'ils sont capables d'apprendre quelque chose de leurs expériences et que leurs illusions dans ces partis



ce sont envolés, ce que certains s'obstinent encore à nier. Eh non, les travailleurs ne se ruent plus comme un seul homme vers ces partis ou ne leur obéissent plus au doigt et à l'oeil sans réfléchir auparavant, c'est la preuve que leur conscience politique a quand même mûri depuis 30 ans, même si elle demeure encore à un niveau trop bas...

C'est un constat avec lequel il vous faudra faire, que cela vous plaise ou non, les générations se suivent mais ne se ressemblent pas forcément, la société se transforme, l'évolution du capitalisme suit son cours, sa course vers l'abîme, c'est ainsi. Si ces partis se composaient chacun de centaines de milliers d'ouvriers, nous n'aborderions pas la question du front unique de la même manière évidemment, mais tel n'est pas le cas, simple constat encore une fois.

Si vous êtes un peu curieux, dans Google tapez donc élections partielles et vérifiez le taux d'abstention aux élections municipales qui ont eu lieu depuis quelques mois, vous constaterez qu'il tourne aux alentours de 50 à 63%, une preuve supplémentaire que même l'élection de ces chers élus du peuple ne fait plus vraiment recette auprès de la classe ouvrière.

Finalement, cela ne vaut même pas la peine de caractériser le contenu de ce courriel et son auteur, ce serait perdre son temps puisqu'il n'a apparemment pas le niveau intellectuel d'un élève de CE1, en référence au début de la causerie d'hier qui lui a donné des boutons, il n'y a pas d'âge pour cela et ce n'est pas une honte !

## Politique.

1- Le ministre de l'Intérieur est un délinquant récidiviste.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a été condamné vendredi à Paris pour "violation de la présomption d'innocence" à la demande d'un magistrat suspecté d'avoir informé la presse dans le dossier Bettencourt.

Le tribunal a accordé un euro symbolique de dommages et intérêts à ce plaignant, David Sénat, ex-conseiller au cabinet de la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie.

Brice Hortefeux devra en outre s'acquitter de 3.000 euros de frais de procédure. L'avocat de Brice Hortefeux a annoncé son intention de faire appel.

C'est la seconde sanction judiciaire prononcée contre Brice Hortefeux dans le cadre de fonctions au gouvernement. Il a déjà été frappé de 750 euros d'amende en juin dernier pour injure raciste envers un militant maghrébin de l'UMP, sanction dont il a fait appel. Aucune date n'est fixée pour le second procès. (Reuters 17.12)

2- L'extrême droite profite de la crise.

S'exprimant vendredi devant la presse, Jean-Marie Le Pen a soutenu que le FN avait «*dépassé la barre des 31.000 adhérents*» grâce à l'intérêt suscité par cette campagne interne. C'est la première fois depuis plusieurs années que l'ancien candidat à l'Élysée annonce un nombre précis d'adhérents. Le chiffre avancé par Jean-Marie Le Pen est invérifiable. Il semble vraisemblable que le FN comptait entre 20 000 et 22 000 adhérents avant la campagne pour la présidence. (Lefigaro.fr 17.12)

J'en étais resté au chiffre de 7 000. Si l'extrême droite s'organise, est-ce le cas de l'extrême gauche ou des révolutionnaires, apparemment pas, voilà qui est plus inquiétant, non ? On s'en fout, à chacun sa chapelle et son appareil...

## Social.

Les journalistes grecs protestent contre les licenciements dans les journaux et réclament le respect de la convention collective du secteur. Pour se faire entendre, les journalistes de la principale fédération ont engagé une grève de quarante-huit heures, la troisième en un mois. En conséquence, aucun bulletin d'information n'a été publié ou diffusé, vendredi 17 décembre. Samedi, aucun quotidien ne sera publié et aucun bulletin d'informations ne sera disponible sur les radios, télévisions ou grands sites Internet, selon la Fédération des journalistes grecs (Poesy).

Contraint par l'Union européenne et le Fonds monétaire international à rendre le marché du travail plus flexible afin de renforcer la compétitivité de l'économie grecque, le gouvernement a adopté mardi une loi donnant la priorité aux conventions d'entreprises sur les conventions collectives. (Lemonde.fr 17.12)

Qui décide, qui prend la décision de s'attaquer à tous les droits des travailleurs, qui détient ce pouvoir en Grèce ? Le gouvernement, parce qu'il est au service des capitalistes, c'est donc contre le gouvernement et les institutions qu'il faut axer le combat politique avec en ligne de mire l'expropriation des banquiers et des capitalistes...

## Economie.

## 1- France.

Le Mediator aurait fait entre 1 000 et 2 000 morts, selon Le Figaro, qui précise, vendredi 17 décembre, que cette évaluation va bien au-delà du chiffre officiellement admis '*d'au moins 500 morts*'. Cette information repose sur une étude menée par des épidémiologistes mandatés par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps).

Le 16 novembre, cette dernière admettait le chiffre d'*au moins 500 décès* attribuables au médicament prescrit aux diabétiques en surpoids, et utilisé comme coupe-faim, sur la base des calculs de l'épidémiologiste Catherine Hill (Institut Gustave-Roussy, Villejuif). La chercheuse confirmait ainsi une fourchette de 500 à 1 000 morts précédemment avancée. Mais *Le Figaro* révèle que ce même 16 novembre, l'Afssaps n'avait pas mentionné la fourchette de 1 000 à 2 000 morts, provenant d'une autre étude réalisée par deux autres chercheurs (Mahmoud Zureik, directeur de recherche à l'Inserm, et Agnès Fournier, épidémiologiste à l'Inserm) qu'elle avait également sollicités.

La prise en compte du long terme est le facteur qui différencie les calculs de Catherine Hill de ceux de Mahmoud Zureik et d'Agnès Fournier, souligne le quotidien. '*Notre estimation est tout à fait concordante avec la sienne [celle de Mme Hill, NDLR], qui conclut à 3 500 personnes hospitalisées pour valvulopathies et à 500 morts minimum*', a confié Mahmoud Zureik au quotidien.

Selon *Le Figaro*, les trois chercheurs ont disposé des mêmes données de la Cnam pour réaliser leurs extrapolations, soit 303 336 personnes exposées au Mediator en 2006 (70 % d'entre elles ne sont pas diabétiques) dont 597 ont été hospitalisées au moins une fois pour valvulopathie (atteinte de valves cardiaques). Parmi ces hospitalisations, on dénombrait soixante-quatre morts. Schématiquement, c'est la prise en compte de la surmortalité à plus long terme des malades hospitalisés qui aboutit à la différence entre les deux estimations. (Lemonde.fr 17.12)

Je connais bien le problème, puisque c'est pour une double valvulopathie que mon épouse Magesawary a été opérée du coeur il y a 4 ans. Ils parlent de 3 500 personnes hospitalisées et de *500 morts minimum*, mais en réalité quand les valves ont été attaquées, c'est irréversibles, elles finissent par se refermer et entraîner la mort, on peut élargir leur ouverture une ou deux fois à l'aide d'un ballonnet placé au bout d'une sonde, ce qui ne nécessite aucune opération, mais au fil du temps les valves continuent de se détériorer et il faut procéder à leur remplacement, si on attend trop longtemps, l'opération sera rendue impossible et vous serez condamnés à mort dans un délai assez court, il restait environ 6 mois à vivre à Mageswary quand elle a été opérée. Il existe deux sortes de valves, d'origine porcine ou métallique, l'inconvénient des premières c'est qu'il faudra les changer un jour ou l'autre, et si vous êtes trop vieux ou trop faible se sera impossible, tandis que les valves mécaniques sont garanties à vie, l'inconvénient, le tic-tac que l'on entend nettement et qui empêche jusqu'à votre voisin ou voisine de dormir ! L'opération dure un peu plus de 10 heures pour la pose des deux prothèses et le taux de réussite ou de survie est de 1% seulement. Vous avez ensuite un traitement à vie à suivre et vous bénéficiez de l'ALD (100%), vous êtes déclaré handicapé à 80% par la Sécu.

## 2- Irlande.

Moody's Investors Service a annoncé vendredi avoir abaissé de cinq crans sa note souveraine attachée à l'Irlande, qui passe ainsi de Aa2 à Baa1, tout en disant que d'autres abaissements pourraient suivre si Dublin ne parvenait pas à stabiliser les paramètres de sa dette dans un avenir prévisible.

Cette décision a fait grimper les rendements de dette irlandaise à 10 ans de 7,5 points de base (pdb) à 8.522%. (Reuters 17.12)

## 3- Etats-Unis.

2010 s'annonce comme une nouvelle année record pour les saisies. Plus d'un million auront été engagées cette année, contre 900.000 l'année dernière. Ces records devraient être battus l'an prochain. On anticipe même une forte accélération avant le printemps en raison de la réactivation des procédures suspendues ces dernières semaines.

Le maintien du chômage à près de 10% reste le principal facteur de défauts de paiement élevés qui débouche sur des saisies. Le calcul rationnel de plus en plus d'emprunteurs de cesser d'honorer leurs dettes joue aussi un rôle important. Plus de 23% des propriétaires se trouvent en effet devoir aujourd'hui plus à leur banque que la valeur de marché de leur maison. Cette proportion a grimpé de 1% en un an.

Beaucoup de foyers préfèrent rendre les clés de leur logement et déménager sans payer leurs échéances. La sanction de ce comportement est une inscription sur la liste de rouge des «*emprunteurs délinquants*» pendant des années, la perte de leur capital et de leur propriété. Pour certains, c'est encore préférable au paiement de mensualités qui ne peuvent être réduites. En effet, lorsque la valeur de marché d'un bien est très dévaluée, les possibilités de refinancement à des taux plus bas s'évanouissent. (Lefigaro.fr 17.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 décembre

En principe, mon déménagement est seulement reporté d'un mois. Bon dimanche à tous.

## Politique.

### 1- WikiLeaks, suite

Julian Assange a dénoncé samedi «une nouvelle forme de maccarthysme financier aux Etats-Unis», après la suspension par la Bank of America de toutes les transactions destinées à son site WikiLeaks. «*C'est une nouvelle forme de maccarthysme financier, qui prive notre organisation des fonds dont elle a besoin pour survivre, qui me prive personnellement de fonds dont mes avocats ont besoin pour me protéger contre une extradition aux Etats-Unis ou en Suède*», a déploré Assange devant quelques journalistes à Beccles, petite ville de l'est de l'Angleterre, à environ 200 km au nord-est de Londres, près de laquelle il est assigné à résidence.

La banque américaine Bank of America a annoncé samedi qu'elle avait décidé de suspendre toutes les transactions destinées au site de publication de documents secrets WikiLeaks. «*Bank of America se joint aux mesures annoncées précédemment par MasterCard, PayPal, Visa Europe et d'autres et n'effectuera plus aucune transaction de quelque type que ce soit dont elle ait des raisons de croire qu'elle puisse être destinée à WikiLeaks*», a déclaré à l'AFP un porte-parole de la banque, Scott Silvestri.

«*Cette décision se fonde sur le fait que nous avons des raisons de penser que WikiLeaks pourrait être engagé dans des activités qui sont, entre autres, contraires à notre politique interne de paiements*», a ajouté la banque dans un communiqué. (Libération. fr 18.12)

### 2- Tunisie.

Des accrochages ont opposé samedi à Sidi Bouzid, à 265km de Tunis, dans le centre de la Tunisie, des forces de l'ordre et des manifestants mécontents qui tentaient de s'introduire au siège du gouvernorat (préfecture), ont rapporté un témoin et un parti d'opposition.

Ces heurts seraient intervenus après une tentative de suicide la veille d'un jeune commerçant ambulant de fruits et légumes auquel les autorités avaient saisi sa marchandise.

En désespoir de cause, le jeune homme, âgé d'une vingtaine d'année a tenté de s'immoler par le feu après s'être aspergé d'essence devant la préfecture. Atteint de brûlures graves, il a été transporté à l'hôpital où il est "*entre la vie et la mort*", selon un communiqué du Parti démocratique progressiste (PDP/opposition).

Selon un témoin oculaire, après un sit in "pacifique" observé la veille devant la préfecture par quelques dizaines de personnes, la manifestation a pris de l'ampleur samedi l'occasion du souk hebdomadaire, ce qui a engendré des accrochages entre les manifestants et les forces de l'ordre. Aux bombes lacrymogènes utilisées par les forces de l'ordre pour les empêcher d'entrer dans la préfecture, les manifestants répondaient par des jets de pierres sur le bâtiment et les voitures de police.

Selon la même source, les incidents qui se sont étendus à plusieurs zones de la ville, se poursuivaient samedi en fin de journée. Des devantures de magasins ont été endommagées par les manifestants qui ont mis le feu à une voiture, à des pneumatiques et aux poubelles.

A l'instar du jeune commerçant, diplômé de l'université, et seul soutien de famille, la région de Sidi Bouzid compte un taux élevé de chômage parmi les promus de l'enseignement supérieur, indique-t-on de même source. (AP 18.12)

### 3- Venezuela.

Les parlementaires vénézuéliens ont octroyé des pouvoirs spéciaux au président Hugo Chavez, qui pourra légiférer par décret pendant 18 mois. Cette décision entame l'influence de la prochaine Assemblée nationale, au sein de laquelle l'opposition est davantage représentée.

Les adversaires de Chavez ont dénoncé un chèque en blanc accordé à Hugo Chavez qui aura les mains libres pour gouverner sans consulter le Parlement.

L'assemblée nationale a approuvé vendredi ces pouvoirs spéciaux pour 18 mois, alors que la nouvelle chambre doit se réunir le

5 janvier prochain. Les parlementaires de l'opposition y sont plus nombreux que dans la précédente ce qui aurait pu entraver l'adoption de certaines lois importantes.

Hugo Chavez a affirmé qu'il avait besoin des pouvoirs spéciaux pour accélérer l'aide financière aux victimes des récentes inondations et glissements de terrain et pour augmenter le rythme de la transition du pays vers un Etat socialiste. (AP 18.12)

## Social.

Espagne.

Les deux grands syndicats espagnols ont organisé une quarantaine de manifestations ce samedi.

Les deux grands syndicats espagnols, UGT et CCOO ont organisé samedi une quarantaine de manifestations contre la future réforme des retraites, dont un rassemblement de quelques dizaines de milliers de personnes à Madrid. Sous les slogans "*la mobilisation continue*" et "*non à la retraite à 67 ans*", ces deux syndicats entendent faire monter la pression contre le gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero qui prévoit de présenter fin janvier une réforme des retraites.

Repousser l'âge légal de départ à la retraite de deux ans, comme le prévoit M. Zapatero, "*n'a pas de sens alors qu'on a un niveau de chômage des jeunes très élevé*", a déclaré, parmi les manifestants à Madrid, une ex-employée de Telefonica au chômage, Maria Eugenia Marcos. Pourtant, la mobilisation sur ce thème est "*faible*" car les salariés ont le sentiment qu'il faut faire quelque chose pour préserver les retraites de demain, ajoute cette Madrilène de 56 ans.

Quelques dizaines de milliers de personnes (d'après une estimation policière), essentiellement des militants de CCOO et UGT, ont participé à la manifestation dans le centre de Madrid, sous une nuée de drapeaux rouges.

Une quarantaine d'autres manifestations étaient organisées samedi par les deux syndicats dans les grandes villes espagnoles. Ignacio Fernández Toxo, le dirigeant de CCOO, a mis en garde contre de futures actions plus dures, agitant même le spectre d'une nouvelle "*grève générale*" comme celle du 29 septembre.

Cette dernière grève générale - la première depuis que Zapatero est arrivé au gouvernement en 2004 - avait pour but de mobiliser contre une réforme contestée du marché du travail, visant à rendre plus flexible l'emploi. "*Les prochaines semaines seront déterminantes pour voir s'il y aura grève ou non*" a déclaré le leader de CCOO, en référence à une possible "*grève générale en janvier*". Vendredi à Bruxelles, M. Zapatero a réaffirmé sa détermination à faire approuver le 28 janvier la réforme des retraites qui prévoit notamment de faire passer de 65 à 67 ans l'âge légal de départ à la retraite. (Lexpress.fr 18.12)

Quand cette Madrilène dit que la mobilisation est "*faible*" car "*les salariés ont le sentiment qu'il faut faire quelque chose pour préserver les retraites de demain*", elle exprime très bien l'état d'esprit de la majorité des travailleurs dans tous les pays qui sont confrontés à la même contre-réforme des retraites et qui se résume ainsi : elle ne comprend pas comment fonctionne la société, elle est contre la contre-réforme de Zapatero, mais elle admet la nécessité d'une réforme qui se soldera par de nouveaux sacrifices pour les travailleurs, ces deux aspects de sa position son contradictoire, parce qu'elle n'est pas encore mûre pour remettre en cause l'ordre capitaliste qui impose cette contre-réforme.

C'est donc bien le niveau de conscience politique des masses qui est en cause, la question de l'obstacle des appareils vient en second et sera résolu justement lorsque la conscience de classe du prolétariat aura progressé. J'avais pris la précaution d'indiquer aux militants en octobre ou novembre dernier, qu'on devait se poser la question de la caractérisation d'un mouvement pour l'aborder correctement, apparemment sans avoir été entendu.

Quand on demande aux militants, mais sur quelle base sociale reposent les positions des dirigeants syndicaux, on n'obtient pas de réponse, ce seraient des traîtres, des parasites rabâchent-ils, c'est un peu court comme définition ou analyse, ils marchent au côté du gouvernement, certes, mais cela ne répond pas à notre question, sur quelle base sociale s'appuie-il ou plutôt de quelles couches de travailleurs se font-ils les porte-parole, là nous approchons d'une réponse sérieuse, sur l'immense majorité des travailleurs qui ne sont toujours pas capables de se faire une représentation correcte de la situation et de se situer exclusivement sur un terrain de classe, qui à la fois refusent de nouveaux sacrifices, mais qui d'un autre côté se disent qu'un certain nombre d'entre eux seront tout de même nécessaires, ils demeurent prisonniers de cette contradiction parce que leur niveau de conscience de classe demeure insuffisant, ici l'argument de l'obstacle des appareils n'a rien à voir ou n'est pas approprié.

Nos détracteurs fanatiques du front unique rétorqueront, mais il n'en serait pas ainsi si les dirigeants syndicaux étaient sur une ligne correcte, c'est vrai qu'avec des si tout est possible, mais c'est encore se faire des illusions car les dirigeants syndicaux ne se placeront jamais sur un terrain de classe correcte, ils peuvent effectivement faire un pas dans cette direction sous la pression de leurs bases, pour immédiatement après ou à la première occasion faire marche arrière lorsqu'ils estiment qu'ils disposent de suffisamment de pouvoir sur le mouvement pour le diriger là où ils voulaient le mener depuis le départ, c'est-à-dire dans une impasse, car entre temps la conscience politique des masses n'a pas eu le temps de mûrir, surtout en l'absence du parti. On

a envie de dire que c'est ce dernier élément qui finalement conditionne en grande partie à la fois le développement de ce mouvement et son issu.

Il ne suffit pas qu'une mobilisation se produise pour que du jour au lendemain tout devienne possible comme de nombreux militants le pensent. Il faut se demander quel est le niveau de conscience politique des masses quand cette mobilisation voit le jour, pour se faire une idée assez précise du niveau qu'elle peut atteindre et son issue probable, quelle tactique et stratégie adopter pour la mener le plus loin possible et pour que les masses puissent en tirer des leçons pour la suite de leur combat... Et c'est là que l'on peut saisir l'importance capitale de lier des mots d'ordre politiques à tous nos combats, car si chaque combat n'est pas orienté dans une perspective politique, il se termine comme il a commencé et les masses n'en tireront aucun enseignement, ils l'auront vécu comme une parenthèse, une abstraction et la vie quotidienne (inconsciente) faite de servitudes reprendra le dessus. Là encore c'est se faire des illusions que penser que les masses tirent forcément des leçons de chaque expérience, c'est une vue de l'esprit qui ne correspond pas du tout à la réalité, si personne ne leur explique comment et pourquoi les choses se sont passées ainsi, c'est encore insuffisant, comment et pourquoi nous en sommes arrivés à cette situation-là, pourquoi le gouvernement en arrive à prendre le risque d'un affrontement direct avec la classe, si les masses demeurent incapables de répondre clairement à ces questions, vous pouvez vous dire qu'elles n'auront tiré aucun enseignement de cette expérience.

C'est navrant d'en arriver à être obligé d'expliquer quelque chose d'aussi élémentaire, car il en va ainsi dans la vie en générale, quotidiennement, on passe notre temps à reproduire systématiquement les mêmes erreurs pour n'avoir pas trouvé les moyens de les analyser à fond, d'où la nécessité d'expliquer inlassablement aux travailleurs comment fonctionne la société et les institutions et de les organiser...

Lénine affirma que la révolution avait été possible et finalement avait vaincu, parce qu'au préalable les masses avaient été gagnées à l'idée de la révolution, parce qu'elles y avaient été minutieusement préparées par le parti bolchevik pendant de longues années, un élément déterminant que nos révolutionnaires ignorent malheureusement de nos jours. Contrairement à ce qu'on peut imaginer par ignorance, si c'est effectivement le développement de la situation (objective, la guerre et son cortège de souffrances) en Russie et de la lutte des classes qui ont conduit à une révolution, c'est seulement le long travail de préparation des masses à cette révolution qui a permis de la mener à son terme, et soulignons-le au passage, de construire le parti du prolétariat indispensable pour vaincre, ce parti étant construit sur la base du marxisme révolutionnaire. Notez bien que Marx et Engels avaient déjà tiré cet enseignement (la question du parti) de l'expérience de La Commune de Paris, Lénine n'a fait que le mettre en musique, lui au moins avait été capable de s'en inspirer, ce qui n'est plus le cas de nos dirigeants.

On se refuse à regarder la réalité en face, parce qu'elle pose plus de problèmes qu'elle n'en résoud et que nous n'avons pas trouvé de réponses satisfaisantes à leur apporter, c'est assurément le meilleur moyen de ne jamais y parvenir. Et puis cela nécessite un certain courage et de faire preuve de beaucoup de modestie pour avouer que l'on n'a pas toujours immédiatement les réponses adéquates à toutes les questions que pose la situation.

Pas plus une mobilisation sur une revendication sociale ou politique qu'une révolution ne peut aboutir si la classe et les masses n'ont pas au départ un niveau de conscience de classe suffisamment développé pour qu'il puisse s'élever jusqu'à correspondre à l'objectif de ces combats. Si vous avez de petites jambes et que vous voulez grimper en haut d'une échelle dont les barreaux sont espacés de 50cms par exemple, vous n'y arriverez pas, il faudra que la taille de vos jambes se développent pour y parvenir, si elles demeurent à la même taille, vous resterez éternellement au même niveau, vous ne progresserez jamais vers votre objectif. De gros malins répondront qu'il suffit de changer d'échelle ou l'espacement des barreaux pour résoudre ce problème, ce qui revient à dire qu'il suffirait que les appareils ne soient plus vraiment les appareils pour que tout devienne possible.

La participation des travailleurs à la lutte de classes est un excellent entraînement au combat de classe, mais il n'est pas suffisant en soi, dans le cas contraire, après les milliers de manifestations qui ont eu lieu dans le pays au cours des décennies précédentes, la question du pouvoir devrait être réglée depuis longtemps, or ce n'est pas le cas comme chacun peut le constater.

Bon, on ne va pas s'éterniser aujourd'hui sur cette question, dans tout processus (dynamique) il existe une partie consciente et inconsciente, le but du jeu consiste à faire passer ce qui est du domaine de l'inconscience dans celui de la conscience, comme lors d'un traitement psychanalytique, mais il n'y a pas d'automatisme. Je vais vous donner un exemple.

La veille d'apprendre par la bouche de monsieur Soundararajan qui devait acheter ma maison qu'il connaissait de graves difficultés financières pour avoir un peu trop tiré sur la corde du crédit, j'avais expliqué à Augustin qui me l'avait présenté, comment les Etats, les banques et les patrons s'endettaient pour survivre ou s'enrichir toujours plus jusqu'au jour où à l'autre bout de la chaîne l'argent ne rentrait plus entraînant une faillite en cascade des patrons, des banques, puis des Etats... Augustin m'a dit, apparemment tout heureux d'avoir appris quelque chose et d'avoir fait une expérience qui compte dans sa vie, vous savez monsieur, la situation de monsieur Soundararajan est exactement la même que celle que vous m'avez décrite hier, grâce à vous j'ai tout compris très facilement. C'était pour lui une révélation, en 24h seulement il a vérifié ce que je lui avais expliqué sur le fonctionnement du capitalisme qui conduit infailliblement à une crise. Je peux vous dire qu'il n'en revient toujours pas, il doit passer dans une heure chez moi. Pour lui, je suis un sacré phénomène et il a une totale confiance en moi, ce que je ne lui ai jamais demandé et ce dont je n'abuserai jamais évidemment.

Tout cela pour dire que mon ex-élève Augustin (40 ans) a bien appris quelque chose sur le fonctionnement du capitalisme sans

avoir participé à une grève, une manifestation ou un meeting, simplement parce que j'ai pris le temps de lui expliquer clairement les choses, cela a dû me prendre 15 minutes, un temps fou quoi qui vaut largement la lecture de tous les tracts du monde ! Peut-être que je ne peux pas militer, mais à ma manière je participe à la lutte de classe, n'en déplaie à mes détracteurs. Chaque travailleur partout dans le monde peut apprendre quelque chose et progresser à partir de son expérience de la vie quotidienne pour peu qu'on ait la volonté de leur apporter l'aide nécessaire, je viens d'en faire la démonstration. J'entends déjà certains dire : ah ben oui gros malin, c'est une évidence ! Alors pourquoi ne le faites-vous pas ?

Si on se forge une conviction ou on parvient à certaines vérités relatives ou absolues par la réflexion et l'expérience, les deux étant associées ou complémentaires, cela est valable dans tous les domaines de l'existence et pas seulement au cours de la lutte des classes à laquelle finalement seule une infime minorité de travailleurs participent, si maintenant on se refuse d'aider les travailleurs à se forger leur propre conviction en dehors de la lutte des classes, on s'interdit d'aider à progresser 80 à 90% des travailleurs, qu'on ne s'étonne pas ensuite qu'on en soit toujours au même point.

## Economie.

### 1- Etats-Unis.

Les autorités américaines ont fermé six banques vendredi, ce qui porte le nombre de disparitions d'établissements à 157 depuis le début de l'année, contre 140 l'an dernier.

L'essentiel des banques qui ont fermé leurs portes cette année ont moins d'un milliard de dollars de total de bilan. (Reuters 18.12)

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 20 décembre

En réfléchissant à la situation en Côte-d'Ivoire et en rédigeant la causerie ci-dessous, on en profite pour revenir sur un des éléments de la situation politique en France dont personne ne veut décidément entendre parler : la légitimité du pouvoir en place et de la Constitution de la Ve République.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon est minoritaire et illégitime, pourtant il se maintient au pouvoir. A la question de savoir comment est-ce possible, on nous sert régulièrement la même réponse : c'est grâce au soutien que lui apportent le PS et les appareils des syndicats, ce qui n'est pas totalement faux, mais un peu court toutefois. Il faut donc en déduire qu'il suffirait que le PS et les appareils retirent leur soutien au gouvernement pour qu'il tombe. Et après ? Après, le PS prendrait la suite du parti de l'ordre au pouvoir soutenu à son tour par les appareils et la vie continuerait comme avant sous la Ve République, merci on connaît le refrain par coeur, on ne serait pas plus avancé, on a déjà donné ! Les travailleurs allemands, britanniques, italiens, espagnols, portugais, grecs, belges, hollandais, suédois, autrichiens, chiliens, argentins, brésiliens, etc., vous complétez cette liste : ils ont tous déjà donné avec le résultat que l'on sait !

Il faut aller plus loin et ne pas se contenter de cette analyse volontairement tronquée et surfait de la situation. Ce gouvernement honni des masses laborieuses se maintient en place parce la Constitution de la Ve République est ainsi faite, parce qu'elle est antidémocratique et ne tient pas compte de la volonté qu'exprime quotidiennement la majorité de la population, le rejet de sa politique antisociale. Pire encore, le président peut même décider de fouler aux pieds les résultats d'un référendum, celui du 29 mai 2005, parce que son résultat ne correspondait pas aux intérêts des capitalistes.

C'est la Constitution qui permet au président de disposer de pouvoirs quasi dictatoriaux et de gouverner en s'appuyant sur la minorité de nantis que compte ce pays, contre la volonté de la majorité. Dès lors, il est établi que les travailleurs n'ont finalement aucun moyen de faire valoir leurs droits légitimes face à cette dictature.

De quels droits politiques disposent les travailleurs pour faire valoir leurs droits économiques et sociaux ?

Aucun en dehors du pouvoir de s'exprimer et de s'organiser, sachant que cette expression ne sera jamais prise en compte, quel que soit le parti qui gouverne ou qui dispose de la majorité au sein de ces institutions antidémocratiques comme l'expérience le prouve amplement. Quant aux élections, elles sont une farce cynique, puisque là aussi tous les partis ne disposent pas des mêmes moyens (matériels et financiers) pour défendre leur programme. Du coup, il est relativement aisé au parti de l'ordre et ses supplétifs social-libéraux de manipuler la population après l'avoir conduite au désespoir, soit en brandissant la menace du chaos, soit en entretenant un climat nauséabond de peur propre à favoriser le développement d'une psychose collective, le tout agrémenté de promesses trompeuses ou de discours faisant la part belle à la fatalité. Le développement des moyens

de communication au cours des dernières décennies, concentrés entre les mains de quelques capitalistes, n'a fait que renforcer le pouvoir de ces partis, pouvoir encore une fois compatible avec la Constitution.

Une question découle de ce constat pour les travailleurs : comment faire pour acquérir les moyens politiques qui nous permettront de satisfaire nos droits sociaux ? On vient de voir que c'était impossible dans le cadre de la Constitution de la Ve République qui en est l'antithèse, la négation, on pourrait ajouter qu'elle a justement été créée pour permettre à la classe des exploités de disposer des moyens politiques (les institutions) dont elle a besoin pour exercer son pouvoir sur la classe des exploités, pour la maintenir dans un état perpétuel de soumission.

La Constitution est ainsi faite, qu'elle permet à la lutte des classes de s'exprimer sur la base de rapports de classe favorables à la classe des capitalistes, sans que jamais elle ne parvienne à remettre en cause la Constitution ou ces rapports, sans que leur rejet par la majorité de la population ne soit pris en compte. La Constitution ne peut admettre que temporairement et partiellement un rapport de forces défavorable à la classe des capitalistes, en attendant que ce rapport de forces s'inverse et que les travailleurs perdent les uns après les autres les acquis ou droits sociaux chèrement conquis au cours de leur combat ou des générations précédentes. La Constitution interdit donc la remise en cause des rapports de production, les fondements du capitalisme qui sont responsables de la crise actuelle, son existence s'oppose à toute issue à la crise favorable aux travailleurs.

Il faut donc mettre à l'ordre du jour le combat politique pour l'abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République sur laquelle repose l'Etat des capitalistes, donc le gouvernement illégitime Sarkozy-Fillon, le combat politique pour la formation d'un conseil national des délégués élus (et révocables) des travailleurs manuels et intellectuels de tout le pays, des syndicats d'entreprises et des partis politiques combattant au côté de la classe ouvrière, des organisations combattant pour l'abolition du capitalisme et des institutions, qui détiendra tout le pouvoir...

La classe ouvrière doit engager le combat pour l'obtention de droits politiques qui garantiront que ses droits économiques et sociaux légitimes seront effectivement pris en compte et que toutes les mesures nécessaires seront prises pour qu'ils soient enfin satisfaits, ce qui ne peut se traduire concrètement que par la constitution d'un organisme politique indépendant dans lequel elle exercera réellement et démocratiquement le pouvoir, puisqu'elle représente les intérêts de l'immense majorité de la population. Face à la dictature du capital qu'incarne la Constitution de la Ve République et les institutions contre la classe ouvrière et les masses, cet organisme politique incarnera la dictature du prolétariat contre la classe des capitalistes. Il nous reste à construire le parti révolutionnaire qui impulsera cette politique, qui aidera la classe et les masses à s'en saisir. (A suivre)

## Politique.

1- France. A bas le parti du FMI !

L'idée d'une candidature de Dominique Strauss-Kahn aux primaires du PS «*chemine positivement*», a déclaré dimanche l'un de ses proches, le député PS de Paris Jean-Marie Le Guen. «*Oui je pense que cela chemine de façon positive*», a-t-il dit sur BFMTV. (20minutes.fr 19.12)

Laurent Fabius a dit dimanche sur Europe 1 (à propos de Dominique Strauss-Kahn) : "*Nous avons des contacts réguliers et je dirais, et ne vous perdez pas en interprétations, que ça chemine*". (Reuters 19.12)

2- Côte-d'Ivoire. Troupes françaises et étrangères d'occupation : Dehors !

A la suite d'un article de *Libération* sur la Côte-d'Ivoire du 19 décembre, j'ai noté quelques commentaires d'internautes qui permettent de se faire une idée plus précise sur la situation. Avant d'y venir, ma propre analyse.

On peut affirmer que Sarkozy, Obama, l'ONU et l'UE ont pris position contre Gbagbo parce qu'il serait moins facile à manœuvrer, peut-être plus gourmand en affaires, et parce qu'ils ont estimé qu'ils pourront continuer de piller ce pays dans de meilleures conditions avec Ouattara au pouvoir. Ouattara est vulnérable, il a la faiblesse d'être parvenu à se hisser au pouvoir en tant que trafiquant et chef de guerre, autrement dit, s'il prend la place de Gbagbo, ils pourront à tout moment lui rappeler son glorieux passé et éventuellement le menacer d'enquêter sur les crimes commis par les bandes armées qu'il commandait. Cela explique pourquoi, bien que la France et les Etats-Unis soient concurrents en Côte-d'Ivoire, ils soutiennent Ouattara, une marionnette docile et facilement manipulable entre leurs mains.

On notera également que l'impérialisme français et américain incapables de faire face à la crise du capitalisme et en pleine décomposition, ont de plus en plus de difficultés à imposer leurs candidats à la tête des Etats africains, et qu'ils n'hésitent plus à utiliser les forces armées de l'ONU pour parvenir à leurs fins, ce n'est pas gagné d'avance pour ce qui concerne la Côte-d'Ivoire.

En conclusion, on peut affirmer que le bain de sang annoncé dans ce pays sera à mettre au compte principalement de l'impérialisme français dirigé par le va-t-en-guerre et flic-président Sarkozy.

Michèle Alliot-Marie a cru bon d'affirmer hier, lors de l'émission «Internationales» de TV5 Monde, RFI et Le Monde «*Laurent Gbagbo n'a plus aucune compétence (ni) aucun pouvoir.*» (20minutes.fr 19.12), alors qu'elle est la ministre des Affaires étrangères d'un gouvernement ultra minoritaire et illégitime qui se maintient au pouvoir par la grâce d'institutions bonapartistes et antidémocratiques, ce que l'on a tendance à oublier.

Les commentaires d'internautes.

1- On peut dire que la légitimité de Laurent Gbagbo est douteuse. Celle d'Alassane Ouattara, désigné par des puissances d'argent qui espèrent sa collaboration, est quant à elle, nulle.

2- Ouattara fait 48% à Abidjan et 80% à Yamoussoukro sous contrôle FDS et 90% à Bouaké.

3- Qui peut sérieusement croire qu'un bulletin autre que celui de Ouattara était autorisé dans l'urne, avec des rebelles armés et d'une agressivité sans nom ?

4- Pour ceux épris de paix, de justice et d'amour pour la Côte d'Ivoire, les FN disent tout bêtement qu'il n'y a rien dans le Nord pendant que les témoignages rapportés par l'ONU elle-même sur l'afflux des réfugiés est flagrant. Ces populations ne sont-elles pas du mandat de l'ONUCI. Mascarade en plein jour mais qui est dupe? Pourquoi cette forte protection au Golf et une nonchalance dans les régions du Nord?

5- Un peu d'histoire. Le coup d'état et de forces des années 2000 et 2003 ont été faits par le même Ouattara. Et c'est lui qui a toujours financé la rébellion alors que Gbagbo n'était pas au pouvoir. Et comment expliquez-vous que les rebelles le soutiennent s'il n'était pas leur chef. A beau se cacher, la vérité finit par se savoir. C'est là où je ne trouve l'Onu et la France complices de déstabilisation de la Côte-d'Ivoire aux côtés des rebelles. Je suis chef d'entreprise et je me souviens qu'à un moment je voulais aller faire du business en CI et un ivoirien qui vivait sur place me disait que les rebelles ne l'étaient que de nom et qu'en principe ils vivaient de tous les trafics. C'est là le fond du problème. Ils veulent avoir le contrôle sur les ressources de la CI pour pouvoir financer les horribles desseins. Ce sont les futurs talibans: un moment aidés et financés par les occidentaux et un autre moment, ils deviennent des ennemis.

6- Les 3/4 de la CEI sont dominés par les pro-Ouattara et le conseil constitutionnel est comme celui de la France. Il est officiel alors que la CEI est une structure occasionnelle mise en place pour l'occasion.

Parlant de la légitimité populaire avec plus de 600 000 voix de plus de bourrage d'urnes ? C'est cela la légitimité populaire. La Cour constitutionnelle n'a dit que le droit et rien que le droit. Plus de votants que d'inscrits et c'est sur ce point que la Cour constitutionnelle s'est prononcée en annulant les 600 000 voix frauduleuses à la TIBERIE à Paris.

Parlant de l'exclusion de Ouattara aux élections de 1999 et suite... Est-ce Gbagbo qui était là ? N'est-ce pas son allié actuel, Bédier qui l'avait écarté ? D'autre part accepteriez-vous qu'un Belge ou Cohn Bendit devienne président de la France ? Ouattara est né Burkina, a travaillé comme fonctionnaire international burkinabé au FMI et non comme ivoirien. Mais c'est Houphouët qui l'appelle pour le nommer premier ministre - peut-être qu'il a eu la nationalité ivoirienne entre-temps et ce qui reste à démontrer quand on sait que dans cette partie du continent, les personnes vivent des éternités sans pièce d'identité, voyagent au gré du sens du vent.

Quand la question de l'ivoirité était soulevée par le même Bédier et non par LG, il était question de mettre sur table la question des frontières héritées de la colonisation. Il y a en CI les 1/3 de la population qui est d'origine étrangère et vivait sans carte de séjour ni aucune autre pièce d'identité. C'est le même Ouattara qui viendra d'ailleurs introduire la carte de séjour en CI pour renflouer les caisses de l'Etat sur les recommandations du FMI et de la Banque Mondiale.

En CI, comme dans n'importe quel pays, il fallait à un moment donné faire le recensement de la population. Ce qui n'existait pas sous Houphouët qui dirigeait ce pays comme un planteur qu'il était lui-même. Ce qui l'intéressait c'était d'attirer une main-d'oeuvre dont il ne se souciait pas de faire travailler dans la légalité. La CI était un pays ouvert à toute l'Afrique de l'Ouest.

7- Au Gabon, la France a soutenu Ali Bongo qui s'est imposé au pouvoir en truquant les élections. Autrement dit, notre République des Droits de l'Homme a soutenu les principes monarchiques d'une dynastie héréditaire contre les principes démocratiques. En Côte d'Ivoire, la France ne soutient pas Laurent Gbagbo qui se serait imposé au pouvoir en truquant les élections. Autrement dit, notre République des Droits de l'Homme mène une politique à géométrie variable en ce qui concerne la défense des valeurs démocratiques.

Comment expliquer ces "2 poids, 2 mesures"? Comment expliquer ce soudain prurit démocratique de Mr Sarkozy, qui légitime un coup d'état monarchique au Gabon et fustige une élection soi-disant truquée en Côte d'Ivoire?

Certes, on pourrait d'abord avancer une explication économique: Mr Bongo, comme son dictateur de papa, financier de TOUS



les partis politiques français de droite comme de gauche, est un grand ami de la France: il a garanti les intérêts des magouilleurs diplomatico-mafieux de la Françafrique (France à fric) au sein d'Elf-Gabon. Pendant ce temps, Mr Gbagbo menaçait les activités financières des néo-colons français.

Pour autant, on n'est même pas certain que Mr Gbagbo ait triché car, dans le nord du pays, les résultats électoraux ont été confirmés et garantis par un préfet dénommé...Ouattara, coreligionnaire et cousin du "gagnant ". Il est troublant qu'aucun média n'ait révélé cette singulière coïncidence...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 21 décembre

Un mot sur le site.

Puisque vous voulez bien profiter du site, mais que vous ne tenez pas à y collaborer, encore moins participer à son financement, à croire que vous êtes tous fauchés comme les blés, à moins que son animateur ne soit pas assez bien pour vous ou pas fréquentable, vous craignez peut-être aussi de vous compromettre, comme je vous comprends ou vous avez mieux à faire sans doute, je me suis dit que pour remédier à cet inconvénient, je pourrais donner la parole à des internautes anonymes qui font preuve de perspicacité ou qui ont des infos intéressantes à communiquer, interventions d'internautes trouvées au hasard à la suite d'articles de presse.

Je pense avoir un esprit positif et constructif, ouvert et tolérant, la multitude d'hypothèses que nous avons étudiées ensemble et la tribune libre du site le prouve me semble-t-il, et je vous avoue ne plus savoir quoi faire pour que des militants ou des cadres participent au site, ça doit être mon caractère trop tranché qui ne doit pas plaire ou mon style incisif ou trop direct, si c'était cela le problème, je m'en réjouirais, car je n'ai pas envie de ressembler à ces dirigeants au cerveau ramoli ou à la détermination en guimauve, qui en face vous laissent penser ce que vous voulez avec une désinvolture qui frise l'indifférence ou plutôt le mépris quand on les connaît un peu, et qui par derrière n'en pensent pas moins, je préfère dire les choses telles que je les pense quite à choquer.

Puisque nous en sommes aux confidences, sans le vouloir j'utilise la même méthode que Lénine, je sais, on a les références qu'on peut et c'est un vilain défaut, ensuite adienne que pourra, je crois me souvenir qu'il avait dit un jour, à moins que ce ne soit Trotsky qui l'ait expliqué, qu'il forçait souvent le trait dans ces discours en se disant qu'ainsi les militants même s'ils étaient tentés d'en atténuer la portée ou le contenu en discuteraient, il faut dire qu'ils ne laissaient jamais indifférents ses auditeurs. Chez moi c'est naturel, c'est la dureté de la vie qui m'a forgé ainsi. Vous me direz que Lénine non plus n'a pas été gaté entre l'exil et les tentatives d'assassinat.

L'un des objectifs du site est de se poser des questions que personne ne veut poser, d'étudier un certain nombre d'hypothèses pour y voir plus clair, et de proposer des réponses qu'ensuite chacun est libre d'adopter, de développer ou de rejeter, on n'impose rien à personne, la pensée unique n'a pas le droit de citer ici, l'unanimité, on laisse cela aux autres. Ce qui me convient aussi, pour le moment puisqu'il n'y a rien qui presse, c'est d'être en minorité, l'essentiel étant d'être majoritaire au moment décisif.

Lorsque Lénine revint en Russie au début du mois d'avril 1917 et qu'il fit son premier discours le 4 avril, qui serait connu plus tard sous le nom des Thèses d'avril, il fut traité de fou furieux, de cinglé, pire, d'anarchiste par la totalité des membres du comité central du parti bolchevik, il ne se trouva pas un seul dirigeant pour le soutenir, pas un, pour eux le pauvre Lénine était tombé sur la tête, ses longues années d'exil ne lui avaient pas réussi, ils estimaient qu'il ne comprenait rien à la situation en Russie, et que contrairement à ce qu'il affirmait la révolution socialiste devait être renvoyée à un avenir indéterminée. Dans son Histoire de la Révolution russe, Trotsky écrira que lorsqu'il arriva en Russie au début du mois de mai, soit un mois plus tard à peine, la quasi-totalité du parti était acquis aux thèses de Lénine, comme quoi il n'y a pas de quoi s'affoler quand on se retrouve seul contre tous à défendre une position ou une ligne politique. Je ne suis pas Lénine et je ne me prends pas pour lui, mais qu'on me permette de défendre mes idées même si elles sont ultra minoritaires.

J'ai lu un jour dans un courriel, mais vous avez sans doute dû le lire ailleurs, car cela fait partie des nombreuses fables qui empoisonnent le mouvement ouvrier et que l'on nous ressort régulièrement, que cela ne servirait à rien d'avoir raison tout seul, que c'est une tare, Lénine et avant lui Marx et Engels ont prouvé le contraire, entre nous camarades, ceux qui sortent ce genre d'âneries ne prennent même pas le temps de faire attention à ce qu'ils disent, que disent-ils en vérité : nous préférons avoir tort collectivement, voilà qui est sans doute d'une utilité à toutes épreuves ! Bref.

Puisqu'on vous donne la parole et que vous ne voulez pas saisir cette opportunité, je vais donner la parole à des personnes anonymes qui n'exigeront rien en échange, ainsi je garderai l'entière liberté dont je dispose déjà pour conduire le site comme je l'entends. Je comprends mieux pourquoi des militants traitaient Lénine de "dictateur", il vouvoyait tous les militants et faisait preuve d'une indépendance d'esprit qui ne plaisait pas à tout le monde. Je dis ce que je pense et je fais ce que je dis, certains

ont beaucoup de mal à s'y habituer, il faudra qu'ils s'y fassent ou qu'ils aillent voir ailleurs si cela les indispose, il y a des principes qui ne sont pas négociables. Je suis pareil dans la vie de tous les jours et si cela me vaut des coups, je les encaisse volontiers et je ne changerai de comportement pour rien au monde.

Je poursuis un objectif politique et je m'y tiens, tout le reste est secondaire. Je ne suis pas du genre à consentir des concessions pour ensuite déclarer : voyez comme nous sommes nombreux à penser la même chose, c'est minable comme calcul, se rabaisser ainsi est indigne de la cause pour laquelle nous combattons, nous subissons suffisamment d'humiliations dans leur société pour ne pas en rajouter nous-même. Tout cela parce que nous ne voulons pas nous avouer que nous sommes incapables d'élever les travailleurs au niveau des tâches que la situation réclame de leur part... Un peu d'audace, de courage, de dignité aussi ne peut nous faire de mal. Soyons fier de nos idées et défendons-les loyalement, fraternellement, je parle entre nous, entre militants. Et dans toutes les autres situations, soyons fier de nos maîtres, de notre idéal, de notre programme, de notre drapeau, défendons-les contre tous nos ennemis et ils sont nombreux. Si nous craignons les coups, c'est parce que nous ne sommes pas suffisamment armés pour les encaisser, et éventuellement y répondre.

Quand on marche dans la rue, vaut mieux regarder devant soi et savoir où l'on va, que marcher tête baissée et prendre le risque de se la fracasser dans le premier obstacle venu. On ne doit pas confondre la modestie et le respect que l'on doit aux autres, avec la fâcheuse manie qui consiste à se rabaisser au niveau de notre interlocuteur pour essayer de s'entendre à tout prix avec lui, c'est se leurrer soi-même et le tromper, finalement cela ne rend service à personne et ne mène nulle part, cela témoigne d'une faiblesse et d'un manque de maturité qu'il faut s'employer à corriger ou améliorer. Quelque part, ce n'est pas très honnête comme démarche.

Il y a leur morale (celle de la classe dominante) et la nôtre, la leur est stable et pour ainsi dire invariable (mensonge, hypocrisie, cupidité, vol, etc.), la nôtre nous devons la forger quotidiennement et la défendre au même titre que nos droits sociaux, sinon on se fait piétiner, on perd le peu qu'on a et qu'ils ne peuvent pas nous prendre en principe, ensuite on n'est plus rien. On est sans cesse sollicité et tirillé de tous les côtés, alors sans repères solides on est perdu ou on est comme une girouette livrée à tous les vents, ce n'est pas la meilleure méthode pour aller de l'avant. C'est cette obsession, toujours progresser, qui devrait toujours nous indiquer le nord ou le chemin à suivre, guider notre action.

Ce n'est certainement pas en prônant la démocratie qu'on acquiert un tempérament à toutes épreuves et qu'on prépare les masses aux combats de demain, mais en se préparant à la révolution et à la guerre civile, en s'armant théoriquement et politiquement, cela réclame beaucoup d'efforts, assurément plus qu'il n'en faut pour se lever le dimanche matin et aller diffuser sur un marché sous la pluie ou la neige, c'est un effort de chaque instant. La conquête de la démocratie, une meilleure répartition des richesses, l'expropriation des capitalistes sans révolution ni guerre civile est une illusion criminelle, une fumisterie d'aventurier ou d'ignare.

Pour se détendre un peu en cette fin d'année bien remplie, les gosses ont le père Noël ou guignole pour les faire marrer, nous nous avons LO et le NPA. Que les militants de ces partis m'excusent, ils me sont aussi chers que ceux des autres formations politiques, mais leurs dirigeants nous donnent si souvent un bâton pour les battre qu'on ne peut pas toujours résister à la tentation de nous en servir.

Ce qui nous distingue radicalement de Lutte ouvrière.

Infantilisme.

Lu dans la page d'accueil de leur site. Une guerre qui tue, non, qui l'aurait cru ?

*"En Afghanistan, un 51e soldat français a été tué. Cette sale guerre tue. Et si d'ici en France, on compte les morts un par un, en Afghanistan le peuple, lui, les compte par milliers."*

Nous, c'est le genre de décompte qui ne nous intéresse pas, désolé, et toutes les guerres impérialistes sont forcément dégueulasses !

Nous ne sommes pas en présence d'un ouvrier ou d'un paysan sous l'uniforme qui fait une guerre pour défendre ce qu'il considère être sa patrie en l'absence de conscience de classe, ici nous sommes en présence d'une personne qui s'engage volontairement dans l'armée pour participer à des opérations militaires contre les peuples, et qui est grassement rémunéré pour faire cette sale besogne, dès lors le sort qui l'attend nous laisse totalement indifférent, nous préférons nous pencher sur celui des peuples qui en sont les victimes innocentes. A chacun son internationalisme !

Titre de l'éditorial de Laguiller du 13 décembre : *Les imbéciles prétentieux.*

Nous voilà en bonne compagnie ! Vous en connaissez des prétentieux qui ne soient pas des imbéciles ?

Quand Laguiller se trompe de régime.

*"On nous dit qu'acheter des engins supplémentaires de déneigement ou des saleuses en nombre suffisant, cela ne vaut pas le coup. Après tout, des jours de galère de ce type ne se produisent guère plus de deux ou trois fois par an. Eh oui, mais ces deux ou trois jours risquent de coûter aussi cher que d'acheter le matériel nécessaire !"*

Etrange préoccupation, non ? Coûter cher à qui, pas le matériel mais les heures de travail perdues ? Devinez ? Cher aux patrons qui ont vu leurs salariés arrivés en retard au boulot ? Que cela ne tienne, ils récupéreront, cela se voit qu'elle ne connaît pas les patrons ! Et pourtant ils font partie de votre *"monde du travail"*, expression exécrable parce qu'ambigüe ! Je me disais bien qu'on ne parlait pas vraiment de la même chose, de mon côté je connais le milieu ouvrier, le milieu patronal, le milieu bourgeois, chacun à sa place, on ne risque pas de faire un amalgame ou de se tromper de camp.

La légèreté avec laquelle Laguiller aborde certaines questions est plutôt pesante.

*"Les journaux télévisés se sont alors fait un plaisir de rappeler, documents d'origine à l'appui, que Météo France avait clairement défini, la veille, les zones géographiques où il y aurait un fort risque de chutes de neige importantes."*

On se disait bien qu'elle était une fidèle téléspectatrice... de TF1 ! Les journalistes qui présentent le journal de 20h ne sont évidemment pas triés sur le volet en fonction de leurs idées politiques, vous ne saviez donc pas qu'ils étaient forcément indépendants du régime, eh bien grâce à Laguiller vous venez d'apprendre quelque chose, camarades ! Il y a des faits qu'ils ne peuvent plus passer sous silence, puisqu'elles sont présentes sur Internet, voilà ce qui a échappé à Laguiller.

En aparté. Pendant qu'on y est, sur TV5Monde Asie, c'est de pire en pire, comme la qualité des programmes, à croire qu'ils veulent rivaliser en médiocrité avec TF1, ils nous ont dégotté une journaliste d'une débilité incroyable, quel que soit le sujet en question, elle l'annonce en se marrant, il est vrai qu'on vit dans un monde tellement merveilleux, l'Aghanistan, youpi ! Mediator, olé ! Autre chose, dans la langue parlée, dans un groupe nominal l'accent porte sur le substantif (nom), idem dans un groupe verbal quand le verbe est suivi d'un complément ou sur l'adjectif quand le verbe est un auxiliaire ou a valeur d'auxiliaire (verbe d'état), sinon sur le verbe quand il n'est pas suivi d'un complément, elle, elle multiplie à loisir les accents dits émotionnels, l'accent se situe alors sur n'importe quelle syllabe, par exemple elle prononcera : "c'est Épouvantable" ou à l'opposé, "c'est Épatant", ainsi elle accentue la charge émotionnelle propre à une situation, elle déstabilise et influence les téléspectateurs qui en oublieront jusqu'au contenu précis d'une information ou qui porteront davantage d'attention à la charge émotionnelle qui peut se rattacher aux faits au lieu de s'intéresser aux faits eux-mêmes, c'est l'objectif recherché.

*"Le gouvernement se fait une fierté de couper dans les effectifs des services publics. Et cela ne concerne pas que l'entretien des routes. Cela concerne aussi les hôpitaux, les maternités et les dispensaires de proximité, cela concerne l'Éducation nationale, tous secteurs où les conséquences ne se manifestent pas brutalement mais n'en sont pas moins dramatiques. Des gens qui meurent dans l'ambulance faute d'hôpital ou de maternité de proximité."*

Pas brutal, mais dramatique, comprenez qui pourra ! Pas possible de suivre les études de son choix, ce n'est pas dramatique, on s'en remettra, il y a pire dans la vie !

C'est sûr, lorsqu'une maternité a été fermée et qu'une femme sur le point d'accoucher doit parcourir 40 kilomètres en voiture pour rejoindre la maternité la plus proche, si elle n'accouche pas entre temps sur un parking ou dans sa voiture, ce genre de situations s'est déjà produit, si elle n'y passe pas avec son bébé, il n'y a rien de brutal là-dedans, cela lui fait une balade ainsi qu'à son bébé, et puis il arrive que cela se termine bien.

Le saviez-vous ?

Lutte Ouvrière a tenu son congrès annuel le week-end des 4 et 5 décembre derniers.

*"Le présent numéro de Lutte de Classe est entièrement consacré aux textes politiques d'orientation (Crise économique, Situation internationale, Situation intérieure) qui ont été discutés dans l'organisation et votés à cette occasion, à l'unanimité des congressistes."*

Tout comme au POI (bureau national du 4 décembre - IO n°127), décidément il n'y a qu'au PCF et au NPA où c'est un véritable bordel ! Ces gens-là ont du bol, ils sont absolument tous d'accord sur tout, il faut le lire pour le croire !

*"Tous les chefs d'État s'étaient engagés à mettre au pas les financiers, à les contrôler, voire à « moraliser » leur fonctionnement, mais c'est le contraire qui se passe.",* ah là c'est pas de bol franchement, parce qu'il y en a qui y ont cru dur comme fer, voyez-vous ! Je sens que mon niveau théorique est en train de franchir une étape décisive, camarades, pas vous ?

*"Les États, que leurs gouvernements soient de droite ou se disent de gauche, obtempèrent aux ordres des financiers et des capitalistes. Il n'y a aucune illusion à se faire dans un éventuel retour du Parti socialiste au pouvoir en 2012.",* non, ah ben en voilà une sacrée découverte, à moins qu'il ne s'agisse d'un scoop ! Toujours plus haut, toujours plus fort, heureusement que LO est

là pour se marrer un peu.

*"La situation exigerait, pourtant, de s'affronter aux financiers, au grand patronat. Stopper leurs plans de licenciements, embaucher les CDD, les intérimaires, augmenter les salaires et les pensions, il faudra le leur imposer. La chose ne dépend pas d'une élection, mais de changements profonds dans la société, que seules la mobilisation et la force collective des travailleurs peuvent imposer."*

Par hasard, la situation n'exigerait-elle pas plutôt d'affronter le gouvernement et les institutions de la Ve République ? Encore une question à la con dont j'ai le secret ! Quelle approximation, la "chose" comme ils disent ne peut dépendre que des objectifs politiques que la classe sera capable ou non de se fixer ou de se saisir.

*"L'espoir pour les travailleurs ne peut venir que d'une explosion sociale, il ne peut venir que d'en bas."*, cela fait penser à une fête au cours de laquelle on a fait péter des pétards, on s'est bien gavé et on a bu davantage encore pour se réveiller le lendemain matin avec la gueule de bois. C'est vrai que ce sont de sacrés fêtards à LO ! D'ailleurs je ne comprends pas qu'ils aient l'air si tristes, comme quoi on ne comprend pas tout. Il est vrai que si l'on devait attendre que l'espoir vienne d'en haut, on pourrait attendre indéfiniment, vous ne sentez pas qu'on progresse camarades ?

*"C'est le seul moyen d'imposer les mesures que la situation impose : l'expropriation des banquiers, le contrôle des travailleurs sur les entreprises, et des mesures contraignantes contre le patronat, comme l'interdiction des licenciements et le partage du travail, qui seules sont en mesure de mettre fin au chômage."*

*Voilà les axes de nos interventions que nous avons décidés dans ce congrès, et qui sont développés dans les textes qui suivent."*

Pas de bol décidément, ce ne sont pas ces mesures qui permettront de mettre fin au chômage et aux multiples souffrances des travailleurs, mais bien leur mobilisation pour liquider le régime politique en place, question qui a apparemment échappé à LO lors de son congrès. Toujours aussi sclérosé et nul !

Mais, mais ils savent encore qu'il existe des institutions politiques dans ce pays, la preuve, ils vont les légitimer encore une fois.

*"Nous profiterons bien sûr de l'élection présidentielle pour diffuser plus largement nos idées et notre programme. À ce propos, nous avons voté la motion suivante :*

*« Le congrès décide la participation de Lutte Ouvrière à l'élection présidentielle de 2012. Il désigne Nathalie Arthaud pour être sa candidate. »"*

Ca c'est pour le scoop ! Si l'élection présidentielle servait vraiment à cela, depuis le temps que LO y participe, cela fait belle lurette que des dizaines de milliers de travailleurs auraient dû adhérer à leurs "idées" et leur "programme", on s'étonne que ce ne soit pas encore le cas, mais peut-être qu'ils ne se reconnaissent ni dans l'un ni dans l'autre, non ? J'ai l'impression qu'ils militent pour passer le temps, je ne dis pas cela pour les dénigrer, mais tout cela n'est pas très sérieux franchement. J'ai déjà eu ailleurs l'occasion de me faire la même réflexion.

Pour terminer dans la bonne humeur, j'ai lu l'article *Retours sur la journée du 11 décembre : On lâche rien, on change tout !* du mercredi 15 décembre 2010, vous avez tous reconnu le NPA. Qu'en dire ? Rien, insignifiant, ah si on pourrait dire une chose : ils ne changent décidément pas ! A mourir d'ennui, à moins d'avoir du temps à perdre, ce qui n'est pas notre cas.

Passons aux choses sérieuses.

Qu'est-ce que c'est la dictature du capital ?

Le système capitaliste vit ou survit à crédit comme chacun sait, mais cela ne lui suffit plus.

La banque centrale, la Banque de France, fait marcher la planche à billets, elle les distribue aux banques, les banques les distribuent à leur tour aux patrons des entreprises sous forme de crédits, et pour couronner le tout les entreprises peuvent déduire les intérêts d'emprunts de leurs impôts, autrement dit leurs bénéfices ne sont pour ainsi dire plus taxés, ce qui revient à augmenter la productivité et l'exploitation.

Les entreprises peuvent également déduire pendant plusieurs années leurs pertes. Une mauvaise année sera donc compensée par plusieurs années d'impôts au rabais. Autres astuces, une entreprise qui a des filiales déficitaires peut reporter leurs pertes sur les filiales bénéficiaires pour échapper à l'impôt.

Les bénéfices des entreprises sont privatisés ou empochés par les capitalistes, tandis que les pertes sont à la charge de la

collectivité sous forme de cadeaux d'impôts que les travailleurs règlent à leur place. Et qui est à l'origine de ce système profondément injuste, qui l'autorise ou le justifie ? L'Etat, le gouvernement. Ce n'est pas nouveau évidemment.

Ce sont des recettes en moins pour l'Etat qui creusent son déficit et dont le gouvernement exige que ce soit les travailleurs qui le comble, à hauteur de 66,3 milliards en 2009, contre 18,5 milliards en 2005.

Comme dans le cas des exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les entreprises, pour les travailleurs c'est la double peine que leur applique le gouvernement : d'une part ces 66,3 milliards d'impôts que les entreprises ne paieront pas correspondent à de la plus-value produite par les travailleurs qui resteront dans la poche des patrons, au lieu d'aller dans les caisses de l'Etat pour alimenter les budgets sociaux notamment, d'autre part, ce sont ces mêmes travailleurs qui sous une forme ou une autre seront amenés à les régler, comment, l'Etat va leur prendre une partie de la plus-value qui leur a été versée sous forme de salaire par le biais de l'augmentation de certaines taxes ou impôts.

Ces cadeaux de 66,3 milliards d'impôts aux patrons viennent gonfler la dette de l'Etat que le gouvernement utilise déjà pour réduire le nombre de fonctionnaires, s'attaquer à tous nos droits sociaux pour faire bref.

## Politique.

1- Les élus des nantis.

Aujourd'hui, un ministre peut cumuler des revenus liés à des mandats locaux jusqu'à une fois et demi son traitement de ministre. Il peut donc recevoir jusqu'à 21 000 euros par mois environ. (Lemonde.fr 20.12)

2- La fraude fiscale serait légale... quand elle concerne des députés.

Les dirigeants de l'UMP, Jean-François Copé et Christian Jacob, ont déposé lundi des amendements aux textes sur la transparence financière afin de supprimer les sanctions contre les députés omettant "*sciemment*" de déclarer une partie de leur patrimoine. (Reuters 20.12)

3- Quand le concours de bourrage ou fermeture de classes rapporte gros.

Pour la première fois cette année, les recteurs d'académie vont recevoir une prime au mérite, en fonction de '*la réalisation des objectifs qui leur seront assignés*', selon des textes publiés au Journal officiel. Jusqu'ici, la prime annuelle des trente recteurs, qui sont aussi chanceliers des universités, était de 19 000 euros, un montant fixe.

A la faveur d'un décret et d'un arrêté publiés en novembre, leur prime comporte, à partir de cette année scolaire, deux volets : une part fixe de 15 200 euros, et une '*part variable*' dont le montant pourra aller jusqu'à 45 % de la part fixe, soit de 0 à 6 840 euros. Au total, un recteur pourra avoir jusqu'à 22 000 euros de prime. Le ministère de l'éducation nationale s'est refusé à tout commentaire.

En mai dernier, le ministère avait diffusé aux recteurs une douzaine de pistes pour supprimer des postes de 2011 à 2013, dans le cadre de la politique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, parmi lesquelles notamment l'augmentation du nombre d'élèves par classe.

Selon le ministère, cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'évolution du régime indemnitaire de l'ensemble de la fonction publique. Les préfets, par exemple, bénéficient aussi de primes de résultats, qui peuvent s'échelonner annuellement de 8 250 euros pour un sous-préfet à 28 164 euros pour un préfet, voire, pour quelques très hauts gradés, à 60 000 euros. (Lemonde.fr 20.12)

Gageons que le nouveau préfet de Seine-Saint-Denis touchera 28 164 euros ! Ce décret va pousser ces crapules (non élus !) à faire du zèle, on en a déjà eu un aperçu.

## Social.

1- Logements sociaux : 38% des villes sont hors-la-loi.

Triste anniversaire pour la loi SRU (solidarité et renouvellement urbain). Votée il y a dix ans, ce texte impose aux communes de plus de 3 500 habitants (1500 en Ile-de France) un quota de 20% de logements accessibles aux personnes les moins aisées. Seulement, nombre de communes ignorent leur obligation, comme le révèle le décompte publié ce lundi dans *Libération*. Alors que 1,2 million de ménages pauvres sont sur liste d'attente pour entrer dans le parc social, ces nouveaux chiffres ne manqueront pas de susciter l'indignation des associations.

Les villes déficitaires en logements sociaux disposaient de 20 ans pour rattraper leur retard. Toutes devaient selon la loi avoir atteint

le quota de 20% en 2022. Or, 351 communes sur les 931 concernées par la loi SRU n'ont construit aucun logement social en 2009. Certaines n'ont même rien bâti depuis 2005. C'est le cas notamment au Cannet dans les Alpes Maritimes. Depuis 2002, 178 logements sociaux y ont été construits alors qu'il aurait fallu en réaliser 1174 constate *Libération*.

De nombreuses communes résidentielles de région parisienne n'ont financé aucun logement social en 2009 : Chevreuse, Croissy-sur-Seine, Le Vésinet, Saclay, Vaucresson, Saint-Mandé, Viroflay.... Au total, il manquerait sur l'ensemble du territoire entre 500.000 et 900.000 logements sociaux.

La crainte de perdre de précieuses voix pour leur réélection dissuade le plus souvent les édiles de remplir leur obligation. D'autant que l'« amende » prévue par la loi pour les contrevenants 152 euros par logements manquants - n'est pas franchement dissuasive. Dans les petites villes de moins de 5000 habitants surtout, la construction d'immeuble à loyers modérés joue le rôle d'épouvantail. Les habitants vont parfois jusqu'à constituer des associations et faire des recours devant les tribunaux administratifs pour bloquer les projets. Les élus invoquent souvent le manque de terrains disponibles pour justifier leur retard. Or d'après l'enquête de *Libération*, certaines communes s'en sortent très bien. A Paris et à Saint-Cloud notamment, les mairies compensent le déficit de foncier disponible en rachetant des immeubles existants qui sont ensuite transformés en logement sociaux. Dans la capitale, le taux de HLM qui était de 13% en 2002 approche les 18%. De son côté, Saint-Cloud est passé de 10 à 16%.

Pour faire passer la pilule auprès de leurs administrés réfractaires, les élus font de la pédagogie : « *J'explique aux habitants que nous en avons besoin pour loger les infirmières de notre hôpital, les fonctionnaires municipaux, les personnes aux services du troisième âge ou nos jeunes qui débutent dans la vie active* », explique au quotidien Eric Berdoati, maire de Saint-Cloud. (Lefigaro.fr 20.12)

2- Mais non, mais non, la pauvreté ne progresse pas en France. La preuve que si.

Le RSA bénéficie aujourd'hui à près de 1,77 millions de foyers, un chiffre en hausse de 9% sur un an, selon Marie-Anne Montchamp, nouvelle secrétaire d'Etat auprès de la ministre en charge de la Solidarité et de la Cohésion sociale dans une interview au Figaro. (Lefigaro.fr 20.12)

3- Comment s'y prend le clan mafieux des Sarkozy pour faire main basse sur nos retraites et notre santé.

Le projet de Guillaume Sarkozy visant à créer une société destinée à devenir un acteur majeur de la retraite complémentaire privée est bel et bien enterré, selon Mediapart. C'est vite dit.

On parle beaucoup de conflits d'intérêts dans la vie politique ces derniers temps. Des amitiés de Nicolas Sarkozy avec le milieu de la finance et des médias, de l'affaire Woerth-Bettencourt aux récentes révélations du livre de Martin Hirsch, mais les journalistes oublient aussi d'autres évidences. Alors que le déficit prévisionnel de la Sécurité Sociale a été annoncé cette semaine et qu'une diminution des remboursements est d'ores et déjà au programme, il est temps de se pencher sur le secteur de la santé, de comprendre son fonctionnement, et surtout d'en connaître les acteurs. Le Pôle Emploi, né de la fusion de l'ANPE et de l'ASSEDIC sur une idée de Nicolas Sarkozy, compte 50.000 employés. La Sécurité Sociale, comprenant l'Assurance Maladie, l'Assurance Vieillesse et les URSSAF compte 120.000 employés. Ces deux organismes ont été concernés par une réforme récente concernant les complémentaires santé. Ainsi, depuis le 1er janvier 2009, 170.000 employés ont été contraints de résilier leurs contrats avec leurs mutuelles pour adhérer à une "mutuelle employeur obligatoire". Ceux qui ont des enfants ont également été obligés d'inscrire ces derniers sur le nouveau contrat (sauf s'ils étaient déjà ayant-droits sur le compte du conjoint via une mutuelle employeur obligatoire). On peut appeler ça du passage en force. C'est une conséquence de la loi Fillon de 2003. Ce qui est encore plus étonnant, c'est de constater que c'est le même organisme qui a remporté les deux marchés. Je ne connais pas les modalités des appels d'offre mais je m'étonne de voir que c'est le groupe Malakoff-Médéric qui a raflé la mise, obtenant d'un coup, d'un seul, 170.000 adhérents supplémentaires, sans compter les ayant-droits.

Ajoutez à cela les 800.000 salariés CHR (café-hôtellerie-restauration) qui rentreront dans le dispositif en janvier 2011... c'est encore Malakoff Médéric qui a emporté le marché. Revenons donc sur l'histoire de cette compagnie d'assurance et de prévoyance pour comprendre un peu mieux les enjeux. Pour vous donner une idée du poids de Malakoff-Médéric sur le marché français, c'est le n°1 des groupes paritaires de protection sociale, n°2 de la retraite complémentaire et n°3 en santé collective (classement Argus de l'Assurance). Le groupe est né de la fusion de Malakoff et Médéric (d'où son nom) le 30 juin 2008, soit 6 mois avant la mise en place du dispositif "mutuelle obligatoire employeur," pour la Sécurité Sociale et le Pôle Emploi. Ainsi, dès le 1er Juillet, le président de Médéric cède sa place pour laisser seul au commandement du groupe, le président de Malakoff : un certain Guillaume Sarkozy. Ce dernier est loin d'être inconnu : au Medef de 2000 à 2006, il a aussi été le vice-président de la CNAM de 2004 à 2005. Guillaume Sarkozy, comme son nom l'indique, est le frère de Nicolas. Puisque j'évoque la fratrie Sarkozy, intéressons-nous maintenant au troisième larron : François Sarkozy. Pédiatre de formation, François a abandonné la pratique de la médecine pour se consacrer à l'industrie pharmaceutique (principalement orientée vers la gériatrie) depuis 2001. Ainsi, il siège au conseil de surveillance de Bio Alliance Pharma et est devenu le président d'AEC Partners dont une des missions est le conseil aux fonds d'investissement. Par ailleurs, François Sarkozy a également lancé une chaîne de télévision spécialisée dans la santé sur internet... financée par le laboratoire Sanofi. Ajoutons à cela ses relations avec le groupe Paris Biotech Santé, l'un des protagonistes de l'affaire de l'Arche de Zoé, et on l'aura compris, l'homme a tissé sa toile : il fait partie aujourd'hui des

puissants lobbyistes de l'industrie pharmaceutique.

D'ailleurs le grand plan Alzheimer lancé par le gouvernement est un joli cadeau de quelques centaines de millions d'euros, une aubaine pour le secteur dont il défend les intérêts. 3 frères : l'un en charge de l'exécutif, notre Président, l'un à la tête d'un des plus gros groupes d'assurance santé et le dernier qui sert les intérêts des laboratoires. Si ça ne s'appelle pas un conflit d'intérêt, je me demande ce que c'est... Pourtant les médias en parlent peu et préfèrent s'étendre sur les amis milliardaires de Nicolas Sarkozy. On peut légitimement nourrir des inquiétudes sur l'avenir de notre système de santé. Les réformes engagées depuis 2004 ne font que confirmer sa détérioration et l'on peut prédire son démantèlement d'ici quelques années. Tout dépendra sans doute de 2012.. (Lepost.fr 20.12, un commentaire d'un internaute, sa source : Les 3 frères, lu sur Mécanopolis, 30.09)

## Economie.

### 1- Un business sordide en expansion.

La croissance du marché français de l'assurance-vie ressort à 6% au cours des onze premiers mois de l'année, avec des cotisations totalisant 133,8 milliards d'euros, selon les chiffres publiés lundi par la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

A la fin novembre, l'encours des contrats d'assurance-vie et de capitalisation (provisions mathématiques et provisions pour participations aux bénéficiaires) s'établissait à 1.328 milliards d'euros, en progression de 7% sur un an. (Reuters 20.12)

### 2- La Bourse ou la vie.

Certes, l'année 2010 se termine aussi bien qu'elle avait démarré, le CAC 40 progressant de près de 8% depuis le mois de décembre. Mais ce «rally technique de fin d'année» ne doit pas faire oublier que l'année 2010 a été difficile pour les investisseurs. De tous les grands indices internationaux, le CAC 40 est celui qui a affiché, au 17 décembre, la deuxième plus faible performance sur 2010, après le Nikkei, avec une baisse de 1,75%.

Par comparaison, le Footsie britannique a grimpé de 8,48%, le Dow Jones américain a progressé de 10,20% et le Dax allemand a gagné 17,21%, la plus forte hausse annuelle de tous les principaux indices internationaux. «Le CAC 40 est plombé par la forte pondération des valeurs bancaires, pénalisées par la crise des dettes européennes, et de Total, qui ont dévissé cette année, affirme Franklin Pichard, directeur de Barclays Bourse. Sans ces valeurs, le CAC 40 aurait progressé de 10% à 15%». C'est ce qui fait dire à la plupart des gérants que l'année 2010 n'a pas été si mauvaise pour les investisseurs en actions.

Parce qu'elles sont parmi les plus exposées aux dettes périphériques, les banques françaises ont été plus que malmenées en 2010. En effet, elles n'ont surperformé le CAC 40 qu'au troisième trimestre. Si certains gérants militent pour un portefeuille vide de toute banque, d'autres rappellent leur importance. «Les investisseurs ne peuvent pas se passer des banques, affirme Marc Renaud, président de Mandarinine Gestion. Le CAC 40 est ainsi fait qu'il ne peut pas repartir sans un retour des valeurs bancaires».

Alors que leur cours de Bourse flanchaient, la plupart des sociétés du CAC 40 a affiché des bénéfices impressionnants... parce qu'elles ont réduit leurs coûts. Désormais, les gérants s'attendent à ce qu'elles investissent. Mais pas tout de suite. «A cause des dettes souveraines, le premier semestre 2011 restera difficile, mais la reprise de la consommation et de l'investissement aux Etats-Unis, ainsi que la croissance des pays émergents vont soutenir les marchés financiers au second semestre», déclare Franklin Pichard.

La croissance ne se trouvant ni en Europe, ni aux Etats-Unis, les entreprises vont continuer de la chercher en Chine, en Inde ou au Brésil. «Le chiffre d'affaires réalisé dans les émergents des sociétés comme Seb ou Rhodia représente plus de 50% de leurs ventes totales», souligne Joëlle Morlet Selmer, gérante de Mandarinine Gestion. Mais le potentiel d'appréciation n'est-il pas trop faible ? Autrement dit, n'est-il pas trop tard pour investir dans les émergents ?

Les sociétés de gestion se veulent donc optimistes pour l'année prochaine. Elles pronostiquent une hausse des marchés actions comprise entre 10% et 20% pour 2011. (Lefigaro.fr 20.12)

### 3- Espagne.

L'Espagne devra à nouveau augmenter les impôts si son plan de consolidation budgétaire déraile et doit réformer ses systèmes de retraites et bancaire pour stimuler son économie dont la croissance va rester molle pendant des années, estime lundi l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'OCDE préconise par exemple un nouveau relèvement de la TVA, déjà passée en juillet de 16% à 18%, sur un large spectre

de produits et services.

La réforme du marché du travail a été un élément clé du rééquilibrage de l'économie, mais les efforts en ce sens doivent être plus intenses et plus amples, et inclure notamment une modification du système de négociations collectives, dit l'OCDE.

Le chômage ferait en outre peser un risque sur les prêts immobiliers accordés par les caisses d'épargne très endettées si les taux d'intérêt venaient à monter dans la zone euro.

Aussi l'Espagne doit-elle imposer de nouvelles réformes aux caisses d'épargne, bien que leur résistance aux éventuels chocs financiers ait progressé grâce à la restructuration déjà menée. Le secteur bancaire a globalement bien surmonté la crise et en ressort avec des capitaux abondants, note d'ailleurs l'OCDE.

Elle préconise encore une réforme du système de retraites, dont un relèvement de l'âge de départ de 65 à 67 ans.

*"Pour maîtriser les coûts considérables liés au vieillissement, il va falloir réformer sans retard les pensions de vieillesse, notamment en relevant l'âge légal de la retraite et en limitant les subventions implicites à la cessation anticipée d'activité, afin de permettre une transition progressive", dit l'OCDE.*

Elle exhorte le gouvernement fédéral à durcir les règles présidant aux dépenses des régions autonomes, qui comptent pour 35% des dépenses de l'Etat. (Reuters 20.12)

---

Le 22 décembre

Au cours de l'année 2010, nous avons passé en revue pas mal d'idées reçues, de questions théoriques que nous avons confirmées ou corrigées... A propos de la participation aux élections, les uns et les autres s'en tiennent à une position développée il y a un siècle, que vaut-elle aujourd'hui, est-elle encore valable, c'est une question qu'on peut se poser.

Pour justifier la participation aux différentes élections et aux institutions, on expliquait qu'elles étaient une tribune pour faire entendre notre voix et démontrer aux travailleurs que les institutions étaient antidémocratiques et qu'ils fallait les liquider, etc. Cet argument était valable concernant les élections législatives à condition qu'il soit possible d'avoir des élus, car sans élus pas de tribune, or ce n'est pas le cas pour des partis comme le POI, le NPA ou LO, premier constat.

La société ayant subi des transformations importantes depuis 60 ans, on nous a sorti ensuite qu'il était possible d'utiliser les médias, la télévision principalement, pour se faire connaître ainsi que notre programme. Cet argent ne tient pas plus la route que le précédent puisque la place qui est réservée à ces partis est quasi inexistante dans les médias ou à la marge, second constat. Les médias les censures ou déforment à souhait leurs positions.

On pourrait ajouter que ces partis ne profitent même pas des campagnes électorales pour présenter leurs programmes, ils se contentent d'un discours a minima qui correspondrait à ce que les travailleurs veulent entendre, ce qu'ils nous servent quotidiennement en fait et pas davantage. Ces partis dépensent des sommes folles lors de ces campagnes électorales pour un résultat furtif et médiocre, troisième constat. Cet argument pourrait être employé plus utilement, par exemple il pourrait servir à confectionner et distribuer des brochures de quelques pages à des millions d'exemplaires dans lesquelles serait expliqué simplement comment fonctionne le capitalisme et ses rapports avec les institutions, ainsi qu'une approche du socialisme.

Participer à ces élections peut se justifier quand la classe et les masses ont des illusions dans les institutions, mais dès lors qu'elles manifestent leur rejet de ces institutions, y participer conduit en fait à les légitimer, donc s'inscrit en retrait par rapport à leur niveau de conscience politique, cela revient à les tirer en arrière au lieu de les aider à aller de l'avant, quatrième constat. Si l'on admet le fait que les travailleurs dans leur immense majorité estiment les institutions illégitimes ainsi que tous les partis qui y participent, participer à ces élections doit conduire les travailleurs à placer tous les partis sur le même plan, donc au lieu de leur inspirer confiance le POI, le NPA et LO ne peuvent que leur inspirer la même méfiance qu'envers les autres partis, les travailleurs n'ayant pas les moyens de faire la part des choses, s'ils en étaient capables, ils voteraient en masse pour ces partis ou l'un d'entre eux, ce qu'ils ne font pas.

S'agissant de l'élection présidentielle, y participer est contradictoire avec le rejet qu'affiche ces partis d'un régime présidentiel, ce qui ne peut que conduire les travailleurs à s'interroger sur les réelles intentions de ces partis et sur la cohérence de leurs programmes, cinquième constat.

Lénine expliquait que les masses étaient capables de faire la part des choses, par exemple de s'y retrouver entre le mot d'ordre de l'abolition des institutions et la participation à ces institutions, or il semblerait que tel n'est pas ou plus vraiment le cas. C'était peut-être valable autrefois dans un autre contexte, paradoxalement, lorsque le niveau intellectuel des travailleurs était plus bas,



ils marchaient davantage à la confiance sans chercher plus loin, la communication était davantage axée sur le discours oral que sur l'écrit, quant au visuel (télévision ou Internet) il n'existait pas. De la même manière qu'aujourd'hui on passe la soirée chez soi devant un écran de télévision ou d'ordinateur, au cinéma ou devant un livre, autrefois les gens se réunissaient chez les uns ou les autres devant un feu de bois et passait la soirée à discuter ou à se raconter des histoires.

La société s'est profondément transformée et tous les rapports se sont individualisés suite à la concentration de la population dans les villes ; si la population urbaine d'autrefois conservait encore des liens avec la campagne et une partie des habitudes qui allaient avec, depuis déjà bien longtemps ce n'est plus le cas, chacun vit dorénavant isolé et pense dans son coin, le partage ou la mise en commun des idées à céder la place à un autre paradigme, chacun détient sa vérité et n'en démord pas. L'exercice qui consistait jadis à confronter des idées individuelles dans un contexte où les intérêts collectifs prédominaient appartient à un passé révolu. Cela est également dû à l'extrême hétérogénéité de la population, autrefois on était ouvrier ou paysan, aujourd'hui on est ouvrier, employé, technicien, ingénieur, commercial, etc, au fur et à mesure que les besoins se sont développés de nouveaux corps de métiers sont apparus, la division du travail n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était alors, on pourrait pratiquement dire qu'il y a autant de divisions dans le prolétariat et la petite-bourgeoisie qu'il y a de métiers ou d'emplois divers. Du coup chacun pense uniquement l'existence ou la société par rapport à sa propre situation, toute autre situation nous apparaît en contradiction avec la nôtre, on n'est pas seulement en concurrence avec les travailleurs qui exercent le même métier que nous, on est en concurrence avec l'ensemble des travailleurs, on a tendance à penser en terme d'exclusion au lieu de penser en terme de complémentarité, au lieu de s'ouvrir sur l'extérieur on se renferme sur soi-même, on veut bien admettre à la limite un certain nombre de choses sans trop les comprendre ou les partager, mais à condition seulement que cela ne nous concerne pas directement, autrement dit, sans qu'elles n'interviennent ou n'empiètent sur notre mode de pensée ou de vie, dans le cas contraire on les rejette.

Or, ce mode de pensée est incompatible avec la faculté de faire la part des choses qui nécessite de penser les faits dans leurs rapports dialectiques, ce comportement tend au contraire à saisir les idées et les actes comme autant d'abstractions ou de gestes isolés ou sans rapports entre eux, il est alors très difficile de comprendre que l'on ne peut saisir les rapports qui régissent la société qu'à travers ses contradictions, que la solution à nos problèmes nécessite de prendre en compte ces contradictions et que c'est seulement de là qu'elle pourra jaillir. On identifie par ignorance une contradiction à un problème pour l'écartier, alors que toute manifestation dans la nature ou la société est le produit de contradictions, contradictions qui expriment une loi universelle sans laquelle rien n'existerait, le mouvement. L'être humain d'aujourd'hui et son environnement sont devenus beaucoup plus complexes qu'autrefois.

On pourrait aborder cette question sous un autre angle ou plutôt deux.

Le développement intellectuel de la population devait favoriser sa compréhension de la société, or il n'en est rien. La multiplication des moyens de communication et des sources d'informations à la disposition de la population devait également favoriser ce processus de maturation, or il n'en est rien. Rien ne remplacera l'expérience de la lutte des classes, on est d'accord, mais c'est une autre question. Et puis faut-il encore que la majorité de la population y participe, ce qui n'est pas le cas non plus. Certains disent trop d'informations tue l'information ou ne permet pas de s'y retrouver tant ce qu'on peut lire ou entendre ici ou là est contradictoire. Chacun constate que les gens n'arrivent pas à démêler le vrai du faux, qu'ils croient toujours de préférence les bonimenteurs, qu'il y a un stade qu'ils sont incapables de franchir.

En linguistique, l'étude du discours (écrit ou oral) porte en grande partie sur les aspects communicatifs de la langue (pour simplifier). Imaginons que l'on expose des faits dans un texte argumentatif. On doit notamment déterminer quelle place occupe l'auteur, s'il est présent ou non, si oui de quelle manière, si non qui fait-il parler, quelle est la distance entre l'auteur et les faits qu'il rapporte, s'ils le concernent ou non, à qui il s'adresse, de quelle manière, si son discours comporte des sous-entendus, des éléments explicites ou implicites, quel est son objectif, déclaré ou non, etc.

Cela pour dire que de la forme du discours autant que son contenu déterminent comment il sera perçu, de quelle manière on s'y prendra pour convaincre notre interlocuteur ou le conduire dans une direction précise. Maintenant vous pouvez parfaitement maîtriser votre sujet et faire preuve d'habileté dans votre argumentation sans pour autant parvenir à votre fin, si la personne que vous avez en face de vous fait preuve d'une méfiance malade ou qu'elle ne croit plus en rien comme cela se rencontre de plus en plus fréquemment, par expérience si elle a le sentiment d'avoir été bernée un nombre de fois incalculable dans le passé, elle n'a plus confiance en personne et elle n'est pas prête à s'en remettre au premier beau parleur venu. Qu'est-ce qui en résultera ? C'est très simple, vous aurez eu beau quoi faire, elle interprétera votre discours non pas à partir des arguments que vous lui aurez fournis, mais uniquement par rapport à ce qu'elle pensait avant de vous rencontrer, autrement dit, si pour vous les deux parties d'une contradiction étaient liées, de son côté elle ne prendra en compte que l'une ou l'autre, bref, elle campera sur ses positions bien qu'elle ait manifesté de l'intérêt pour vos arguments ou son accord avec vous.

Il y avait quelque chose de pernicieux dans l'argument de Lénine, comme je l'ai dit plus haut, peut-être qu'à son époque il était plus facile de convaincre des travailleurs, il l'expliquait aussi par le fait que la classe ouvrière était "vierge", il voulait dire par là qu'elle n'avait pas encore été gangrenée par le réformisme, ce qui n'est évidemment pas le cas du prolétariat français. Tout concourt aujourd'hui dans la société à pousser la population à adopter un comportement individualiste, dans ces conditions elle est encore moins apte qu'hier à faire preuve de discernement, la multiplication des formations politiques et le spectacle navrant qu'elles offrent ne l'encourage pas vraiment à changer d'attitude, c'est le moins qu'on puisse dire, même si d'un autre côté

il est vrai qu'elle se questionne davantage du fait de la crise et ses conséquences qu'elle subit, cette crise est décidément une aubaine, sans qu'il faille tout en attendre.

La débauche de populisme ou de démagogie, dont font preuve aussi bien le gouvernement que le PS et ses satellites pour tromper les travailleurs, ne va certainement pas les aider à s'orienter correctement et à trouver la voie de l'affrontement politique avec les institutions. Par contre, elle peut susciter chez eux le besoin de clareté pour essayer de comprendre la situation. Ils sont tellement habitués au double langage des uns et des autres qu'ils sont naturellement amenés à soupçonner de malhonnêteté un discours dans lequel on ne leur dit pas franchement les choses. Ils attendent de nous qu'on leur dise la vérité en face au lieu de tourner autour du pot ou de leur donner une analyse tronquée de la réalité.

Excusez-moi, mais si vous leur dites : votez mais vous n'aurez rien à en attendre, etc. ils auront raison de vous répondre que si c'est la seule chose que vous aviez à leur dire ce n'était vraiment pas la peine puisqu'ils le savaient pertinemment, vous pourrez bien essayer de rattraper le coup ensuite, mais ce sera très difficile, car entre temps ils se seront faits une idée sur vous et votre parti.

Vous avez le choix entre leur dire que finalement voter servira quand même à quelque chose et dans ce cas-là vous leur mentirez effrontément, vous ne parviendrez jamais à leur prouver, d'une manière ou d'une autre vous (vous) êtes grillé, ou vous leur dites de ne pas voter parce qu'ils vont légitimer des institutions qui n'ont pas été créées pour servir leurs intérêts, ils vont donner des armes à leur ennemi pour leur tirer dessus et continuer de broyer tous leurs droits, à eux de voir ensuite quelle est le meilleur comportement à adopter : dire stop on a déjà donné, ça suffit, on change de voie, ou réduit au désespoir et ne trouvant pas la force nécessaire pour en changer, continuer comme avant.

Parole d'internautes du 21 décembre.

1- Val est un réac. Siné vient d'être blanchi par la justice des accusations d'antisémitisme de Philippe Val, Laurent Joffrin et autres ripoux. Comme c'est bizarre que Libé n'en dise rien, il était plus bavard au temps de la calomnie !

2- Mediator - terminator. Xavier Bertrand, qu'a-t-il fait pendant qu'il a été ministre de la santé en 2005 dans le gouvernement de Raffarin puis en 2006 et 2007 dans celui de De Villepin alors que les alertes étaient apparemment de plus en plus fortes !!! En 1998, Martine Aubry et Bernard Kouchner, étaient en charge, respectivement, de l'Emploi et de la Santé.

3- Loppsi 2. Depuis quand un pays où la répression est purement administrative et ne nécessite plus les juges et les tribunaux est-il autre chose que le pire des totalitarismes ? Encore un effort et la révolte ne sera plus un droit, mais un devoir !

## Politique.

1- France.

Il y a deux jours, sur le plateau de Dimanche soir-Politique de France Inter/Le Monde/I Télé/Dailymotion, Arnaud Montebourg : «*Je ne ferai pas de procès d'intention à Dominique Strauss-Kahn. C'est pour ça que critiquer le FMI n'est pas critiquer Dominique Strauss-Kahn car je ne connais pas son projet pour la France. Il ne l'a pas exprimé.*»

«*C'est l'austérité qui s'est imposée aux gouvernements et pas l'inverse!*, corrige Jean-Christophe Cambadélis dans une interview au Parisien de mardi. *Il est faux de dire que Strauss-Kahn sponsorise l'austérité en Europe. Les gouvernements l'appellent parce que ces pays sont au bord de la banqueroute.*»

Sur France Inter ce matin, Jean-Marie Le Guen s'irritait aussi d'une «*image assez ridicule pour ne pas dire diffamatoire*» et vante un Strauss-Kahn, capable de «*faire la jonction entre la crédibilité, l'efficacité économique et la cohésion sociale*».

Début décembre, le président du Parti de gauche avait ainsi moqué les «*émouvantes déclarations*» de Strauss-Kahn «*sur son appartenance à la gauche [lors d'un passage à France Inter] et même quasiment expliqué que le FMI était membre de l'Internationale socialiste*» alors que le même, selon Mélenchon.

Quant au numéro un communiste, Pierre Laurent, il n'a pas caché que si «*la ligne actuelle imposée par le FMI*» s'imposait «*comme étant la ligne du PS*» quel que soit son candidat, cela «*poserait un certain nombre de problèmes*» pour les alliances à gauche en 2012. (Libération.fr 21.12)

Vous connaissiez déjà : ne confondez pas, le parti ce n'est pas ses dirigeants à propos du PS et ses satellites, dit le POI, maintenant selon le PS, c'est le FMI qu'il ne faudrait pas confondre avec son directeur général ! Il ne faut pas confondre non plus P. Lamy et l'OMC qu'il dirige ! Jusqu'où iront-ils dans l'imposture ?

La sortie de Mélenchon doit couvrir ses longues années passées au PS, en voilà un qui ne pourra jamais dire : je ne savais pas

ce qu'était le PS, il n'a aucune excuse. Oui, l'Internationale socialiste est compatible avec le FMI, puisqu'elle est comptable avec le système capitaliste qu'elle a adopté. Cachez-moi cette horrible vérité !

Quant à la supposition de P. Laurent, elle a la même petite vertu, faire oublier que le PS a toujours été inféodé au capitalisme et aux institutions, ce qui n'a pas empêché le PCF de s'allier et de gouverner avec lui, pour le compte des capitalistes bien entendu. Vive le front unique ! Pour la bonne cause, comme toujours !

En 2012 tous ces gens-là seront obligés d'appeler à voter PS au second tour de la présidentielle et des législatives pour avoir des élus et les prébendes qui vont avec. En 2012, le mot d'ordre ne devrait pas être : tous aux urnes, mais tous à la gamelle des institutions ! Boycott !

## 2- Côte-d'Ivoire.

Extrait de l'hebdomadaire de Cotonou *Le Bénin aujourd'hui* :

*«Le problème n'est pas en soi que Gbagbo ou Ouattara ait été élu et qu'il y ait crise post-électorale. Cela n'est que monnaie courante en Afrique. Le véritable problème demeure ce que l'on continue d'appeler pompeusement la communauté internationale et qui n'est en fait qu'un agrégat de puissances occidentales qui jouent les gendarmes en Afrique au gré de leurs intérêts. Cette soi-disant communauté sera comptable des événements consécutifs à sa méconnaissance des réalités ivoiriennes et à sa mauvaise gestion de la crise.»*

Cet hebdomadaire de Cotonou ajoute:

*«Qu'on le veuille ou non, Gbagbo a bien été élu président en 2000. A partir du moment où la guerre a été déclenchée en 2002 contre un régime légal et légitime, nous sommes en droit de demander ce que cette communauté a fait pour soutenir le régime constitutionnellement établi. Il apparaissait évident que son échec à réunifier et pacifier le pays allait conduire à la situation de chaos actuelle. Dans des affaires qui ne concernent que les Ivoiriens, la communauté internationale s'autorise à soutenir un candidat, en faisant délibérément preuve de vision partielle, partielle et parcellaire de la crise. Un précédent grave qui donne à réfléchir sur la réorganisation de l'ONU même. Et dans cette nouvelle recomposition, l'Afrique devrait hausser le ton pour dire qu'elle n'est plus la terre où l'on peut toujours continuer à s'aventurer comme par le passé.»*

*«La France ne défend la démocratie que quand cela va dans le sens de ses intérêts. Pourquoi les élections doivent-elles être transparentes en Côte d'Ivoire et pas au Gabon? J'avoue avoir du mal à comprendre. Paris veut juste imposer ses candidats. Mais cette époque est révolue»,* s'emporte Alain, un Ivoirien, qui n'a pas de sympathie particulière pour Gbagbo. (Slate. fr 21.12)

## 3- Afghanistan.

Le nombre de victimes civiles en Afghanistan est, sur les dix premiers mois de l'année, en hausse de 20% par rapport à 2009, disent les Nations unies dans un rapport publié mardi.

Selon les calculs de l'organisation arrêtés à la fin du mois d'octobre, il y a eu 6.215 victimes civiles, dont 2.412 morts.

Le bilan des soldats étrangers tués a franchi la barre des 700 en 2010, de loin l'année la plus meurtrière depuis le renversement du régime taliban en 2001. (Reuters 21.12)

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- Les conséquences des bas salaires et de la remise en cause de la garantie d'emploi.

Selon le dernier rapport annuel de la Fonction publique, *«alors que l'offre total d'emplois via le recrutement externe a augmenté de 2,7% en 2008»* dans la Fonction publique d'Etat, le nombre de candidats a baissé de 13,9% par rapport à 2007 (378.991 présents aux 683 épreuves de sélection, contre 440.352 pour 810 concours en 2007).

La sélectivité, c'est-à-dire le rapport entre le nombre de candidats présents avec le nombre de candidats admis, a «enregistré son niveau le plus faible depuis 2002, avec 10,2 candidats pour un admis», ajoute le rapport. (20minutes.fr 21.12)

#### 1.2- Dur d'être prof en 2010 !

La baisse drastique du nombre de postes offerts aux concours d'enseignants 2011 était connue : seulement 3 000 postes ouverts dans l'enseignement primaire contre 6 500 à la session précédente, 8500 postes dans le secondaire contre un peu plus de 10 000 à la session 2010.

Ce qui est plus étonnant, et plus inquiétant quant à l'avenir des métiers d'enseignement, c'est que les candidatures à ces concours sont également en forte baisse. Les chiffres communiqués par le ministère de l'éducation après les épreuves écrites, dites d'admissibilité, qui se sont terminées fin novembre, le montrent : dans le second degré, 21 000 étudiants contre 38 249 lors de la précédente session ont passé ces épreuves ; dans le premier degré, ils étaient 18 000, contre 34 952 précédemment.

C'est en mathématiques que le phénomène est le plus aigu, avec 1303 candidats pour 950 postes, soit environ 1,4 candidat par poste contre 3,3 lors de la session précédente. En lettres, avec 1 491 candidats pour 800 postes, le taux n'est plus que de 1,9 candidat par poste, contre 3,7 précédemment. En anglais, le taux est tombé à 2 candidats pour un poste, contre 3,3 à la dernière session. (Lemonde.fr 21.12)

Après la pénurie annoncée de médecins, ce sera bientôt au tour des profs.

1.3- Ils sont tous responsables du chômage.

Le gouvernement consulte les partenaires sociaux depuis lundi. Objectif : prendre des mesures début 2011.

Après les retraites, l'emploi des jeunes. Gouvernement, partenaires sociaux et opposition, tous ont fait du sujet leur nouveau cheval de bataille. Il y a urgence, le chômage des 15-24 ans ayant atteint un pic de 25 % au troisième trimestre

Le nouveau ministre du Travail veut donc développer l'alternance (grâce aux contrats d'apprentissage et de professionnalisation), qui facilite l'insertion professionnelle, sans mettre la main au porte-monnaie. L'objectif serait de porter le nombre de ces formations de 600.000 actuellement à 800.000 en 2015. (Lepoint.fr 21.12)

1.4- Remise en cause du droit de grève.

Une grève illimitée avait été lancée mardi à l'aéroport de Marseille-Provence et le préfet de région Hugues Parant avait réquisitionné une quinzaine de personnels de la société Astrium, chargée du contrôle des passagers et des bagages.

Une soixantaine de salariés de l'entreprise étaient en grève, selon l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFTC. Les grévistes réclamaient une revalorisation de leurs conditions de travail et le recrutement de personnel.

La grève a pris fin en début de soirée, l'intersyndicale ayant accepté de signer un protocole d'accord et de lever son mouvement, a-t-on appris auprès de la direction de l'aéroport. (AP 21.12)

1.5- Ne dites surtout pas qu'il y a quelque chose de pourri dans le mouvement ouvrier.

"*Une véritable humiliation*", c'est ce qu'ont subi au moins 360 salariés et retraités de la SNCF d'origine marocaine, selon leur avocat Léopold Mendes. Privés du statut de cheminot du fait de leur nationalité, ils ont attaqué l'entreprise publique devant la justice, qui examinera leur dossier en 2011. Recrutés directement au Maroc entre 1972 et 1974, ces cheminots - qui pourraient être au nombre de 2.000 selon certaines estimations - n'ont jamais pu obtenir le statut - classique à la SNCF - de cadre permanent. En cause, une clause de nationalité censée réserver ce statut aux seuls détenteurs de la nationalité française, alors que la majorité d'entre eux, après des années de travail en France, ont obtenu la nationalité française...

Mais pour les 360 salariés qui ont porté plainte, la discrimination a bien été réelle tout au long de leur carrière. Refus d'accès aux examens, absence d'intégration au processus de notation, refus de prise en compte de l'ancienneté, leur avancement dans l'entreprise publique n'est en rien comparable à celui de leurs collègues, il est même impossible. D'ailleurs, certains d'entre eux, qui avaient malgré tout réussi à passer entre les gouttes et à réussir les concours, se sont vu refuser des promotions du fait de leur statut, selon Me Mendes. Enfin, leur retraite diffère également de celle des autres employés. Impossible pour eux de la prendre à 55 ans, alors que la plupart travaillent toujours en plein air, sans compter que leur pension est largement inférieure à celle de leurs ex-collègues. Elle serait comprise entre 800 et 1.200 euros pour eux, tandis qu'elle est comprise entre 1.500 et 2.000 euros par mois pour les ex-cadres permanents. Sans compter qu'ils n'ont pas accès à la caisse de prévoyance des cheminots.

La SNCF, reconnue comme une des rares entreprises où il est aisé de progresser dans sa carrière, leur a donc refusé un droit qu'elle accordait à ses autres employés. Certains, après trente ans d'ancienneté, travaillent toujours en gare de triage, selon Me Mendes, alors que, en principe, les cheminots ne restent pas plus de deux ans au même échelon. Pourtant, le contrat de travail qu'ils avaient signé lors de leur embauche stipulait clairement que le travailleur étranger "*a droit au même régime de travail que les ouvriers français*" et qu'il "*oit recevoir à travail égal une rémunération égale à celle de l'ouvrier français de même*

*catégorie*". Une rémunération loin de l'être puisque, en fin de carrière, les cheminots marocains gagnent aux alentours du Smic, soit la moitié de la rémunération d'un cheminot ayant le statut de cadre permanent. Par ailleurs, jusque dans les années 1980, ils n'avaient pas le droit aux avantages sociaux de la SNCF, par exemple ceux liés aux tarifs préférentiels pour les billets de train.

Si la discrimination était prouvée lors des audiences prud'homales qui se dérouleront en mars et en octobre prochain, la SNCF se verrait dans l'obligation de compenser la différence de traitement dont ses salariés étrangers prétendent avoir été victimes. Une indemnisation qui est évaluée entre 300.000 et 400.000 euros par Me Mendes. (Lepoint.fr 21.12)

Commentaire d'un internaute.

Comment se fait-il que les syndicats, et notamment les plus virulents d'entre eux qui ont pour habitude de "*tirer sur tout ce qui bouge*" n'aient rien trouvé à redire durant toute cette période ? Question qui, vous l'imaginez facilement, restera sans réponse.

Commentaire.

Quand je m'emploie à expliquer que syndicats et partis dits ouvriers se foutent éperdument des couches les plus défavorisées du prolétariat, et que leur fond de commerce repose essentiellement sur l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes, certains hurlent à la calomnie, c'est pourtant la vérité.

Là non plus, aucun parti ne pourra dire : nous ne savions pas, ils sont tous complices et coupables d'avoir gardé le silence. Infâme ! Et pendant ce temps-là il y a des milliers de militants honnêtes qui se battent pour défendre le véritable syndicalisme et le véritable socialisme...

#### 1.6- Haro sur les hôpitaux publics!

Nicolas Sarkozy a insisté mardi sur la nécessité pour les hôpitaux d'améliorer leur situation financière, déclarant que la France courait le risque de perdre son autonomie si elle ne luttait pas contre les déficits.

"On va continuer à investir dans l'hôpital mais je ne peux pas rester avec les deux-tiers des hôpitaux en déficit, ce n'est pas sain", a-t-il dit lors d'une visite dans les nouveaux locaux du centre hospitalier Henri Duffaut d'Avignon. (Reuters 21.12)

#### 2- Etats-Unis.

La population américaine s'élève à 308,7 millions d'habitants, selon les chiffres du recensement de 2010 aux Etats-Unis, qui révèlent une baisse de la croissance démographique à son plus bas niveau dans le pays depuis les années 1930. (AP 21.12)

### Economie.

#### 1- France.

##### 1.1- En état de survie artificielle.

L'année prochaine, la France empruntera -en net- 184 milliards d'euros sur les marchés. En 2010, l'Agence France Trésor (AFT) a emprunté 188 milliards d'euros à moyen et long terme.

Prudente, l'AFT a prévu que la charge de la dette augmenterait de 5 milliards par an au cours des trois prochaines années pour atteindre 55 milliards en 2013 contre 40,5 milliards cette année. (Lefigaro.fr 21.12)

##### 1.2- Décidément, les capitalistes paient trop d'impôts !

«Nos sociétés payent l'impôt sur les bénéfiques, l'impôt sur les sociétés, il y a une contribution économique territoriale (...) Enfin, bref, elles ont quand même beaucoup de taxes et beaucoup d'additions de fiscalité qui font qu'on a un taux de prélèvement sur les entreprises relativement élevé», a déclaré le ministre du Budget François Baroin sur RTL.

Mais...

«L'impôt sur les sociétés en France est un impôt qui rapporte un peu, mais qui a une élasticité très forte (...) Vous êtes en crise, vous ne faites pas de bénéfiques, vous ne payez pas d'impôts», a déclaré le ministre. «Les entreprises ont par ailleurs un système de bénéfice mondial consolidé, donc si elles font des bénéfiques à l'étranger, elles payent leur bénéfice à l'étranger», a déclaré le ministre.

Selon un récent rapport du Conseil des prélèvements obligatoires, organe rattaché à la Cour des comptes, les entreprises du CAC 40, assujetties à un taux d'IS de 33%, ne seraient en fait taxées qu'à hauteur de huit pour cent en moyenne, contre 22% pour les Petites et Moyennes Entreprises.

Dans un «*contre-rapport*», le Medef a dénoncé un diagnostic «*erroné*», pointant des calculs fondés sur de «*faux agrégats*», selon lui. La présidente du Medef, Laurence Parisot, a d'ailleurs dénoncé mardi dernier une hausse «*considérable*» des impôts pesant sur les entreprises. (20minutes.fr 21.12)

L'idéal pour le Medef serait l'impôt zéro pour les patrons, merci on a compris.

2- Allemagne.

Avec 50 milliards de dette supplémentaire en 2010, l'Allemagne bat un triste record: celui du plus haut endettement atteint depuis la fondation de la République fédérale en 1949. Il s'élève désormais à 1791 milliards d'euros. Le ministère des Finances, qui a annoncé ce chiffre lundi, se voulait néanmoins positif: en janvier dernier, le ministre Wolfgang Schäuble prévoyait en effet d'emprunter pas moins de 80 milliards d'euros de plus cette année.

À cause de la hausse des cotisations sociales, du coût de la santé et de la baisse de certaines prestations, c'est le citoyen allemand qui porte la majorité du poids de l'effort, et de la dette. Celle-ci s'élève désormais à 21.800 euros par habitant, soit 1000 euros de plus que l'an dernier. Pour l'an prochain aussi la situation s'annonce inédite: malgré les coupes drastiques dans les programmes sociaux et la proclamation de l'intangibilité du dogme de l'équilibre budgétaire, Wolfgang Schäuble prévoit de nouveaux emprunts à hauteur de 48 milliards d'euros. Le ministre est néanmoins «*très confiant*» dans le fait que l'Allemagne remplira dès 2011 les critères de Maastricht. (Lefigaro.fr 21.12)

---

Le 23 décembre

Politique.

1- France.

1.1- Mediator-Terminator. Comment blanchir l'industrie pharmaceutique et les élus de leurs crimes, mode d'emploi du Palais.

Nicolas Sarkozy a demandé mercredi la "*transparence la plus totale*" dans le traitement du dossier du Mediator.

"*S'il s'avère qu'il y a des failles dans le système, elles seront corrigées*", a dit Nicolas Sarkozy, dont les propos étaient rapportés par le porte-parole du gouvernement François Baroin.

François Baroin a rappelé que l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) devait rendre un rapport "*à la mi-janvier*" et qu'une mission parlementaire venait d'être créée.

Plusieurs anciens ministres ayant exercé des fonctions en lien avec la Santé, de droite comme de gauche, pourraient se retrouver en position délicate en fonction du développement des plaintes déposées par des victimes.

Ils affirment avoir tout ignoré des alertes lancées à partir de 1998, en particulier par l'Agence française du médicament, sur la dangerosité de ce médicament.

Le professeur Bernard Debré, député UMP, a également appelé les anciens ministres qui étaient en place durant la longue carrière du Mediator à prendre leurs responsabilités.

Il visait sans les nommer l'actuel ministre UMP de la Santé Xavier Bertrand, déjà titulaire de ce ministère entre 2005 et 2007, sa secrétaire d'Etat Nora Berra, son prédécesseur UMP Roselyne Bachelot, l'actuelle dirigeante socialiste Martine Aubry et l'ancien ministre Bernard Kouchner, notamment. (Reuters 22.12)

1- La Talonnette demande la "*transparence la plus totale*", ça c'est pour l'effet d'annonce, donner l'impression qu'on va s'attaquer à un problème, ensuite plus personne n'en parlera parce que l'on pensera qu'il a été réglé et le tour est joué, les crétins le croiront sur parole, c'est l'objectif pour avoir les mains libres et étouffer ce scandale, en réalité il faut remplacer transparence par opacité.

2- Alors que les faits sont établis, il les met en doute sur le mode de la supposition quand il dit "s'il s'avère", autrement dit, malgré notamment les deux rapports de la Sécu et de l'Inserm, pas de problème dans le système d'évaluation des médicaments avant de les mettre sur le marché.

3- Pour couvrir la corruption et la responsabilité des élus, quoi de mieux qu'une commission parlementaire à laquelle participera tous les partis présents à l'Assemblée nationale, comme d'habitude le linge sale se lavera en famille.

## 1.2- Hortefeux sera-t-il condamné une troisième fois ?

Un élu d'Europe Ecologie annonce avoir porté plainte contre le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, pour ses commentaires sur le jugement du tribunal de Bobigny condamnant des policiers. Le dépôt de cette plainte, pour "entrave à l'exercice de la justice" et "atteinte à l'indépendance de la justice", a été confirmé par une source judiciaire citée anonymement par l'AFP. Elle est actuellement "à l'étude" au parquet de Paris.

Julien Bayou, également membre du collectif Jeudi noir, espère que d'autres associations se joindront à cette démarche afin de voir sanctionné un ministre déjà condamné deux fois, pour atteinte à la présomption d'innocence et injures à caractère racial. "C'est pour lancer le mouvement. L'idée, c'est de ne pas laisser passer ce qui est, non pas un dérapage, mais un délit", a déclaré M. Bayou.

Le parquet de Paris peut ouvrir une enquête, transmettre le dossier à la cour de justice de la République, puisque Brice Hortefeux a tenu ses propos dans l'exercice de ses fonctions ministérielles, ou classer sans suite. Dans le cas d'un classement sans suite, Julien Bayou entend contester la décision du parquet au regard des décisions de la Cour de justice européenne.

Le premier ministre, François Fillon, a déclaré mardi, à l'Assemblée nationale, que Brice Hortefeux avait toute sa confiance ainsi que celle du président de la République.

## 2- WikiLeaks, suite.

Pour diffuser ses télégrammes diplomatiques, Julien Assange avait fait appel à plusieurs médias: le Guardian, le Monde, el Pais, le Spiegel et le NY Times. Ce mardi, s'adressant au Times, Assange leur reproche de lui avoir "causé d'interminables problèmes". Il déplore particulièrement le choix de ces journaux de masquer des noms qui figuraient dans les télégrammes diplomatique, alors que lui prône la transparence complète. "*Un partenariat qui a tourné au vinaigre*", conclut le Times.

Autre critique, directement adressée au Guardian: le journal anglais a eu en sa possession et relayé le rapport de police sur les accusations de sexe par surprise contre Julien Assange. "*La fuite de ce rapport était clairement faite pour saper ma liberté sous caution*", affirme-t-il.

Agacé, le fondateur de WikiLeaks affirme qu'il préfère désormais que ses informations soient publiées "*sans rédaction*". (L'express. fr 22.12)

## 3- Argentine.

L'ancien dictateur argentin Jorge Videla a été condamné, mercredi 22 décembre, à la prison à vie par un tribunal de Cordoba pour l'exécution d'opposants et d'autres crimes contre l'humanité, au terme de son premier procès depuis vingt-cinq ans.

L'ancien général, âgé de 85 ans, avait déjà été condamné à la perpétuité en 1985 lors d'un procès historique de la junte militaire pour les crimes commis sous la dictature (1976-1983), qui a fait 30 000 disparus, selon les organisations de défense des droits de l'homme. Mais la peine avait été effacée en 1990 par une grâce de l'ex-président Carlos Menem, grâce qui a été déclarée anticonstitutionnelle en 2007, une décision confirmée par la Cour suprême en avril. Cette dernière avait également abrogé les lois d'amnistie des crimes de la dictature en 2005.

Depuis, plusieurs procédures ont été engagées contre Jorge Videla, fervent catholique qui faisait figure de modéré avant de prendre la tête du putsch du 24 mars 1976 et de diriger le pays jusqu'en 1981. Ces années ont été les plus dures du régime militaire. A Cordoba, dans le centre du pays, l'ancien général était jugé depuis début juillet avec 29 autres personnes pour l'exécution de 31 détenus politiques. Parmi les accusés, l'ancien général Luciano Menendez a été condamné pour la quatrième fois à la prison à perpétuité pour violation des droits de l'homme. (Lemonde.fr 22.12)

Mais c'est fantastique, il y a une justice dans ce bas monde... C'est ce que les esprits faibles penseront malheureusement, il faut donc procéder à une mise au point pour leur enlever tout faux espoir et corriger cette interprétation erronée de la société.

Ces faits remontent à plus de 30 ans. Depuis les militaires ont redonné le pouvoir aux représentants politiques civils du capital, au

parti de l'ordre de Carlos Menem pour commencer, puis l'alternance qui a porté au pouvoir le parti social-démocrate ne leur a causé aucun problème puisqu'il est lui-même inféodé au capital et n'entend pas s'y attaquer.

La bourgeoisie argentine estime qu'elle a plus gagné aujourd'hui à une démocratie de façade sous couvert de collaboration de classes qu'à une dictature qui coûte cher, désorganise le fonctionnement du pays et qui plus est ne dure qu'un temps, du coup elle lâche les bourreaux qu'elles avaient porté au pouvoir dans les années 70, l'ordre capitaliste et l'Etat à son service ont été préservés, c'est l'essentiel et peu importe comment ils y sont parvenus.

Quand la bourgeoisie estime que ses intérêts fondamentaux sont menacés, elle recourt à une dictature, le reste du temps elle se contente d'institutions dites démocratiques régulant la lutte des classes en sa faveur, peu importe au bout du compte quel parti est au pouvoir du moment qu'il ne touche pas aux fondements du capitalisme...

Et puis ces procès permettent d'épargner l'instigateur et l'organisateur de ces coups d'Etat militaires et de tous ces crimes : l'impérialisme américain. Il lui était plus facile d'intervenir dans cette partie du monde dans les années 70, bien qu'il faille relativiser cette appréciation après le coup d'Etat au Honduras.

Là aussi il faut se méfier des formules toutes prêtes que l'on nous sort, car l'on peut observer que même en proie à une grave crise économique, les Etats-Unis continuent de guerroyer à travers le monde (Afghanistan, etc.) et de consacrer des centaines de milliards de dollars par an à son budget militaire.

## Social.

1- France.

1.1- La classe : c'est la classe, la nôtre !

C'est un joli cadeau de fin d'année qu'ont fait les salariés de la société Adixen, filiale d'Alcatel, à leurs collègues intérimaires.

Malgré des résultats exceptionnels, la direction de la société basée à Annecy refuse en effet de verser une nouvelle prime à ses salariés qui, du coup, décident un débrayage. Après une nouvelle réunion vendredi, la direction accepte finalement le versement d'une faible somme: 100.000 euros.

Plutôt que de tous accepter une petite prime de 130 euros, les salariés ont décidé de laisser leur somme aux 245 intérimaires de la société. Ceux-ci toucheront donc 410 euros de prime, grâce à ce beau geste de solidarité. (20minutes.fr 22.12)

Notre classe est capable du meilleur comme du pire, contrairement à celle des capitalistes qui n'est capable que du pire !

Cela nous fait penser à un aspect de la grève que nous n'avons pas abordé après la mobilisation sur les retraites : la solidarité ouvrière et la caisse de secours pour les travailleurs en grève et leurs familles. C'est une question que Trotsky et Lénine avaient abordé au lendemain de la révolution d'octobre 1905 pour ne pas commettre la même erreur deux fois. Il faut dire qu'eux au moins tiraient les enseignements pratiques de chaque combat.

Ce fut une des faiblesses de 1905 qui expliqua en partie pourquoi de nombreux travailleurs s'empressèrent de reprendre le travail et pourquoi un certain nombre d'entre eux ne répondirent pas présents lors de la deuxième phase de cette révolution. Ces dirigeants indiquèrent qu'il fallait impérativement régler cette question avant le déclenchement de la grève générale si l'on voulait qu'elle dure le plus longtemps possible... La solidarité existe entre ouvriers, mais quand on est loti à la même enseigne, les moyens de subsistance viennent à manquer rapidement.

Voilà donc quatre changements radicaux à apporter au syndicalisme :

- 1- le refus du financement des syndicats par l'Etat, l'UE ou toute autre institution du capital ;
- 2- le refus des syndicats de participer au côté du gouvernement ou/et des patrons à la gestion d'organismes mis en place par l'Etat ;
- 3- le refus des syndicats de participer au dialogue social avec le gouvernement et le patronat, rompre toutes les relations avec eux ;
- 4- consacrer une partie des cotisations des adhérents à un fond de solidarité permanent pour venir en aide aux grévistes.

Qu'en pensent ceux qui se réclament d'un syndicalisme de lutte de classe ? C'est étrange, vous me corrigerez si je me trompe, il semblerait que tous les groupes de militants syndicaux qui se sont constitués ces dernières années ont systématiquement



et unanimement ignoré ces questions déterminantes pour le syndicalisme. Sur quelle ligne sont-ils donc ? Quels intérêts défendent-ils donc ? Quelles sont leurs réelles intentions ? Et les partis qui font preuve du même silence sur ces questions ? Pour ne pas froisser la susceptibilité des Thibault, Mailly et Cie ?

## 1.2- Enseignement. Bavardage au tour d'un amendement scélérat.

Contre l'avis du gouvernement, un amendement du sénateur Jean-Claude Carle (UMP) adopté lors du vote du budget 2011 fait basculer 4 millions d'euros de l'enseignement public vers le privé.

Réaction de Christian Chevalier, secrétaire national du syndicat enseignant SE Unsa.

On pouvait espérer que la commission mixte paritaire reviendrait sur cet amendement. Ça n'a pas été le cas. Il s'agit d'un siphonnage de quatre millions d'euros prévus pour l'enseignement public, qu'on fait basculer dans l'enseignement privé. Tout cela dans un contexte où l'enseignement public est mis à mal avec la suppression de 16 000 emplois à la rentrée 2011. Avec cet amendement, c'est 250 postes supplémentaires qu'on supprime. L'enseignement privé est donc privilégié, il l'était déjà.

Depuis trois ans, l'enseignement privé est particulièrement privilégié et ce sont les deniers du contribuable qui sont mis à contribution.

Question de Publicsénat.fr : Espérez-vous encore que d'une manière ou l'autre l'on puisse revenir sur cette mesure ?

Réponse : On va être attentif à ce qui va se passer au niveau du Conseil constitutionnel. (Publicsénat.fr 22.12)

Ils n'ont même pas besoin de leur forcer la main pour les intégrer à l'Etat, en légitimant les institutions ils légitiment par avance les mesures réactionnaires qu'elles sont amenées à prendre, de l'extérieur ils font très bien le sale boulot ! Avis aux opportunistes professionnels qui se félicitent que les syndicats n'aient pas été intégrés à l'Etat en 1969.

## 2- Grèce. L'intérêt général : c'est l'intérêt de l'aristocratie financière !

Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues d'Athènes mercredi pour protester contre le budget d'austérité 2011 qui devait être voté dans la soirée par le parlement grec.

Aux cris de "*On n'en peut plus*", trois mille manifestants se sont rassemblés devant le parlement dans une capitale où les transports publics étaient paralysés par la grève.

Deux milliers de personnes ont participé à une marche parallèle contre l'austérité mais la participation était légèrement inférieure aux précédentes journées de mobilisation.

"*Le gouvernement ne va pas changer de politique simplement parce que nous descendons dans la rue*", selon Susanna Apostolaki, une secrétaire de 43 ans.

"*Tout le monde doit faire preuve de responsabilité (...) l'Etat dispose des pouvoirs nécessaires pour préserver l'intérêt général*", a déclaré le porte-parole du gouvernement, George Petalotis, dans une interview télévisée.

Ce mois-ci, des manifestants ont déjà affronté la police et incendié des voitures et un hôtel du centre d'Athènes tandis que 50.000 personnes ont défilé contre les mesures d'austérité. (Reuters 22.12)

## 3- Italie.

Des milliers d'étudiants italiens ont manifesté ce mercredi pour protester contre une réforme de l'Université censée être définitivement adoptée dans la journée par le Sénat.

Avec un taux de chômage avoisinant les 25%, voire 35% dans le Sud, la bataille autour de la réforme de l'université s'est transformée en caisse de résonance du mécontentement et de l'inquiétude de la jeunesse italienne face à l'avenir.

La réforme prévoit une diminution du nombre des facultés et des filières et une baisse des montants alloués aux bourses. Elle établit des délais pour la recherche, entraîne une refonte du système d'admissions, renforce le rôle du secteur privé dans la gestion des universités et limite la durée du mandat des recteurs.

Le gouvernement affirme que cette réforme permettra l'instauration d'un système universitaire davantage fondé sur le mérite et mieux adapté aux besoins des employeurs.

Pour leurs détracteurs, dont beaucoup ne contestent pas la nécessité d'une réforme de l'Université, les mesures proposées par le gouvernement consistent simplement à réduire le financement du système universitaire, ce qui pourrait nuire aux capacités de recherche du pays. (Lexpress.fr 22.12)

4- Inde.

Répondant à un appel de l'opposition indienne, près de 20.000 personnes ont manifesté mercredi dans les rues de New Dehli afin de protester contre la hausse des prix et la corruption.

La coalition du Premier ministre Manmohan Singh se trouve dans une situation délicate depuis plusieurs semaines en raison d'un vaste scandale de corruption présumée, auquel certains de ses membres auraient pris part. Parallèlement, la hausse subite des prix des denrées alimentaires a suscité la colère de nombreux Indiens.

Invités à se mobiliser par la principale formation d'opposition indienne, le Bharatiya Janata Party (BJP), les manifestants ont défilé dans les rues de New Dehli en chantant des slogans accusant le gouvernement d'être inefficace dans sa lutte contre la corruption.

Parmi ces manifestants se trouvaient de nombreuses femmes et des enfants, qui portaient des guirlandes d'oignons autour du cou pour symboliser l'inflation enregistrée ces derniers mois, notamment sur les denrées de base.

"Ceci est l'illustration de la colère du peuple, le début d'une vaste vague de manifestations à l'échelle du pays contre la corruption et l'inflation", a déclaré à des journalistes un porte-parole du BJP, Prakash Javdekar.

Le gouvernement indien a supprimé mercredi une taxe sur les oignons, un des légumes les moins chers et les plus consommés en Inde, mais dont le prix, lorsqu'il augmente trop, inquiète les hommes politiques car il peut faire perdre les élections.

Le kilo d'oignons se vend actuellement à environ 80 roupies (1,35 euro), contre 35 à 40 roupies quelques jours auparavant. Les informations liées à cette hausse brutale font la Une des journaux.

Le Premier ministre indien Manmohan Singh a fait part de sa «grave préoccupation» et appelé à des mesures pour réduire le prix.

Le gouvernement a décidé mercredi de supprimer la taxe à l'importation pour ce bulbe.

Le prix de l'oignon peut avoir des conséquences douloureuses pour les hommes politiques, un phénomène baptisé par les médias «le facteur oignon».

En 1998, après une très forte hausse du prix, le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) avait perdu les élections locales à Delhi. En 1980, «le facteur oignon» avait été invoqué pour expliquer la défaite d'un parti aujourd'hui disparu, le parti Janata, lors d'élections parlementaires.

Le gouvernement indien, qui tente en outre de contenir l'inflation, a déjà interdit les exportations de bulbes, mais a prévenu que les prix risquaient de rester élevés encore plusieurs semaines, en raison de pluies inhabituelles dans la région productrice.

Pour répondre à la demande, l'Inde a augmenté ses importations depuis le Pakistan. «La taxe sur les importations d'oignon a été ramenée à zéro», a déclaré à la presse le Secrétaire aux Finances Ashok Chawla.

Cette augmentation du prix intervient sur fond de hausse généralisée des prix des produits alimentaires (10% en un an), plaçant en grande difficulté les nombreux Indiens aux revenus très faibles. (Reuters et Libération.fr 22.12)

Magueswary, mon épouse, est intarissable sur le prix des oignons ! Elle en a acheté hier à 20 roupies le kilo, un vrai bonheur ! Pondichéry n'est pas Delhi où le coup de la vie y est beaucoup plus cher.

En lisant cet article on pourrait croire que les travailleurs indiens se mobilisent avec leurs partis. C'est comme si vous manifestiez avec l'UMP contre le Modem au pouvoir !

Le Bharatiya Janata Party est un parti bourgeois ultra nationaliste associé à deux partis hindous radicaux (VHS et RSS) qui prônent l'expulsion des 100 à 150 millions de musulmans vers le Pakistan à défaut de pouvoir les exterminer. Accusé par un ex-commissaire de police de Mumbai d'avoir infiltré les services secrets indiens, il serait coresponsable avec les services secrets pakistanais des attentats de Mumbai en 2008 pour déstabiliser le gouvernement en place.

Quant à la corruption, elle est à tous les étages de la société, l'Inde est un pays corrompu jusqu'à l'os et ce n'est pas nouveau !

## Economie.

### 1- Marché.

Un seul négociant détient entre 80 et 90% du cuivre coté au London Metal Exchange (LME), a affirmé mardi le Wall Street Journal sur son site internet.

Sans affirmer qu'il s'agissait de la banque d'affaires américaine JPMorgan, le Wall Street Journal a rappelé que celle-ci «*avait récemment une position importante dans le cuivre*». Le cours de ce métal a battu mardi un nouveau historique à Londres, à 9.353,50 dollars la tonne.

Il n'est pas rare que le marché de certains métaux au LME soit dominé par un acteur unique, qui agit pour le compte de divers clients, a relevé le quotidien: c'est le cas actuellement de l'aluminium, contrôlé à 90% par un seul négociant, et du nickel, du zinc et des alliages d'aluminium, dont 50 à 80% appartiennent à une seule entité également.

De telles prises de positions sont légales, tant que les régulateurs en sont prévenus. (Libération.fr 22.12)

### 2- France.

Sur les 12 derniers mois, le chiffre des défaillances d'entreprises a atteint 62.378. Les niveaux de défaillances reste supérieur de 22% à son niveau de 2007 selon l'assureur crédit Coface. (Reuters 22.12)

### 3- Belgique.

La Belgique doit prendre des mesures d'austérité début 2011 faute de quoi elle sera la cible d'attaques spéculatives, estime le ministre des Finances Didier Reynders.

Les dissensions politiques et une dette publique qui atteint près de 100% du PIB inquiètent les investisseurs. (Reuters 22.12)

### 4- Espagne.

Le chef du gouvernement espagnol José Luis Zapatero a estimé mercredi qu'il faudrait encore cinq ans à son pays pour se remettre de la crise financière et de l'éclatement de la bulle immobilière. (AP 22.12)

### 5- Grande-Bretagne.

Déficit public élevé, inflation galopante, chômage en hausse: le Royaume-Uni finit l'année au plus bas. Et 2011 sera «difficile», a annoncé le gouvernement. (20minutes.fr 22.12)

### 6- Etats-Unis.

Au total, selon le Financial Report of the United States, la dette publique fédérale a atteint 13.473 milliards de dollars (10.300 milliards d'euros). Elle était de 11.456 milliards de dollars il y a un an.

Le déficit, qui tient compte des intérêts sur la dette et du coût des dépenses sociales, ressort à 2.080 milliards de dollars pour l'exercice clos le 30 septembre, contre 1.253 milliards de dollars l'année précédente.

Le déficit budgétaire proprement dit s'est réduit à 1.294 milliards sur l'exercice 2010, contre 1.417 milliards de dollars en 2009. (Reuters 22.12)

---

Le 24 décembre

J'ai rectifié le lien vers le dernier numéro d'Informations ouvrières, mes excuses.

Tous les ingrédients de Noël ont une origine païenne, ils ont été récupéré en vain par l'église catholique, puisque la majorité de

la population s'en détourne pour ne penser qu'à ripailler en famille ou entre amis, et se faire éventuellement des cadeaux pour oublier les privations ou les frustrations en tous genres qui ont ponctué l'année qui s'achève, quand on en a les moyens.

Pour renouer avec une vieille tradition héritée du bolchevisme, nous saluons à cette occasion nos camarades chrétiens et communistes, quelle horreur !

Ce n'est pas de la provocation, tout d'abord cette référence est exacte, je vous invite à le vérifier et à y réfléchir, ensuite nous estimons que le combat pour le respect de la laïcité s'inscrit uniquement pour un militant ouvrier dans le cadre du combat pour le socialisme, contrairement à d'autres que nous ne citerons pas ici tellement nous avons honte pour eux, nous ne concevons pas le combat pour la défense de la laïcité au côté des Borloo et Cie. ou des représentants du capital.

Si nous nous amusions à faire la liste des valeurs ou principes communs à toutes les classes, nous finirions par en trouver tellement qu'il n'y aurait plus qu'un tout petit pas à franchir pour embrasser l'intérêt général cher à Sarkozy et à tous les chefs d'Etat qui appliquent une politique d'austérité en Europe et qui s'en réclament actuellement, c'est à croire qu'ils se sont donnés le mot !

Bien entendu, tout le monde ne leur donne pas les mêmes contenus et chacun a le droit de s'en réclamer, l'essentiel n'est pas là, il réside pour les militants marxistes-révolutionnaires dans la nécessité d'aider les travailleurs à définir où se situe précisément la frontière entre les classes, afin de ne pas confondre leurs intérêts avec ceux de leur ennemi, bref, d'y gagner en indépendance de classe pour mener leur combat, puis pour rompre avec le capital et ses institutions politiques, vous admettez que c'est une condition indispensable à remplir pour aller vers le socialisme.

Le meilleur moyen de combattre pour le respect des valeurs ou principes dont nous nous réclamons ou encore pour défendre nos droits sociaux, consiste à nous tourner résolument vers l'avenir et à combattre pour le socialisme, après tout ne dit-on pas que le capitalisme a fait son temps et tout son fatras réactionnaire avec lui ?

La classe est debout, elle a démontré qu'elle était pratiquement prête à se mettre en marche, il ne lui reste plus qu'à trouver dans quelle direction elle doit s'orienter pour renverser tous les obstacles qui se dressent sur son chemin et qui l'empêchent d'avancer vers son objectif : la prise du pouvoir.

En 2011, en avant résolument vers le socialisme, cette année constituera une nouvelle étape de la révolution socialiste internationale, on ne peut pas, on n'ose pas imaginer qu'il en sera autrement.

Bonne soirée à tous les camarades, sans rancune évidemment, c'est un sentiment qui m'est étranger, et bon week-end.

Les questions tabous du jour.

Qui décide de la politique d'austérité dans chaque pays, le FMI, l'UE ou les différents gouvernements, les Etats sont-ils encore souverains ? Réponse de Christine Lagarde dans un entretien à la *Süddeutsche Zeitung* : "*Je ne pense pas qu'il soit possible d'ôter aux Etats la souveraineté sur leurs budgets mais nous pourrions nous coordonner les uns avec les autres lorsque nous élaborons nos législations fiscales.*" (La Tribune 22.12)

Alors pourquoi ne pas engager le combat en direction du gouvernement et du parlement qui vote ce budget d'austérité ? Pourquoi ne pas les désigner comme responsable de la politique qu'ils appliquent pour le compte des capitalistes ? A bas Sarkozy et son gouvernement minoritaire et illégitime, à bas les institutions de la Ve République des banquiers et des capitalistes, il faut les chasser du pouvoir, tout le pouvoir aux travailleurs !

Cette question s'adresse aux dirigeants du POI, du NPA et de LO. En l'absence de réponse à cette question, de mots d'ordre politiques, que valent les appels à l'unité, à rejeter le consensus, la dette : c'est tout simplement du vent et de la gesticulation pour occuper les militants pendant que le train-train de la Ve République poursuit tranquillement son cours...

Nouvelles du fond de commerce des syndicats ou comment les syndicats et les partis sont corrompus et comment ils collaborent à la subordination de la classe ouvrière au capitalisme.

- Le comité d'entreprise géré par la CGT, perçoit 1% du chiffre d'affaires d'EDF, soit 470 Millions, avec près de 4000 collaborateurs.
- France Telecom : budget 160 millions d'euros, 200 collaborateurs
- Air France : 93 millions en cessation de paiement a dû faire un prêt de 145 millions
- SNCF: 92 millions, 980 collaborateurs

- RATP : 83 millions, 300 collaborateurs

Voilà autant de "*collaborateurs*", de syndiqués qui n'ont évidemment aucun intérêt à s'opposer à la ligne politique de collaboration de classe des appareils, ils seraient obligés de retourner gratter, et cette liste est très loin d'être exhaustive, combien de milliers et de milliers de syndiqués sont dans la même situation ?

Décidément le capital savait ce qu'il faisait en créant les comités d'entreprise.

A la liste des changements radicaux à apporter au syndicalisme que j'ai commencé à établir hier, il faut rajouter la liquidation du CE tel qu'il existe aujourd'hui et lui substituer une simple information économique à destination du personnel des entreprises. On pourrait ajouter que le 1% du chiffre d'affaires des entreprises réservé au CE servirait à augmenter les salaires inférieurs à 2.000 euros net.

Voilà pour la rupture entre le capital et le travail ! Qu'en disent les partisans d'un syndicalisme de lutte de classe ? Rien sans doute ou ils la ferment, comme d'habitude, cherchez l'erreur !

## Politique.

1- France.

1.1- Karachigate, Sarkozy mouillé jusqu'au cou, l'étau se resserre !

L'affaire Karachi ne "*concerne en rien*" Nicolas Sarkozy. Rappelez-vous les propos de l'Elysée il y a quelques temps dans cette affaire.

Jeudi, on apprend en effet que l'ancien numéro 2 des services secrets français (DGSE), Alain Juillet, "*aurait été mandaté en juin 2008 par l'Elysée pour négocier avec l'ancien dirigeant d'une société écran de la Direction des constructions navales (DCN)*", révèle le site Mediapart.

Cette société, dirigée par Jean-Marie Boivin, "*menaçait de faire des révélations sur les dessous politico-financiers de grands contrats d'armement, s'il ne lui était pas versé une indemnité de 8 millions d'euros*".

Une histoire de gros chantage en quelque sorte. Racontée par Alain Juillet au juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke la semaine dernière.

Voici une partie de ce témoignage rapporté par Mediapart :

"*Début juin 2008, Bernard Delpit, adjoint de François Pérol à l'Elysée (M. Pérol était alors secrétaire général adjoint de la présidence, NDLR) me (Juillet) téléphone et me dit : 'On a un problème. Quelqu'un (Boivin) nous a écrit en nous demandant des indemnités très importantes. Est-ce que vous pouvez voir ce qu'il y a derrière tout cela ?'*".

Juillet affirme "*avoir obtenu le feu vert de l'Elysée*" pour négocier directement avec Boivin, précise Arrêt Sur Images.net. (Lepost.fr 23.12)

1.2 - Le "*coeur à gauche*", le "*portefeuille à droite*".

Selon Jacques Séguéla, invité de Questions d'Info LCP/France Info/AFP, Dominique Strauss-Kahn "*va devoir choisir entre être un homme de droite ou être un homme de gauche*". "*Car si vous représentez la gauche, il faut être réellement de gauche. Il faut être de gauche dans ses tripes. La gauche d'aujourd'hui n'est pas celle de Mitterrand qui était une gauche qui avait le coeur à gauche et le portefeuille à droite*" a-t-il ajouté. (Lexpress.fr 23.12)

Voilà une caractérisation de la "*gauche*" qui correspond assez bien à ce qu'elle est en réalité, une imposture permanente.

Le "*coeur*", c'est la bonne conscience du petit-bourgeois, son côté humaniste à cent balles, au-delà c'est trop cher ! ; son intérêt vulgaire pour les petites gens... qui doivent tout de même rester à leurs places ; son penchant pour la laïcité qui va de paire avec son goût pour la liberté... pour lui-même évidemment ; les valeurs de la république, qui même étriquées ou piétinées lui permettent de s'épanouir, et tant pis si ce n'est pas le cas de la plèbe que finalement il déteste autant que les bourgeois qu'il jalouse...

Séguéla le grand bourgeois a soutenu Mitterrand et maintenant il soutient Sarkozy, c'est dans l'ordre des choses !

## 2- Côte-d'Ivoire.

Jean-François Probst, un ancien collaborateur de Jacques Chirac à Matignon et au RPR et accessoirement blogueur sur Bakchich, n'y va pas par quatre chemins : Alassane Ouattara, le rival de Gbagbo, est manipulé par la CIA, et Nicolas Sarkozy, par son incompetence, fait le jeu des Américains. Et il le dit de la manière la plus crue et directe possible :

*« Il est évident que depuis longtemps la CIA téléguidé avec quelques longues cornes, et assez facilement semble-t-il, le couple Alassane et Dominique Ouattara... »*

*Les rebelles du nord sont manipulés de l'extérieur, et pas seulement par l'islam avec Al Qaeda, des islamistes du nord de l'Afrique qui voudraient bien pousser jusqu'au Sud.*

*Tout cela est un imbroglio dans lequel les Etats-Unis nagent comme d'habitude à contre-courant. [...] Tout le monde fait la danse du ventre autour de la Côte d'Ivoire, mais les Etats-Unis, avec leurs manières lourdingues et "obamesques", un peu comme Bush le faisait en Irak, arrivent à entraîner derrière eux des petits satellites ou des vassaux.*

*Malheureusement pour mon beau pays de France, que le général de Gaulle avait fait sortir du commandement intégré de l'Otan, le président Sarkozy a réintégré l'Otan. »*

Il a quelques amabilités pour l'actuel président de la République :

*« Le président Sarkozy est à la traîne des Etats-Unis et la France est un wagon de queue de la grosse locomotive américaine. [...] »*

*Nicolas Sarkozy pourra de façon grossière et indécente s'agiter, vociférer, s'ingérer dans les affaires intérieures de la Côte d'Ivoire, mais il n'aura que des réponses cinglantes des Ivoiriens qui lui répondront que la Côte d'Ivoire n'est pas une sous-préfecture française.*

*Donc, de grâce, que les Américains, que la France de monsieur Sarkozy, que l'Europe de messieurs Baroso et Van Rompuy, se calment et s'abstiennent de commentaires vasouilleux et menaçants. [...]*

*Ce garçon a trop tété le biberon de Charles Pasqua et il est le roi de la rodomontade. La politique étrangère, cela nécessite du calme, de la hauteur de vue et de la discussion. [...]*

*Ne négligeons pas le fait que 60% des Ivoiriens ont moins de 20 ans. Ne négligeons pas que, comme les gaullistes de la Résistance, ils ont envie de s'opposer aux colonisateurs et au totalitarisme...*

*Seulement, les Chinois ont une diplomatie un peu plus intelligente que la nôtre... Actuellement, ce n'est pas difficile, parce que des crétiens gèrent notre approche française de l'Afrique. »*

Jean-François Probst n'a pas tenu ces propos incendiaires n'importe où, mais sur une modeste radio basée à La Baule, Kernews 91.5 FM, animée par Yannick Urrien, un ancien de l'UNI et de Radio Courtoisie, dont les amis sont l'aile dure de l'UMP. (Rue89 23.12)

Rue89 qui se présente volontiers à "gauche" est à vomir. Les champions de l'amalgame pourri.

Ils reproduisent les propos de ce M. Probst parce que, je cite Rue89 : ils "font le tour du Web" pour ensuite le présenter comme un personnage infréquentable, d'extrême droite, histoire de porter le discrédit sur ce qu'il dit de la Côte-d'Ivoire qui ne correspond pas vraiment à la position de Sarkozy, et comme si cela ne suffisait pas à vous convaincre qu'il faut adopter la position de Sarkozy qui estime que Ouattara serait préférable à Gbagbo, Rue89 cite ensuite l'avocat Marcel Ceccaldi, "un proche de Jean-Marie Le Pen" qui partagerait les convictions de M. Probst, et pour enfoncer le clou et donner un air de légitimité à Ouattara que soutient Rue89, ils citent Antoine Glaser, ancien rédacteur en chef de *La Lettre du Continent*, pour lequel "ces hommes sont issus de milieux « souverainistes » et « lepénistes », de droite et d'extrême droite, guidés par un fort sentiment anti-américain et qui rejettent Ouattara, un ancien haut-fonctionnaire du FMI, pour cette raison", autrement dit, il ne faut accorder aucun crédit à leurs propos, seuls ceux en faveur d'Ouattara devraient retenir notre attention, au passage rajoutons que Sarkozy, Obama, le FMI et l'UE ne seraient pas vraiment de "droite", mais non, mais non ! Et lorsque Rue89 a indiqué que M. Probst était "accessoirement blogueur sur Bakchich", c'était uniquement pour dénoncer ce site concurrent afin de le mettre à l'index.

On comprend pourquoi le Palais subventionne ce genre de sites Internet !

## Social.

Ghettoïsation, discrimination, injustice.

43% des jeunes actifs (37% des jeunes actives) habitant dans les quartiers pauvres sont au chômage. C'est le chiffre alarmant qui ressort du nouveau rapport de l'Observatoire national des Zones urbaines sensibles (Onzus), remis ce jeudi au ministre de la Ville Maurice Leroy.

Sur une population active potentielle de 250 000 jeunes entre 15 et 24 ans, 100 000 sont au chômage, a détaillé la présidente de l'Onzus, Bernadette Malgorn. Au total, le taux de chômage a grimpé à 18,6% en 2009, contre 16,9% en 2008, dans les 751 quartiers retenus par les pouvoirs publics comme cibles prioritaires de la politique de la Ville.

Il dépasse les 17% enregistrés en 2003 au moment de la mise en place de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, dont l'objectif était de réduire significativement les inégalités en banlieue sur une période de cinq ans.

Les Zus «sont des territoires où les Français nés de parents français sont nettement sous-représentés». En Île-de-France, «certains quartiers sont caractérisés par une très forte proportion de populations d'origine étrangère».

Le rapport souligne une situation «particulièrement difficile» des femmes d'origine étrangère: alors que l'inactivité des femmes est en baisse, une femme née à l'étranger de parents étrangers «a quatre fois moins de chances d'être en emploi lorsqu'elle habite en Zus».

Conséquence: ces quartiers concentrent deux fois plus d'allocataires des minima sociaux, deux fois plus de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et trois fois plus de bénéficiaires de la Couverture maladie universelle (CMU) que dans le reste du territoire.

Le revenu fiscal moyen de la population des Zus en 2007 s'élevait à 60% de celui de leur unité urbaine, et dans les quartiers les plus modestes à seulement 50%. En 2008, les deux tiers des habitants des Zus étaient connus des Caisses d'allocations familiales (CAF) et plus d'un allocataire sur quatre appartenait à une famille monoparentale.

En introduction du rapport, Bernadette Malgorn écrit que «chaque année, 7% des habitants quittent le quartier et sont remplacés par de nouveaux habitants, généralement en situation de précarité accrue par rapport aux partants». (Libération.fr 23.12)

Ils excluent de la société des couches entières du prolétariat qui pour survivre doivent bien se débrouiller, y compris en recourant à des moyens illégaux ou sanctionnés par leurs lois, ensuite ils les jettent en pâture à la vindicte publique ou s'en servent comme boucs émissaires quand ils sont en difficulté ou en campagne électorale et la boucle infâme de la réaction est bouclée, pour justifier le renforcement de l'arsenal répressif de l'Etat qui servira le moment venu contre le mouvement ouvrier et l'ensemble de la classe ouvrière.

## Economie.

### 1- Irlande.

L'Irlande a annoncé jeudi qu'elle allait injecter 3,7 milliards d'euros dans Allied Irish Banks (AIB), ce qui la conduira à nationaliser la banque avec une participation à hauteur de 93%.

AIB devra lever 6,1 milliards d'euros supplémentaires d'ici fin février pour atteindre un ratio de capital Tier 1 de 14%.

"Ce capital est essentiel pour permettre à AIB de remplir son rôle de soutien de l'économie irlandaise", souligne le ministre Brian Lenihan dans un communiqué.

Le gouvernement ordonnera en outre l'injection de nouveaux fonds dans Bank of Ireland et Irish Life & Permanent si elles ne parviennent pas à lever des capitaux privés. "En l'absence de financements privés nous devons les capitaliser elles aussi", a-t-il ajouté. (Reuters 23.12)

### 2- Grèce.

Les parlementaires grecs ont adopté jeudi un budget pour 2011 imposant une nouvelle vague de réduction des dépenses publiques et de hausse des impôts quelques heures après de nouvelles manifestations antigouvernementales à Athènes.

Cette adoption est intervenue quelques heures après que des milliers de manifestants ont défilé dans les rues d'Athènes aux cris de "On n'en peut plus".

La politique d'austérité est menée conformément au soutien financier apporté par l'Union européenne et le FMI pour aider la Grèce

à redresser ses comptes publics et éviter à la zone euro une contagion de la crise de la dette souveraine.

Le gouvernement a menacé mercredi d'interrompre par la force le mouvement de grève des conducteurs de bus et de métro à Athènes en invoquant une législation d'exception utilisée cette année pour briser d'autres grèves dans les transports, notamment de la part des chauffeurs de poids lourds.

*"Tout le monde doit faire preuve de responsabilité (...) l'Etat dispose des pouvoirs nécessaires pour préserver l'intérêt général"*, a déclaré le porte-parole du gouvernement, George Petalotis, dans une interview télévisée.

Les créanciers de la Grèce l'invitent à renforcer sa politique d'austérité.

En raison notamment de cette rigueur, l'économie grecque devrait se contracter d'environ 3% en 2011 après une baisse de 4,2% en 2010. Le taux de chômage devrait atteindre un niveau record, à 14,6%, après 12,1% cette année. (Reuters 23.12)

3- Portugal.

Fitch Ratings a abaissé jeudi la note souveraine du Portugal à A+ contre AA-, en raison du ralentissement du déficit des comptes courants et d'un environnement de plus en plus difficile pour le financement des banques et de l'Etat.

*"Un échec dans l'accomplissement des objectifs principaux du budget 2011 et en matière de déficits structurels fragiliserait la confiance à l'égard de la soutenabilité à moyen terme des finances publiques"*, explique Fitch. (Reuters 23.12)

4- Hongrie.

L'agence Fitch a abaissé d'un cran jeudi la note à long terme de la Hongrie en raison d'un risque de détérioration de la situation budgétaire du pays, le jour où les parlementaires hongrois ont adopté un budget 2011 censé ramener le déficit public sous les 3% du PIB pour la première fois depuis 2004.

L'abaissement de la note souveraine de la Hongrie par Fitch, de "BBB" à "BBB-", est assorti d'une perspective négative. L'agence de notation a expliqué qu'il reflétait une détérioration de la situation budgétaire sous-jacente à moyen terme.

*"Le nouveau gouvernement Fidesz a jeté les bases d'un projet de budget qui va dans la mauvaise direction"*, estime Fitch.

Le budget 2011 prévoit de relever certaines taxes, en particulier celles qui pèsent sur les groupes étrangers, et de puiser jusqu'à 14 milliards dans les fonds de pension de retraite privés, qui ont déjà déploré une réforme du système de retraite équivalent, selon eux, à une nationalisation. (Reuters 23.12)

---

Le 25 décembre

Je viens de m'apercevoir que je me suis trompé de date deux jours de suite, je viens de rectifier ! J'ai rajouté 3 contributions de tendances ou courants du NPA. Mes salutations fraternelles au passage à ces camarades pour la nouvelle année. Avec les camarades du POI et de LO vous faites vraiment un boulot formidable pour la classe, sincèrement. On polémique, on n'est pas toujours d'accord, mais on n'a pas le droit de se détester comme nous y encouragent les dirigeants, c'est un comportement méprisable ; j'ai peut-être une mauvaise mémoire, mais je me souviens encore parfaitement comment on traitait les autres militants quand je militais à l'OCI, 24 ans plus tard l'un d'entre eux me traitera encore d'ennemi de la classe ouvrière et de son cher parti, le PT, pour dire que je n'invente rien malheureusement, j'en ai encore honte.

Contrairement au courriel que j'ai reçu avant-hier d'un sympathisant du POI, je ne confonds pas le gouvernement PS-PCF et le front unique, il me prend pour un abruti, normal puisque c'est le seul argument que son auteur a trouvé à m'opposer, autant dire du vent. Je ne fais pas non plus un amalgame entre les dirigeants et les militants, je sais l'importance de la direction du parti, encore faut-il qu'elle soit à la hauteur de ses responsabilités. Vous savez pourquoi et comment Lénine a retourné comme une crêpe le comité central du parti bolchevik en sa faveur en moins d'un mois en avril 1917 ? Parce que la majorité des militants de base et des cadres du parti qui étaient en contact avec les ouvriers des usines soutenaient la ligne politique de Lénine, du coup les capitulars Kamenev, Zinoviev et Staline notamment n'ont pas eu d'autre choix que de se rallier à Lénine.

Que les dirigeants du POI, du NPA et de LO se montrent à la hauteur des responsabilités qu'ils prétendent être capables d'assumer et nous changeront d'attitude à leur égard, et s'ils n'en sont pas capables qu'ils se démettent ou forme une direction collective. Quand on s'intéresse aux dirigeants, on a tendance à ne considérer que la ligne politique qu'ils défendent, à laquelle on adhère, que l'on partage ou que l'on conteste, on en oublie qu'une ligne politique ne fait pas d'un militant un dirigeant, pas plus un



programme ne suffit à caractériser un parti et sa direction, qu'il lui faut beaucoup d'autres qualités qu'il n'a pas forcément, ce que l'on découvre un peu tard ou quand il est trop tard. On a acquis une sérieuse expérience dans ce domaine, il ne s'agirait pas de perpétuer à l'infini les erreurs du passé, erreurs que l'on n'a pas toujours pu ou voulu combattre, que Lénine n'avait pas perçue assez rapidement dans le cas de la création de la fonction de secrétaire général du parti bolchevik et que la maladie et la mort prématurée l'ont empêché de combattre, que Trotsky a toujours combattu lorsqu'il était devenu impossible de l'ignorer, je pense évidemment à Staline, cette "*imminente médiocrité*".

Tout ce qu'on demande aux dirigeants, c'est qu'ils proposent à la classe ouvrière et à l'avant-garde révolutionnaire des objectifs politiques pour lesquels combattre et sur lesquels l'unité est susceptible de se réaliser, l'unité de la classe et des masses avec leurs organisations et partis qui se battent pour renverser le régime en place, un objectif dont peuvent se saisir des intersyndicales d'entreprises ou d'administrations, des unions locales, départementales ou fédérales, des sections de partis, l'ensemble de leurs délégués constituant l'équivalent d'un soviet ou conseil ouvrier appelé à prendre le pouvoir, à constituer l'un des piliers du nouvel Etat ouvrier et socialiste.

L'unité, mais pas dans n'importe quelle condition ou avec n'importe qui pour faire n'importe quoi, l'unité des éléments les plus avancés de la classe et des masses organisés ou non dans des syndicats ou des partis, et non l'unité des appareils pourris des syndicats et des partis, sur la base de revendications sociales et d'objectifs politiques, dont la liquidation des institutions de la Ve République pour remettre en cause les fondements du capitalisme.

On nous opposera qu'ils ne seront pas forcément d'accord pour s'engager dans cette voie, mais ont-ils vraiment le choix s'ils veulent continuer le combat, et puis, qui leur proposera un autre cadre sérieux pour le mener, personne, aucun parti, si maintenant il était impossible qu'ils y adhèrent - car il ne s'agit évidemment pas de tenter de leur imposer, cela signifierait seulement que l'on n'a pas trouvé les arguments adéquats pour les convaincre que c'est la seule voie possible pour aller de l'avant, qu'il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme que le socialisme. Il faudrait savoir : est-ce qu'ils sont vraiment l'avant-garde de la classe et des masses, oui ou non ? Si c'est oui, l'idée de la révolution ne les effraiera pas, dans le cas contraire se serait se destiner à vouloir regrouper une bande de cloportes réformistes qui ne pensent qu'à leur gamelle et soutiennent finalement le régime capitaliste, cela ne présenterait aucun intérêt.

Voilà qui est clair, net et précis, il y en a marre des arguments bidons ou superficiels, à l'emporte-pièce, démagogiques, qui font la part belle aux illusions et permettent ensuite de manoeuvrer en coulisse pour justifier des positions opportunistes et une ligne politique erronée.

Autre chose. A propos du site.

Les articles de presse et les causeries de 2010 seront disponibles au format pdf avec des liens renvoyant à chaque mois de l'année le 1er ou le 2 janvier, je vais passer le réveillon de fin d'année tout seul donc j'aurai le temps de bosser. J'ai déjà préparé les pages d'accueil des différentes rubriques pour 2011.

J'ai voulu souscrire un abonnement Internet à une autre société, Airtel, pas de bol, leur serveur est apparemment saturé et il faudra attendre un ou deux mois. En Inde, on passe son temps à attendre ! Avec deux connections et deux ordinateurs, je ne serai plus jamais en panne pour actualiser le site, à moins qu'un jour OVH vire le site de son serveur, mais c'est une autre histoire.

Avant-hier, c'est Apple qui s'est débarrassée de Wikileaks sous prétexte qu'il ne respectait pas leur charte. Ces gens-là n'ont pas les mêmes scrupules envers les sites pédopornographiques, fascistes, etc. Il ne faut pas rêver, le jour de la révolution on se retrouvera tous face à un écran blanc, il nous restera le bon vieux papier, en attendant je me retrouverai réduit au silence, quelle aubaine pour mes détracteurs, on règlera nos comptes plus tard, qu'ils ne se réjouissent pas trop vite.

Même si nous avons un parti et suffisamment d'argent pour acheter un serveur et gagner en autonomie, on se retrouverait dans la même situation, car ils nous couperaient l'accès au satellite. Quand on se lancera à l'assaut du pouvoir, en plus des institutions, de la Bourse, des chaînes de télévisions et de radios, des casernes et des dépôts d'armes, etc, il faudra penser aussi à mettre la main sur les sociétés qui possèdent ou gèrent les satellites, ainsi que celles qui hébergent nos sites Internet.

J'ai jeté un coup d'oeil aux statistiques de fréquentation du site, le nombre de visites est stable avec une légère progression depuis septembre. J'ai toujours autant de mal à les interpréter, car il y a plein de visites parasites, par exemple les robots des principaux moteurs de recherche. Sur environ 2.300 visites par mois, 60% seulement concernent la France, sur les 40% restant, une grande partie vient des Etats-Unis et de la Russie, le reste d'une quarantaine de pays un peu partout dans le monde, des expatriés sans doute.

OVH indique que ces 2.300 visites correspondent à des internautes différents, ils indiquent que ce sont des visiteurs uniques, par contre je ne sais pas s'ils attribuent une seule et unique IP (adresse anonyme correspondant à votre adresse électronique) à un internaute qui se connecte plusieurs fois par mois au site à partir du même ordinateur ou s'ils attribuent une nouvelle IP à chaque connection. Dans le premier cas, il y aurait environ 1.300 militants différents qui se connecteraient au site, et dans le second moins d'une centaine, ce qui n'est pas vraiment la même chose, sachant que certains se connectent tous les jours ou

presque. Si 40 militants se connectaient quotidiennement et qu'à chaque fois OVH les comptait comme de nouveaux internautes en leur attribuant une nouvelle IP, ils correspondraient à eux seuls aux 1.300 visites, mais cela me paraît peu vraisemblable, car même si les milliers de militants qui connaissent le site ne partagent pas les positions défendues par son animateur, il doit bien s'en trouver plus d'une quarantaine pour y reconnaître un intérêt, ne serait-ce que le gain de temps que leur fournissent les infos en bref quotidiennes et la Tribune libre.

Je me suis reconnecté sur les statistiques ce matin, et j'ai fait un recoupement entre le nombre de visites du 17 au 23 décembre (forcément en forte baisse en raison des fêtes) et le nombre d'adresses IP pendant la même période. Les tableaux indiquent 475 visites et 231 adresses IP, donc environ la moitié. S'il fallait retenir ces chiffres, pour la France seulement cela donnerait environ 138 militants (60% du total) qui se seraient connectés au cours de ces 7 jours. Mais je n'en suis pas sûr, car ces IP ne représentent que 3,03% du total des IP, et je ne sais pas à quoi correspondent les 96,77% restants !

Lorsque le site était hébergé par un serveur situé aux Etats-Unis, j'avais constaté que les mêmes adresses IP revenaient chaque mois, ce qui indiquerait qu'une adresse IP unique était attribuée à chaque connection provenant du même ordinateur. Je vais essayer de questionner OVH pour vérifier ce qu'il en est réellement, si c'est possible. Si maintenant, il advenait que je me cassais la tête pour quelques dizaines de militants, je cesserais cette activité immédiatement ou en tout cas je modifierais en profondeur le contenu du site, je n'écrirais plus que quelques articles par mois ou je me consacrerai à des textes de fond plus longs. Dès aujourd'hui je vais contacter OVH et je vous communiquerai leur réponse.

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Feront-ils des "**voeux**" en famille ?

Le 6 janvier Nicolas Sarkozy adressera ses voeux aux partenaires sociaux, qui seront l'occasion de renouer avec les syndicats après la bataille de la réforme des retraites. (Reuters 24.12)

Accepter les "**voeux**" du représentants des banksters, c'est légitimer la poursuite de sa politique ultra réactionnaire. Ce sera une occasion de plus pour cette pourriture de se gaver de petits-fours et autres collations en provenance d'un grand traiteur parisien. Si nous avons un voeux à formuler : le chasser du pouvoir et les chasser des syndicats !

Mesdames et messieurs, les enfants, vous les 5 millions de chômeurs environ, les 10 millions de travailleurs pauvres avec leurs familles, les 10 millions de travailleurs avec leurs familles qui survivent juste au-dessus du seuil de pauvreté et que le moindre incident de parcours peut projeter soudainement dans la misère, les 2 millions de gosses pauvres qui vivent dans un état de frustration permanente, les centaines de milliers d'étudiants pauvres qui se démènent comme ils peuvent pour fuir le cruel destin que la société leur réserve, les 100.000 clochards qui carburent à l'antigel pour ne pas crever de froid comme des chiens, à vous tous bien heureux, le monarque du Palais et ses larbins bien repus vous adresseront leurs voeux empoisonnés...

#### 1.2- Mariani est givré !

Le secrétaire d'Etat aux Transports, Thierry Mariani, a évoqué un manque de produit dégivrant, notamment lié à une grève à Fos, pour expliquer en partie l'annulation de vols à Roissy.

«*Nous n'approvisionnons pas Roissy. Les aéroports parisiens ne font pas partie de nos clients*», a assuré à l'AFP Caroline Henry, porte-parole du site qui emploie 300 personnes.

Selon la direction de LyondellBasell, l'arrêt de l'usine du 10 décembre au 23 décembre n'était pas dû à une grève, mais «*à des problèmes sociaux*», et «*à notre connaissance, nous avons assez de stocks pour nos clients*», a ajouté la porte-parole du site. (Libération.fr 24.12)

### 2- Côte-d'Ivoire. Une unanimité qui sent le soufre !

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest a annoncé jeudi l'envoi en Côte d'Ivoire d'un émissaire pour faire savoir au président sortant, Laurent Gbagbo, qu'il doit céder le pouvoir, faute de quoi il s'expose au recours à une "force légitime".

La Cedeao a averti qu'elle réunirait sans délai les chefs d'état-major des 15 pays membres pour préparer une éventuelle intervention au cas où Gbagbo ne s'inclinerait pas.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont imposé des restrictions aux déplacements de Gbagbo et de son entourage tandis que la Banque mondiale et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest a gelé les fonds destinés à la Côte d'Ivoire pour tenter

de l'amener à renoncer au pouvoir.

L'Assemblée générale des Nations unies a officiellement reconnu jeudi Alassane Ouattara comme le président légitime de la Côte d'Ivoire. (Reuters 24.12)

Commentaire d'un internaute.

En cote d'Ivoire, c'est le conseil constitutionnel (plus haute juridiction du pays) qui valide le vainqueur des élections. que soit clair également.

La question n'est pas qui a gagné les élections. La question, c'est peut on organiser des élections dans un pays divisé en deux, avec une partie contrôlée par le gouvernement et l'autre par les rebelles?

La réponse est non: la partie contrôlée par les rebelles a votée pour Ouattara (avec des fraude massives), la partie contrôlée par le gouvernement a votée pour Gbagbo (avec des fraudes massives).

Avant d'organiser des élections, il fallait d'abord réunifier le pays. Ce qui n'a pas été fait. quelque soit le résultat, ça ne peut aboutir qu'a un conflit.

3- Tunisie.

Un civil a été tué et plusieurs personnes ont été blessées vendredi en Tunisie lorsque la police a ouvert le feu pour disperser des manifestants lors d'incidents dans une ville de province, ont rapporté un porte-parole du ministère de l'Intérieur et des sources syndicales.

Le porte-parole a déclaré que la police avait été contrainte d'ouvrir le feu en état de légitime défense après avoir en vain tiré en l'air pour disperser des dizaines de manifestants à Bouziane, à 240 km au sud de Tunis.

Les émeutiers se sont retranchés dans un commissariat de police et ont incendié le bâtiment et des voitures de police à l'aide ce cocktails molotov, a dit le porte-parole cité par l'agence tunisienne TAP. Il a ajouté qu'un manifestant avait été tué et deux autres blessés, dans préciser la cause des affrontements.

Des incidents violents avaient éclaté la semaine dernière à Sidi Bouzid après le suicide d'un homme protestant contre le fait qu'il était sans emploi. Le mouvement de protestation s'était étendu à plusieurs localités voisines.

Le gouvernement tunisien a accusé lundi ses opposants de manipuler les incidents du week-end dernier à Sidi Bouzid pour discréditer les autorités.

Deux témoins ont dit à Reuters qu'une émeute avait repris lundi soir à Sidi Bouzid, opposant des centaines de jeunes à la police qui avait utilisé des gaz lacrymogènes pour les disperser.

Les émeutes sont extrêmement rares en Tunisie, le président Zine al Abdine Ben Ali est au pouvoir depuis 23 ans. (20minutes. fr 24.12)

## Social.

Le chômage a encore augmenté, mais pour le ministre du Travail, Xavier Bertrand c'est la preuve qu'il se "**stabilise**" !

Le nombre des demandeurs d'emploi dans la catégorie A, qui regroupe les personnes sans activité et en recherche active d'emploi, a augmenté de 21.300 (+0,8%) le mois dernier en métropole, à 2.698.100.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), les effectifs du chômage en métropole sont en hausse de 0,8% en variation mensuelle en octobre (+33.600 personnes) à 4.019.100. D'une année sur l'autre, ils s'affichent en hausse de 5,0%.

Commentant ces chiffres, le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a mis en avant la "*stabilisation*" du nombre de demandeurs d'emplois depuis six mois.

*"Le deuxième semestre 2010 aura en effet permis, malgré une reprise économique encore fragile, de stabiliser le nombre*

de demandeurs d'emplois", a-t-il déclaré dans un communiqué.

De fait, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est quasiment inchangé par rapport à celui enregistré fin juin (2,691 millions). Mais le total des catégories A, B et C s'affiche en hausse de 60.600 (+1,5%).

Les chômeurs de longue durée inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an, étaient 1.502.800 fin novembre, un chiffre en hausse de 21,5% par rapport au même mois de 2009.

Sur un an, le nombre de "seniors" en recherche d'emploi en catégorie A affiche un bond de 15,4%.

En incluant les catégories B et C, la remontée des effectifs de Pôle Emploi atteint 1,7% par rapport à octobre chez les plus de 50 ans, et 16,1% sur un an.

La situation s'améliore en revanche pour les jeunes : le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en catégorie A recule de 7,0% sur un an en novembre à 437.800, même s'il augmente de 0,7% par rapport à octobre.

Nicolas Sarkozy a demandé au gouvernement de donner la priorité à l'alternance et à l'apprentissage pour favoriser l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi. (Reuters 24.12)

Pour faire disparaître des centaines de milliers de chômeurs des statistiques qui viendront s'ajouter aux centaines de milliers d'autres qui ont été radiés de Pôle emploi. Si on y ajoute les quelque 700.000 jeunes en stage, 400 ou 500 000 déjà en apprentissage, le chiffre des 5 millions de chômeurs est pulvérisé et plus proche de 6 millions en réalité.

Quant à l'augmentation constante des plus de 50 ans au chômage, si besoin était, elle confirme que la dernière contre-réforme des retraites avait bien pour objectif de réduire à terme les retraites des futurs retraités.

## Economie.

### 1- BRICAS

Le chef de la diplomatie chinoise, Yang Jiechi, a fait savoir que le BRIC avait admis l'Afrique du Sud en tant que membre à part entière du groupe, qui comprend le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

Premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud, la Chine invitera l'an prochain le président sud-africain Jacob Zuma à un sommet des dirigeants du BRIC à Pékin, précise l'agence.

D'après les statistiques de la Banque mondiale pour 2009, l'Afrique du Sud est la 31e économie mondiale et représente moins du quart de la plus modeste économie du BRIC, la Russie. (Reuters 24.12)

### 2- Casino gagnant en 2011 sur le dos de la bête : le producteur des richesses.

Un large consensus se dessine en cette fin 2010 en faveur de l'investissement sur des actifs risqués en 2011, les nuances entre acteurs des marchés se mesurant essentiellement par leur degré d'optimisme concernant la croissance économique.

Les stratégestes de Société générale s'attendent à une progression de 11% à 15% des Bourses dans les 12 prochains mois, la classe d'actifs actions étant portée, selon eux, par une amélioration de la conjoncture, des valorisations attractives, des politiques monétaires accommodantes et par la croissance des bénéfices.

*"Les vicissitudes créées par les dettes publiques européennes ne doivent pas masquer un certain nombre d'arguments positifs pour les actifs risqués, qu'il s'agisse du crédit ou des actions", estime Pascal Blanqué, directeur de l'investissement chez Amundi.*

*"On est dans un monde 'surliquide' qui va le demeurer", ajoute-t-il. "Il y a vraisemblablement à l'orée de 2011 une vague de M&A (fusions-acquisitions) qui va se déclencher, en raison de (...) 'corporates' en situation financière très profitable et surtout surliquide."*

Plus pessimiste sur la conjoncture, Groupama Asset Management s'attend à un affaiblissement de la croissance mondiale en 2011 du fait des politiques d'austérité dans les pays développés et du resserrement des conditions monétaires dans les pays émergents comme la Chine.

Les entreprises sont en meilleure santé que les Etats qui ont accumulé une montagne de dette depuis 2008, disent les

responsables de Groupama AM. Ils estiment qu'en 2011 les profits devraient continuer à progresser et donner de "*l'attractivité aux actions et dans une moindre mesure au crédit*". (Reuters 24.12)

Ce sont les Etats par le biais de la dette et une politique accommodante envers les capitalistes, la possibilité d'obtenir des prêts à un taux dérisoire, donc fabriquer de l'endettement à bon marché pour préparer la prochaine bulle, qui vont permettre à la spéculation de repartir de plus belle en 2011... et non à l'emploi, ce qui est dans l'ordre des choses.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 26 décembre

On se passera d'infos en bref aujourd'hui.

A propos de savoir s'il faudra ou non sortir de l'euro, quand, dans quelles conditions, etc. pour répondre à l'article des camarades de la tendance Claire du NPA, que je trouve excellent par ailleurs.

Sur la question de savoir si un gouvernement ouvrier devrait envisager de sortir ou non de l'euro, je ne partage pas votre point de vue ou plutôt je m'interroge. L'argument de Husson n'est pas dénué d'intérêt (pour le maintien de l'euro), il a le défaut d'être incomplet, je n'ai pas lu la suite de son article pour en juger, mais peut-être l'avez-vous jugé un peu hâtivement au regard de ses réelles intentions politiques, je n'en sais rien.

Il est un fait certain que le retour au franc ou la création d'une autre monnaie poserait un certain nombre de gros problèmes.

Tous les Etats, banques centrales et institutions du capital s'empresseraient de déclarer en coeur que cette monnaie n'est pas convertible en euro ou en dollar, du coup le pays se retrouverait totalement isolé et brutalement coupé du marché mondial.

Il ne serait plus possible d'effectuer des transactions ou de régler des factures à des entreprises situées en dehors du pays, donc l'approvisionnement en matières premières deviendrait impossible puisqu'aucune entreprise n'accepterait des règlements en franc ou dans une autre monnaie.

On peut imaginer qu'à l'intérieur du pays la banque d'Etat pourrait échanger les euros contre des francs au moment du changement de monnaie, ce qui permettrait à l'Etat de disposer d'un stock important d'euros pour régler des transactions internationales, mais ce stock s'épuiserait rapidement. Maintenant il est vrai que l'Etat pourrait décider de fabriquer autant d'euros que nécessaire pour couvrir ses besoins, mais dans ce cas-là on se retrouverait non pas avec une mais deux monnaies, en réalité l'euro n'aurait pas totalement disparu, c'est peut-être là que se trouve la solution.

Et puis, si l'euro cédait la place à une autre monnaie non convertible à l'extérieur du pays, cela signifierait que personne ne pourrait plus voyager à l'étranger, la totalité de la population serait confinée dans les limites de l'hexagone, ce qu'on a du mal à imaginer.

Les entreprises étrangères installées en France et qui ont l'euro comme monnaie commune avec leurs fournisseurs ou leurs clients cesseraient immédiatement toutes activités si on leur imposait une autre monnaie. Ce pourrait être un bon prétexte pour les exproprier (sans indemnité) mais faudrait-il encore qu'elles ne présentent pas un caractère stratégique pour la population et que l'on soit en mesure de les faire fonctionner en se passant de leurs fournisseurs en matériel ou service.

Le passage d'une monnaie à une autre ne peut pas s'effectuer du jour au lendemain, nous le savons par expérience, les deux monnaies doivent donc coexister pendant une durée déterminée de plusieurs mois pour ne pas entraîner un chaos général ou une paralysie économique du pays.

Il suffirait de l'annonce d'une telle mesure pour qu'en quelques minutes ou heures tout au plus des centaines de milliards d'euros quittent le pays, que la trésorerie des entreprises se retrouve à sec et que les salaires ne soient plus versés aux travailleurs, que ceux-ci ne puissent plus honorer leurs dettes et charges (loyer, électricité, eau, gaz, téléphone, etc.), et qu'ils ne puissent plus satisfaire leurs besoins quotidiens incompressibles. On imagine très bien que tel sera le cas avec ou non un changement de monnaie dès lors que les capitalistes auront compris qu'ils ont perdu la guerre de classe, disons que cette mesure ne ferait que précipiter ce mouvement de fonds et prendrait une dimension encore plus considérable qu'en conservant l'euro.

Si maintenant l'Etat décidait d'assurer le monopole du commerce extérieur après avoir pris le contrôle des banques et des institutions financières, il pourrait envisager que l'Etat assurerait en euro les transactions internationales pour le compte des entreprises qui n'ont pas été nationalisées, ce serait un compris qui permettrait ponctuellement de soulager la pression sociale

qui s'exercerait à ce moment-là sur l'Etat ouvrier.

On ne peut pas décréter le passage d'une monnaie à une autre sans réfléchir sérieusement au préalable à toutes ces questions et bien d'autres et la manière d'y répondre, sans remettre en cause la révolution et le nouvel Etat ouvrier qui simultanément aura des questions sociales et politiques urgentes à régler.

Une révolution avec ou non changement de monnaie entraînera de toutes manières la chute de l'euro et précipitera une crise économique mondiale dont nous ne sommes pas en mesure actuellement de mesurer la forme, le rythme et les conséquences.

Voyez comment l'impérialisme est intervenu pour tenter de réduire au silence Wikileaks et forcer Gbagbo à quitter le pouvoir.

Il faut tenir compte que chaque Etat et des centaines de milliers d'entreprises dépendent du marché mondial pour s'approvisionner en matières premières ou produits manufacturés pour satisfaire leurs besoins et ceux de la population, de la délocalisation de la production aux quatre coins du monde sur tous les continents, l'interconnection des marchés est une réalité que l'on ne peut pas nier.

Pour ainsi dire, avant même le déclenchement de la révolution, il faut avoir élaboré un plan de production qui pourrait être mis en oeuvre très rapidement, afin de pallier en partie la pénurie des marchandises précédemment importées pour pouvoir continuer de satisfaire les besoins vitaux de la population.

Les partis ouvriers ne sont même pas foutus d'élaborer un projet de constitution à opposer à la Ve République, alors de là à rédiger un tel plan ou son ébauche, il ne faut pas rêver camarades...

D'autres facteurs doivent être pris en compte.

En 1917 pour les bolcheviks les choses étaient beaucoup plus simples qu'elles le seront pour nous un siècle plus tard, puisqu'il n'y avait plus que l'ombre d'un pouvoir politique en Russie, les classes dominantes étaient divisées et la bourgeoisie n'était pas en situation de revendiquer le pouvoir. La classe ouvrière et les masses étaient beaucoup plus homogènes qu'elles le sont en France à notre époque. La guerre civile avait fait rage pendant trois longues années, parce que la réaction avait reçu le renfort logistique en matériel de guerre des différents impérialistes en Europe, sans parvenir à renverser le nouvel Etat ouvrier. La désorganisation du pays était telle qu'à l'issue de la guerre impérialiste et de la guerre civile, le gouvernement dut faire d'importantes concessions aux capitalistes en Russie mais aussi à l'extérieur de la Russie pour sauver la révolution.

Nous aurons à faire face aux mêmes difficultés, alors si on y ajoute celles qui seraient engendrées par le changement de la monnaie, il n'est pas certain que la révolution réussirait à y survivre, surtout que les classes dominantes disposent de moyens de propagande qui n'existaient pas en 1917 : les médias.

Nous ne savons pas combien de temps nous disposons encore pour réfléchir à toutes ces questions, toujours est-il qu'il serait suicidaire d'attendre le dernier moment pour se les poser, car nous aurons bien d'autres questions à régler à ce moment-là. Et puis, un parti qui serait en mesure de proposer aux travailleurs des réponses à toutes ces questions, serait plus crédible à leurs yeux qu'un parti qui se contente de mots d'ordre ou de dénoncer la politique actuelle du gouvernement.

Nous ne pouvons pas ignorer que nous vivons à une époque où les travailleurs veulent savoir le pourquoi du comment de chaque position que l'on défend et ils ont parfaitement raison. Leur confiance ira à un parti qui défend leurs intérêts, mais pour s'engager dans cette formidable bataille et consentir des sacrifices énormes, encore faudra-t-il que l'on soit en mesure de leur proposer des réponses à toutes les questions qu'ils se posent. Cette exigence doit absolument être satisfaite. C'est là que l'on s'aperçoit que les enseignements de la lutte de classe du passé ne peuvent pas régler toutes les questions auxquelles ils nous faut impérativement répondre.

D'après vous, pourquoi les travailleurs souhaitent-ils ardemment un changement radical de politique et dans le même temps s'abstiennent-ils de s'engager pour qu'il se réalise ? Parce qu'ils croient notamment que c'est impossible à réaliser, c'est une question qu'ils se posent mais qui demeure sans réponse, du coup ils demeurent en retrait, ils résistent passivement sans se décider à franchir le pas, ils préfèrent encore vivre mal que d'envisager un grand saut dans l'inconnu qui pourrait se traduire par vivre encore plus mal, d'où la nécessité de leur présenter un projet de société cohérent dans tous les domaines essentiels, même si l'on sait par avance que les choses ne se dérouleront pas forcément ou pas exactement comme on les imaginait.

On conçoit très bien que des dirigeants ou des responsables de formations politiques se posent la question de la monnaie. Mais concernant les militants, ils ont certainement mieux à faire en attendant.

Regardez, il suffit que vous avanciez la revendication du Smic à 1 500 euros net par mois pour qu'on vous réponde que vous voulez mettre l'économie à genou, que c'est irréaliste ou irréalisable, etc. Pour de très nombreux militants, il est difficile de s'opposer à cet argument, parce que la seule réponse valable à cette question conduit inévitablement à poser directement celle de la remise

en cause des fondements du capitalisme et la question du pouvoir politique, du gouvernement ouvrier, autrement dit la rupture avec la société telle qu'elle existe aujourd'hui, ce qui nécessite de se positionner strictement sur le terrain de classe de la classe ouvrière, finalement c'est uniquement à partir des besoins de la classe ouvrière que l'on peut envisager d'y répondre de manière satisfaisante.

La plupart des militants se contentent de répondre que cette revendication est légitime, que les profits des entreprises permettent de la satisfaire, ainsi ils demeurent enfermés dans le cadre du capitalisme, celui du réformisme, et il suffit de leur répondre que c'est un leurre parce que pas plus demain qu'hier ou avant-hier elle ne sera satisfaite parce qu'elle mettrait à mal les entreprises françaises face à la concurrence mondiale, que cela se traduirait par une augmentation du chômage, etc. pour que la discussion s'arrête nette ici ou parte dans tous les sens, chacun campant sur ses positions. Il ne peut en être qu'ainsi parce que cette argumentation et le terrain sur lequel ces militants posent cette question est celui du capitalisme.

Alors imaginez un instant les mêmes militants devant argumenter sur une question autrement plus complexe telle que la monnaie et c'est la débâcle ou le ridicule assurée, vaut mieux leur éviter cette déconvenue ou cette humiliation.

On a décrit deux manières de poser le même problème, en partant des besoins de la classe dans le premier cas, en partant de ceux des capitalistes dans le second ou plus précisément en prenant soin de faire en sorte que la réponse à notre question soit compatible avec le capitalisme.

Vous avez là deux conceptions antinomiques de la lutte de classe, la première est conforme aux intérêts fondamentaux de la classe, du marxisme, du socialisme, la seconde se réduit à une adaptation au capitalisme, à l'abandon du combat pour le socialisme, à une capitulation devant le capital. Je les ai exposées très simplement pour que l'ensemble des militants puissent s'en saisir. Et n'allez pas imaginer que ce serait là un élément programmatique et non l'axe sur lequel nous devrions combattre, pour répondre par avance aux objections intéressées de vos cadres ou dirigeants...

La quasi-totalité du mouvement ouvrier à l'exception d'une poignée de militants organisés dans différents groupes ou tendances a adopté la seconde version bourrée d'illusions qui nous a conduit à la situation actuelle, c'est aussi celle sur laquelle se situe la classe et les masses.

Avant de munir les militants de journaux, tracts ou pétitions, il faudrait s'assurer qu'ils ont bien adhéré à la bonne conception de la lutte de classe, qu'ils la maîtrisent, sinon il faut prendre le temps de les former sérieusement, c'est la clé pour ensuite pouvoir répondre correctement à toutes les objections qu'on leur opposera, pour convaincre les travailleurs qu'ils n'ont pas d'autre choix que de rejoindre notre combat...

Il ne vous aura pas échappé au passage, que l'on ne peut pas concevoir correctement la lutte de classe sans évoquer les objectifs politiques que la classe ouvrière devra se fixer. On comprend mieux dès lors que ne pas les poser revient finalement à renoncer au combat politique, qu'on le veuille ou non n'y changeant rien.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 28 décembre

Pas grand chose à se mettre sous la dent en dehors de la situation en Côte-d'Ivoire.

Sans soutenir Gbagbo, on peut affirmer que ceux qui soutiennent Ouattara partageront la responsabilité de la guerre civile dont sera victime le peuple ivoirien une fois de plus, au nom de la défense d'intérêts qui ne sont pas les siens, mais ceux des multinationales des différents impérialistes.

On peut aller plus loin et affirmer que, face à un Etat souverain agressé par les impérialismes français et américain qui ont des vues sur ses richesses, seul le peuple ivoirien et le conseil constitutionnel de ce pays conformément à sa constitution sont à même de dire le droit et d'établir quel candidat a été élu à l'issue de l'élection présidentielle. En aucun cas l'impérialisme ne peut s'immiscer dans les affaires d'un Etat souverain. Il s'agit ici pour nous de défendre un Etat dominé sous la menace de l'impérialisme. Les médias ont été obligés de reconnaître que l'appel d'Ouattara à la grève générale s'est soldé hier par un cuisant échec.

L'épileptique du Palais et Obama, on ne pourrait pas les qualifier de dictateur démocrate ? Démocrate en parole ou en apparence, dictateur en acte sans avoir encore fait preuve de tout leur talent dans ce domaine ?

Politique

## Côte-d'Ivoire.

Le contexte. Le second tour de l'élection ivoirienne a eu lieu le 28 novembre dernier. Premier comptage: Ouattara l'emporte avec 54% des voix, vote validé par la communauté internationale (qui a fait de ce vote le plus cher de l'histoire, à plus de 100 millions d'euros). Le conseil constitutionnel se penche sur les résultats de l'élection et donne finalement Gbagbo vainqueur avec 51% des suffrages. Gbagbo se drape dans son bon droit et se fait investir rapidement. Mais le candidat élu/battu, question de point de vue, Ouattara organise un contre-gouvernement dans l'hôtel du Golf. Depuis, les deux clans campent sur leurs positions. Pour débloquer la situation, les pays voisins organisent une médiation (qui va consister à demander à Gbagbo de partir) et Ouattara appelle à la grève générale.

Laurent Gbagbo, président sortant et reconduit, d'après lui, de Côte d'Ivoire dans Le Figaro.

"En Afrique, ce serait bien la première fois que des pays africains seraient prêts à aller en guerre parce qu'une élection s'est mal passée. Regardez un peu la carte de l'Afrique, regardez où ça se passe plus ou moins bien, ou plus ou moins mal, et regardez là où il n'y a pas d'élection du tout. Si on devait aller en guerre dans tous ces cas-là, je crois que l'Afrique serait perpétuellement en guerre."

"Les acteurs du complot sont surtout l'ambassadeur de France et l'ambassadeur des États-Unis. Ils sont allés chercher le président de la Commission électorale indépendante, pour le conduire à l'hôtel du Golf qui est le quartier général de mon adversaire. Là-bas, alors qu'il se trouve hors délais et tout seul, ce qui est grave, on apprend qu'il a dit à une télévision que mon adversaire est élu. Pendant ce temps-là, le Conseil constitutionnel travaille et dit que Laurent Gbagbo est élu. À partir de là, Français et Américains disent que c'est Alassane Ouattara. C'est tout ça que l'on appelle un complot. Ce sont les faits ! Et je dirai les faits en toutes circonstances !"

"Lors des discussions de paix de Marcoussis en janvier 2003, un chef d'État voisin, qui vient d'être réélu à 80 %, avait déjà dit que je devais être livré à la Cour pénale internationale. C'était succulent venant de lui. Peut-être aurais-je dû me faire élire à 80 %, j'aurais été moins suspect. Aujourd'hui, en 2010, c'est le même scénario. Je ne suis pas surpris. Il y a un complot qui vise à installer Ouattara au pouvoir." (Lepost.fr 27.12)

## Commentaires d'internautes.

1- En Afrique c'est surtout l'opposition qui conteste le résultat de l'élection présidentielle. L'opposition dit souvent c'est le sortant qui a les moyens de frauder. Car il a tout entre ses mains. Mais ici Gbagbo en vrai démocrate, il a laissé travailler la CEI. Malgré la composition de cette commission qui a la couleur dominante de l'opposition. Au lieu que ça soit lui Gbagbo qui triche, c'est l'opposition (RHDP) qui triche. Prise la main dans le sac par les procès verbaux signés par l'opposition. Je crois que ce qui a manqué à l'opposition (RHDP) c'est de croire que ces irrégularités passeront comme une lettre dans la poste. Ouattara, ne doit pas s'en prendre à Gbagbo, il doit s'en prendre qu'à Mr Soro et ses soldats de FaFn et ses militants qui ne savent pas lire la loi c'est-à-dire la constitution. Ouattara dans le face à face, il a signé de respecter la décision du conseil constitutionnel. Tout simplement il s'attendait pas que sa triche sera mis en nu. Il est tombé sur son propre piège.

2- Personne ne se débarrassera de Laurent Gbagbo. Même pas les forces africaines. On n'a jamais vu dans l'histoire du monde un coup d'état mondial aussi grotesque. C'est tellement ridicule de voir tout ce ballet de propos encensés. Après avoir menti sur l'Irak et semé le chaos dans ce pays les USA se sont barrés en catimini, sur la pointe des pieds. C'est ce que la France et les américains veulent de notre pays. C'est à nous de régler nos problèmes. Les ivoiriens peuvent-ils décider de la validité des élections en France? Je ne pense pas. Si ADO avait gagné ces élections il ne demanderait pas à des étrangers de venir semer le trouble dans "son" pays. Le président Bédié avec qui il fait alliance aujourd'hui avait lancé un mandat d'arrêt contre lui. L'erreur que Gbagbo a commis c'est d'avoir utilisé l'article 48 de la constitution ivoirienne pour permettre au père de la rébellion armée de se présenter aux élections. Ce n'est pas la première fois qu'Allassane tente de marcher sur la constitution. En 1993 à la mort d'Houphouët, ce monsieur a voulu prendre de force la présidence du pays au détriment d'Henri Konan alors président de l'assemblée nationale. Nous n'avons pas besoin que le monde accepte notre président mais c'est notre pays. Blaise Compaoré a remporté les élections avec 80% de suffrage. La France n'a pas bronché. C'est une insulte à l'intelligence des ivoiriens l'attitude des Français et des Américains (regardez le film GREEN ZONE)

3-Qu'est-ce qui vous fait affirmer que Gbagbo a eu 46% aux élections alors même que ces résultats sont contestés, qu'ils ont été proclamés dans un hôtel, siège électoral de Ouattara, par des étrangers au mépris de la loi électorale d'un pays souverain qui s'appelle la Côte d'Ivoire?

Le Conseil Constitutionnel Ivoirien est le seul organisme habilité à proclamer les résultats des élections présidentielles après vérification et validation par lui, pas l'ONU, pas la CEI!

En cas de contestations à partir de faits avérés, ce qui a été le cas dans les Régions contrôlées par l'armée des Forces nouvelles dirigées par Guillaume Soro financées par Ouattara, la loi ivoirienne prévoit l'annulation des élections et l'organisation d'un nouveau vote au bout de 45 jours.



La loi ivoirienne suffisait pour régler le litige; il a fallu que l'ONU qui est une association mafieuse fasse comme en Irak et en Iran ou partout où les puissants ont décidé de déposer un chef d'état dont la tête ne leur revient pas, vienne mettre son grain de sel et plonger le pays dans le chaos.

Pourquoi l'ONU ne règle-t-elle pas les guerres civiles qui minent le Mali, le Niger, les violences ethniques au Nigéria, au Sénégal, au Burkina Faso?

La Cedeao est une association de malfrats, de malfaiteurs qui vont faire la guerre à quelqu'un qui n'a pas, comme eux, bourré les urnes pour être ré-élu à 80%.

Qui de ces Chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest peut dire qu'il ne fait pas régner la dictature chez lui sous une forme ou sous une autre?

## Social.

Chine.

Le salaire minimum dans la capitale chinoise augmentera de 21% l'année prochaine, a annoncé lundi l'agence officielle Chine nouvelle, signe que les coûts du travail dans la deuxième économie mondiale croîtront à nouveau fortement en 2011.

Pékin va relever le plancher des salaires de 200 yuans, à 1.160 yuans par mois (environ 133 euros) à compter du 1er janvier, après une hausse de 20% six mois plus tôt, a indiqué l'agence de presse.

La capitale chinoise va également augmenter le montant des pensions pour les ouvriers retraités de 10,2%, à 2.268 yuans (260 euros) par mois, selon Chine nouvelle. (Reuters 27.12)

## Economie.

Bourse. Ils se gavent en fin d'année !

Avec une hausse de 8 % depuis fin novembre, l'indice des valeurs vedettes de la place de Paris affiche son meilleur mois de décembre depuis dix ans. (Lefigaro.fr 26.12)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 29 décembre

Je suis enfin en mesure de vous donner un taux de fréquentation du site assez précis à partir des statistiques fournies par la société OVH qui héberge le site.

Voici comment j'ai procédé, par recoupements, parce qu'il n'était pas possible de faire autrement, le logiciel des statistiques attribuant une nouvelle adresse IP à chaque nouvelle connection par jour. J'ai ouvert les statistiques de chaque mois de l'année 2010 du 1er janvier au 27 décembre à la page où se trouve la liste des adresses des fichiers téléchargés ou des pages ouvertes par les internautes.

J'ai ensuite sélectionné des pages ou des fichiers qu'en principe les internautes ne regardent ou ne chargent qu'une seule fois, j'ai ensuite additionné le nombre de connections, ainsi la marge d'erreur est ramenée à zéro.

Les infos sociales et politiques de 2009 ont été téléchargées 747 fois, la page des liens a été visitée 1023 fois, et enfin l'Etat et la révolution de Lénine a été téléchargée 988 fois.

Le fichier des infos sociales et politique de 2009 au format pdf n'a existé qu'à partir du 1er janvier 2010, par contre des centaines de militants ont pu télécharger ces infos chaque mois en 2009 sans estimer nécessaire de les télécharger à nouveau en 2010 au format pdf, on peut donc dors et déjà estimer le nombre de visiteurs différents nettement supérieur à mille.

C'est d'autant plus probable que les 1023 connections à la page des liens doivent sans doute correspondre à de nouveaux internautes qui ont visité cette page pour la première fois par curiosité, mais par forcément. La page *Présentation du site*, qui correspond en principe à de nouvelles connections, a été visitée 353 fois.

Enfin il serait étonnant que des militants qui se connectent depuis plusieurs années au site aient attendu l'année 2010 pour télécharger l'ouvrage de Lénine.

On a donc là la confirmation que le site a bien été visité par environ mille militants différents en 2010 ou un peu plus.

Quelle conclusion en tirer ? D'après vous : on continue !

Je ne vous remercierai pas pour la confiance que vous m'accordez ou pour la fidélité que vous témoignez envers le site, puisque son but est avant tout de favoriser le développement de l'esprit critique des militants et non de les pousser à se fier au discours de son animateur ou de qui que ce soit. Et permettez-moi de vous dire que vous êtes particulièrement radins en courriel comme en argent, j'en comprends parfaitement les raisons que je ne peux évidemment pas partager et je ne vous en dirai rien, chacun est assez grand pour savoir ce qu'il fait, ce serait m'abaisser que d'aborder ce sujet et je n'y tiens pas, cela a le don de me mettre de mauvaise humeur, je préfère rester sur une note optimiste si vous le voulez bien.

Si je devais éprouver une satisfaction, ce serait de constater que l'on peut ne rien cacher aux militants, qu'il est possible de ne jamais les flatter, de ne rien leur passer, d'être dur parfois avec certains, et qu'ils le supportent très bien dès lors que vous agissez loyalement et fraternellement avec eux, parce qu'ils sentent quelque part que j'ai confiance en leur capacité à comprendre les choses et à progresser, ensemble évidemment, on s'adresse aux meilleurs dans chaque militant, à leur intelligence. Tenez, on vient d'apprendre (aux infos sur TV5Monde Asie hier soir) que l'on fabriquait encore des neurones jusqu'à l'âge de 80 ans au moins, alors que jusqu'à présent on pensait que leur fabrication s'arrêtait à 25 ans, en voilà une excellente nouvelle, vous voyez, on a encore de la marge devant nous pour progresser encore, ce serait dommage de s'en passer ou de s'arrêter en chemin, les sclérosés du cerveau n'ont plus aucune excuse !

La société est dure, la vie est dure, mais rien ne justifie l'oisiveté ou la paresse, sauf au boulot quand on n'a rien de mieux à faire, c'est trop facile de se laisser vivre, mais il n'y a rien de plus désespérant que de vivre dans la crasse et le désordre. Oui c'est une lutte de chaque instant qu'il faut livrer pour ne pas sombrer dans la dépression, la folie, l'alcoolisme ou la drogue, pour garder simplement la tête hors de l'eau et ne pas se noyer dans un torrent d'amertume, de haine ou de violence aveugle. Oui c'est un combat permanent qu'il faut livrer pour ne pas se faire piétiner, pour exister tout simplement et pour supporter toutes les humiliations que nous impose leur société infâme et injuste, pour faire valoir nos droits.

C'est difficile de se faire une place dans la société sans empiéter sur les droits de ses semblables, cela demande parfois quelques sacrifices, mais il ne faut pas aller jusqu'à se mortifier pour les autres, on a chacun nos propres limites au-delà desquelles on peut craquer. C'est pas facile de vivre conscient dans un monde qui baigne dans l'inconscience, de toujours faire preuve à la fois de souplesse et de fermeté, de ne pas faire preuve d'intolérance et d'être impartial en toutes circonstances, de ne pas s'aveugler soi-même parfois et d'accuser les autres injustement, d'être patient, d'être violent quand il s'agit d'une question de survie tout en gardant la maîtrise de soi-même.

Donner un sens à sa vie n'est pas ce qu'il y a de plus facile à réaliser dans la vie, ce n'est pas donné à toute le monde, mais on peut y parvenir, car au cours de l'existence il nous arrive à plusieurs reprises de devoir tout remettre en question, de reposer une énième fois les mêmes questions pour voir si les réponses que nous leur avons données précédemment sont toujours valables, et puis un tas d'autres questions nouvelles surgissent qui peuvent nous aider à comprendre la situation pour s'en sortir. Oui, donner un sens à sa vie, c'est s'en sortir, de la même façon que dans le bouddhisme du grand véhicule, on demeure à la porte du vrai bonheur qui ne pourrait être qu'universel, l'homme s'élève spirituellement parce qu'il participe à la transformation du monde en tant qu'être conscient du développement historique. On réhabilite ici la politique et non la philosophie, encore moins la religion, le bouddhisme à l'origine n'était pas une religion, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

On ne peut donner un sens à sa vie qu'à condition de comprendre dans quel monde nous vivons.

Quand on est jeune, c'est notre insouciance qui suffit à donner un sens à notre vie, quand on est un jeune couple on est amoureux et on vit l'un pour l'autre, pour assurer le bonheur de l'autre, quand on a fondé une famille ou qu'on a un enfant, on dit que dorénavant on travaille et respire pour lui, quand on est plus vieux et que cet enfant a quitté ses parents, c'est là que cela se gâte sérieusement ou que l'on est pris par un méchant doute, on ne sait plus quoi penser, à quoi se raccrocher pour donner un sens à notre vie, on se découvre une vocation tardive ou on s'entoure de lubbies tout aussi soudaines que futiles ou artificielles, comme si désormais il fallait tuer le temps à tout prix et essayer d'en tirer satisfaction d'une manière ou d'une autre, on se retrouve confronté à un constat qu'on tente de fuir par n'importe quel moyen, celui qu'on a passé sa vie à se leurrer soi-même et qu'il n'en reste finalement rien à l'arrivée, de la crainte du vide à celle de la mort il n'y a qu'un pas, et lorsque celle-ci frappe à la porte on est pris d'effroi, notre ignorance nous submerge une dernière fois, on a toujours refusé de l'affronter en face, mais là on n'a plus la force d'y résister, alors dans un dernier effort on tente de se ressaisir, mais on est trop faible pour résister à ce terrible constat que la vie est passée sans qu'on y comprenne grand chose, tandis qu'on a passé notre temps à croire et faire croire le contraire aux autres, on n'a plus qu'à partir comme on est venu au monde et c'est bien triste à la vérité, on a l'impression d'être passé à côté de quelque chose dans une étincelle de lucidité, mais il est trop tard, d'autant plus que cela fait déjà un moment qu'on n'existe plus dans cette société puisqu'on est devenu inutile, encombrant, y compris pour notre propre famille.

Voilà le triste sort qui attend la plupart des gens, nul jugement dernier, silencieusement on s'en va à jamais dans l'indifférence générale, le dernier souffle qui nous emporte est pareil au cri du fou pour se soulager ou se libérer de ses angoisses, c'était le mot de la fin. Qui franchement a envie de finir ainsi ? Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, inlassablement, telle est notre devise, ensuite advienne que pourra !

## Paroles d'internautes.

### 1- L'écho.

1.1- Comme le disait l'immense Albert Einstein : "*On ne peut résoudre un problème complexe au niveau de conscience où il a été créé*", je crois que l'on peut transposer cette phrase à tous les degrés et aspects de nos vies, tant que la conscience de l'homme n'avance pas, toutes les questions et problèmes qui nous sont posés ne trouvent pas la bonne solution et les mêmes fléaux se répètent sans cesse. (Slate.fr 28.12)

Traduisons en marxiste-révolutionnaire. L'élévation du niveau de conscience (politique) et d'organisation des travailleurs doivent être liées car elle sont indispensables pour en finir avec le vieux monde pourri et prétendre à un monde meilleur.

1.2- Quand je vois que la plupart des économistes soutiennent avec raison que les principales dettes souveraines ne pourront être remboursées, surtout avec des budgets de rigueur, et que personne n'en parle encore sérieusement, je suis effaré!

Le problème n'est pas de savoir s'il y aura une prochaine crise, mais quand elle adviendra! "*Jusque là, tout va bien, comme dit à chaque étage le suicidé qui a sauté du 95ème étage!*" (Slate.fr 28.12)

C'est la fuite en avant, réfléchissez un instant, ils ne vont pas le chanter sur tous les toits, soyez sérieux vous aussi !

### 2- Coup de froid.

2.1- L'Antarctique (Pôle Sud) se refroidit depuis plusieurs années alors que l'Arctique (Pôle Nord) se réchauffe. Personne ne sait l'expliquer, et ceux du GIEC évitent d'en parler au nom de l'idéologie du réchauffement climatique.

On se moque de nous pour nous vendre toujours et encore mieux le fait de dépenser des milliard de subventions dans des industries sans avenir, et surtout pour justifier tout type de taxes et impôts nouveaux...

Les climato - euphoriques sont les premiers intéressés pour toucher de larges subventions pour leurs travaux de recherche qui n'apportent aucune preuve de ce qu'ils avancent.

On se moque de nous...

2.2- sur wikipédia à réchauffement climatique : "*On observe un réchauffement des océans, qui diminue avec la profondeur. L'élévation de température depuis 1960 est estimée à 0,6 °C pour les eaux de surface, et à 0,04 °C pour l'océan dans son ensemble*". Un climatologue pourrait il expliquer...

Et, sauf erreur, comme la capacité de chaleur massique de l'atmosphère est de 1/1000e de celle des océans, la terre (atmosphère + océans) s'est donc réchauffée de... 1/25e de °C. en 50 ans. C'est pas la grosse fièvre.

### 3- Ben de sang.

- Il faut que le pouvoir change. La majorité des tunisiens, même si elle a plutôt été silencieuse, vit sous le joug d'un dictateur qui ne dit pas son nom..Un pouvoir au double visage : un discours des droits de l'homme et une pratique de tortionnaires... sans parler, de la corruption au sommet de l'Etat...

Comment cela, l'ami de Sarkozy, Fillon, Besson, un dictateur, un tortionnaire, un tyran, franchement, comme vous y allez !

## Manipulation des médias.

### 1- Côte-d'Ivoire.

- Alassane Ouattara a été déclaré par la commission électorale indépendante vainqueur du second tour de la présidentielle du 28 novembre ;

- Laurent Gbagbo, dont la réélection a été proclamée par un Conseil constitutionnel à sa main ; (Reuters 28.12)

Ils ne diront pas que Gbagbo au pouvoir, il aurait pu faire en sorte d'avoir une commission électorale à sa botte et que c'est Gbagbo qui a respecté la constitution ivoirienne et non Ouattara qui la foule aux pieds avec la bénédiction de Sarkozy, Obama, etc.

2- Climat.

- Pas de doute, en plein réchauffement climatique, les hivers se font de plus en plus rigoureux, dans l'Hexagone et sur l'ensemble de l'Europe du Nord, depuis deux-trois ans. (Lepoint.fr 28.12)

Dit de cette manière, le "réchauffement climatique" ne fait "pas de doute" !

Economie.

1- France.

1.1- Tout va bien madame la marquise (Lagarde) !

L'Insee a révisé en baisse la croissance de la France aux deuxième et troisième trimestres à 0,6% et 0,3%, confirmant un ralentissement de l'économie et accentuant la pression sur les prévisions du gouvernement. (Reuters 28.12)

1.2- Ils se gavent, s'empiffrent, engraisent...

Bernard Arnault a exercé récemment près de 800.000 stocks-options sur le groupe de luxe LVMH dont il est PDG. Non content d'être l'homme le plus riche de France, il est aussi l'un des mieux doté en stock-options.

Selon des documents publiés sur le site de l'Autorité des marchés financiers (AMF), Bernard Arnault a exercé le 17 décembre des stocks-options attribuées par LVMH, ce qui lui a permis d'acquérir 600.000 actions du géant du luxe au prix unitaire de 43,30 euros, contre un cours mardi en milieu de journée de 125,75 euros.

Il a également exercé le 20 décembre des stocks-options LVMH qui lui ont permis d'acquérir 187.670 actions au prix unitaire de 52,82 euros. Au total, Bernard Arnault a donc acquis 787.670 actions LVMH. Elles s'ajoutent aux 600.000 actions que Bernard Arnault avait acquises le 26 novembre en exerçant des stock-options attribués par le groupe.

S'il vendait ces 1.387.670 titres au cours actuel de 125,75 euros, l'opération se traduirait par une plus-value de quelque 99 millions d'euros.

LVMH est le titre qui a connu la plus forte hausse en 2010 à la bourse de Paris, avec une envolée de plus de 60%. Le 26 novembre, M. Arnault avait également exercé des stocks-options dans Christian Dior, holding de LVMH et de Christian Dior Couture, ce qui lui donne droit à 220.000 titres, acquis à un prix de 45,95 euros par action, alors qu'elle s'échangeait mardi en milieu de journée à 107,55 euros à la Bourse de Paris. (20minutes.fr 28.12)

2- 2011 : "**Des risques majeurs pointent toujours à l'horizon**".

Après une année marquée par des niveaux d'endettement et un chômage élevés en Europe et aux Etats-Unis, l'économie mondiale devrait ralentir en 2011 avec une prévision de croissance de 3,1%, selon les experts. De son côté, l'Asie devrait rester le principal moteur de la reprise.

En 2011 et 2012, la croissance mondiale devrait atteindre respectivement 3,1% et 3,5%, et rester ainsi inférieure aux 3,6% attendus pour 2010, selon des projections des Nations unies publiées en décembre. "*La reprise de l'économie mondiale a commencé à s'essouffler depuis le milieu de 2010, et tous les indicateurs*" laissent penser que la croissance mondiale sera "*plus faible*", souligne le rapport de l'ONU.

"*Non, nous ne sommes pas encore tirés d'affaire, et des risques majeurs pointent toujours à l'horizon*", avertit Rob Vos, auteur du rapport, intitulé "*Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2011*", dont la version finale sera publiée en janvier. "*Nous nous attendons à ce que le chemin de la reprise soit long et chaotique*", précise-t-il.

Selon l'ONU, l'insuffisance des créations d'emploi constitue le "*maillon le plus faible*" de la reprise, et la volatilité sur les marchés des changes accentue l'incertitude économique. "*La reprise pourrait subir de nouveaux revers si certains risques baissiers se concrétisent, auquel cas une récession à deux chiffres est à craindre pour l'Europe, le Japon et les Etats-Unis*", prévient le

rapport des Nations unies.

Parmi les "*risques baissiers*" cités, figurent ceux d'une nouvelle baisse des prix de l'immobilier aux Etats-Unis, et de tensions sur les marchés des changes susceptibles d'inciter au protectionnisme. (AP 28.12)

3- Matières premières : de record en record

Les cours du cuivre ont atteint mardi de nouveaux records et la demande croissante des pays émergents, Chine en tête, devrait soutenir la hausse des prix de ce métal en 2011.

De record en record, les cours du cuivre ont jusqu'ici gagné 28% sur l'année 2010.

La forte croissance des économies émergentes fera grimper les prix de l'ensemble des matières premières en 2011, et ce malgré la faiblesse des économies développées, estimait Sabine Schels, stratégeste matières premières chez BofA-ML. (Reuters 28.12)

## Société.

Le professeur tournesol est de retour.

Selon le professeur Mike Lockwood, de l'université de Reading en Angleterre, la rigueur des hivers (serait liée) à une baisse de l'activité du soleil. Celle-ci perturberait le jet-stream polaire, un courant d'air aérien très puissant qui balaye l'hémisphère nord à grande vitesse entre 6 et 15 kilomètres d'altitude, séparant les masses polaires d'air froid des masses chaudes tropicales. Celui-ci serait bloqué et adopterait un parcours en "S" permettant à l'air froid du pôle de descendre vers le sud et empêchant l'air chaud de remonter vers le nord. Pour autant, le mécanisme reliant l'activité solaire aux modifications de la trajectoire du jet-stream demeure encore inconnu. (Lepoint.fr 28.12)

En anglais la fleur du tournesol se dit sun flower, la fleur du soleil. Il y a des scientifiques qui se souviennent qu'il existe toujours !

La France en voie de tiers-mondisation.

A l'aéroport parisien de Roissy Charles-de-Gaulle, plus de 25.000 bagages étaient ainsi encore en souffrance ce mardi. (20minutes.fr 28.12)

Par change, mon épouse Mageswary est bien arrivée à Marseille avant-hier, elle a été en transit à Bruxelles et non à Paris, quelle chance ! Je m'étais assuré avant son départ qu'elle avait bien pris avec elle ses médicaments pour plusieurs jours au cas où elle serait bloquée ou sa valise perdue, vaut mieux prévoir... que mourir dans son cas !

Par contre il lui a fallu 4h30 (au lieu de 2) pour parcourir en voiture les 170 Kms séparant Pondichéry et l'aéroport de Chennai (ex-Madras), pour cause de routes complètement défoncées après les pluies des dernières semaines, un embouteillage monstre et un détours de 40Kms. La route reliant Pondichéry à Chennai est une autoroute flambant neuve, mais comme les travaux ont été confiés à une entreprise privée à la suite d'un appel d'offre bidon, et que la moitié de la somme réglée par l'Etat est partie dans les poches de l'entrepreneur et des politiciens corrompus, elle est rapidement impraticable... Est-ce que l'Etat entreprend des poursuites contre l'entrepreneur peu scrupuleux ? Vous voulez rire, il passe un nouvel appel d'offre pour réaliser les réparations et les uns et les autres s'en remettent plein les poches et ainsi de suite chaque année.

Elle est partie de la maison à 19h30 dimanche pour embarquer le lundi à 2h du matin, pour finalement arriver à Marseille à 16h30 (décalage horaire de 4h30) avec seulement 1h30 de retard où l'attendait un couple d'Indiens pour la conduire chez elle à Aubagne.

Ces gens-là n'avaient pas été prévenus qu'elle n'arriverait pas vers midi comme les fois précédentes, du coup ils l'ont attendue pendant plus de 4 heures à l'aéroport. Allez demander à des Français de faire preuve de tant de patience, dans la bonne humeur s'il vous plaît... On est tellement habitué en Inde à passer son temps à attendre quelque chose ou quelqu'un, qu'on finit par trouver cela normal, regardez, je n'ai toujours pas déménagé ! Demandez à un Indien qui glande sur le bord de la route ce qu'il fait là, il vous répondra qu'il attend, quoi, il n'en sait rien lui même...

---

Le 30 décembre

Bonne année 2011 à tous les camarades et portez-vous bien ! Gardez le moral, on tient le bon bout même si ce n'est pas évident

à première vue, on vaincra !

Le moral, la confiance, c'est avant tout en soi qu'il faut les chercher, s'ils vous font défaut, comme disaient mes ex-camarades, c'est que vous avez un problème politique, révisez vos classiques, revoyez votre copie, faites le point encore une fois, discutez-en avec des camarades, ne restez pas isolés, organisez-vous, il n'y a rien de pire que de broyer du noir dans son coin. Et puis dites-vous bien que rien n'est parfait dans ce vieux monde, ni vous, ni moi, ni les dirigeants, aucun parti, n'avez-vous pas cru le contraire par hasard, ne répondez pas non en coeur, personne ne vous croira, ne faites pas comme les anarchistes qui demandent l'impossible, qui trépignent et s'impatientent, et qui finalement n'ont rien compris en voulant refaire le monde à eux tout seuls et qui se conduisent comme des réactionnaires en haranguant les foules tout en leur reprochant d'être arriérées...

De nos jours tout est fait pour vous distraire ou vous détourner de l'essentiel, Internet pour le meilleur et le pire à défaut de faire preuve de discernement. Il faut se faire violence et prendre la décision de se dire : stop, j'arrête tout, je prends le temps de réfléchir, qu'est-ce qui est essentiel, qu'est-ce qui est secondaire, qu'est-ce qui me permet d'aller de l'avant, qu'est-ce qui permet de faire avancer mes idées, etc.

On ne peut pas vivre au jour le jour et passer son temps à répondre aux sollicitations des uns et des autres au hasard des rencontres ou au gré du déroulement de la journée, il faut absolument planifier son temps libre qui est très mesuré, s'agiter dans tous les sens ne sert à rien, par exemple, on ouvre un bouquin de 150 pages, on se donne la semaine pour en achever la lecture, on ne le laisse pas en plan à la cinquième page pour le reprendre trois jours plus tard sous prétexte d'avoir eu autre chose à faire, en fait on a toujours autre chose à faire d'aussi important, on peut très bien se passer de se connecter sur Internet un jour ou deux sans que la face du monde n'en soit chamboulée, qu'est-ce que c'est que ces histoires, tout deviendrait subitement impératif, c'est à de venir fou !

L'essentiel, est-ce de visualiser des tonnes d'informations sur Internet ou dans des journaux qui ne vous serviront à rien, de toutes façons vous les aurez oubliées l'instant d'après, vous perdez votre temps alors qu'il vous est compté, c'est absurde, alors que si vous prenez le temps de lire, de prendre des notes, de réfléchir à ce que vous venez de lire, au moins le temps que vous aurez consacré à cette lecture vous aura profité, ce sera un véritable acquis. On n'a même pas besoin d'ouvrir un livre, il suffit de prendre une page blanche et un stylo ou d'ouvrir une page blanche à l'écran et de se poser une ou deux questions pour voir si on est capable d'y répondre, cela nous force à réfléchir.

A moins d'être ignare ou de vivre sur une île déserte, ce qui n'est pas le cas des militants à ma connaissance, vous avez emmagasiné suffisamment d'éléments sur la situation pour y puiser les réponses aux questions que vous vous posez, vous n'avez pas besoin d'aller chercher ailleurs systématiquement d'autres matériaux, et si vous n'y arrivez pas, c'est qu'effectivement vous avez un problème, votre méthode de raisonnement est défectueuse, il faut commencer par la corriger, une fois qu'elle sera au point, vous gagnerez un temps considérable, vous verrez que cela peut vous changer la vie, vous en tirerez une grande satisfaction, car c'est vous qui aurez fait ce boulot et personne d'autre à votre place.

Comment croyez-vous que je procède ? En dehors du temps que je consacre à collecter sur Yahoo (un portail unique) la totalité des dépêches de presse de la veille qui m'intéressent pour préparer les infos en bref, plus parfois Les Echos et La Tribune, je n'utilise que très très rarement Internet, quelques heures seulement par mois. Je ne sais pas ce que je perds en n'allant pas voir ce qui se dit ici ou là sur Internet, sans doute, par contre je sais le temps précieux que je gagne en procédant à ma manière pour pouvoir lire et écrire et m'occuper de mes affaires, dont les tâches ménagères quotidiennes.

Prendre son destin en mains commence par être organisé dans la vie, sinon on ne s'en sort pas. Sur ce, bonne journée à tous et à demain.

Comme quoi tous les dirigeants du POI (CCI) ne me témoignent pas le même mépris, je remercie le Président du CERMTRI, François de Massot, pour l'info suivante que j'ai reçue :

Conférence - débat : Révolution haïtienne et Révolution française - Aux origines de la première République noire, avec Florence Gauthier, historienne, maître de conférence à Paris VII.

Samedi 15 janvier 2011 à 14 h 15, au Centre d'Histoire Sociale 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul), Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol. ( Tél : 01.44.83.00.00 - e mail : cermtri@wanadoo.fr - Internet : www.trotsky.com.fr)

## Politique.

### 1- Histoire de dictateurs.

Selon le quotidien espagnol El Pais qui publie ce mercredi soir plusieurs notes diplomatiques américaines, près de 28 millions d'euros auraient été détournés de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) par le président gabonais Omar Bongo. Cet argent aurait profité à des partis politiques français, et plus précisément à Nicolas Sarkozy.

Quatre jours après la mort du dictateur, soit le 12 juin 2009, un haut fonctionnaire de la BCEAC se confiait à un diplomate de l'ambassade américaine de Yaoundé, au Cameroun (siège de la Banque). Selon lui :

« *Les dirigeants gabonais ont utilisé les fonds détournés pour leur enrichissement personnel et, suivant les instructions de Bongo, ont remis une partie de l'argent à des partis politiques français, y compris en soutien au président Nicolas Sarkozy.* »

L'argent aurait profité « *aux deux camps, mais surtout à droite, en particulier à [l'ancien président français Jacques] Chirac mais aussi Sarkozy. Bongo était le président africain préféré de la France* », indiquent les câbles. (Rue89 29.12)

## 2- La révolution trahie.

Interview à L'Express de Pierre Juquin, ex-communiste dissident, candidat à l'élection présidentielle de 1988, extrait :

Question. Les années Marchais n'ont donc pas été celles du déclin?

Réponse. Le déclin est continu depuis 1947. D'ailleurs, l'expérience italienne menée par Enrico Berlinguer, qui fut admirable, a été un échec aussi. Que reste-t-il aujourd'hui du Parti communiste italien? Il y a eu un déclin mondial des partis communistes, lié aux désastreuses expériences soviétiques et chinoises. Mais l'idée communiste, elle, reste bien vivante. (L'express.fr 29.12)

L'Internationale communiste sous l'emprise de Staline à partir de 1924 (dès 1923 en réalité) devait conduire à la défaite toutes les révolutions prolétariennes dans le monde, à faire avorter celles qui auraient pu voir le jour, dès lors l'Etat ouvrier socialiste constitué au cours de la révolution russe de 1917 était condamné à disparaître, ainsi que l'ensemble des partis communistes stalinisés.

Seule une hypothétique révolution politique en URSS aurait pu renverser cette tendance et rendre à la révolution son caractère permanent à l'échelle mondiale, mais en présence d'un formidable appareil policier et d'une impitoyable dictature ayant usurpé le pouvoir au nom du socialisme, il allait s'avérer impossible de constituer une opposition politique capable de constituer un nouveau parti communiste à partir de l'héritage du bolchevisme.

Si les différents partis communistes dans le monde ont bénéficié plus particulièrement vers la fin de la guerre du prestige de l'Armée rouge engagée dans le combat contre l'Allemagne dirigée par Hitler, cela se fit au profit du stalinisme et non du communisme qui en était l'antithèse, autrement dit, cette période coïncida avec l'apogée du stalinisme qui en profita pour renforcer encore son pouvoir en URSS, liquider physiquement tous ses opposants et procéder à l'épuration minutieuse des partis de l'Internationale communiste de toute forme de contestation.

Le parti communiste en France a pu compter des centaines de milliers de militants en 1945, parce qu'il se présentera comme la seule force organisée au sein de la classe ouvrière combattant le nazisme, cependant, ces militants pour la plupart sans expérience politique et sans formation théorique adhéreront sans le savoir à un parti complètement gangrené par le stalinisme, du coup ils seront impuissants à s'opposer au cours liquidateur impulsé par ses dirigeants qui avaient été soigneusement sélectionnés par Staline et dont l'une des tâches urgentes sera de désarmer et de faire refluer le mouvement révolutionnaire qui allait naître vers la fin de la guerre.

La politique criminelle des dirigeants des partis communistes s'articulait autour de deux axes : soutenir la politique internationale de l'appareil du Kremlin et empêcher à tout prix l'émergence d'une révolution qui lui serait fatale. Cette politique n'a pas vu le jour en 1947 comme le sous-entend Juquin, mais bien dès la disparition de Lénine et la prise du pouvoir par Staline en 1924.

Pourquoi les stalinien *"repentis"* (les dirigeants) occultent-ils toujours la période allant de 1924 à l'après-guerre ? Parce que jusqu'au milieu ou la fin des années 30 (procès de Moscou) Staline s'employa à liquider systématiquement tout ce que comptait l'URSS de véritables communistes, les compagnons de Lénine et Trotsky, les combattants et dirigeants du parti bolchevik qui avaient participé à la révolution russe et qui étaient restés fidèles au communisme contrairement à Staline qui ne l'a jamais été réellement.

Les stalinien *"repentis"* ne peuvent pas aborder (sereinement et à fond) cette période sans que soit démasquée leur véritable nature d'agents du capital qu'ils sont aujourd'hui ou qu'ils étaient déjà hier. Pourquoi, c'est très simple à comprendre, parce que c'est justement au cours de ces années-là que Staline mena le combat le plus intense et le plus féroce contre le communisme qu'incarnait la révolution d'Octobre et le parti bolchevik, le léninisme ou le bolchevisme, et dont Trotsky et ses fidèles compagnons de lutte incarnaient la continuité théorique et politique, et c'est au nom de la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays que Staline mènera ce combat, théorie qui est en totale contradiction avec le marxisme, le léninisme et le trotskysme, rappelons que ce sont Marx et Engels qui les premiers formulèrent la théorie de la révolution permanente dans le Manifeste du parti communiste, c'est finalement pour interdire toute libre discussion sur cette contradiction ou de la faire rejaillir, que les stalinien *"repentis"* ne peuvent analyser à fond la plus sombre et la plus sanglante période du stalinisme.

Ils peuvent dénoncer les procès de Moscou ou les crimes de Staline qu'ils ont couvert pendant des décennies, cela ne leur coûte rien finalement, en revanche ils ne peuvent pas se livrer à une analyse sérieuse sur le plan théorique et politique de la politique menée par Staline au cours de cette période parce que son caractère contre-révolutionnaire saute aux yeux.

Comprenez bien en quoi consiste l'entreprise de cette pourriture : il faut que la classe ouvrière et les masses, les militants du mouvement ouvrier continuent de croire que le stalinisme serait le produit du communisme ou du bolchevisme, qu'ils ont produit le stalinisme, qu'en dehors du capitalisme point de salut ! En bons et loyaux serviteurs du capital, il leur faut absolument sauver le mythe du "camarade" Staline, du "grand dirigeant" de la révolution russe qu'il aurait été, du grand "communiste" qu'il était... pour mieux combattre le communisme et interdire au prolétariat de construire son parti sur le modèle du parti bolchevik et les bases du marxisme, qui franchement en dehors de quelques illuminés aurait envie de rejoindre un parti se réclamant de la même idéologie que le cruel Staline, qui aurait envie d'adhérer à une théorie qui a engendré une terrible dictature et qui a conduit à la faillite tout un pays.

Pour conclure, les staliniens "*repentis*" n'ont pas rejeté la théorie du socialisme dans un seul pays d'où les guillemets à repentis, ils sont toujours aussi staliniens qu'hier ou autrefois, et vous savez pourquoi, parce cette théorie est compatible avec le soutien qu'ils témoignent envers les institutions de la Ve République, l'Union européenne, les plans du gouvernement en faveur des banquiers, leur rejet ou leur haine farouche du socialisme qui se traduit par leur adaptation au capitalisme, est parfaitement compatible avec le socialisme frelaté que constitue le réformisme à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Dans le cas contraire, ils auraient adhéré au marxisme ou à la théorie de la révolution permanente, ce qui n'est pas le cas. Disons que d'autres circonstances, la théorie du socialisme dans un seul pays a pris la forme du réformisme chez les staliniens, ni l'une ni l'autre ne permettant d'avancer vers le socialisme, voilà tout.

En aparté, ni la classe ouvrière ni les masses ni les militants n'ont été capables de faire la part des choses entre communisme et stalinisme, comme dans bien d'autres domaines comme je le soulignais dernièrement, un simple constat que chacun peut faire. Voilà donc un élément supplémentaire qui permettra à chacun de mesurer à sa juste valeur les vertus merveilleuses de la stratégie qui consiste à présenter le PS et ses satellites comme des partis ouvriers pour mieux les combattre, elle a amplement prouvé qu'elle ne permettait pas d'atteindre cet objectif, et s'il fallait une preuve supplémentaire pour s'en convaincre, il suffit d'observer qu'il a suffi que ces partis soient au pouvoir pendant de longues années pour que les travailleurs s'en détournent et n'en attendent plus rien de bon, alors de là à penser qu'on aurait été bien avisé de mettre en oeuvre une autre stratégie pour les combattre, c'est l'enseignement que l'on peut en tirer.

Le combat des illusions sur le terrain des illusions, tout comme le le front unique, aboutit au résultat inverse de celui recherché quand il se déroule ou il est mis en oeuvre dans des conditions inappropriées, lorsque les travailleurs ne sont pas en mesure de saisir quel objectif ce combat permettrait d'atteindre ou lorsqu'ils n'ont déjà plus les illusions qu'on leur prête. Soit on prête aux travailleurs la capacité de saisir certaines nuances ou subtilités, alors qu'en réalité ils n'en ont pas les moyens, soit on les prend pour plus arriérés qu'ils ne sont et pour le coup on flatte les illusions qu'il leur reste.

Vous voulez faire un beau cadeau à vos dirigeants pour qu'ils soient de bonne humeur dès le 1er janvier : demandez-leur ce qu'ils en pensent ? Un peu de courage, dites-leur que c'est le camarade d'un camarade d'un camarade que vous ne connaissez pas, tenez, il est mort, qui vous a donné ce truc-là à lire...

## Social

Ainsi font font font... trois petits tours et puis s'en vont !

C'est ce que la police appelle «*l'effet iPhone*». Les vols avec violences dans les transports en commun franciliens ont augmenté de près de 40% entre 2009 et 2010, rapporte Le Figaro, citant une note de la Direction de sécurité de proximité de l'agglomération parisienne. Sur les onze derniers mois, il y a eu 9.501 agressions de ce type alors que sur la même période en 2009, 6.281 faits de ce type avaient été recensés.

La moitié de ces vols avec violences ont lieu dans Paris intra-muros. «*Plus des deux tiers des vols avec violences commis dans la capitale sont des vols à l'arraché, 21,8% sont des vols perpétrés avec des violences physiques et 10,7% sont des extorsions*», explique la note de la Direction de sécurité de proximité de l'agglomération parisienne. (20minutes.fr 29.12)

Personnellement j'en suis resté au téléphone fixe et je m'en porte très bien merci. Le titre est ironique, car il faut être un peu timbré pour avoir toujours un portable à la main ou à l'oreille, comme si cela ne pouvait pas attendre pour répondre à un appel, quel monde de dingues !

## Economie.

1- Portugal.



Fragilisé par le poids de ses déficits, le Portugal devra emprunter jusqu'à 20 milliards d'euros sur les marchés financiers en 2011, a annoncé mercredi l'Institut de gestion du crédit public (IGCP).

L'IGCP a indiqué qu'il émettrait des obligations pour 18 à 20 milliards d'euros pour atteindre les besoins de financement du Portugal l'année prochaine. La date de ces émissions n'a pas été précisée.

Des bons au Trésor à court terme vont également être émis, en fonction des conditions des marchés. La première vente -500 millions d'euros en bons à trois mois- est prévue le 5 janvier. (AP 29.12)

## 2- Pétrole.

Le baril de pétrole a largement dépassé le niveau de 70 à 80 dollars privilégié par l'Arabie saoudite, mais l'Organisation des pays exportateurs de pétrole semble ne pas vouloir agir pour autant, et le marché se prépare à retrouver un niveau supérieur à 100 dollars. (Reuters 29.12)

---

## Le 31 décembre

Afin d'archiver les fichiers des causeries et des articles de presse de décembre et de 2010, le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, ainsi je suis à jour, le boulot est terminé.

Je me suis aperçu que je m'étais encore embrouillé dans les adresses de certains fichiers, et hier on était le 30 et non pas le 29 ! Vous trouverez les articles de presse et les causeries de l'année 2010 dans deux fichiers pdf avec chacun une table de matière interactive renvoyant à chaque mois de l'année puis à chaque jour ou article.

J'ai oublié de vous signaler une info entendue hier soir au journal de TV5Monde Asie que je n'ai pas trouvée ce matin dans les dépêches internationales : Morales a augmenté hier le prix de l'essence de 83% pour lutter paraît-il contre la contrebande vers les pays voisins où elle est moins chère, c'est en tout ainsi qu'il a justifié cette hausse qui a entraîné immédiatement le doublement du prix des transports et la flambée de certaines denrées alimentaires. Du coup l'opposition a saisi l'occasion pour appeler à une manifestation contre la hausse des prix.

Encore une fois je vous souhaite tout le meilleur et que le 11 soit maudit pour les capitalistes !

[Haut de page ↗](#)